



Commission
européenne

L'UE en

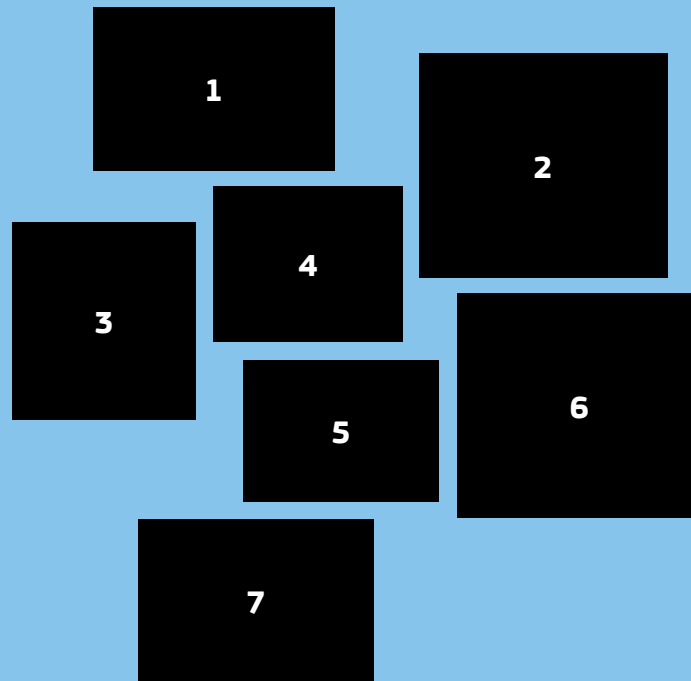


2023

RAPPORT GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ
DE L'UNION EUROPÉENNE



Sur la page de couverture



1. Le 9 mai 2023, Journée de l'Europe, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (à gauche), s'est rendue à Kiev (Ukraine), où elle a rencontré Volodymyr Zelensky, président de l'Ukraine (à droite).
2. Le 9 août 2023, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, s'est rendue à Ljubljana, en Slovénie, pour exprimer sa solidarité et être témoin des destructions causées par les inondations qui ont frappé le pays.
3. Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (à gauche), salue Roberta Metsola, présidente du Parlement européen (à droite), lors de la cérémonie marquant le 25^e anniversaire de la Banque centrale européenne, Francfort (Allemagne), 24 mai 2023. (© AFP)
4. (© Adobe Stock)
5. Charles Michel, président du Conseil européen, a présidé une réunion du Conseil européen les 14 et 15 décembre 2023 à Bruxelles (Belgique). Lors de cette réunion, les dirigeants de l'UE ont débattu de la situation en cours au Proche-Orient, du soutien continu à l'Ukraine face à la guerre d'agression menée par la Russie, du budget à long terme de l'UE, de l'élargissement, de la sécurité et de la défense, ainsi que des relations extérieures.
6. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (deuxième à partir de la gauche), Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN (troisième à partir de la gauche), et Jonas Gahr Støre, Premier ministre norvégien (à gauche) lors d'une visite sur l'une des plateformes d'extraction de gaz naturel de la société norvégienne Equinor situées au large de la côte ouest de la Norvège, 17 mars 2023.
7. De nombreux survivants du tremblement de terre en Turquie peinent à surmonter le traumatisme psychologique qui en découle. Avec l'appui de l'aide humanitaire de l'UE, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a mis en place des centres d'activités dans les zones touchées, où les enfants et leurs aidants peuvent assister à des séances de soutien psychosocial. Ces centres d'activités offrent aux enfants un espace sûr pour apprendre, jouer et guérir. Août 2023.

L'UE en 2023

RAPPORT GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE

Publié conformément à l'article 249, paragraphe 2,
du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Une version interactive de la présente publication, contenant des liens vers du contenu en ligne, est disponible aux formats PDF et HTML: <http://europa.eu/general-report/fr>

L'UE en 2023 — Rapport général sur l'activité de l'Union européenne

Commission européenne
Direction générale de la communication
Rédaction et communication ciblée
1049 Bruxelles
BELGIQUE

L'UE en 2023 — Rapport général sur l'activité de l'Union européenne a été adopté par la Commission européenne le 7 mars 2024 sous la cote C(2024) 1633.

Print	ISBN 978-92-68-11554-1	ISSN 1027-1546	doi:10.2775/314570	NA-AD-24-001-FR-C
PDF	ISBN 978-92-68-11585-5	ISSN 1977-3455	doi:10.2775/292992	NA-AD-24-001-FR-N
HTML	ISBN 978-92-68-11615-9	ISSN 1977-3455	doi:10.2775/636468	NA-AD-24-001-FR-Q

La Commission européenne ne peut en aucun cas être tenue pour responsable de l'usage fait de cette publication en cas de réutilisation.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2024



© Union européenne, 2024

La politique de la Commission en matière de réutilisation de l'information est mise en œuvre par la décision 2011/833/UE de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dec/2011/833/oj>). Sauf mention contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée de la source et indication de toute modification.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement auprès des titulaires de droits respectifs.

CRÉDITS

Toutes les photos sont la propriété de l'Union européenne, sauf mention contraire.

Avant-propos



Ursula von der Leyen

Présidente
de la Commission européenne

2023 a été une année importante, une année au cours de laquelle l'Union européenne (UE) a continué de répondre aux aspirations de ses citoyens et de relever les défis à mesure qu'ils se faisaient jour. Nous avons maintenu le cap sur les six priorités que nous avons définies au début du mandat, tout en remédiant de manière audacieuse et ambitieuse à certaines des plus grandes épreuves que l'Europe ait jamais affrontées.

Qu'il s'agisse de répondre à la guerre d'agression brutale menée par la Russie contre l'Ukraine ou de gérer la pire crise énergétique depuis des décennies, et de réagir au développement fulgurant de l'intelligence artificielle (IA) tout en faisant face à une crise climatique qui s'accroît, nous avons retroussé nos manches pour nous attaquer de front à des défis extraordinaires. Nous avons montré que notre Union donne toute sa mesure lorsque nous sommes audacieux.

Pour la deuxième année consécutive, l'Europe a défendu l'Ukraine à chaque étape avec unité, force et détermination. Nous avons ouvert la voie à l'accueil de plus de 4 millions de réfugiés ukrainiens dans l'Union européenne et avons organisé une aide financière, humanitaire et militaire résolue, qui a atteint jusqu'à présent plus de 88 milliards d'euros. Et nous avons montré que nous serons aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra. Grâce à la nouvelle facilité pour l'Ukraine, nous allouerons une enveloppe supplémentaire de 50 milliards d'euros sur les 4 prochaines années, afin de contribuer à la fourniture de services de base, tels que maintenir les écoles ouvertes, verser les salaires et les pensions, pendant que le peuple de l'Ukraine continue de résister à l'envahisseur. 2023 restera gravée dans la mémoire des Ukrainiens comme l'année où leurs rêves se sont rapprochés de la réalité.

Reconnaissant les immenses progrès accomplis par l'Ukraine et répondant aux aspirations du peuple ukrainien, notre Union a pris la décision historique d'ouvrir des négociations d'adhésion avec ce pays, en s'appuyant sur la recommandation de la Commission.

Dans le même temps, notre Union a persisté dans la transformation de notre économie. Premièrement, elle a fait avancer la numérisation. Notre règlement européen sur les semi-conducteurs a déjà généré plus de 100 milliards d'euros d'investissements — publics et privés — planifiés dans l'ensemble de la chaîne de valeur. Et avec notre règlement sur l'intelligence artificielle, l'Europe est devenue le premier continent à se doter d'une réglementation spécifique sur l'IA, axée sur les utilisations à haut risque. Plus qu'un corpus réglementaire, il constitue un tremplin qui permettra à nos entreprises d'être à la pointe du développement d'une IA digne de confiance.

Notre Union a également fait avancer la transition vers une économie propre. Nous avons mis en place un cadre visant à réduire les émissions de dioxyde de carbone d'au moins 55 % d'ici à la fin de cette décennie et à maintenir ainsi l'Europe sur la bonne voie pour parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050. En outre, avec notre règlement pour une industrie «zéro net», nous renforçons la capacité de production d'énergie propre de l'UE, afin de stimuler notre compétitivité et notre résilience industrielles. Nous aiderons les entreprises européennes à réaliser la transition tout en préservant leur avantage concurrentiel, de sorte que l'Europe reste une destination privilégiée pour les investissements générant des emplois de qualité stables et durables, avec une base industrielle solide.

Pour s'adapter à l'évolution des réalités géopolitiques, l'Europe a présenté sa toute première stratégie en matière de sécurité économique. Nous avons également pris des mesures concrètes pour accroître notre résilience en réduisant nos dépendances et en limitant les risques pour notre économie. Cela garantira notre souveraineté, notre sécurité et notre prospérité pour les années à venir. Cet objectif est également soutenu par notre plan de relance NextGenerationEU, d'un montant de plus de 800 milliards d'euros, qui stimule nos économies grâce à une combinaison d'investissements et de réformes. Ce plan a continué de financer des centaines de projets écologiques et numériques qui produisent des résultats tangibles pour les Européens, qu'il s'agisse de parcs éoliens en mer, de trains électriques, de services publics numériques de premier ordre ou d'hôpitaux de renommée mondiale.

Pour ce qui concerne l'avenir, 2024 sera une année particulière pour notre continent, puisque les Européens se rendront aux urnes pour élire une nouvelle génération de dirigeants. Ce sera l'occasion de se pencher sur la manière dont la démocratie permet de rendre nos sociétés plus équitables, nos industries plus compétitives et nos économies plus résilientes. J'ai la conviction que notre Union gardera la tête haute. Parce que l'Europe n'est jamais aussi forte que lorsqu'elle doit affronter de grands défis.

Vive l'Europe!

Ursula von der Leyen

Table des matières



- 1.** Réponse de l'UE à l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine — *8*
- 2.** Renforcer l'économie et la compétitivité de l'UE — *23*
- 3.** Créer une Europe neutre pour le climat et prospère — *48*
- 4.** Garantir une énergie abordable, sûre et durable pour l'Europe — *68*
- 5.** Une Europe adaptée à l'ère du numérique — *79*
- 6.** Construire une Europe équitable et sociale — *96*
- 7.** Protéger les personnes et les libertés — *113*
- 8.** Promouvoir les intérêts et les valeurs de l'Europe dans le monde — *130*
- 9.** Évolutions institutionnelles et renforcement de la démocratie — *150*



1. Réponse de l'UE à l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine

Introduction

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine constitue une menace pour l'essence même de la démocratie et rappelle à la communauté mondiale les dangers de l'autoritarisme. Le soutien sans faille de l'Union européenne à l'Ukraine ne se limite pas à faire preuve de solidarité avec un pays voisin face à une invasion illégale et injustifiée; il traduit un attachement commun aux principes démocratiques et à la sauvegarde de l'ordre international fondé sur des règles et de la paix en Europe. En 2023, l'UE a continué d'apporter son soutien à l'Ukraine face à la guerre d'agression non provoquée et injustifiée menée par la Russie et à son annexion illégale de certaines parties du territoire ukrainien. Ce chapitre montre les différentes

↑

Des troupes russes ont tenté d'interroger Oksana au sujet de son petit-fils, un soldat ukrainien. Une fois qu'elles se sont retirées, la maison d'Oksana a été détruite par un tir d'artillerie. Les fonds humanitaires de l'UE viennent en aide à des personnes telles qu'Oksana par la fourniture de nourriture, d'eau, d'articles ménagers de première nécessité, de soins de santé — y compris en matière de santé mentale et de soutien psychosocial — et d'abris d'urgence. 21 mars 2023.

manières dont l'UE se tient aux côtés de l'Ukraine, qui consistent notamment à dispenser une aide financière, une aide en matière de protection civile et une aide humanitaire; à lutter contre la désinformation; à accueillir des réfugiés ukrainiens; à fournir une assistance et une formation militaires; à offrir une aide à la défense et à la reconstruction de l'Ukraine; et à veiller, au moyen de sanctions et de poursuites, à ce que les crimes de la Russie ne restent pas impunis.

Solidarité avec l'Ukraine

Assistance financière et soutien militaire

À la fin de 2023, l'UE et ses États membres avaient mis près de 85 milliards d'euros d'aide globale à la disposition de l'Ukraine et de sa population depuis le début de la guerre d'agression menée par la Russie. Cette aide comprend en particulier une assistance macrofinancière d'un montant de 25,2 milliards d'euros, dont un ensemble de mesures de soutien de 18 milliards d'euros en faveur de l'Ukraine en 2023 par l'intermédiaire de l'instrument d'assistance macrofinancière +. L'assistance macrofinancière est un type d'aide financière fournie par l'UE pour aider les pays partenaires confrontés à de graves difficultés financières à stabiliser leurs économies et à entreprendre les réformes nécessaires. Ces fonds aident l'Ukraine à continuer à payer les salaires et les pensions; à maintenir le fonctionnement des services publics essentiels, tels que les hôpitaux, les écoles et les habitations accueillant les personnes relocalisées; et à restaurer les infrastructures

critiques. Ils aident également le pays à mener des réformes institutionnelles, telles que des réformes en matière de lutte contre la corruption et des réformes judiciaires.

L'aide militaire combinée fournie à l'Ukraine par l'UE et ses États membres à ce jour s'élève à plus de 27 milliards d'euros, dont 5,6 milliards d'euros alloués par l'intermédiaire de la facilité européenne pour la paix. Elle inclut notamment l'acquisition conjointe et la livraison immédiate de munitions à l'Ukraine convenues en mars 2023, avec environ 313 600 munitions et 3 315 missiles livrés à la fin de l'année. La facilité européenne pour la paix contribue également au renforcement des capacités des forces armées ukrainiennes par l'intermédiaire de la mission d'assistance militaire de l'UE en soutien à l'Ukraine, avec une dotation de 362 millions d'euros gérée par le Conseil de l'Union européenne. La majeure partie de l'aide militaire restante en faveur de l'Ukraine est fournie et financée bilatéralement par les États membres.

→
Réunion de la Commission européenne avec le gouvernement ukrainien à Kiev (Ukraine), 2 février 2023.



Soutien militaire

La facilité européenne pour la paix est un instrument utilisé pour financer des actions extérieures ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense. Elle permet également de fournir une assistance aux pays partenaires dans le cadre d'opérations de maintien de la paix. Elle est financée par les États membres.

La facilité a joué un rôle central dans la fourniture d'un soutien militaire à l'Ukraine. Depuis le début de l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine, l'UE a adopté sept trains de mesures de soutien au moyen de cet instrument. Ce soutien revêt la forme de livraisons d'équipements militaires défensifs aux forces armées ukrainiennes, ainsi que de l'initiative à trois niveaux sur les munitions visant à soutenir les forces armées ukrainiennes, pour un montant total de 5,6 milliards d'euros.

Par l'intermédiaire de cette facilité, l'UE finance également la formation des forces armées ukrainiennes par l'intermédiaire de la mission d'assistance militaire de l'UE, qui a son quartier général en Pologne et en Allemagne. C'est pourquoi, pour la première fois dans son histoire, l'UE dispense une formation militaire à un pays en guerre. Fin 2023, la mission avait formé environ 39 000 soldats ukrainiens.

En réponse à l'appel urgent lancé par le Conseil en faveur de la livraison de munitions à l'Ukraine, la Commission a proposé l'acte de soutien à la production de munitions en mai 2023. Adopté en juillet, l'acte vise à renforcer la réactivité de l'industrie de la défense de l'UE et sa capacité à garantir l'approvisionnement en munitions et missiles en temps utile en Europe. La Commission a alloué 500 millions d'euros à cette fin, en utilisant des subventions à octroyer en 2024 pour améliorer et accélérer la production. (Voir le chapitre 8 pour plus de détails sur les capacités de défense renforcées de l'UE.)

Le montant total susmentionné de près de 85 milliards d'euros comprend également 17 milliards d'euros mis à la disposition des États membres pour accueillir et aider les réfugiés. L'UE fournit une protection temporaire à près de 4,2 millions de réfugiés ukrainiens qui vivent actuellement dans l'UE.

L'UE, ainsi que ses États membres, ont également engagé environ 3 milliards d'euros en faveur de l'aide humanitaire en Ukraine. Sur ce montant, la Commission a directement fourni environ 800 millions d'euros. (Voir la section «Aide humanitaire et aide en matière de protection civile en faveur de l'Ukraine» ci-dessous pour plus de détails.)



© AFP

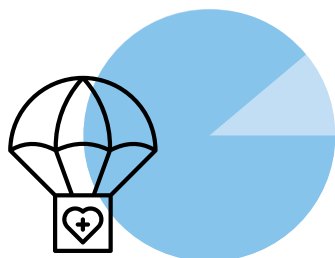


Volodymyr Zelensky, président de l'Ukraine (au premier plan, à droite), et Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne pour une Europe plus forte sur la scène internationale (au premier plan, à gauche), avant une table ronde lors du Conseil européen extraordinaire qui s'est tenu à Bruxelles (Belgique), 9 février 2023.

En juin, l'Ukraine a eu accès au programme de financement des infrastructures de l'UE, le mécanisme pour l'interconnexion en Europe. Cela signifie que l'Ukraine peut désormais demander un financement de l'UE pour des projets d'infrastructure qui amélioreront ses connexions énergétiques, numériques et de transport avec l'UE. L'année 2023 a également été marquée par la décision historique de l'UE d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Ukraine, reconnaissant les efforts considérables

qu'elle a déployés pour s'aligner sur les normes de l'UE (voir le chapitre 8).

Enfin, l'UE a également soutenu les voisins de l'Ukraine tout au long de l'année, en particulier la Moldavie, qui a bénéficié d'une aide humanitaire de 58 millions d'euros, d'une augmentation de l'assistance macrofinancière et de l'accès au programme de financement des infrastructures de l'UE.



89 % des citoyens de l'UE conviennent que l'Union devrait continuer à fournir une aide humanitaire aux populations touchées par la guerre en Ukraine.



85 % des citoyens de l'UE conviennent que l'invasion de l'Ukraine par la Russie montre que l'Union doit assurer sa sécurité énergétique et économique.



79 % des citoyens de l'UE conviennent que l'invasion de l'Ukraine par la Russie montre que l'Union doit renforcer la coopération militaire entre les États membres.



77 % des citoyens de l'UE conviennent que les autorités russes doivent être tenues responsables de la situation actuelle en Ukraine.



71 % des citoyens de l'UE conviennent que l'Union devrait continuer à faire preuve de solidarité avec l'Ukraine.

Sources: Eurobaromètre Flash 533, septembre 2023; Eurobaromètre Standard 100, décembre 2023.

Sanctions de l'UE

Outre une aide financière et d'autres formes de soutien tangible en faveur de l'Ukraine et de sa population, l'UE a imposé des sanctions sans précédent et de grande ampleur à la Russie en réaction à sa guerre d'agression contre l'Ukraine.

Les sanctions sont l'un des instruments dont dispose l'UE pour réagir à cette guerre injuste et illégale, dans le but d'affaiblir la capacité économique de la Russie et

de limiter sa capacité à financer sa guerre d'agression. À cet égard, les sanctions réalisent l'objectif clé de l'UE, qui est de continuer à œuvrer en faveur d'une paix juste et durable. Depuis le 23 février 2022, l'UE a imposé un total de 12 trains de sanctions à la Russie. Ceux-ci ciblent non seulement des personnes et des entités spécifiques, mais aussi les secteurs financier, industriel, des transports et de l'énergie.

En février et juin 2023, l'UE a adopté ses 10^e et 11^e trains de sanctions à l'encontre de la Russie, qui ont ajouté 225 personnes et entités à la liste des sanctions de l'UE. Parmi les mesures supplémentaires figuraient de nouvelles interdictions d'exporter des produits technologiques et industriels critiques vers la Russie, en particulier des technologies présentant des applications militaires potentielles. En outre, ces trains de mesures ont ciblé d'autres sources russes de désinformation, élargi la liste des importations interdites en provenance du pays et introduit des mesures visant à empêcher le contournement de ces sanctions, y compris des efforts destinés à renforcer la coopération avec les principaux pays tiers afin de mieux surveiller, contrôler et bloquer les réexportations.

Le 12^e et dernier train de sanctions en date a été adopté le 18 décembre et a ajouté 140 personnes et entreprises supplémentaires à la liste des sanctions. De nouvelles interdictions d'importation et d'exportation, telles qu'une interdiction d'exporter des diamants russes vers l'UE, ont également été instaurées et seront appliquées en étroite coopération avec les partenaires du G7. En outre, ce train de sanctions a renforcé la mise en œuvre du plafonnement des prix du pétrole en introduisant de nouvelles mesures visant à mieux surveiller la manière dont les pétroliers peuvent être utilisés pour contourner le plafonnement. Il a également prévu des obligations plus strictes en matière de dépistage des avoirs et des mesures fortes à l'encontre des entreprises de pays tiers contournant les sanctions.

En collaboration avec ses partenaires, l'UE a adopté une liste prioritaire de biens utilisés sur le champ de bataille qui font l'objet de sanctions. Les entreprises devraient faire preuve de vigilance à l'égard de ces biens, et les pays tiers ne doivent pas les exporter vers la Russie. En outre, l'UE a recensé des biens économiquement critiques pour lesquels les flux commerciaux sont anormaux. Ces biens ont fait l'objet d'un suivi alors qu'ils étaient expédiés en Russie via certains pays tiers.

Les mesures de gel des avoirs constituent l'un des types de sanctions les plus visibles et les plus importants sur le plan politique. Au total, près de 1 950 entités et personnes font actuellement l'objet de mesures restrictives et plus de 28 milliards d'euros d'actifs appartenant à des oligarques et sociétés russes et biélorusses ont été gelés. Les États membres ont également signalé plus de 200 milliards d'euros d'actifs gelés de la Banque centrale de Russie dans l'UE.

La guerre elle-même, et les mesures restrictives, mettent à rude épreuve l'économie russe, car elles contribuent à une croissance rapide des dépenses, à une dépréciation du rouble, à une inflation croissante

et à un marché du travail tendu reflétant une perte de main-d'œuvre. Le rouble a perdu environ 40 % de sa valeur par rapport au pic enregistré à l'été 2022, ce qui a contraint la Banque centrale de Russie à relever ses taux d'intérêt de 8 % à 16 % et à renforcer le contrôle des capitaux. Les recettes budgétaires provenant du pétrole et du gaz ont diminué de 40 % en 2023 grâce au plafonnement des prix du pétrole convenu avec les partenaires du G7. Cet effet ne fera qu'augmenter au fil du temps, étant donné que les mesures ont été conçues pour avoir un impact à long terme sur le budget de la Russie et sur sa base industrielle et technologique.

Des sanctions sont également imposées à l'alliée de la Russie, la Biélorussie. Le 3 août 2023, le Conseil a adopté un 7^e train de sanctions en réaction aux violations des droits de l'homme et à la répression à l'égard de la société civile dans le pays. L'UE n'impose pas de sanctions générales à l'ensemble du pays, mais cible plutôt des secteurs stratégiques de l'économie biélorusse, tels que le commerce des armes, le commerce de technologies susceptibles d'être utilisées à des fins militaires et le commerce de biens utilisés dans les industries de l'aviation et de l'espace.

Lutter contre la désinformation

Par l'intermédiaire de ses organes de presse d'État et des chaînes qui lui sont rattachées, la Russie diffuse des informations biaisées et une propagande de guerre, en tentant de rationaliser ses actions agressives contre l'Ukraine et de faire porter la responsabilité à l'Ukraine et à l'Occident. Pour faire face à cette situation, l'UE soutient les contacts de l'Ukraine avec ses partenaires mondiaux, y compris dans les enceintes et discussions internationales. L'UE agit à de nombreux niveaux pour toucher le plus de personnes possible, en soutenant les institutions gouvernementales, la société civile, les médias et les plateformes en ligne, conformément au [code de bonnes pratiques contre la désinformation](#) mis à jour.

Dans le cadre des sanctions à l'encontre de la Russie, l'UE a suspendu les activités de diffusion de nombreux organes de désinformation publics et pro-Kremlin russes. Plus généralement, l'année 2023 a marqué un changement radical dans la lutte contre la désinformation dans l'UE. Avec l'entrée en vigueur du [règlement sur les services numériques](#), les fournisseurs de très grandes plateformes en ligne et de très grands moteurs de recherche doivent régulièrement évaluer tous les risques sociétaux potentiels posés par leurs services. Sont notamment concernés les menaces pesant sur la liberté d'expression et le risque que leurs services soient utilisés pour les besoins de campagnes de désinformation.

En juillet, la Commission a [lancé un appel à propositions](#) d'un montant de 1,2 million d'euros pour des projets permettant de décrypter les discours de désinformation sur la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, les élections et la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre, intersexuée et queer qui apparaissent en ligne et hors ligne, et les moyens pour les combattre une fois qu'ils font leur apparition. Ces projets s'inscriront dans le cadre plus large des efforts déployés pour lutter contre la désinformation, tels que la plateforme [EUvsDisinfo](#) et le [système d'alerte rapide](#).

Des communications et des campagnes ciblées sur les médias sociaux visant à lutter contre la désinformation

russe au sujet des sanctions et de la sécurité alimentaire et énergétique se sont poursuivies en 2023. Enfin, pour faire en sorte que les personnes déplacées en provenance d'Ukraine connaissent leurs droits, la Commission a mené une campagne de sensibilisation sur l'importance d'utiliser des sources d'information officielles.

Aide humanitaire et aide en matière de protection civile en faveur de l'Ukraine

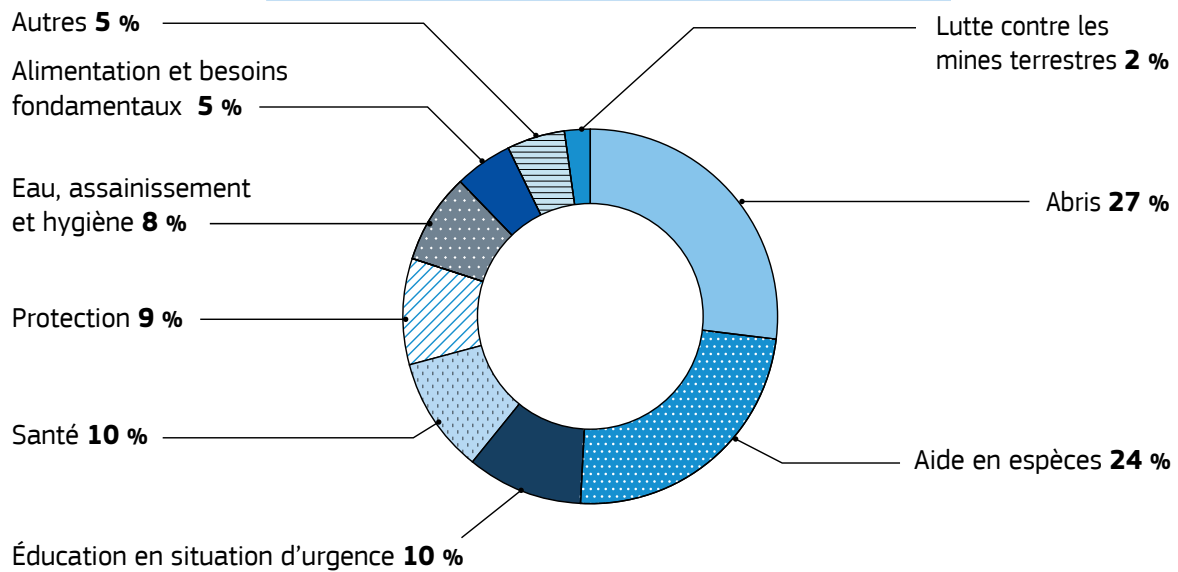
Le [financement de l'UE en faveur de la protection civile et de l'aide humanitaire](#) aide les populations à l'intérieur de l'Ukraine grâce à de multiples formes de soutien. Au total, cette aide s'élève à environ 1,6 milliard d'euros (environ 800 millions d'euros d'aide humanitaire et 800 millions d'euros d'offres de protection civile en nature). L'aide humanitaire comprend la fourniture de nourriture, d'eau, d'articles ménagers essentiels, de soins de santé, d'un soutien en matière de santé mentale et d'une aide psychosociale, ainsi que d'abris d'urgence. L'aide de l'UE en faveur de l'Ukraine consiste également à aider les jeunes Ukrainiens à poursuivre leur éducation et à fournir une aide en espèces pour couvrir les besoins fondamentaux. L'UE coordonne son aide humanitaire et son aide au développement au moyen d'une [approche du lien](#), en veillant non seulement à ce qu'elle réponde aux besoins immédiats, mais aussi à ce qu'elle soit durable à long terme.

Le soutien psychosocial est étendu aux personnes déplacées dans les États membres par l'intermédiaire du programme [EU4Health \(L'UE pour la santé\)](#), et en grande partie avec la collaboration de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. En outre, l'UE coordonne les évacuations médicales de patients ukrainiens ayant besoin d'un traitement urgent, en les transférant vers des hôpitaux de toute l'Europe pour qu'ils y reçoivent des soins spécialisés. Près de 3 000 patients nécessitant une évacuation médicale ont été transférés avec succès vers 22 États membres ou pays de l'Espace économique européen entre mars 2022 et le 19 décembre 2023.



←
PODCAST: écoutez ou lisez cet article publié par EUvsDisinfo sur la manière dont la Russie déforme la vérité.

Financement humanitaire de l'UE en faveur de l'Ukraine en 2023, par secteur



Par l'intermédiaire de son centre de coordination de la réaction d'urgence, l'UE coordonne sa plus grande opération de protection civile jamais menée afin de fournir une aide d'urgence aux personnes dans le besoin (voir le chapitre 8).

Les 27 États membres, ainsi que l'Islande, la Macédoine du Nord, la Norvège, la Serbie et la Turquie, ont proposé une aide en nature par l'intermédiaire du mécanisme de protection civile de l'UE, allant de fournitures médicales, d'abris et de véhicules à des équipements de lutte contre les incendies et des équipements énergétiques. Pour acheminer ces articles de première nécessité vers l'Ukraine, l'UE a ouvert des plateformes logistiques supplémentaires en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie. Fin 2023, près de 100 000 tonnes d'une telle aide avaient été livrées à l'Ukraine.

→

La Russie cible les infrastructures énergétiques ukrainiennes. Pour alimenter les services ukrainiens en énergie et fournir du chauffage dans des températures hivernales glaciales, l'UE a fait don de plus de 5 500 générateurs électriques et de plus de 6 millions de pièces d'équipement électrique. Ce transformateur, d'une valeur de plus de 2 millions d'euros, a été offert par Litgrid, une compagnie d'électricité lituanienne, et fait partie de la plus grande opération logistique coordonnée dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'UE. 24 janvier 2023.



L'UE a également déployé une aide provenant de ses stocks de rescEU, qui est une réserve de capacités européennes entièrement financée par l'UE. Elle comprend une flotte d'avions et d'hélicoptères de lutte contre les incendies, des avions d'évacuation médicale et un stock d'articles médicaux et d'hôpitaux de campagne permettant de faire face aux situations d'urgence. Pour l'Ukraine, l'UE a déployé des groupes électrogènes, du matériel

médical et des abris temporaires. En outre, des stations de traitement des eaux ont été envoyées à la suite de la rupture du barrage de Nova Kakhovka, tandis que des équipements spécialisés — tels que des décontaminants, des combinaisons de protection et des pilules d'iode — ont été fournis pour faire face aux risques pour la santé publique, tels que les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.



Afin d'aider les enfants ukrainiens à retourner à l'école, l'UE a lancé la campagne «Des bus scolaires pour l'Ukraine» en décembre 2022. En conséquence, plus de 380 bus ont été envoyés en Ukraine par l'UE et ses États membres.



Un bus offert par la ville de Luxembourg quittant la plateforme logistique du mécanisme de protection civile de l'UE située à Suceava (Roumanie), juillet 2023.

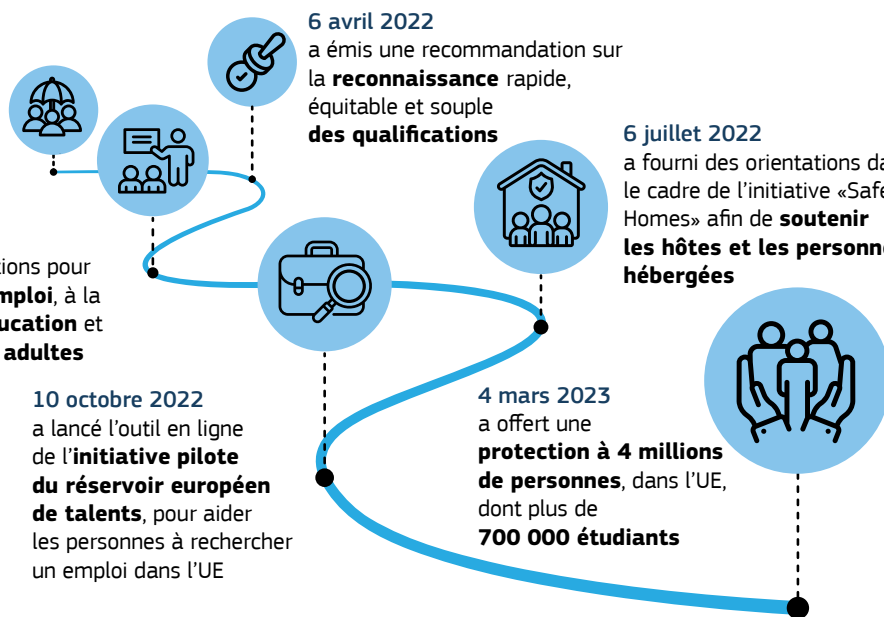
Accueillir les personnes fuyant la guerre

La guerre d'agression non provoquée et injustifiée menée par la Russie contre l'Ukraine a déclenché le plus grand déplacement forcé de population en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Afin de protéger les droits des personnes fuyant l'Ukraine vers l'UE, l'Union a rapidement introduit la directive relative à la protection temporaire. Fin 2023, près de 4,2 millions de personnes originaires d'Ukraine

bénéficiaient du droit de séjour et du droit à un logement, à des soins de santé, à une éducation et à un travail dans l'UE. En octobre, cette protection temporaire a été prolongée jusqu'en mars 2025. La plateforme de solidarité a aidé les États membres à coordonner l'accueil des réfugiés ukrainiens et continue de contribuer à la mise en œuvre de la directive.

4 mars 2022
a activé des mesures de **protection temporaire** pour aider les personnes fuyant la guerre

14 juin 2022
a publié des orientations pour faciliter l'accès à l'**emploi**, à la **formation** et à l'**éducation** et à la **formation des adultes** dans l'UE



6 avril 2022
a émis une recommandation sur la **reconnaissance** rapide, équitable et souple **des qualifications**

6 juillet 2022
a fourni des orientations dans le cadre de l'initiative «Safe Homes» afin de **soutenir les hôtes et les personnes hébergées**

10 octobre 2022
a lancé l'outil en ligne de l'**initiative pilote du réservoir européen de talents**, pour aider les personnes à rechercher un emploi dans l'UE

4 mars 2023
a offert une **protection à 4 millions de personnes**, dans l'UE, dont plus de **700 000 étudiants**

Pour protéger les Ukrainiens, l'UE:

Assurer une intégration rapide et effective sur le marché du travail est un autre moyen important pour l'UE d'accueillir les personnes fuyant le conflit armé. Les mesures adoptées dans le cadre de la politique de cohésion en 2022, telles que l'action de cohésion en faveur des réfugiés en Europe et l'assistance flexible aux territoires, ont introduit la flexibilité nécessaire dans les règles de financement de la politique de cohésion afin de garantir que les États membres puissent utiliser ces fonds pour accueillir des réfugiés ukrainiens. En 2023, ces mesures ont continué à permettre d'allouer des fonds pour des programmes d'intégration sociale, des soins de santé, une aide alimentaire, une aide de base et une orientation vers le marché du travail. Ce dernier domaine comprend des cours de langues, un enseignement, des services sociaux et des services de garde d'enfants. L'emploi aide les personnes à reconstruire leur vie, à développer leurs compétences et à contribuer à leurs communautés d'accueil et, à terme, soutiendra la reconstruction en Ukraine.

Plus de 1,5 million d'Ukrainiens travaillent actuellement dans l'UE.

Source: enquête du réseau européen de services publics de l'emploi.

L'UE aide les Ukrainiens à s'intégrer sur le marché du travail en permettant la validation rapide de leurs compétences et la reconnaissance de leurs qualifications professionnelles et universitaires. Elle a mis en place l'initiative pilote du réservoir européen de talents, un outil de recherche d'emploi en ligne qui permet aux personnes ayant fui la guerre en Ukraine de trouver des emplois et des postes vacants qui leur conviennent. En outre, les services publics de l'emploi des États membres mettent les demandeurs d'emploi en relation avec les employeurs au niveau national. En juillet, le réseau européen des services publics de

l'emploi a adopté des lignes directrices communes visant à soutenir davantage l'intégration sur le marché du travail.

L'UE s'emploie également à garantir l'accès à une éducation de qualité pour les enfants ukrainiens déplacés. Elle a mobilisé plusieurs outils, principalement au titre du cadre stratégique de l'espace européen de l'éducation, tels que des orientations stratégiques sur l'apprentissage par les pairs, des plateformes en ligne et des financements. Le programme de financement Erasmus+ est aussi utilisé pour soutenir l'éducation des étudiants réfugiés. L'enseignement supérieur est en outre soutenu par le programme de bourses MSCA4Ukraine. Grâce aux financements et au soutien apportés par cette initiative, à la fin de 2023, 124 chercheurs ukrainiens avaient pu poursuivre leur travail dans l'UE et dans divers pays tiers qui font partie du programme Horizon Europe.

En outre, la Commission a lancé trois nouvelles initiatives pour stimuler la coopération de l'UE en matière de recherche et d'innovation avec l'Ukraine: un nouveau bureau Horizon Europe à Kiev; la nouvelle initiative du Conseil européen de l'innovation visant à soutenir la communauté ukrainienne du deep tech; et un nouveau pôle communautaire de l'Institut européen d'innovation et de technologie.

Enfin, l'UE connaît la valeur de l'expression culturelle pour aider les gens à gérer des événements traumatisants et à créer un sentiment de communauté et de compréhension mutuelle. En 2022, le programme «Europe créative» de l'UE a lancé un appel à projets pour soutenir les artistes et les organisations culturelles en dehors de l'Ukraine. En mai 2023, les lauréats ont été annoncés: les consortiums ZMINA, Culture Helps et U-RE-HERIT soutiendront les artistes ukrainiens et contribueront à la reconstruction du patrimoine culturel de l'Ukraine.

Intégration dans le marché unique et autres accords

En avril 2023, l'Ukraine a adhéré au mécanisme de protection civile de l'UE en tant qu'État participant. En août, alors qu'elle était encore en train d'adhérer formellement au mécanisme, l'Ukraine a mis à disposition 51 membres de services de secours de première ligne et 19 véhicules à l'appui des efforts de sauvetage déployés en Slovaquie à la suite d'inondations dévastatrices. En tant qu'État participant à part entière, l'Ukraine sera en mesure d'envoyer de l'aide par l'intermédiaire du mécanisme aux côtés d'autres membres lorsqu'un autre pays sera confronté à une crise, offrant la même solidarité que celle dont elle a bénéficié. Cela marque également une étape importante sur la voie de l'intégration de l'Ukraine à l'UE et étend le voisinage oriental du mécanisme de protection civile de l'UE.



↑

De gauche à droite: Ihor Klymenko, ministre ukrainien de l'intérieur, Olha Stefanishyna, vice-Première ministre ukrainienne chargée de l'intégration européenne et euro-atlantique, et Janez Lenarčič, commissaire européen à la gestion des crises, lors de la signature d'un accord octroyant à l'Ukraine la pleine participation au mécanisme de protection civile de l'UE, Kiev (Ukraine), 20 avril 2023.

L'Ukraine a été davantage intégrée dans le marché unique de l'UE en adhérant au programme pour le marché unique, avec la signature d'un accord d'association lors d'une réunion entre les commissaires européens et le gouvernement ukrainien à Kiev le 2 février 2023. Cet accord permet aux petites et moyennes entreprises ukrainiennes de bénéficier d'appels à propositions spécifiques pouvant donner lieu à un financement et de participer à des initiatives telles qu'Erasmus pour jeunes entrepreneurs et le réseau Entreprise Europe.

Deux appels à propositions, dotés d'un budget total de 7,5 millions d'euros, ont été lancés spécifiquement pour soutenir l'intégration des petites et moyennes entreprises ukrainiennes dans le marché unique. En outre, les travaux ont progressé rapidement dans le cadre des négociations en vue d'un accord sur l'évaluation de la conformité et l'acceptation des produits industriels avec l'Ukraine. Cet accord, une fois mis en place, favorisera l'intégration économique, aidant ainsi l'économie et les entreprises ukrainiennes à se redresser.



Découvrez comment Erasmus pour jeunes entrepreneurs soutient les entrepreneurs ukrainiens.



Découvrez comment l'UE et le réseau Entreprise Europe soutiennent l'Ukraine.

L'Ukraine bénéficie également d'un autre volet important du marché unique. En avril 2022, l'UE a collaboré avec les opérateurs de téléphonie mobile européens et ukrainiens afin de proposer une itinérance abordable ou gratuite entre les deux régions. Cet accord, renouvelé en juillet 2023 pour une année supplémentaire, aide les personnes déplacées d'Ukraine à maintenir des contacts au-delà des frontières, les opérateurs réduisant encore les coûts de connexion.



Parallèlement, la Commission s'emploie à intégrer cet accord d'itinérance dans l'accord d'association UE-Ukraine. Une fois finalisé, il garantira une utilisation gratuite de la téléphonie mobile tant pour les visiteurs ukrainiens dans l'UE que pour les voyageurs de l'Union en Ukraine. Le rythme d'intégration de l'Ukraine sur le marché de l'itinérance de l'UE dépendra de l'adoption et de la mise en œuvre de la législation européenne en la matière.

Sécurité alimentaire

La Russie aggrave la crise mondiale de la sécurité alimentaire en bloquant délibérément les exportations de céréales via la mer Noire, en ciblant les silos à grains et les infrastructures agricoles en Ukraine et en limitant les exportations de produits agricoles et d'engrais.



↑
Le déchargement de céréales ukrainiennes d'une péniche sur le Danube, Moldavie, 12 décembre 2022.

En 2022, l'UE, ses États membres, l'Ukraine et la Moldavie ont mis en place les corridors de solidarité UE-Ukraine pour faire sortir les céréales d'Ukraine vers le reste du monde. Ces itinéraires alternatifs, qui englobent les chemins de fer, les routes et les voies navigables, facilitent à la fois les exportations d'Ukraine et les importations vitales telles que l'aide humanitaire et les engrais.

Les corridors de solidarité: un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire mondiale

Au total, en 2022 et 2023, les corridors de solidarité ont permis à l'Ukraine:

- d'exporter plus de 65 millions de tonnes de produits agricoles, dont près de 61 millions de tonnes de céréales, d'oléagineux et de produits connexes, y compris vers les pays les plus touchés par la pénurie alimentaire;
- d'exporter plus de 51 millions de tonnes de produits non agricoles en provenance d'Ukraine, tels que des minerais, du fer, de l'acier et du bois;
- de générer environ 44 milliards d'euros de revenus pour les entreprises et agriculteurs ukrainiens;
- d'importer plus de 43 millions de tonnes (pour une valeur de 88 milliards d'euros) de biens essentiels comme du carburant.

En juin 2023, l'UE a annoncé qu'elle investissait 250 millions d'euros dans neuf projets transfrontaliers visant à améliorer les liaisons entre l'Ukraine, la Moldavie et leurs voisins de l'UE, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie. Les projets comprennent des études et des travaux aux points de passage frontaliers ferroviaires et routiers afin d'étendre et de moderniser les infrastructures, de rénover les aires de stationnement et d'améliorer les installations et les équipements de transbordement.

Enfin, une plateforme conjointe de coordination a été mise en place en 2023 afin d'améliorer les flux commerciaux entre l'UE et l'Ukraine. Les efforts de la plateforme se sont intensifiés après que la Russie a mis fin, le 17 juillet, à l'initiative céréalière de la mer Noire, interrompant ainsi les exportations de céréales via la route de la mer Noire.

Soutien aux États membres

Les effets de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine se font sentir au-delà des frontières de l'Ukraine. En tant que voisins de l'Ukraine, les États membres sont également touchés, en particulier dans les domaines des marchés de l'énergie et des denrées alimentaires. (Pour de plus amples informations sur la manière dont l'UE fait face à la crise énergétique, voir le chapitre 4.)

En 2023, l'UE a autorisé 487 milliards d'euros d'aides d'État pour soutenir les États membres dans le contexte de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine.

L'encadrement temporaire de crise et de transition, applicable depuis le 9 mars 2023, est l'un des outils que les États membres peuvent utiliser pour atténuer les effets de la guerre sur leur économie.

En outre, après avoir suspendu les programmes de coopération avec la Russie et son alliée la Biélorussie, l'UE a transféré en 2023 un montant supplémentaire de 135 millions d'euros initialement prévu pour des projets avec ces deux pays vers d'autres programmes qui renforceront la coopération entre les États membres, d'une part, et l'Ukraine et la Moldavie, d'autre part.

Au cours de l'année, l'UE a également veillé à ce que toutes les régions d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie, de Pologne et de Finlande qui étaient censées participer à des programmes de coopération avec la Russie et la Biélorussie puissent prendre part à d'autres programmes de coopération interrégionale existants.

L'encadrement temporaire de crise et de transition donne aux États membres la flexibilité dont ils ont besoin pour:



accorder des montants d'aide limités aux entreprises touchées par la crise actuelle ou par les sanctions et contre-sanctions qui y sont liées,



garantir la disponibilité de liquidités suffisantes pour les entreprises,



indemniser les entreprises pour les surcoûts dus aux prix exceptionnellement élevés du gaz et de l'électricité.



La récolte de blé dans la région de Donetsk (Ukraine), 4 août 2023.

Soutien aux agriculteurs de l'UE

Compte tenu de l'importance de la Russie et de l'Ukraine pour l'approvisionnement mondial en céréales et en oléagineux, la guerre que mène actuellement la Russie contre l'Ukraine a créé une grande incertitude et une grande volatilité sur ces marchés.

Étant donné que les routes d'exportation habituelles de l'Ukraine par les ports de la mer Noire ont été bloquées ou fortement restreintes, les exportations n'ont pas atteint leurs destinations aussi efficacement qu'auparavant. Au lieu de cela, les céréales et les oléagineux ukrainiens se retrouvent de plus en plus sur les marchés des États membres voisins de l'Ukraine, ce qui crée des goulets d'étranglement logistiques.

En 2023, l'UE a mis en place deux trains de mesures de soutien et une interdiction temporaire d'importation de blé, de maïs, de colza et de tournesol d'Ukraine vers la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie, au titre du règlement relatif aux mesures commerciales autonomes en faveur de l'Ukraine. Cela a aidé à réduire les goulets d'étranglement logistiques et à répondre aux préoccupations des agriculteurs des États membres touchés, tout en permettant à l'UE de continuer à soutenir l'Ukraine sur le plan économique en

appliquant des droits de douane nuls sur l'ensemble des importations ukrainiennes.

Au total, plus de 156,3 millions d'euros ont été alloués au titre de la réserve agricole de la politique agricole commune pour soutenir les agriculteurs les plus touchés dans les cinq États membres voisins de l'Ukraine. Les États membres concernés ont également été autorisés à utiliser les modes de soutien nationaux pour fournir une compensation supplémentaire, si nécessaire, au moyen d'une aide d'État complémentaire ou spécifique. En outre, dans le cadre d'un troisième train de mesures de soutien, la Commission a mobilisé un financement supplémentaire de 330 millions d'euros à allouer aux agriculteurs de l'UE dans d'autres États membres touchés par les coûts élevés des intrants et les problèmes spécifiques liés à la guerre d'agression menée par la Russie. Le mécanisme européen de préparation et de réaction aux crises de sécurité alimentaire récemment mis en place a permis de mobiliser rapidement une expertise et a attiré l'attention des acteurs publics et privés sur les problèmes et les goulets d'étranglement à un stade précoce. Les résultats des discussions entre ces parties prenantes ont directement alimenté les réponses de l'UE.

Enquêtes et poursuites relatives aux crimes de guerre

Depuis le début de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, les autorités russes n'ont cessé de violer les conventions internationales relatives aux droits de l'homme, de nombreux rapports faisant état de crimes de guerre et d'attaques contre des civils. À la fin de l'année 2023, l'Ukraine et 16 États membres de l'UE avaient ouvert des enquêtes sur les crimes internationaux commis par la Russie en Ukraine.

Six jours après le début de la guerre, l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust) a contribué à la mise en place d'une équipe commune d'enquête dans le but de recueillir des preuves et d'enquêter sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. L'équipe se compose aujourd'hui de représentants de l'Ukraine, de six États membres, de la Cour pénale internationale et

de l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs.

En raison de la complexité induite par la collecte de preuves de crimes internationaux (par exemple le fait de recueillir des témoignages de personnes dans différents pays), Eurojust a également créé une base de données en 2023 afin de conserver et de stocker les preuves de ces crimes (la base de données sur les preuves de grands crimes internationaux). Eurojust apportera son expertise à cette base de données en analysant les éléments de preuve et fournira des orientations pratiques aux autorités judiciaires nationales pour qu'elles déterminent les éléments de preuve situés dans d'autres pays qui sont susceptibles de présenter un intérêt pour leurs propres enquêtes.



Eurojust abrite également le centre international chargé des poursuites pour le crime d'agression contre l'Ukraine nouvellement mis en place. Ouvert en juillet 2023, le centre est composé de procureurs nationaux indépendants issus de l'équipe commune d'enquête et de six procureurs ukrainiens, et a été créé pour préparer toute future poursuite contre le crime d'agression de la Russie contre l'Ukraine et y contribuer. Un crime d'agression est perpétré lorsque des dirigeants politiques et militaires de haut niveau planifient, initient ou commettent des actes d'agression à grande échelle en recourant à la force militaire de l'État. C'est la première fois dans l'histoire qu'un tel crime fait l'objet d'une enquête alors qu'il se poursuit.

Au sein du centre, les procureurs pourront travailler ensemble sur place, ce qui leur permettra d'échanger rapidement des éléments de preuve et de convenir de la manière dont ils mettront en œuvre leur stratégie en matière d'enquêtes et de poursuites. La base de données sur les preuves de grands crimes internationaux jouera un rôle central dans ses travaux, et les preuves recueillies par

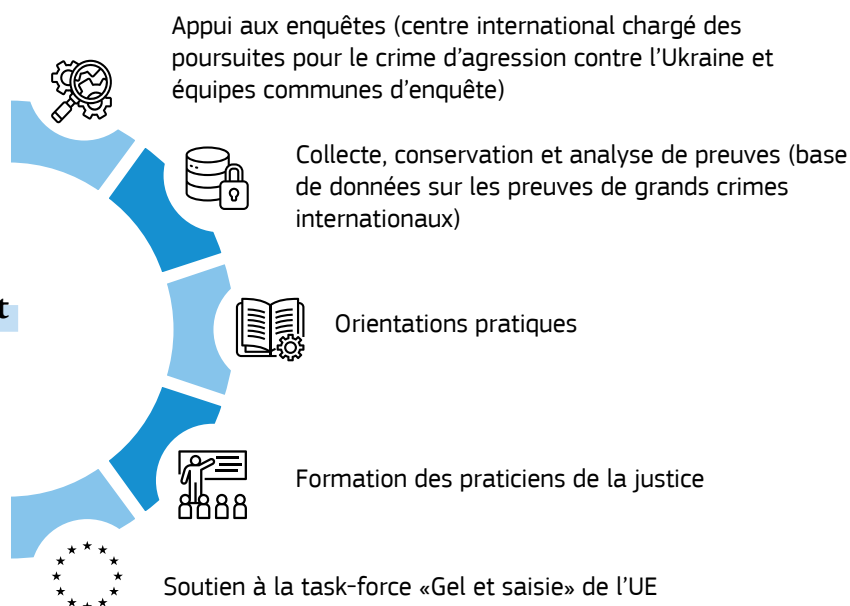
↑

Le lancement du centre international chargé des poursuites pour le crime d'agression contre l'Ukraine, La Haye (Pays-Bas), 3 juillet 2023. À l'arrière-plan, de gauche à droite: Kenneth Polite, procureur général adjoint des États-Unis pour la division pénale, Andriy Kostin, procureur général de l'Ukraine, Dilan Yeşilgöz-Zegerius, ministre néerlandaise de la justice et de la sécurité, Ladislav Hamran, président d'Eurojust, Didier Reynders, commissaire européen à la justice, et Karim Asad Ahmad Khan, procureur de la Cour pénale internationale.

le centre pourront être utilisées devant d'autres juridictions, y compris des juridictions nationales et internationales.

Par l'intermédiaire de sa task-force «Gel et saisie», Eurojust veille également à la bonne mise en œuvre des sanctions de l'UE. La task-force enquête sur de possibles liens entre les activités criminelles et des particuliers et entreprises russes et biélorusses. Elle examine également comment des mesures de droit pénal telles que la confiscation d'avoirs peuvent contribuer à la reconstruction de l'Ukraine.

Soutien d'Eurojust en faveur de la justice pour l'Ukraine



Reconstruction de l'Ukraine

L'UE est déterminée à faire en sorte que la Russie paie pour les dommages causés en Ukraine. À ce titre, elle étudie les possibilités de soutenir la reconstruction de l'Ukraine — conformément au droit de l'Union et au droit international — grâce aux recettes extraordinaires générées par la gestion des réserves de la Banque centrale de Russie qui sont actuellement gelées dans l'UE en raison des sanctions. À cette fin, la Commission a adopté, en décembre, des propositions sur le gel des recettes exceptionnelles provenant des actifs de la Banque centrale de Russie.

L'UE coordonne également la reconstruction de l'Ukraine avec ses partenaires internationaux. L'UE, l'Ukraine et les partenaires du G7 ont lancé la plateforme de coordination des donateurs d'organisations multiples pour l'Ukraine du G7 en janvier 2023. La plateforme joue un rôle clé dans la coordination du soutien aux besoins de financement immédiats et à la reprise et la reconstruction économiques futures de l'Ukraine entre différentes sources et différents instruments de financement établis.

Lors de la visite effectuée en Ukraine en février par le collège des commissaires, l'UE a annoncé un train de mesures d'aide de 1 milliard d'euros pour les efforts de reconstruction dans le cadre de son paquet d'aide en faveur du pays. Les commissaires et le gouvernement ukrainien ont également discuté de la manière dont l'UE

pourrait aider l'Ukraine à reconstruire ses villes de manière durable et inclusive. L'initiative Phoenix (projet d'orientation globale vers une nouvelle infrastructure environnementale dans les villes ukrainiennes) a été lancée en mars. Elle permettra aux villes ukrainiennes d'accéder aux technologies de pointe et à l'expertise de la communauté du nouveau Bauhaus européen. Elle mettra également en relation des villes ukrainiennes avec des villes similaires dans l'UE afin d'échanger savoir-faire et bonnes pratiques sur la manière de construire des villes neutres pour le climat et plus économes en énergie. Elle combinera des financements provenant de la mission pour des villes neutres pour le climat et intelligentes d'Horizon Europe et du programme LIFE, avec la mobilisation immédiate d'au moins 7 millions d'euros.

Enfin, lors de la conférence sur la relance verte de l'Ukraine qui s'est tenue entre le 28 novembre et le 1^{er} décembre à Vilnius (Lituanie), l'UE a réaffirmé qu'elle continuait de soutenir les municipalités ukrainiennes et a présenté la mise en œuvre en cours et les premiers résultats de l'initiative Phoenix. Parallèlement, la mission «Économie circulaire» a permis aux entreprises et aux parties prenantes de l'industrie de l'UE de se concentrer sur l'économie circulaire, avec des entreprises et des acheteurs publics installés en Ukraine, renforçant ainsi le caractère entrepreneurial de la relance verte de l'Ukraine.



Lors de la conférence sur le redressement de l'Ukraine, qui s'est tenue à Londres en juin, l'UE a présenté une nouvelle facilité proposant jusqu'à 50 milliards d'euros de subventions et de prêts pour aider l'Ukraine à se redresser et à se moderniser sur la période 2024-2027.

Cela a démontré le soutien sans faille de l'UE à l'Ukraine dans le contexte de la guerre d'agression en cours menée par la Russie et confirmé son attachement à la trajectoire d'adhésion de l'Ukraine à l'UE.

En outre, l'UE a signé des accords d'un montant de plus de 800 millions d'euros pour mobiliser des investissements privés en faveur du redressement et de la reconstruction de l'économie ukrainienne.

←

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, s'exprimant lors de la conférence sur le redressement de l'Ukraine, Londres (Royaume-Uni), 21 juin 2023.



© AFP

2. Renforcer l'économie et la compétitivité de l'UE

Introduction

En 2023, l'Union européenne a continué de s'employer à stimuler la compétitivité et à rendre son économie verte, numérique, inclusive et résiliente. Avec le plan industriel du pacte vert, proposé en 2023, elle entend renforcer la compétitivité des technologies «zéro net» et favoriser une transition rapide vers la neutralité climatique. L'UE a également présenté une stratégie visant à garantir la sécurité économique sur son territoire et défini des indicateurs clés en vue de l'amélioration de sa compétitivité à long terme. Elle a en outre actualisé le cadre pour la finance durable et pris des mesures afin de réformer l'union douanière. L'année 2023 a aussi marqué le 30^e anniversaire du marché unique et a vu la mise en place par l'UE d'un système de brevet unitaire et de mesures

↑

Des ouvriers supervisent l'assemblage d'un véhicule électrique à l'usine Neapco Europe de Düren (Allemagne), 22 août 2023.

visant à faciliter les activités transfrontières. Pour permettre à son économie de tirer profit de la numérisation, l'UE a proposé un cadre légal pour un euro numérique — devant compléter l'utilisation des espèces, qui se poursuivra — et a mis en place une plateforme des données douanières. En outre, elle a présenté plusieurs propositions législatives en vue de promouvoir son union des marchés des capitaux en rendant les investissements plus sûrs pour les investisseurs de détail. Elle a introduit une législation pour lutter contre les effets de distorsion des subventions étrangères sur les marchés de l'UE et a procédé à la réforme et à l'introduction de cadres devant rendre les banques plus résilientes face aux chocs économiques.

Poursuite de la reprise et résilience à long terme

Tendances

En 2023, l'économie de l'UE a poursuivi sa croissance, mais à un rythme moins soutenu en raison des chocs économiques considérables qu'elle a subis. L'inflation s'est ralentie tout au long de l'année, grâce à la baisse des prix de l'énergie et à la modération de la pression inflationniste exercée par les denrées alimentaires et les produits industriels.

L'économie de l'UE est soutenue par un marché du travail exceptionnellement vigoureux, qui a enregistré des taux de chômage historiquement bas, une croissance continue de l'emploi et une hausse des salaires. La mise en œuvre de réformes et d'investissements au titre de la facilité pour la reprise et la résilience reste essentielle pour maintenir l'économie de l'UE sur la bonne voie.

La guerre d'agression que mène actuellement la Russie contre l'Ukraine et les tensions géopolitiques plus larges continueront à l'avenir de présenter des risques pour les perspectives de croissance de l'économie de l'UE.

Les succès enregistrés par la facilité pour la reprise et la résilience

En 2023, la mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience, qui est l'élément central du plan de relance NextGenerationEU doté d'une enveloppe de 800 milliards d'euros, a continué de stimuler la reprise économique. Cet instrument a renforcé la résilience économique et sociale des États membres et soutenu REPowerEU, l'initiative de l'UE visant à aider les États membres à accélérer leur transition vers l'abandon des combustibles fossiles, dans le contexte de l'invasion non provoquée de l'Ukraine par la Russie (voir le chapitre 4 pour de plus amples informations sur l'initiative REPowerEU).

La facilité est unique par sa nature même, qui est fondée sur la performance. Pour en bénéficier, les États membres doivent présenter des plans pour

la reprise et la résilience à la Commission. Ces plans exposent les réformes et les investissements que les États membres entendent mener à bien d'ici à la fin de 2026, pour lesquels ils peuvent recevoir une allocation susceptible d'aller jusqu'à un montant convenu d'avance. La Commission effectue des versements au profit des États membres en fonction de la réalisation de jalons et de cibles préalablement définis dans ces plans. Ces mesures visent à permettre aux États membres de relever les principaux défis auxquels ils sont confrontés et de s'aligner sur les objectifs de l'UE.

La facilité pour la reprise et la résilience encourage la réalisation de réformes et d'investissements dans six domaines d'action, à savoir i) la transition écologique, ii) la transformation numérique, iii) une croissance intelligente, durable et inclusive, iv) la cohésion sociale et territoriale, v) la santé ainsi que la résilience économique, sociale et institutionnelle et vi) les politiques pour la prochaine génération.

L'UE apporte également aux États membres une aide en vue de la mise en œuvre de leurs plans pour la reprise et la résilience au moyen de l'instrument d'appui technique. À ce jour, plus de 400 projets ont bénéficié d'un tel soutien. Vingt-trois États membres ont reçu ou reçoivent actuellement un soutien général pour les aspects horizontaux de la mise en œuvre des plans pour la reprise et la résilience, y compris en ce qui concerne la révision de ceux-ci, tandis que les 27 États membres bénéficient du soutien thématique lié à la mise en œuvre des mesures de la facilité pour la reprise et la résilience.

Une majorité de citoyens européens (53 %) pensent que NextGenerationEU peut être efficace face aux difficultés économiques actuelles.

Source: Eurobaromètre Standard 100, décembre 2023.

Grâce à la mise en œuvre des plans pour la reprise et la résilience des États membres, fin 2022 (derniers chiffres disponibles):



6,9 millions de personnes ont participé à des activités d'éducation et de formation,



1,4 million d'entreprises ont reçu une aide en nature,



5,9 millions de personnes ont bénéficié de mesures de protection contre les catastrophes liées au climat,



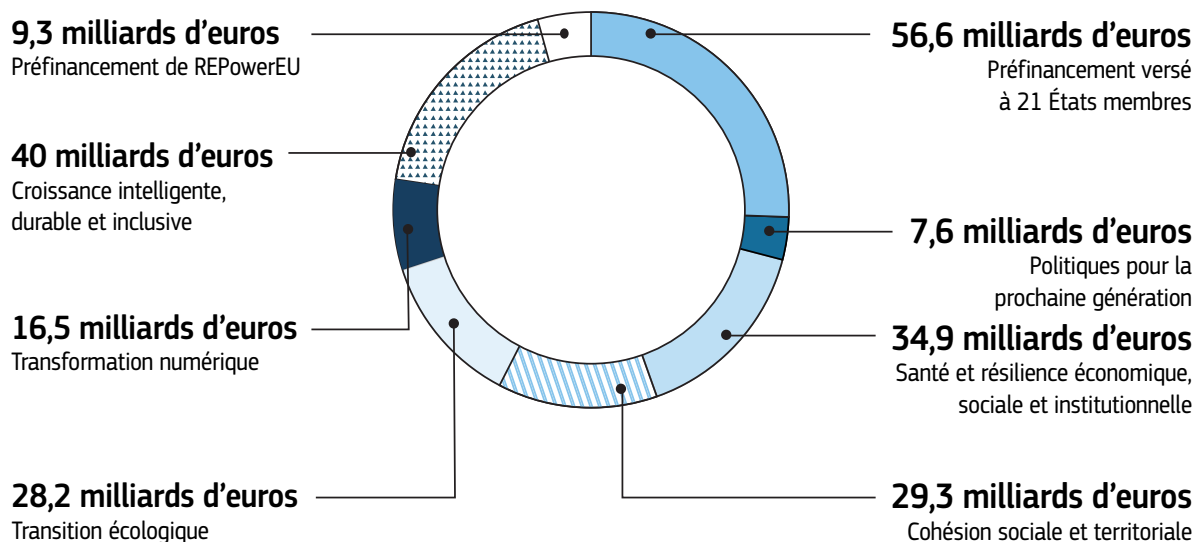
22,1 millions de mégawattheures d'énergie primaire annuelle ont été économisés.

Fonds destinés aux objectifs de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR)



222,4 milliards d'euros

au total décaissés à ce jour



Exemples de projets



Transition écologique

En France, la FRR a financé des améliorations de l'efficacité énergétique pour 20 000 logements sociaux et pour des logements étudiants.



Cohésion sociale et territoriale

La FRR permet à l'Autriche d'aider les chômeurs de longue durée à accéder à la formation et aux qualifications.



Transformation numérique

La FRR renforce la capacité d'informatique en nuage de l'Italie en investissant dans des centres de données pour l'économie numérique.



Santé et résilience économique, sociale et institutionnelle

Une réforme soutenue par la FRR à Chypre renforcera les efforts de lutte contre la corruption et mettra en place une autorité indépendante de lutte contre la corruption.



Croissance intelligente, durable et inclusive

La FRR a permis à l'Espagne d'aider plus de 60 grandes entreprises et petites et moyennes entreprises dans la recherche et l'innovation en matière de mobilité durable.



Politiques pour la prochaine génération

Les fonds de la FRR ont aidé la Tchéquie à fournir environ 74 000 appareils numériques aux élèves pour l'apprentissage à distance.

Le budget de l'Union: adapter l'UE aux défis actuels et futurs

En 2023, le budget à long terme de l'UE (le cadre financier pluriannuel) et NextGenerationEU ont joué un rôle central dans la reprise en Europe, en relevant des défis tels que la guerre voisine, la forte inflation, les catastrophes naturelles et les crises humanitaires. Pour que le budget de l'UE puisse continuer de répondre aux priorités les plus essentielles, la Commission a proposé une révision du cadre financier pluriannuel en juin.

Le budget annuel de l'UE pour 2024 a été adopté en septembre. Il répond aux crises urgentes auxquelles font face le Proche-Orient, l'Europe et les pays voisins de celle-ci.

Afin de soutenir NextGenerationEU et de venir en aide à l'Ukraine, la Commission a levé en 2023 quelque 116 milliards d'euros sous forme de fonds à long terme, dont 12,5 milliards d'euros consistant en des obligations vertes, faisant de l'UE un émetteur d'obligations vertes de premier plan.



↑ Johannes Hahn, commissaire européen au budget et à l'administration, présentant la proposition de réexamen du cadre financier pluriannuel, Bruxelles (Belgique), 20 juin 2023.

Renforcer la résilience à long terme

Au cours de l'année, la Commission a présenté des propositions législatives en vue de la mise en œuvre de la réforme des règles de gouvernance économique de l'UE la plus complète depuis la crise économique et financière de 2007-2008. Ces

propositions faisaient suite à une réflexion approfondie et à une vaste consultation. Les nouvelles règles visent à faciliter et à encourager la réalisation, par les États membres, de réformes et d'investissements importants. Elles simplifieront la gouvernance économique, amélioreront l'adhésion nationale, mettront davantage l'accent sur le moyen terme et renforceront l'exécution des règles budgétaires de l'UE, dans un cadre européen commun transparent.



↑ Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif de la Commission européenne pour une économie au service des personnes et commissaire européen au commerce (à gauche), et Paolo Gentiloni, commissaire européen à l'économie (à droite), lors d'une conférence de presse sur le réexamen du cadre de gouvernance économique de l'UE, Bruxelles (Belgique), 26 avril 2023.

La Croatie rejoint la zone euro

Le 1^{er} janvier 2023, la Croatie a adopté l'euro et rejoint l'espace Schengen.

L'euro facilite la vie des Croates et accroît la compétitivité, en simplifiant les voyages et les échanges commerciaux. Ses billets et pièces symbolisent la promesse de liberté et de perspectives qu'offre l'UE à l'ensemble des Croates.

Une enquête menée en Croatie après le remplacement complet de la kuna par l'euro montre que pour 61 % des citoyens croates, le passage à l'euro s'est déroulé sans heurts et de manière efficiente, tandis que 88 % d'entre eux estiment être bien informés sur la monnaie unique.

Dans l'UE, le soutien à l'euro reste très fort: 71 % des citoyens de l'UE sont favorables à une Union économique et monétaire européenne dotée d'une monnaie unique, pour 79 % dans la zone euro.

Sources: Eurobaromètre Flash 518, février 2023; Eurobaromètre standard 100, décembre 2023.



© Martin Münd/Banque centrale européenne

Une Union européenne solidaire

L'année 2023 a marqué le 30^e anniversaire de la création du Fonds de cohésion. Au cours de ses 30 années d'existence, le Fonds de cohésion a investi près de 179 milliards d'euros dans la cohésion économique, sociale et territoriale de l'UE. Le financement de la politique de cohésion pour la période 2021-2027 devrait contribuer à un accroissement du produit intérieur brut de l'UE de l'ordre de 0,5 % et soutenir la création de 1,3 million d'emplois. Parmi les grands projets achevés ou lancés en 2023 figurent la restauration du complexe de Pompéi, un nouveau système de métro à Thessalonique et l'amélioration des infrastructures de traitement des eaux usées en Roumanie. À la fin de l'année, les programmes relevant de la politique de cohésion pour la période 2014-2020 avaient produit des résultats considérables sur le terrain, en

permettant de soutenir 4,5 millions d'entreprises, de créer plus de 370 000 nouveaux emplois, d'améliorer l'accès au haut débit pour plus de 7,9 millions de ménages et d'installer une capacité supplémentaire de plus de 6 000 mégawatts en vue de la production d'énergie renouvelable.

Ces réalisations soulignent le rôle essentiel des administrations publiques régionales et locales, qui sont les plus proches des citoyens et jouent un rôle clé dans la réalisation des priorités stratégiques et la mise en œuvre de la législation de l'UE sur le terrain. Tenant compte de cette situation, l'initiative ComPAct, qui a été lancée en 2023, a pour ambition de renforcer les administrations publiques dans les États membres.



← Elisa Ferreira, commissaire européenne à la cohésion et aux réformes (première en partant de la droite), visite le projet «Greenhouses to Reduce CO₂ on Roofs» [Des serres sur les toits pour réduire le CO₂], cofinancé par l'UE, Bettembourg (Luxembourg), 13 mars 2023.

Un marché unique solide et résilient

Le marché unique a 30 ans

En 2023, l'UE a célébré le 30^e anniversaire de son marché unique, dont la mise en place, le 1^{er} janvier 1993, avait constitué une étape importante de l'intégration européenne. Le marché unique est plus qu'un simple cadre juridique ou un marché: il s'agit d'un espace de liberté, de progrès, de perspectives, de croissance, de prospérité partagée, de cohésion et de résilience. Il renforce considérablement la position économique et géopolitique de l'UE à l'échelle mondiale. Représentant 15 % du produit intérieur brut mondial, il constitue le plus grand marché unique intégré au monde, tout en restant l'un des marchés les plus tournés vers l'extérieur.

Depuis plus de 30 ans, le marché unique est un élément central de la compétitivité de l'UE. Il améliore la vie des citoyens et facilite les activités commerciales. En contribuant à accroître le produit intérieur brut de 9 %, il a apporté des avantages économiques substantiels, soutenu par la politique de cohésion qui permet à toutes les régions de collaborer et d'en tirer parti. Le marché unique joue également un rôle essentiel dans la facilitation des transitions écologique et numérique. À la source de l'intégration de l'UE sur les plans réglementaire, financier et de la chaîne de l'offre, il permet la réalisation d'économies d'échelle, essentielles pour aider les entreprises à développer leurs activités.

Le marché unique en bref

Le marché unique représente **18 % du produit intérieur brut mondial...**

... **offrant des biens et des services** à plus de **450 millions de personnes.**

Source: [rapport annuel sur le marché unique](#), janvier 2023.

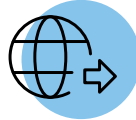
Il représente...



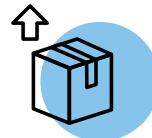
... 23 millions
d'entreprises...



... employant près
de 128 millions
de personnes



965 milliards
d'euros
d'exportations
intra-UE de services

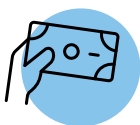


3 428 milliards
d'euros
d'exportations
intra-UE de biens



8 163 milliards
d'euros
d'investissements
intra-UE

Le saviez-vous? (*)



En 2020, **47,5 %** des
exportations de biens
de l'UE vers des pays
tiers étaient libellées
en euros.



Plus de **60 %** des
entreprises sous
contrôle étranger dans
l'UE sont dirigées
par une entreprise
d'un autre État membre
de l'Union.



Entre 2010 et 2021, le
nombre de personnes
employées dans les
États membres qui
avaient la nationalité
d'un autre État membre
a augmenté de **47 %**.



2,4 % des étudiants
de l'enseignement
supérieur dans les
États membres
proviennent d'un
autre État membre.

(*) Les données concernent l'UE à 27 États membres
et la dernière année disponible.

Source: [Eurostat](#)

Le marché unique a été crucial pour la résilience économique de l'UE, s'avérant essentiel lors de crises récentes telles que la pandémie, ou face aux actions menées par la Russie en Ukraine et à la crise énergétique qui s'en est suivie. Il constitue en outre un instrument géopolitique important, renforçant l'influence de l'UE dans le contexte de l'évolution géopolitique et de la course aux technologies propres. Malgré ses réalisations, le marché unique doit évoluer face aux réalités géopolitiques nouvelles et mouvantes, aux avancées technologiques et aux transitions écologique et numérique, ainsi que pour stimuler la compétitivité et la productivité à long terme de l'UE.

Un marché unique plus fort

L'UE améliore constamment l'environnement des entreprises dans tous les secteurs de son économie. En septembre 2023, la Commission a présenté une proposition visant à lutter contre les retards de paiement des entreprises et des pouvoirs publics, une pratique qui compromet les flux de trésorerie des petites et moyennes entreprises (PME) et entrave la compétitivité et la résilience des chaînes d'approvisionnement. Cette proposition s'inscrit dans le cadre d'un ensemble plus large de mesures de soutien mis en place par la Commission pour aider les PME à relever les défis économiques.

L'UE soutient également l'innovation en facilitant la protection de la propriété intellectuelle des entreprises dans l'ensemble de l'UE. Le lancement du système de brevet unitaire en juin a constitué une étape importante vers l'achèvement du marché unique et le renforcement de la protection par brevet en Europe. Ce système, en tant que guichet unique pour l'enregistrement et l'application des brevets en Europe, contribue à réduire les coûts, à diminuer les formalités et à alléger la charge administrative qui pèse sur les innovateurs, et profitera en particulier aux PME.

De plus, la nouvelle juridiction unifiée du brevet, compétente à la fois pour les brevets unitaires et pour les brevets européens existants, permettra aux entreprises de faire respecter plus efficacement leurs droits de brevet. Par ailleurs, le Fonds pour les PME, une initiative conjointe de la Commission et de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle, apporte un soutien financier (sous forme de chèques de propriété intellectuelle) aux PME en vue de la gestion de leurs portefeuilles de propriété intellectuelle, et notamment des marques, des dessins et modèles, des brevets et des obtentions végétales.

Comment fonctionnera le système de brevet unitaire?

Les inventeurs demandent un brevet européen.



L'Office européen des brevets veille à ce que l'invention réponde aux critères de nouveauté, d'activité inventive et d'applicabilité industrielle.



Après avoir obtenu le brevet européen, le titulaire demande qu'il lui soit attribué un effet unitaire.



Le brevet unitaire devient effectif en une seule étape, sans formalités supplémentaires telles que des traductions, dans les États membres participants:

la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, la France, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Slovénie, la Finlande et la Suède.



Parallèlement, le titulaire du brevet européen peut également le faire valider dans des pays non participants, y compris des pays non membres de l'UE, en respectant les exigences nationales.

En avril 2023, la Commission a proposé un train de mesures sur les brevets, qui complète le système de brevet unitaire. Une fois ces mesures adoptées, les entreprises bénéficieront d'un nouveau cadre plus équilibré applicable aux brevets essentiels liés à une norme et d'un accès plus aisé aux certificats de protection complémentaire pour les produits pharmaceutiques et phytopharmaceutiques, avec des règles plus claires concernant l'octroi de licences obligatoires en cas de crise. En outre, le règlement relatif à la protection des indications géographiques pour les produits artisanaux et industriels, qui est entré en vigueur au cours de l'année, permet aux producteurs de l'UE de mieux protéger les produits artisanaux et industriels et le savoir-faire liés à leur région.

La proposition de réforme de la législation de l'Union sur la protection des dessins et modèles permettra également de renforcer, de simplifier et

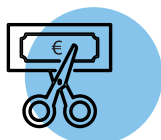
de moderniser la protection de l'innovation et des dessins et modèles dans l'UE.

Enfin, l'UE soutient les activités transfrontières en supprimant les obstacles qui entravent la croissance économique et les activités commerciales.

Les nouvelles mesures visant à lever les obstacles pourraient permettre un gain de 713 milliards d'euros pour l'économie d'ici à la fin de 2029.

À titre d'exemple, on peut citer la proposition de nouvelles règles visant à éliminer les obstacles à la libre circulation des engins mobiles non routiers, tels que les grues, les moissonneuses et les chariots élévateurs, sur la voie publique.

Le règlement sur les engins mobiles non routiers remplacera à terme les différents régimes réglementaires existant actuellement dans les États membres et :



éliminera les obstacles à l'entrée sur le marché tout en réduisant les retards de mise sur le marché,



réduira les coûts de mise en conformité, facilitera l'innovation et améliorera la compétitivité,



facilitera l'utilisation des machines par-delà les frontières intra-UE,



garantira des normes élevées et égales en matière de sécurité routière des engins mobiles non routiers dans l'ensemble de l'UE.

En outre, afin de faciliter les activités transfrontières des organisations à but non lucratif, la Commission a proposé en septembre une nouvelle forme juridique, appelée association transfrontalière européenne. Celle-ci améliorera le fonctionnement du marché unique en supprimant les obstacles juridiques et administratifs auxquels sont confrontées les associations à but non lucratif qui mènent ou cherchent à mener des activités dans plusieurs États membres.

Enfin, en décembre, la Commission a présenté une proposition modifiée de règlement visant à faciliter le recours à des solutions transfrontalières. L'objectif est d'aider les États membres à lever les obstacles qui ont une incidence sur la vie quotidienne des 150 millions de citoyens vivant dans les régions transfrontalières de l'UE. La suppression de ces obstacles améliorera considérablement le fonctionnement du marché unique et renforcera la cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union.

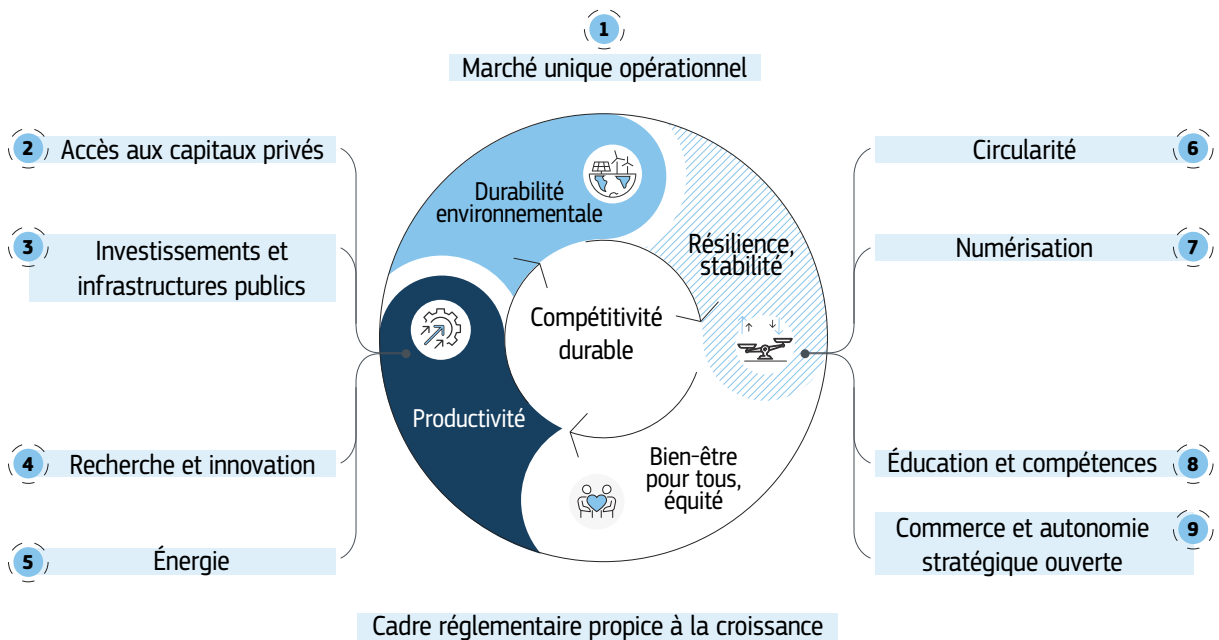
Stimuler la compétitivité à long terme

Dans un contexte de forte concurrence mondiale et de nouveaux défis géopolitiques, la Commission a proposé de mettre l'accent sur neuf moteurs essentiels pour promouvoir la compétitivité à long terme de l'UE. Ces moteurs sont les suivants: un marché unique performant, l'accès aux capitaux privés, les investissements et les infrastructures publics, la recherche et l'innovation, l'énergie, la circularité, la numérisation, l'éducation et les compétences, ainsi que le commerce et l'autonomie stratégique ouverte.

L'UE garantit également une compétitivité à long terme et un marché unique prospère grâce à l'application uniforme de règles visant à maintenir une concurrence équitable dans tous les États membres et entre toutes

les entreprises. Les décisions de la Commission en matière d'ententes et d'abus de position dominante, de concentrations et de contrôle des aides d'État garantissent un marché intérieur équilibré et efficient, ce qui est essentiel pour l'économie de l'UE. Le contrôle des aides d'État garantit que les subventions publiques sont conformes à des objectifs communs et maintiennent des conditions économiques uniformes dans l'ensemble de l'UE. Une concurrence dynamique du secteur privé conduit à une meilleure qualité et à des prix plus équitables pour les consommateurs. Chaque décision de la Commission en matière de politique de concurrence défend les intérêts des consommateurs et des entreprises, tout en protégeant également les citoyens de l'UE contre les acteurs économiques peu scrupuleux.

Les neuf moteurs de la compétitivité



Le règlement sur les marchés numériques constitue un bon exemple de la manière dont la politique de concurrence présente des avantages pour le public. Ce règlement, qui complète les règles de concurrence de l'UE sans les remplacer, est l'un des premiers textes législatifs au monde à limiter le pouvoir des grandes plateformes numériques en tant que «contrôleurs d'accès», ce qui se traduit par des avantages économiques et sociaux pour les citoyens. (Pour de plus amples informations, voir le chapitre 5.)



↑ VIDÉO : le règlement relatif aux subventions étrangères.

L'UE veille non seulement à une concurrence équitable au sein du marché intérieur, mais elle s'assure aussi que les entreprises de l'UE ont de réelles chances face à la concurrence internationale. En juillet, l'UE a introduit le règlement relatif aux subventions étrangères, qui permet à la Commission d'examiner les contributions financières accordées par les autorités publiques de pays tiers à des entreprises exerçant des activités dans l'UE. Si ces contributions procurent un avantage indu à ces entreprises, la Commission peut prendre des mesures pour neutraliser les effets de distorsion.

L'efficacité des règles de concurrence de l'UE dépend de leur mise en œuvre. Voici quelques moyens utilisés par l'UE pour garantir une concurrence loyale en faisant respecter les règles.



335 décisions en matière de concentrations ont été adoptées en 2023.



487 milliards d'euros d'aides d'État autorisées au cours de l'année, en particulier dans le contexte de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et de ses conséquences sur les prix dans l'UE.



En juin 2023, la Commission a adressé une communication des griefs à Google, dans laquelle elle estimait à titre préliminaire que l'entreprise favorisait ses propres services de technologie d'affichage publicitaire en ligne au détriment de ses concurrents.



↑
Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur, lors d'une conférence de presse consacrée au règlement sur les matières premières critiques, à la stratégie de compétitivité à long terme de l'UE et aux 30 ans du marché unique, Bruxelles (Belgique), 16 mars 2023.

Les matières premières critiques sont indispensables pour un large éventail de secteurs stratégiques, notamment les technologies «zéro net», l'industrie numérique, le secteur aérospatial et le secteur de la défense. La législation sur les matières premières critiques améliorera la capacité de l'UE à surveiller et à atténuer les risques de perturbations et renforcera la circularité et la durabilité. Parallèlement à la réforme de l'organisation du marché de l'électricité et au règlement pour une industrie «zéro net», qui ont tous deux été annoncés dans le cadre du plan industriel du pacte vert (voir les chapitres 3 et 4), cette législation favorisera un environnement réglementaire propice à la croissance des technologies «zéro net» et à la compétitivité de l'industrie européenne.

Le règlement pour une industrie «zéro net» devrait également renforcer la compétitivité de l'économie de l'UE en offrant un meilleur cadre réglementaire aux industries. Il soutiendra leur transition vers des innovations écologiques et numériques. En tant qu'élément du plan industriel du pacte vert, il créera un cadre réglementaire plus prévisible et simplifié visant à encourager les investissements en faveur de la production de produits essentiels à la réalisation des objectifs de l'UE en matière de neutralité climatique.

Ce règlement renforcera également la base industrielle de l'UE dans le domaine des technologies «zéro net», essentielles en vue d'un système énergétique propre rentable, fiable et durable, et la rendra plus résiliente. Il accélérera en outre la création et la production de technologies «zéro net», contribuant ainsi à réduire la dépendance de l'UE à l'égard des combustibles fossiles russes et à éviter de nouvelles dépendances qui pourraient bloquer les technologies et composants clés nécessaires à la transition écologique (voir le chapitre 4).

L'amélioration de la sécurité économique constitue un autre élément clé du renforcement de la compétitivité de l'UE. En juin, la Commission et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, ont lancé la stratégie européenne de sécurité économique, une approche globale visant à renforcer l'économie de l'UE. Cette stratégie favorisera le développement de la base industrielle de l'UE, protégera ses intérêts essentiels en matière de sécurité économique et établira des partenariats avec le plus large éventail possible de pays tiers en vue de soutenir l'action commune visant à renforcer la sécurité économique au niveau international. Elle est essentielle pour permettre à l'UE d'apprécier et de gérer les risques économiques, tout en préservant son ouverture et en continuant à se mobiliser au niveau international.

Renforcer les relations UE-Chine en vue de stimuler la compétitivité

Les relations de l'UE avec la Chine sont au cœur des efforts visant à renforcer la compétitivité de l'UE.

Face à une Chine de plus en plus déterminée qui a durci sa position stratégique globale, l'UE a déployé en 2023 l'approche consistant à limiter les risques et à rééquilibrer les relations qu'elle entretient avec ce pays, tout en continuant à œuvrer en faveur d'un ordre international plus solide fondé sur des règles.

Ce rééquilibrage suppose de maintenir des relations économiques bilatérales avec la Chine et de continuer à coopérer avec celle-ci en ce qui concerne les défis mondiaux, tout en s'attaquant aux distorsions des marchés résultant des subventions publiques disproportionnées que ce pays accorde.

La réduction des risques consiste notamment à limiter les dépendances critiques et à lutter contre les dangers spécifiques liés à la stratégie mise en place par la Chine pour promouvoir son développement militaire en tirant profit d'innovations provenant d'activités de recherche communes, du monde universitaire et d'entreprises privées de dimension internationale.



↑
Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, prononçant un discours sur les relations entre l'UE et la Chine, Bruxelles (Belgique), 30 mars 2023. Dans son discours, la présidente a exposé l'approche stratégique qu'elle adopterait lors de sa visite en Chine le 6 avril 2023, lors du sommet du G7 qui se tiendrait à Hiroshima (Japon) du 19 au 21 mai 2023, et lors du sommet UE-Chine du 7 décembre 2023 (voir le chapitre 8).

Systemes financiers

L'union des marchés des capitaux

Les marchés des capitaux sont des marchés financiers sur lesquels des titres, tels que les actions et les obligations, sont achetés et vendus. Ils permettent aux entreprises, aux gouvernements et aux autres entités de lever des capitaux auprès d'un large éventail d'investisseurs. L'union des marchés des capitaux est l'initiative de l'UE visant à créer un marché unique des capitaux, permettant les flux de capitaux transfrontières et donnant aux entreprises de l'UE, y compris aux PME, accès à davantage de sources de financement.

Pour stimuler l'investissement, les investisseurs doivent se sentir protégés et avoir la certitude que leurs investissements produiront des rendements intéressants. C'est pourquoi l'un des principaux objectifs du plan d'action 2020 pour l'union des marchés des capitaux est de faire de l'UE un lieu plus sûr permettant aux citoyens d'investir leurs économies à long terme.

Le 24 mai 2023, la Commission a adopté un train de mesures sur les investissements de détail qui protégera les investisseurs de détail et leur donnera plus de moyens d'agir en connaissance de cause. Les investisseurs de détail sont des investisseurs individuels non professionnels qui investissent sur les marchés des capitaux pour gérer leurs finances, notamment pour préparer leurs besoins en matière de retraite. L'UE souhaite garantir que les investisseurs de détail soient dûment protégés et traités équitablement lorsqu'ils investissent, afin qu'ils puissent tirer pleinement parti de l'union des marchés des capitaux pour accroître leur patrimoine. Le renforcement de la confiance des investisseurs et l'amélioration de l'union des marchés des capitaux sont également des moyens essentiels pour acheminer les financements privés dans l'économie de l'UE et financer les transitions écologique et numérique.

Quel est le problème?



Les investisseurs de détail n'ont pas facilement accès à des informations pertinentes, comparables et aisément compréhensibles leur permettant de faire des choix d'investissement éclairés.



Les médias sociaux et les nouveaux canaux de commercialisation exposent de plus en plus les investisseurs de détail à une influence indue.



Les conseils financiers prodigués aux investisseurs de détail ne servent pas toujours au mieux leurs intérêts.



Certains produits d'investissement ne sont pas rentables pour les investisseurs de détail.

Conséquences



Seulement **17 %** du patrimoine des ménages de l'UE était détenu sous la forme de titres financiers (tels que des actions ou des obligations) en 2021, soit une part bien moindre que chez les ménages des États-Unis. (Source: Eurostat.)



Les investisseurs de détail paient **40 %** de frais supplémentaires par rapport aux investisseurs institutionnels (par exemple les fonds de pension). (Source: rapport sur les coûts et la performance de l'Autorité européenne des marchés financiers, janvier 2023.)



45 % des citoyens de l'UE ne sont pas convaincus que les conseils en investissement qu'ils reçoivent des intermédiaires financiers sont dans leur meilleur intérêt. (Source: Eurobaromètre Flash 525, juillet 2023.)

En mai, le Parlement et le Conseil se sont également mis d'accord sur une proposition visant à établir un point d'accès unique aux informations publiques concernant les entreprises de l'UE et les produits d'investissement de l'UE, qu'il s'agisse d'informations financières ou relatives à la durabilité. Les entreprises bénéficieront ainsi d'une visibilité accrue auprès des investisseurs, ce qui leur ouvrira de nouvelles sources de financement. Cela est particulièrement important pour les petites entreprises présentes sur les marchés des capitaux de taille modeste. Le point d'accès unique européen offrira également un accès aisé aux rapports sur la durabilité des entreprises publiés par les entreprises, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs du pacte vert pour l'Europe.

De plus, le Parlement et le Conseil ont approuvé, le 29 juin, une proposition législative visant à réviser le règlement régissant les règles relatives à la structure des marchés d'instruments financiers. La révision garantira que les conditions requises soient en place pour qu'un fournisseur de système consolidé de publication puisse donner une vision consolidée des transactions dans l'ensemble de l'UE. Le système consolidé de publication rassemblera des informations sur les prix et les volumes des instruments financiers, tels que les actions et les obligations, provenant de centaines de plateformes d'exécution dans les États membres en un seul flux d'informations, ce qui les rendra accessibles de manière égale à tous. Toutes les plateformes d'exécution, telles que les bourses et les plateformes de négociation, seront tenues de fournir leurs données de négociation directement au système consolidé de publication.

Le 19 juillet, le Parlement et le Conseil se sont mis d'accord sur une proposition visant à améliorer le cadre réglementaire applicable au secteur des fonds d'investissement. La révision harmonise les

règles régissant la sélection et l'utilisation des outils de gestion de la liquidité relatifs aux fonds, en les alignant sur les recommandations internationales visant à soutenir la stabilité financière. Elle établit également un cadre commun pour les fonds qui octroient des prêts aux entreprises (fonds de prêts) et renforce la transparence des règles de délégation, en veillant à ce que les autorités de surveillance comprennent dans quelle mesure les gestionnaires de fonds dépendent de l'expertise de tiers.

Ensemble, les trois propositions susmentionnées garantiront aux investisseurs un meilleur accès aux données relatives aux entreprises et aux transactions. Les mesures prévues encourageront également les investissements à long terme et faciliteront et sécuriseront la commercialisation transfrontière de fonds d'investissement. Dans l'ensemble, les propositions permettront de mieux relier les entreprises de l'UE aux investisseurs, d'améliorer l'accès des entreprises au financement, d'élargir les possibilités d'investissement pour les investisseurs de détail et de poursuivre l'intégration des marchés des capitaux de l'UE.

En novembre, l'UE a mis à jour le règlement sur les dépositaires centraux de titres. Ce règlement a été introduit à l'origine pour améliorer la sécurité et l'efficacité des activités de règlement sur les marchés financiers, à savoir l'achèvement d'une transaction sur titres par le transfert d'espèces, de titres ou des deux. La législation révisée améliorera les marchés des capitaux et le système financier de l'UE en instaurant des règles plus proportionnées et plus efficaces, afin de réduire les coûts de mise en conformité et les contraintes réglementaires pesant sur les dépositaires centraux de titres, leur permettant d'offrir un éventail plus large de services transfrontières et améliorant leur surveillance transfrontière.

Qu'est-ce qu'un système consolidé de publication?



Il s'agit d'un système qui consolide les informations sur les transactions provenant des plateformes de négociation de l'UE en temps réel ou dans la mesure la plus proche possible du temps réel.



Il permet aux investisseurs professionnels et aux investisseurs de détail de prendre connaissance du prix et d'autres informations sur un instrument financier (comme le volume et l'heure des transactions) en un seul endroit.



Sans système consolidé de publication, les informations sur la négociation sont dispersées sur plusieurs plateformes d'exécution, telles que des bourses, d'autres plateformes de négociation et des banques d'investissement (également appelées «internalisateurs systématiques»).

Les dépositaires centraux de titres sont des établissements financiers spécialisés qui détiennent et gèrent des titres (tels que les actions et les obligations), qui assurent leur garde et permettent un traitement efficace des transactions sur titres. Ils sous-tendent le fonctionnement des marchés financiers modernes.

En décembre, un accord politique a été conclu sur les propositions de la Commission visant à renforcer le cadre réglementaire en matière d'assurance. Cette mise à jour permettra de moderniser la directive Solvabilité II en incitant davantage le secteur de l'assurance et de la réassurance (l'assurance des compagnies d'assurance) à investir plus dans des capitaux à long terme, conformément aux objectifs de l'union des marchés des capitaux. Elle veillera également à ce que ce secteur reste solide en période de difficultés économiques et protège les intérêts des consommateurs. Les nouvelles règles tiendront mieux compte de certains risques, et notamment ceux liés au changement climatique, et rendront l'assise financière des assureurs moins sensible aux fluctuations à court terme du marché. Elles introduiront également une nouvelle directive sur le redressement et la résolution des entreprises d'assurance et de réassurance, afin de garantir la stabilité financière et de protéger les preneurs d'assurance et les contribuables en cas de défaillance d'un (ré)assureur. Cette directive exigera des entités de plus grande taille et d'importance systémique qu'elles élaborent des plans préventifs de redressement de sorte qu'elles soient préparées pour faire face aux crises. En outre, les autorités nationales disposeront des outils leur permettant de résoudre les problèmes liés aux (ré)assureurs défaillants, notamment en les retirant du marché de manière ordonnée, tout en préservant autant que possible la continuité de la couverture d'assurance.

Enfin, en 2023, la Commission a aidé les États membres à renforcer leurs marchés nationaux des capitaux. À ce jour, 21 États membres ont bénéficié de l'instrument d'appui technique dans ce domaine. Les réformes ont contribué à supprimer les obstacles réglementaires à l'investissement et à remédier aux inefficacités du marché. Ces projets de réforme ont pour objectifs d'accroître les possibilités d'investissement, de donner aux entreprises plus de visibilité sur le marché et d'aider les PME à accéder au crédit bancaire.

Finance numérique

Le 28 juin, la Commission a présenté deux propositions visant à ce que les citoyens puissent payer avec l'euro émis par la Banque centrale européenne sous la forme qu'ils jugent la plus pratique.

La première proposition entend protéger l'utilisation de l'argent liquide. Elle a été mise en place pour faire en sorte que les espèces restent largement acceptées comme moyen de paiement et soient facilement accessibles aux particuliers et aux entreprises de la zone euro.

La deuxième proposition vise à établir un cadre juridique pour un éventuel euro numérique, que la Banque centrale pourrait émettre à l'avenir en complément des espèces. En octobre, après avoir étudié ces deux dernières années la possibilité d'introduire l'euro numérique, la Banque a décidé de passer à la phase préparatoire.

Alors que l'argent liquide restera largement accessible et accepté, de plus en plus de citoyens et d'entreprises choisissent de payer par voie électronique. L'euro numérique a pour objectif de fournir une option supplémentaire, en plus des moyens actuels de paiement privé. Il permettrait d'utiliser dans la zone euro (et potentiellement au-delà) un mode de paiement numérique économique, sûr et fiable, basé sur une forme de monnaie publique acceptée partout.

La Banque centrale ne pourra décider d'émettre un euro numérique qu'après l'adoption de la proposition relative à l'euro numérique par le Parlement européen et le Conseil.



↑ Mairead McGuinness, commissaire européenne aux services financiers, à la stabilité financière et à l'union des marchés des capitaux, lors d'une conférence de presse sur l'euro numérique et le cours légal des billets et pièces en euros, Bruxelles (Belgique), 28 juin 2023.

Avantages de l'euro numérique pour les citoyens

- ✓ Utiliser l'euro numérique partout dans la zone euro (d'autres solutions de paiement numérique privé n'offrent pas toujours cette possibilité).
- ✓ Plus facile à utiliser que les solutions de paiement numérique existantes.
- ✓ En utilisant l'euro numérique hors ligne, les citoyens bénéficieraient de la même protection de leur vie privée que lorsqu'ils utilisent de l'argent liquide.
- ✓ Paiement sans accès à l'internet.
- ✓ Un plus large choix offert aux consommateurs.
- ✓ Possibilité de payer même sans compte bancaire.
- ✓ Gratuit pour les consommateurs.

L'euro numérique remplacerait-il l'argent liquide?

Absolument pas.

L'euro numérique serait simplement un complément à l'argent liquide et une alternative aux solutions numériques privées actuelles.

Qu'en est-il du respect de la vie privée?

Pour les paiements en ligne, la banque n'aurait accès qu'aux données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des paiements, à la prévention de la fraude et à la lutte contre le blanchiment de capitaux.

Il en va de même pour les paiements effectués avec d'autres moyens de paiement numériques, par exemple une carte de crédit.



Pour les paiements hors ligne, la protection de la vie privée est plus forte que pour tout autre moyen de paiement numérique — la banque ne verrait pas d'autres données que celles se rapportant à un retrait d'argent à un distributeur.

Personne ne pourrait voir ce pour quoi les citoyens paient lorsqu'ils font appel à l'euro numérique hors ligne.

La Banque centrale européenne n'aurait pas accès aux données des citoyens.

Finance ouverte et paiements

Avec l'essor des paiements électroniques, de nouveaux prestataires de services, tels que des entités fournissant des services bancaires ouverts, sont apparus. Des types de fraude plus sophistiqués ont également commencé à apparaître, mettant les consommateurs en danger. En réponse à ces évolutions, et pour faire en sorte que le secteur financier de l'UE soit en mesure de tirer parti des avantages de la transformation numérique en cours, la Commission a proposé, le 28 juin, deux séries de mesures.

Premièrement, la Commission a proposé de modifier et de moderniser l'actuelle directive sur les services de paiement (la DSP2, qui deviendra la DSP3). Elle a également proposé un règlement sur les services de paiement. Cette proposition garantit que les consommateurs pourront continuer à effectuer en toute sécurité des paiements et des transactions électroniques dans l'UE. Elle vise à préserver leurs droits tout en offrant un plus grand choix de prestataires de services de paiement sur le marché.

La proposition de révision de la directive sur les services de paiement et le nouveau règlement sur les services de paiement:



mettront à disposition un service de vérification des correspondances entre le nom et le compte avant la confirmation des virements,



accorderont aux victimes de fraude un droit au remboursement par leur banque ou un autre prestataire de services de paiement, dans des circonstances particulières,



aideront les banques et les autres prestataires de services de paiement à coopérer contre la fraude en partageant davantage d'informations liées à la fraude,



obligeront les banques à sensibiliser davantage leurs clients aux risques de fraude.

Deuxièmement, la Commission a proposé un cadre pour l'accès aux données financières. Ce cadre établira des droits et des obligations clairs afin de gérer le partage des données des clients dans le secteur financier au-delà des comptes de paiement. En pratique, cette proposition ouvrira la voie à des produits et services financiers plus innovants pour les utilisateurs et stimulera la concurrence dans le secteur financier.

Le train de mesures proposé a pour objectif de faire en sorte que le secteur financier de l'UE s'adapte à la transformation numérique en cours ainsi qu'aux risques et aux possibilités qu'elle offre.

Le 7 novembre, le Parlement et le Conseil sont parvenus à un accord politique sur la proposition de la Commission en vue de rendre les paiements instantanés en euros accessibles à tous les particuliers et à toutes les entreprises titulaires d'un

compte bancaire dans l'UE. Les nouvelles règles, qui modernisent le règlement relatif à l'espace unique de paiement en euros, visent à assurer que les paiements instantanés en euros soient abordables, sûrs et traités sans obstacle dans l'ensemble de l'UE. Les paiements instantanés offrent dans la vie quotidienne des solutions rapides et pratiques aux personnes, par exemple pour recevoir rapidement des fonds (en moins de 10 secondes) en cas d'urgence ou pour partager immédiatement des coûts dans divers contextes de la vie sociale. Ils améliorent également la gestion des flux de trésorerie pour les administrations publiques et les entreprises, en particulier les PME, ils permettent aux organisations caritatives et aux organisations non gouvernementales d'accéder rapidement à des fonds et encouragent les banques à développer des services et des produits financiers innovants.

L'accès aux données financières présente les avantages suivants

Pour les clients:



- plus de transparence et contrôle accru sur le partage de leurs données,
- confiance renforcée dans le partage des données,
- choix de services financiers plus innovants et moins chers.

Pour les utilisateurs de données:



- un accès accru aux ensembles clés de données clients stimulerait l'innovation,
- possibilités de nouveaux services et flux de revenus.



← VIDÉO : les entreprises peuvent utiliser les règles de taxinomie européenne pour améliorer leurs performances environnementales, tandis que les investisseurs peuvent utiliser les normes des obligations vertes européennes pour déterminer dans quelle mesure leurs investissements sont réellement verts.

Finance durable

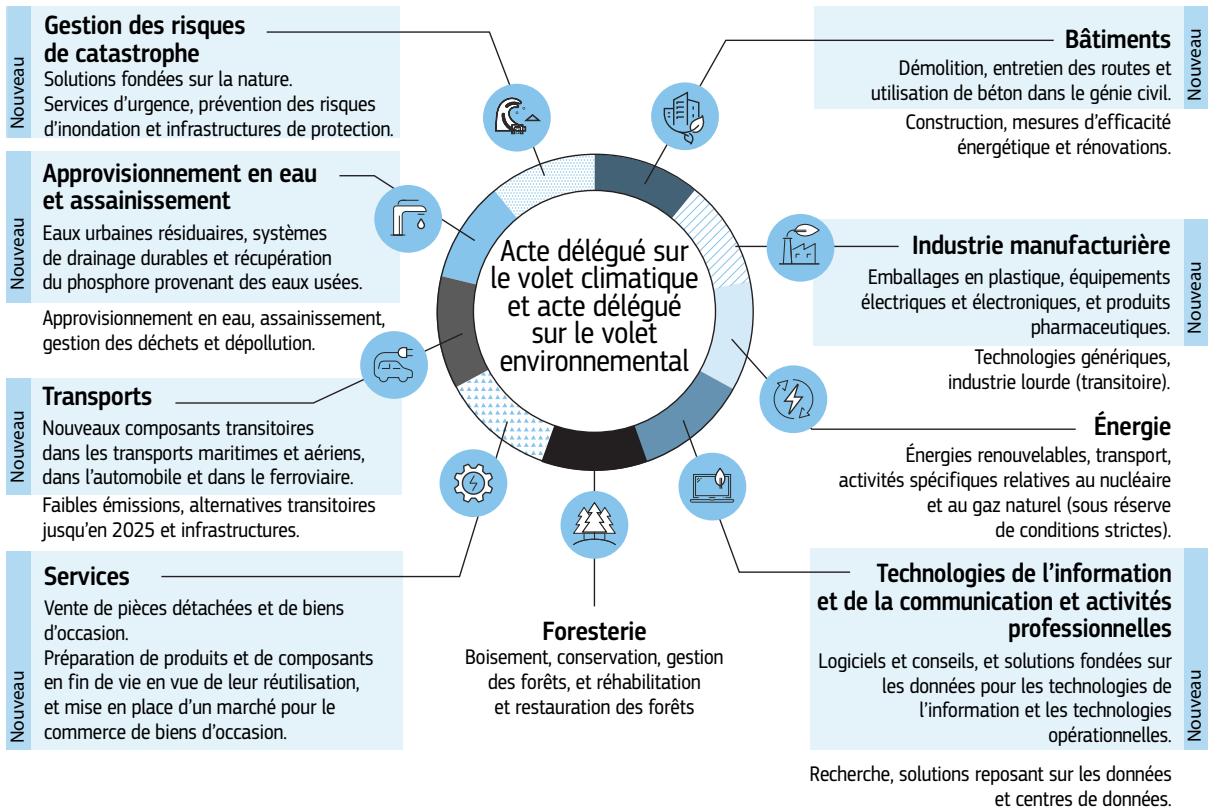
Le principal but du cadre de l'UE pour la finance durable est d'orienter les investissements vers la réalisation des objectifs ambitieux du pacte vert pour l'Europe. Bien que la mise en œuvre progresse, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour rendre les règles efficaces dans la pratique et les outils conviviaux.

Afin d'accroître l'efficacité du cadre et d'en faciliter la mise en œuvre, l'UE fournit des définitions claires des activités économiques considérées comme durables sur le plan environnemental et indique la manière de démontrer leur caractère écologique. Cela est essentiel pour empêcher l'écoblanchiment et veiller à ce que les fonds soient alloués à des secteurs essentiels à la transition écologique.

Le 13 juin, la Commission a présenté un train de mesures visant à renforcer le cadre de l'UE pour la finance durable. Cette initiative soutient les entreprises et le secteur financier en encourageant les investissements privés dans les projets et les technologies dans le domaine de la transition et en canalisant les ressources financières vers des investissements durables. Le train de mesures comprend de nouveaux critères dans le cadre de la taxinomie de l'UE, élargissant son système de classification à un éventail plus large d'activités économiques par l'intermédiaire des actes délégués relatifs à l'environnement et au climat de la taxinomie de l'UE.

Le diagramme ci-dessous illustre les nouvelles activités économiques clés qui sont désormais reconnues comme durables sur le plan environnemental.

Taxinomie de l'UE — Secteurs et activités économiques couverts

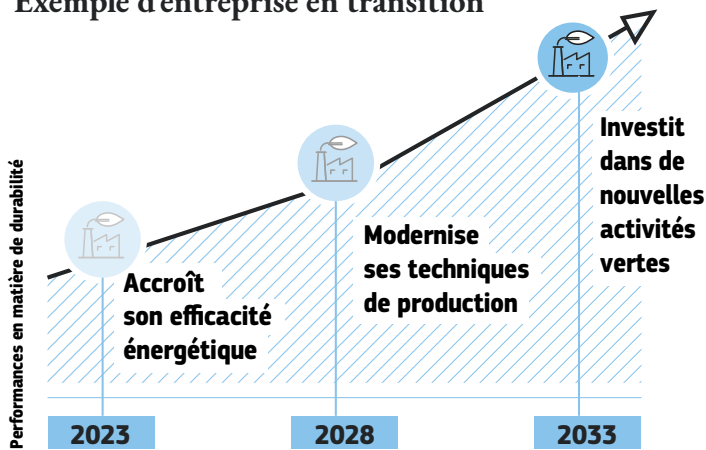


Le train de mesures comprend également une recommandation sur le financement de la transition, visant à fournir aux entreprises et au secteur financier des orientations ainsi que des exemples pratiques montrant comment les entreprises

peuvent utiliser divers outils du cadre sur une base volontaire pour orienter les investissements vers la transition écologique et gérer les risques découlant du changement climatique et de la dégradation de l'environnement.

Outils de financement de la transition écologique

Exemple d'entreprise en transition



→ Proportion d'activités écologiques

Exemples d'outils que les entreprises peuvent utiliser à titre volontaire pour financer leur transition vers la durabilité:

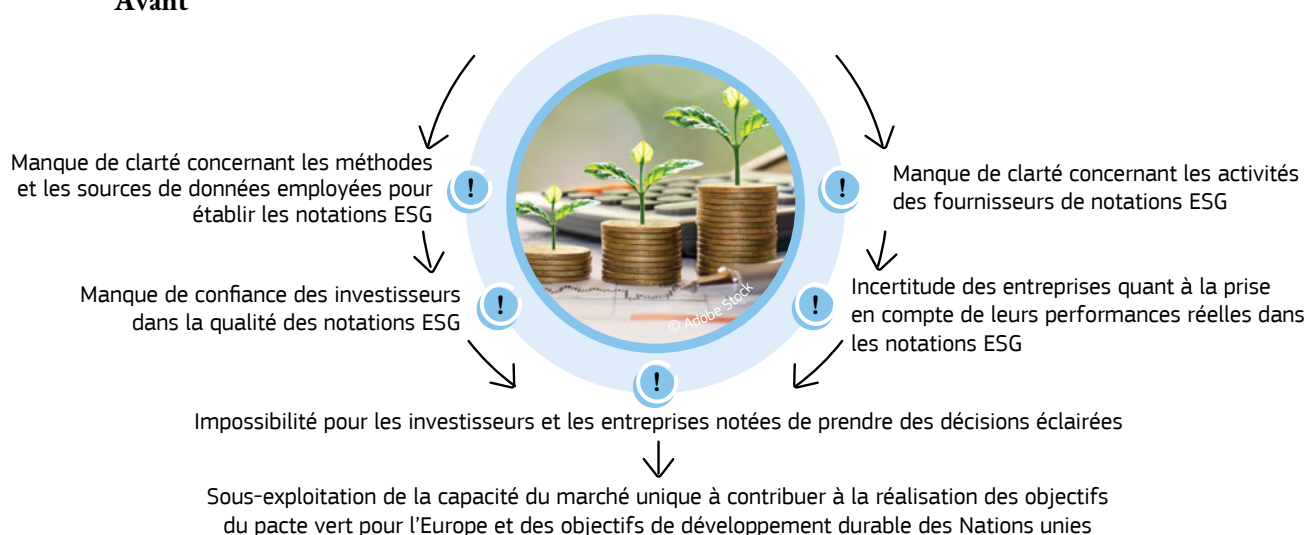
- ☑ taxinomie de l'UE,
- ☑ indices de référence de l'UE pour le climat,
- ☑ norme des obligations vertes européennes,
- ☑ objectifs fondés sur des données scientifiques,
- ☑ plans de transition.

Les notations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) jouent également un rôle important sur le marché de la finance durable de l'UE, car elles fournissent des informations aux investisseurs et aux institutions financières en ce qui concerne, par exemple, les stratégies d'investissement relatives aux facteurs ESG et la gestion des risques

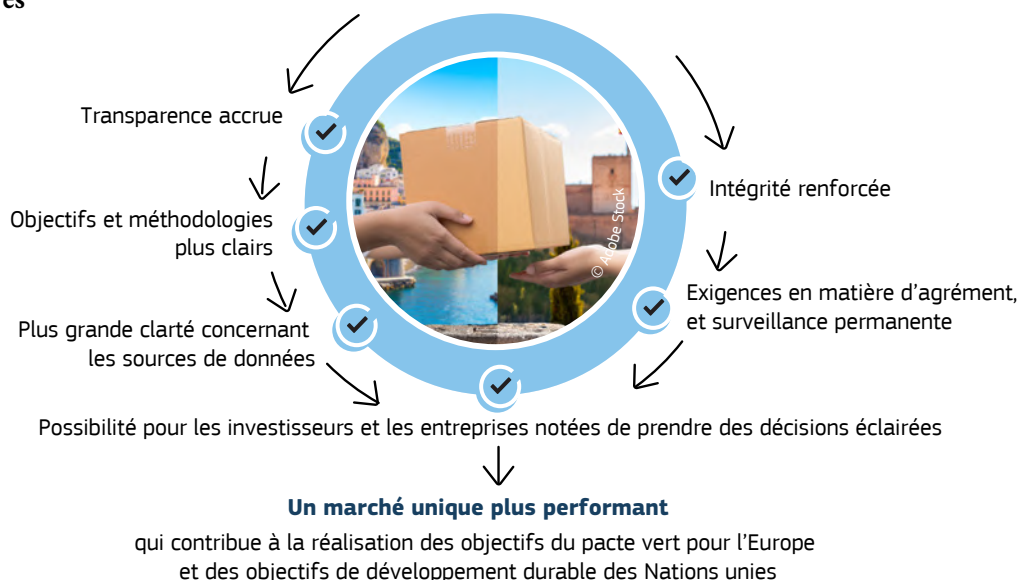
y afférents. En juin 2023, la Commission a proposé un règlement qui remédiera au manque de transparence du marché des notations ESG, le rendant plus fiable. De nouveaux principes d'organisation et des règles claires en matière de prévention des conflits d'intérêts renforceront l'intégrité des activités des fournisseurs de notations ESG.

Qu'est-ce qui change avec la proposition de notations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG)?

Avant



Après



Pour garantir que les entreprises publient des informations en matière de durabilité de manière harmonisée, la Commission a également adopté la première série de normes européennes obligatoires d'information en matière de durabilité en juillet 2023. Les normes couvrent les questions ESG, y compris le changement climatique, la biodiversité et les droits de l'homme. Elles fournissent des informations aux investisseurs afin de les aider à comprendre l'incidence sur la durabilité des entreprises dans lesquelles ils investissent. Elles tiennent également compte des discussions avec le Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité et la Global Reporting Initiative afin de garantir un degré élevé d'interopérabilité entre les normes de l'UE et les normes mondiales et d'éviter les doubles notifications inutiles de la part des entreprises.

Le pacte vert pour l'Europe du 11 décembre 2019 a souligné l'importance d'orienter les ressources financières et en capital vers les investissements verts. Les obligations vertes jouent un rôle de plus en plus important dans le financement des actifs nécessaires

à la transition vers une économie à faible intensité de carbone. Le 28 février 2023, le Parlement et le Conseil sont parvenus à un accord sur la proposition de règlement sur les obligations vertes européennes afin d'établir une norme officielle en matière d'obligations vertes. Ce règlement est entré en vigueur en décembre. Une norme en matière d'obligations vertes est un ensemble de critères qui fournit un cadre pour l'émission d'obligations vertes. La norme européenne en matière d'obligations vertes garantit que les obligations vertes financent des projets présentant de véritables avantages pour l'environnement et contribue à préserver l'intégrité et la confiance dans le marché des obligations vertes. Les émetteurs d'obligations vertes européennes devraient veiller à ce qu'au moins 85 % des fonds levés par les obligations soient affectés à des activités économiques conformes au règlement sur la taxinomie. La nouvelle législation établit également un cadre pour l'agrément et la surveillance des examinateurs tiers, qui contribueront à vérifier les caractéristiques des obligations, améliorant ainsi la confiance dans la crédibilité des allégations environnementales.



PODCAST: podcast de l'UE sur la finance. Épisode 9 — Celui sur la norme des obligations vertes européennes.

Banque

À la suite de la crise financière mondiale de 2007-2008, des efforts considérables ont été déployés pour que les banques de l'UE deviennent plus résilientes. Grâce à ces efforts, les institutions financières de l'UE ont bien résisté tout au long des dernières crises, telles que la pandémie de COVID-19, la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et la crise bancaire américaine au printemps 2023. Aujourd'hui, les banques de l'UE sont bien capitalisées, très liquides et étroitement surveillées. Comme le montrent les tests de résistance réalisés en 2023 par l'Autorité bancaire européenne, elles sont résilientes même dans des scénarios très défavorables.

Afin de renforcer davantage les banques, la Commission a adopté, le 18 avril, une proposition visant à réformer le cadre existant de l'UE pour la gestion des crises bancaires et la garantie des

dépôts. L'accent est mis sur les banques de taille moyenne et de petite taille. Dans le passé, nombre de celles-ci, lorsqu'elles étaient défaillantes, ont été aidées en recourant à des méthodes ne relevant pas du cadre de résolution établi. Parfois, cela revenait à utiliser des fonds publics (l'argent des contribuables) plutôt que des fonds propres de la banque ou d'autres fonds de secours financés par le secteur et destinés à protéger les déposants (systèmes de garantie des dépôts et fonds de résolution). Le cadre réformé facilitera l'utilisation des filets de sécurité financés par le secteur pour protéger les déposants en cas de crise bancaire, par exemple en transférant ces derniers d'une banque en difficulté à une banque saine. L'utilisation de ces filets de sécurité ne doit être qu'un complément aux réserves propres des banques, qui restent la première ligne de défense.

Réforme du cadre pour la gestion des crises bancaires et la garantie des dépôts

Objectifs



Préserver la stabilité financière et protéger l'argent des contribuables



Améliorer la protection des déposants



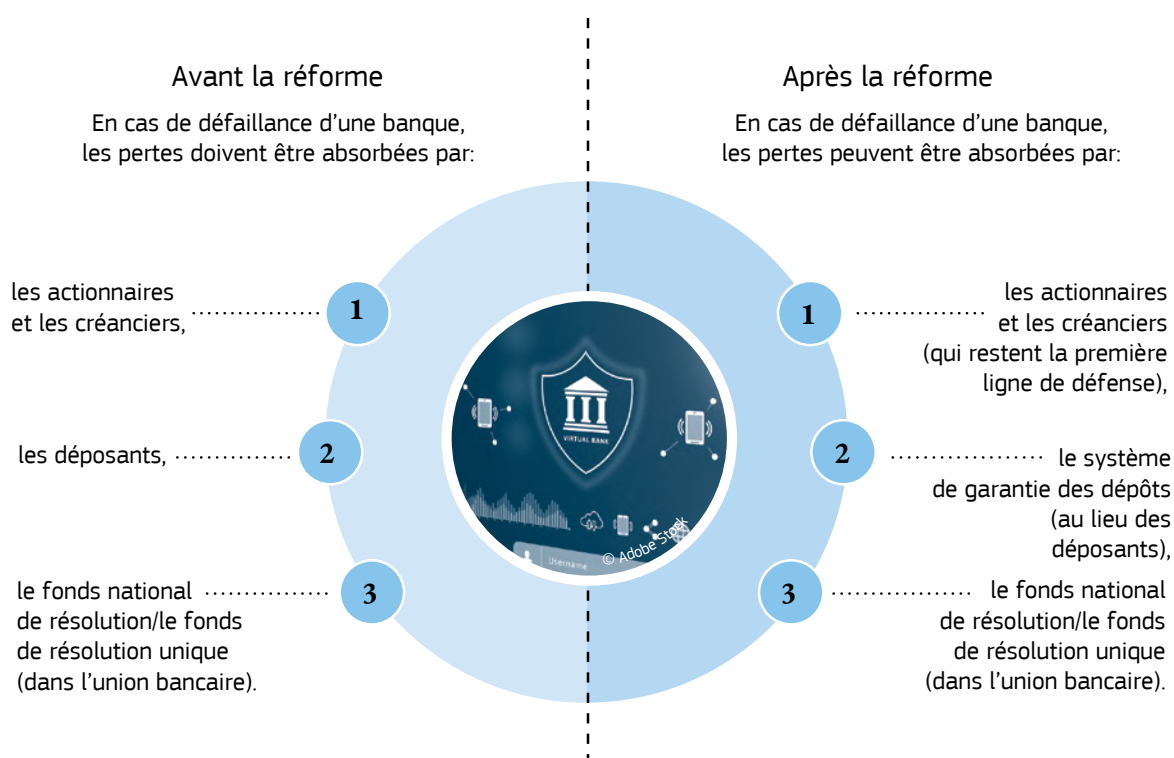
Protéger l'économie réelle de l'incidence des défaillances bancaires

Que faisons-nous à cet égard?

Améliorer les systèmes de défaillance bancaire et la protection des déposants, en particulier pour les banques de petite et de moyenne taille

Banques de petite et de moyenne taille

Modèle d'entreprise avec une part élevée de dépôts figurant dans le bilan



Une autre avancée importante de l'année a été l'accord politique sur la proposition de la Commission relative à une révision des règles bancaires de l'UE (le règlement sur les exigences de fonds propres et la directive sur les exigences de fonds propres), connue sous le nom de paquet bancaire. Ce train de mesures met en œuvre l'ensemble final de normes internationales de réglementation bancaire (les normes de Bâle III) convenues par l'UE et ses partenaires du G20 au sein du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. La phase initiale des réformes

de Bâle III, qui consiste à exiger des fonds propres plus importants et de meilleure qualité, à réduire l'endettement et à imposer des exigences strictes en matière de liquidité, est déjà en vigueur dans toutes les banques de l'UE. Avec l'achèvement de la mise en œuvre de ces normes, l'UE cherche à améliorer la simplicité, la comparabilité et la sensibilité au risque du cadre réglementaire, et, à terme, à rétablir la confiance dans les exigences de fonds propres fondées sur le risque.

Que contient le paquet bancaire?



Bâle III: nouvelles règles applicables aux modèles internes

Une nouvelle limite sera introduite pour éviter la sous-estimation des risques lorsque les banques utilisent leurs propres modèles de calcul.



Une meilleure surveillance

Les autorités de surveillance disposeront d'outils plus solides pour superviser les banques de l'UE, y compris les groupes bancaires complexes. Des normes minimales seront instaurées en vue de surveiller les banques de pays tiers dans l'UE.



Durabilité

Les banques seront tenues de prendre en compte les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance dans la gestion de leurs activités.

Une fiscalité et des douanes équitables, simples et modernes

Réforme de l'union douanière

En mai, la Commission a proposé la plus ambitieuse réforme de l'union douanière depuis sa création en 1968, en réponse à l'augmentation des volumes d'échanges, à la croissance du commerce électronique et au renforcement des normes de l'UE. La fragmentation numérique du système actuel et la coordination insatisfaisante entre les autorités nationales ont augmenté les coûts administratifs de mise en conformité pour les professionnels et ouvert des voies à la fraude.

La réforme prévoit la création d'une autorité douanière de l'UE, qui supervisera une nouvelle plateforme des données douanières. Il en résultera une approche plus centralisée et numérisée des douanes, qui devrait réduire les coûts de mise en conformité pour les opérateurs, libérer des ressources pour les autorités nationales et garantir une union douanière plus efficace, renforcée et à l'épreuve de la fraude.



↑
Le terminal à conteneurs DP World à Constanța (Roumanie), 10 mai 2023.

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales

De nouvelles exigences en matière de déclaration et d'échange d'informations, conformément au cadre de déclaration des crypto-actifs de l'Organisation de coopération et de développement économiques, aideront les États membres à lutter contre l'évasion et la fraude fiscales dans les secteurs des crypto-actifs et de la monnaie électronique. L'accord conclu en 2023 impose à tous les prestataires de services sur crypto-actifs établis dans l'UE de déclarer les transactions effectuées par des clients résidant dans l'UE, ce qui renforce la détection de la fraude et de l'évasion fiscales.

Dans le cadre du plan d'action de 2020 pour l'union des marchés des capitaux et du plan d'action pour une fiscalité équitable et simplifiée à l'appui de la stratégie de relance de l'UE, la Commission a proposé de rationaliser les procédures de retenue à la source pour les investisseurs, les intermédiaires financiers et les administrations fiscales. Cette mesure vise à prévenir à la fois la double imposition et les abus du système de remboursement ou de dégrèvement. Elle cherche également à harmoniser les procédures de demande de réduction des retenues à la source, réduisant ainsi les coûts pour les parties prenantes.

La Commission a également proposé une directive relative aux prix de transfert, en vue de diminuer la charge de mise en conformité, d'accroître la sécurité fiscale et de réduire les différends en matière de prix de transfert. Il s'agit d'éviter à la fois les cas de double imposition et de double non-imposition.

Vers une fiscalité plus juste, plus simple et plus moderne

L'existence de 27 systèmes fiscaux nationaux différents, qui ont chacun leurs règles spécifiques, entraîne des coûts de mise en conformité élevés pour les entreprises. Cela décourage les investissements transfrontières au sein de l'UE, ce qui place les entreprises dans une situation de désavantage concurrentiel par rapport au reste du monde.

Pour remédier à ce problème, la Commission a adopté, en septembre, la proposition intitulée «Entreprises en Europe: cadre pour l'imposition des revenus». Ce cadre introduirait un ensemble unifié de règles pour déterminer la base d'imposition des groupes d'entreprises. Cela permettra de réduire les coûts de mise en conformité jusqu'à 65 % pour les grandes entreprises opérant dans plusieurs États membres. En outre, ce cadre permettra aux autorités fiscales nationales de déterminer plus facilement le montant correct des impôts dus.

Bien que la proposition s'adresse principalement à de grands groupes opérant dans toute l'Union européenne, l'UE a également pris des mesures pour simplifier les règles fiscales applicables aux microentreprises et aux PME. La proposition de directive sur l'imposition en fonction du siège central introduit un cadre de simplification pour les PME exerçant des activités dans d'autres États membres par l'intermédiaire d'établissements stables. Elle leur donne la possibilité d'interagir avec une seule administration fiscale (ou administration centrale) plutôt qu'avec les bureaux des administrations fiscales de tous les États membres dans lesquels elles opèrent. L'objectif est d'encourager l'expansion transfrontière.



3. Créer une Europe neutre pour le climat et prospère

Introduction

Le pacte vert pour l'Europe est la feuille de route de l'Union européenne pour faire face à la triple menace que représentent les crises climatique, environnementale et de la biodiversité. Avec ce pacte, l'UE a relevé le niveau de ses ambitions en matière de climat en s'engageant à atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050. Il transforme l'UE en une société juste et prospère, dotée d'une économie moderne, efficace dans l'utilisation des ressources et compétitive. En 2023, l'Union a franchi une étape importante sur la voie de la neutralité climatique. La législation clé pour atteindre — et même dépasser — son objectif à moyen terme de réduction des émissions nettes de gaz à effet de

serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 a été adoptée à la mi-octobre. Les conditions météorologiques extrêmes ont de nouveau mis en lumière la dure réalité du changement climatique dans l'ensemble de l'UE et dans le monde, soulignant la nécessité de poursuivre les efforts pour réduire les émissions le plus rapidement possible. Lors de la COP28, l'UE a joué un rôle de premier plan pour parvenir à la fois à un accord mondial visant à accélérer la transition vers l'abandon des combustibles fossiles et à un engagement à tripler la capacité mondiale en matière d'énergies renouvelables et à doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030.

La réalité d'une planète en ébullition

Les perturbations et les destructions provoquées par les phénomènes météorologiques extrêmes survenus en Europe et dans le monde en 2023 ont rappelé avec force la menace grave et omniprésente que le changement climatique fait peser sur les sociétés, ainsi que la nécessité d'agir d'urgence pour protéger la planète.

Les conditions sèches ont contribué à des saisons de feux de forêt plus longues et plus dangereuses, avec des foyers importants en Espagne dès mars et des incendies dévastateurs inédits dans certaines régions de Grèce, d'Espagne et du Portugal en juillet et en août. L'incendie de forêt survenu dans la région nord-est de la Grèce, à Évros, a été le plus important jamais connu dans l'UE. Selon le système européen d'information sur les feux de forêts, au 22 juillet, plus de 181 000 hectares de terres dans l'UE avaient déjà été réduits en cendres, soit plus de 40 % de plus que la moyenne enregistrée entre 2003 et 2022 (128 225 hectares).

Face à l'augmentation du risque d'incendie, l'UE a accru, en 2023, ses capacités d'anticipation et de prospective, renforcé sa flotte rescEU de lutte contre les incendies et positionné des centaines de pompiers afin qu'ils puissent apporter un soutien immédiat. Elle a également créé une équipe d'appui en matière de lutte contre les incendies de forêt dans le cadre de son centre de coordination de la réaction d'urgence.

Les incendies de forêt sont un problème mondial. Afin de contribuer à la lutte contre les plus graves incendies de forêt survenus au Canada en 10 ans (qui ont brûlé environ 4 millions d'hectares, soit une zone aussi vaste que les Pays-Bas), les États membres de l'UE ont offert au pays les services d'environ 300 pompiers par l'intermédiaire du mécanisme de protection civile de l'UE (voir le chapitre 8).



© AFP

Avec 7 mois et 2 saisons qui ont battu des records, 2023 a été l'année la plus chaude de l'histoire jamais enregistrée sur Terre. Selon le service Copernicus de lutte contre le changement climatique de l'UE, la température de près de 50 % des jours de 2023 a été supérieure de plus de 1,5 °C à la moyenne préindustrielle (1850-1900).

↑

Des feux de forêt font rage dans les municipalités de Candelaria et d'Arafo, Tenerife (Espagne), 16 août 2023.

Des précipitations extrêmes ont provoqué des inondations meurtrières dans certaines régions de l'UE, notamment en Croatie, en Italie, en Autriche et en Slovénie.

→

Vue aérienne des zones touchées par les inondations et les glissements de terrain en Émilie-Romagne (Italie), 25 mai 2023.



À la suite des inondations et des incendies de forêt sans précédent, les demandes d'aide au redressement et à la reconstruction après sinistre introduites au titre du Fonds de solidarité de l'Union européenne en 2023 ont mobilisé l'ensemble des ressources disponibles pour l'octroi d'une aide.

Au-delà de l'Europe, le changement climatique constitue également une grave menace pour les pays les plus pauvres du monde, aggravant les crises préexistantes et nécessitant des efforts accrus pour répondre à l'augmentation des besoins humanitaires (voir le chapitre 8). Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la proportion de pays à revenu faible et intermédiaire exposés aux phénomènes climatiques extrêmes est passée de 76 % à 98 % au cours des deux dernières décennies.

Le 15 juillet, l'UE a inauguré la Journée annuelle des victimes de la crise climatique mondiale, afin de rendre hommage aux victimes en Europe et dans le monde entier. Cette manifestation vise à sensibiliser aux mesures concrètes que les citoyens peuvent prendre pour contribuer à réduire les dommages causés par le changement climatique et mieux se préparer aux catastrophes climatiques.

Vers le «zéro net»

Dans le [rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations unies](#), publié en mars, la communauté scientifique a de nouveau lancé un avertissement clair quant à la nécessité de prendre des mesures pour faire face à la crise climatique. Le rapport réaffirme que le monde se réchauffe rapidement sous l'influence de l'homme, les conditions météorologiques extrêmes et les catastrophes mettant en péril des vies et des moyens de subsistance dans le monde entier. Il est scientifiquement établi que la seule manière d'enrayer le réchauffement climatique et d'atténuer les effets du changement climatique consiste à ramener les émissions de gaz à effet de serre au niveau «zéro net». Cela implique de parvenir à un équilibre entre la quantité d'émissions de gaz à effet de serre libérée dans l'atmosphère et la quantité qui en est extraite.

Faire de l'Europe le premier continent neutre pour le climat est la pierre angulaire du [pacte vert pour l'Europe](#). Cet objectif est inscrit dans la [loi européenne sur le climat](#), ainsi que dans l'engagement juridiquement contraignant de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990.

La législation actuelle en matière de climat et d'énergie a permis de déjà faire diminuer les émissions de gaz à effet de serre de l'Union de 32,5 % par rapport à 1990, alors que l'économie de l'Union a enregistré une croissance de 60 % au cours de la même période.

Pour y parvenir, la Commission européenne a présenté en 2021 le paquet de propositions législatives «Ajustement à l'objectif 55». En 2022, dans le cadre du [plan REPowerEU](#), elle a relevé le niveau d'ambition de certaines de ces propositions (notamment de celles concernant l'[efficacité énergétique](#) et l'[énergie renouvelable](#)) afin de réduire encore la dépendance de l'UE aux importations de combustibles fossiles russes (voir le chapitre 4). À la fin de 2023, la législation clé pour atteindre l'objectif de réduction nette de 55 % pour 2030 était en place (voir ci-dessous). Cela inclut des objectifs juridiquement contraignants couvrant tous les secteurs de l'économie, un objectif visant à stimuler les puits de carbone naturels et une actualisation du [système d'échange de quotas d'émission de l'UE](#).

Plus de 9 citoyens de l'UE sur 10 considèrent le changement climatique comme un problème grave.



Le changement climatique est considéré comme...

... un problème **très** grave par **77 %**

... un problème **assez** grave par **16 %**

... n'étant **pas** un problème grave par **7 %**

Le système existant a été renforcé en 2023 et son champ d'application a été étendu aux émissions du transport maritime. Un nouveau système d'échange de quotas d'émission distinct a été créé pour étendre la tarification du carbone à de nouveaux secteurs de l'économie, en particulier aux combustibles destinés aux bâtiments et au transport routier. En plus de fixer un prix pour la pollution et de générer des investissements dans la transition écologique, le nouveau système apportera un soutien social aux citoyens et aux petites entreprises afin de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Le paquet législatif final devrait réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre de l'UE de 57 % d'ici à 2030 par rapport à 1990.

Un nouveau mécanisme pour l'importation de marchandises en provenance de pays tiers garantira la fixation d'un prix du carbone dans des secteurs ciblés. La nouvelle législation comprend également des objectifs actualisés en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, ainsi que des règles visant à encourager la mise en place d'infrastructures de recharge et l'utilisation de carburants de substitution dans le transport routier, le transport maritime et l'aviation.

En 2023, les États membres devaient présenter leurs projets actualisés de plans nationaux en matière d'énergie et de climat, qui décrivent la manière dont ils entendent atteindre les objectifs de l'UE en matière d'énergie et de climat à l'horizon 2030. En décembre, la Commission a évalué les plans et formulé des recommandations.



↑
VIDÉO: la plateforme pour une transition juste.

Ne laisser personne sur la touche

Afin de garantir une transition écologique équitable et inclusive, 55 milliards d'euros sous forme d'investissements seront générés au cours de la décennie actuelle afin de soutenir les personnes vivant dans les régions de l'UE confrontées aux plus grands défis pour passer à une économie neutre pour le climat.

En coopération avec les acteurs nationaux, régionaux et locaux, l'UE contribue à diversifier les économies régionales et à donner aux citoyens la possibilité de prospérer dans la nouvelle économie (voir également le chapitre 6).

Ajustement à l'objectif 55 — Législation adoptée



Réforme du système d'échange de quotas d'émission de l'UE



Nouveau système d'échange de quotas d'émission de l'UE applicable aux carburants et combustibles destinés aux bâtiments et au transport routier



Fonds social pour le climat



Règlement sur la répartition de l'effort



Règlement concernant l'utilisation des terres, la foresterie et l'agriculture



Normes d'émissions de dioxyde de carbone pour les voitures et les camionnettes



Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières



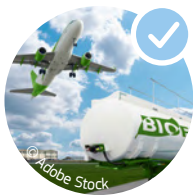
Directive sur les énergies renouvelables



Directive sur l'efficacité énergétique



Règlement sur une infrastructure pour carburants alternatifs



Règlement ReFuelEU Aviation



Règlement FuelEU Maritime

La compétitivité de l'UE dépendra grandement de sa capacité à développer et à fabriquer les technologies propres nécessaires à une transition réussie vers une économie à zéro émission nette. Afin de renforcer la compétitivité des technologies du «zéro net» dans l'UE et de soutenir une transition rapide vers la neutralité climatique, la Commission a présenté en février 2023 le [plan industriel du pacte vert pour l'ère du zéro émission nette](#). Le plan entend créer un environnement plus propice au renforcement de la capacité de production de l'UE pour les technologies et produits «zéro net» (voir le chapitre 4).

L'UE soutient également les technologies innovantes du zéro net par l'intermédiaire du [Fonds pour l'innovation](#),

financé par le système d'échange de quotas d'émission. Ce fonds vise à apporter des solutions au marché pour décarboner l'industrie européenne et à soutenir la transition vers la neutralité climatique, tout en stimulant la compétitivité de l'UE. Certains États membres soutiennent également la capacité de production de technologies innovantes dans le cadre de leurs plans nationaux pour la reprise et la résilience. La Commission a lancé une série de dialogues sur la transition propre afin de pouvoir aider chaque secteur à élaborer son modèle économique pour la décarbonation de l'industrie, en commençant par des dialogues sur le secteur de l'hydrogène et les industries à forte intensité énergétique en 2023 (voir le chapitre 4).

Vers une économie circulaire

Au cours de l'année, l'UE a continué de progresser vers une économie circulaire, afin de faire des produits durables la norme, de réduire la pression sur les ressources naturelles, de réduire le volume de déchets et de créer une croissance et des emplois durables.

Chaque année, plus de 5 millions de tonnes de vêtements sont jetés dans l'UE (plus de 11 kg par personne), mais seuls 22 % de ces déchets sont collectés séparément en vue de leur réutilisation ou de leur recyclage, tandis que le reste est souvent incinéré ou mis en décharge. Les [nouvelles règles proposées](#) en matière de textiles obligeront les producteurs à rendre compte du cycle de vie de leurs produits, en particulier de la gestion des déchets, favorisant ainsi un traitement durable des déchets textiles dans l'ensemble de l'UE. Le fait d'accroître la disponibilité de textiles usagés et recyclés devrait contribuer à créer des emplois au niveau local et permettre aux consommateurs de réaliser des économies dans l'UE et en dehors, tout en atténuant les effets de la production textile sur les ressources naturelles. La campagne [ReSet the Trend](#) a été lancée en 2023 afin de sensibiliser le public à la mode durable.

Le gaspillage alimentaire a d'énormes répercussions économiques, sociales et environnementales. Dans le cadre d'une [nouvelle proposition](#) présentée par la Commission en juillet, les États membres devraient, d'ici à 2030, [réduire le gaspillage alimentaire](#) de 10 % dans la transformation et la production et de 30 % (par habitant) tant au niveau de la vente au détail qu'au niveau de la consommation. Ces nouveaux objectifs profiteront à la sécurité alimentaire et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, tout en réduisant les coûts pour les entreprises et les consommateurs.



Déchets alimentaires

58,4 millions de tonnes

(131 kg/personne/an) sont générés chaque année dans l'UE. (Source: [Eurostat](#), 2023.)

Environ **10 %** de l'ensemble des denrées alimentaires fournies aux détaillants, aux services de restauration et aux ménages sont gaspillés.

Plus de la moitié du gaspillage alimentaire provient des **ménages** (54 %).

La **deuxième part la plus importante** (21 %) provient du secteur de la transformation et de la production.

À l'appui de ces efforts, la Commission a adopté un cadre révisé de suivi de l'économie circulaire afin de mieux observer les progrès accomplis dans la transition vers une économie circulaire dans l'UE et sa contribution à la durabilité mondiale et à la résilience de l'UE. Ce cadre comprend de nouveaux indicateurs, tels que l'empreinte sur les matières premières et la productivité des ressources, afin de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de prévention des déchets.

Chaque année, près de 6 millions de véhicules dans l'UE arrivent en fin de vie. Un traitement inadéquat des

véhicules hors d'usage entraîne une perte de valeur et une pollution. Les nouvelles règles proposées, qui couvrent tous les aspects d'un véhicule, de sa conception et de sa mise sur le marché à son traitement final, devraient générer 1,8 milliard d'euros de revenus nets d'ici à 2035. Elles permettront également de réaliser d'importantes économies de carbone et de réduire la dépendance à l'égard des matières premières, créeront des emplois supplémentaires et amélioreront les flux de revenus pour l'industrie de la gestion des déchets et du recyclage.

De nouvelles mesures visant à stimuler la circularité dans le secteur automobile pourraient permettre de recycler jusqu'à 4 millions de voitures supplémentaires et de créer 22 000 emplois supplémentaires d'ici à 2035.

→

Virginijus Sinkevičius, commissaire européen à l'environnement, aux océans et à la pêche (à droite), visite une entreprise pionnière dans le domaine de l'économie circulaire, Belgique, juillet 2023.



Un accord politique a été conclu sur la proposition de la Commission relative aux nouvelles règles concernant les transferts de déchets, lesquelles garantiront que l'UE assumera une plus grande responsabilité pour ses propres déchets. L'exportation de déchets plastiques de l'UE vers des pays qui ne sont pas membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques sera interdite. L'accord contribuera à réduire la pollution par les déchets et à faire progresser l'économie circulaire.

Les produits ont une incidence significative sur l'environnement tout au long de leur cycle de vie, depuis l'extraction des matières premières jusqu'à leur fabrication, leur transport, leur utilisation et leur fin de vie. En décembre, un accord a été conclu sur la proposition visant à faire des produits durables la norme dans l'UE. Le nouveau règlement sur l'écoconception pour des produits durables s'appuiera sur les règles existantes en matière d'écoconception, qui ont permis d'accroître l'efficacité énergétique des produits dans l'UE depuis près de 20 ans. La nouvelle législation étendra le cadre existant de deux manières: premièrement, en faisant en sorte de couvrir la gamme la plus large possible de produits; en second

lieu, en élargissant le champ d'application des exigences auxquelles doivent satisfaire ces produits.

Donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition écologique est un élément important pour atteindre les objectifs de consommation durable du pacte vert pour l'Europe. Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne sont parvenus à un accord en septembre sur la proposition relative aux nouvelles règles qui garantiront que les consommateurs seront mieux informés sur la durabilité et la réparabilité des biens qu'ils achètent, et mieux protégés contre les pratiques commerciales déloyales. Une nouvelle interdiction sera également appliquée aux allégations trompeuses concernant des produits qui sont fondées sur la compensation des émissions. La Commission a également présenté une proposition visant à améliorer l'accès aux services de réparation et les informations y afférentes. Elle favorise la réparation plutôt qu'un remplacement pendant la durée de garantie légale et exige des fabricants qu'ils réparent les biens qui sont et seront soumis à des exigences spécifiques en matière de réparabilité (écoconception) en vertu du droit de l'Union.

Faire des choix durables

Pour compléter les mesures visant à donner aux consommateurs les moyens d'agir, la Commission a également proposé de nouvelles règles pour lutter contre l'écoblanchiment, lorsque l'on tente de faire croire que des produits ou des processus sont plus respectueux de l'environnement qu'ils ne le sont en réalité. Le fait de s'assurer que les labels environnementaux et les allégations écologiques sont crédibles et fiables permettra aux consommateurs de prendre des décisions d'achat en meilleure connaissance de cause. Cela stimulera également la compétitivité des entreprises qui s'efforcent d'accroître la durabilité environnementale de leurs produits et de leurs activités.



← VIDÉO: la proposition de nouvelle législation sur les allégations écologiques.

De nouvelles règles ont été finalisées pour aider les consommateurs à faire des choix éclairés et respectueux de l'environnement lorsqu'ils achètent des téléphones portables et des tablettes. De nouvelles règles en matière d'écoconception amélioreront la durabilité, la réparabilité, la réutilisabilité et la recyclabilité de ces appareils. Dans le même temps, la nouvelle étiquette énergétique des smartphones et des tablettes fournira des données sur leur efficacité et leur durabilité, et un score de réparabilité guidera les consommateurs vers des choix durables. Ces règles s'appliqueront à partir du 20 juin 2025.

Faire progresser le plan d'action «zéro pollution»

Eau

En 2023, avec l'intégration de la directive révisée sur l'eau potable dans la législation nationale, de nouvelles règles ont commencé à s'appliquer dans toute l'UE. Ces règles garantiront certaines des normes les plus élevées au monde en matière d'eau potable.

En juin, en réponse aux éléments démontrant que les pluies sont désormais moins abondantes dans de nombreuses régions de l'UE, de nouvelles exigences pour la réutilisation sûre des eaux usées traitées à des fins d'irrigation agricole ont commencé à s'appliquer.



© Getty Images

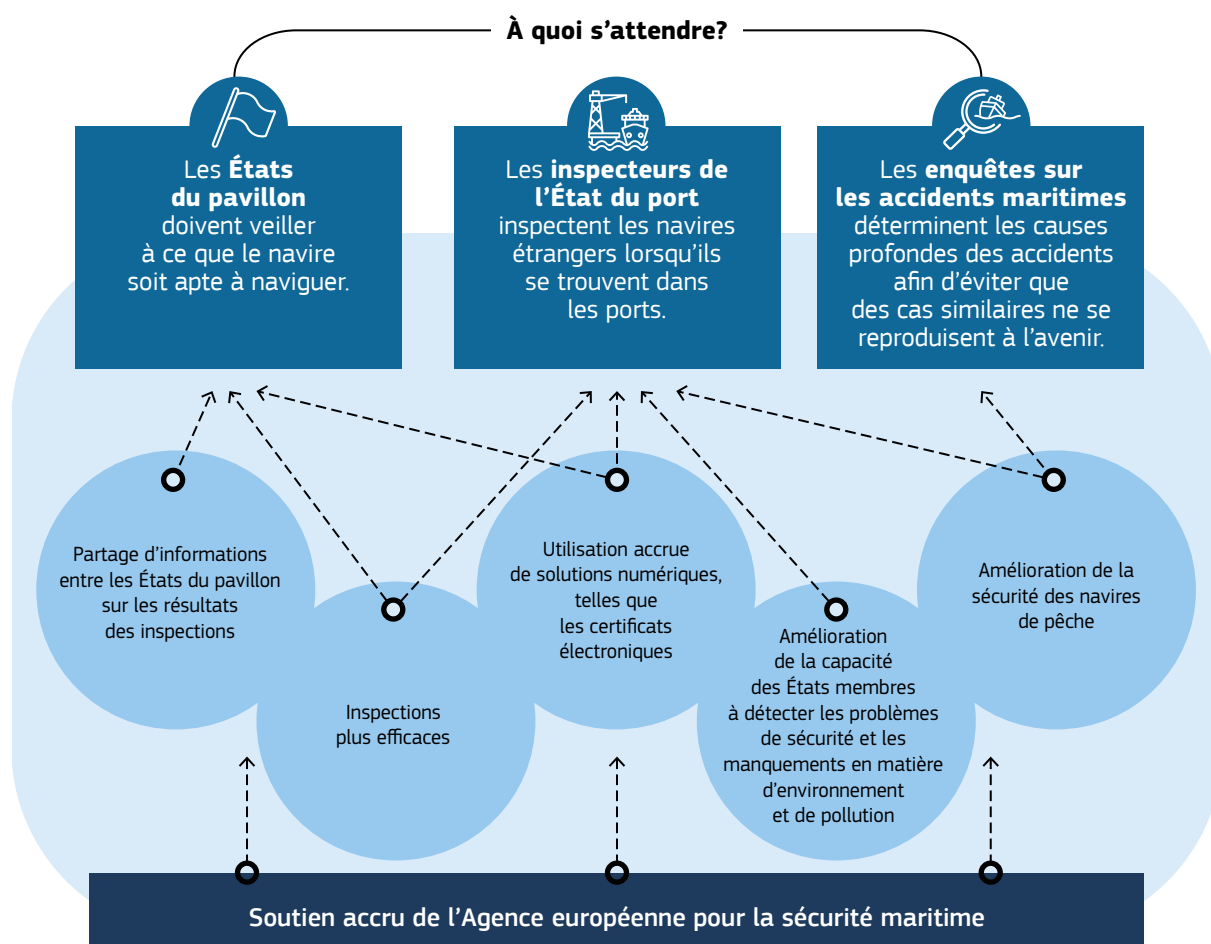
Un rapport de l'UE analysant l'une des plus grandes catastrophes écologiques survenues en Europe de mémoire récente, lors de laquelle environ 360 tonnes de poissons ont péri dans l'Oder, a été publié en février 2023. Il pointe comme cause probable une prolifération importante d'algues toxiques et propose des recommandations pour éviter qu'une telle catastrophe ne se reproduise.

Le niveau de sécurité maritime dans les eaux de l'UE est très élevé puisqu'on déplore peu de décès et qu'aucune marée noire ne s'est produite récemment. Cependant, plus de 2 000 accidents et incidents maritimes sont encore signalés chaque année. En juin, la Commission a présenté cinq propositions législatives visant à moderniser les règles de l'UE et à prévenir la pollution des eaux par les navires. Les propositions visent également à prévenir les rejets illégaux dans les mers européennes afin de réduire l'impact environnemental des activités de transport maritime et de préserver l'écosystème marin.



Renforcer la sécurité maritime

Les normes de sécurité strictes de l'UE sont efficaces, mais les nouveaux défis et les nouvelles technologies nécessitent des approches renouvelées.





Substances chimiques

En vertu d'une proposition de la Commission visant à protéger les citoyens de l'UE et l'environnement contre le mercure toxique, l'utilisation d'amalgames dentaires sera totalement interdite. Quelque 40 tonnes de mercure sont utilisées chaque année dans l'UE à cette fin. La proposition interdira également la fabrication et l'exportation de certains produits contenant du mercure, tels que des lampes.



Émissions industrielles

La directive relative aux émissions industrielles réglemente environ 52 000 grandes installations industrielles et d'élevage dans l'ensemble de l'UE. Elle leur impose de détenir une autorisation fondée sur l'utilisation des meilleures techniques disponibles. En 2023, une nouvelle série d'évaluations des meilleures techniques disponibles a été réalisée concernant les abattoirs, les sous-produits animaux et les industries des coproduits alimentaires. Quelque 800 abattoirs de l'UE devront se conformer à ces nouvelles normes afin de réduire leur incidence sur l'environnement.



Bruit

Le bruit représente la deuxième menace environnementale pour la santé en Europe après la pollution atmosphérique. Un rapport sur la mise en œuvre de la directive relative au bruit dans l'environnement indique comment réduire encore le bruit pour atteindre l'objectif de réduction de 30 % d'ici à 2030.



Microplastiques

La Commission a franchi une nouvelle étape importante dans la protection de l'environnement en adoptant des mesures limitant les microplastiques ajoutés intentionnellement aux produits. Les nouvelles règles empêcheront le rejet dans l'environnement d'environ un demi-million de tonnes de microplastiques.



Découvrez la qualité de l'environnement dans lequel vous résidez:
<https://discomap.eea.europa.eu/atlas/?page=Check-your-place>.

Découvrez la qualité de l'air autour de vous (également disponible sous la forme d'une application mobile):
<https://www.eea.europa.eu/themes/air/air-quality-index>.

Biodiversité

La nature est essentielle dans la lutte contre le changement climatique. La dégradation de l'environnement naturel augmente la probabilité et la gravité d'événements tels que les inondations et les incendies de forêt, ce qui fait de la nature et de la biodiversité de l'Europe la meilleure défense contre les catastrophes naturelles.

Un accord politique provisoire a été conclu en novembre au sujet du règlement sur la restauration de la nature, initiant un processus de restauration continue et durable de la nature. Les États membres mettront en œuvre des mesures de restauration dans au moins 20 % des zones terrestres de l'UE et 20 % de ses mers d'ici à 2030. D'ici à 2050, des mesures devraient être mises en place pour tous les écosystèmes nécessitant une restauration.

Sols

Des sols sains sont essentiels pour garantir la sécurité alimentaire, parvenir à la neutralité climatique et mettre un terme à la désertification et à la dégradation des terres. Pourtant, plus de 60 % des sols européens sont en mauvaise santé. La proposition relative à une législation concernant la surveillance des sols mettra l'UE sur la bonne voie pour que ses sols soient en bonne santé d'ici à 2050, grâce à la collecte de données sur la santé des sols, et à leur mise à disposition pour les agriculteurs et les autres gestionnaires des sols. La nouvelle législation fera également de la gestion durable des sols la norme. La Commission a aussi publié à l'intention des parties prenantes des orientations sur les possibilités de financement de l'UE pour des sols

sains. Le Manifeste de la mission relative aux sols, lancé en avril, réunit des décideurs régionaux et locaux, des parties prenantes et des citoyens au sein d'une communauté dynamique soucieuse de la santé des sols. Plus de 2 100 personnes et 350 organisations avaient adhéré à l'initiative volontaire à la fin de l'année. Les signataires reconnaissent la nécessité d'agir en faveur de la santé des sols et participent à des activités de protection et de restauration des sols.

Pollinisateurs

Avec une espèce sur trois d'abeilles, de papillons et de syrphes en voie de disparition dans l'UE, la Commission a présenté en 2023 une nouvelle initiative définissant les mesures à prendre par l'UE et les États membres pour inverser le déclin des pollinisateurs d'ici à 2030. Les citoyens réclament de plus en plus des actions décisives contre la perte de pollinisateurs, comme récemment dans le cadre de l'initiative citoyenne européenne «Sauvons les abeilles et les agriculteurs», qui a été couronnée de succès. L'UE a également abaissé les limites maximales applicables aux résidus de deux pesticides néonicotinoïdes présents dans les denrées alimentaires au niveau le plus bas pouvant être mesuré à l'aide des technologies les plus récentes. L'utilisation en plein air de clothianidine et de thiaméthoxame est déjà interdite dans l'UE. Les nouvelles teneurs s'appliqueront aux denrées alimentaires et aux aliments pour animaux fabriqués ou importés dans l'UE. Ainsi, les denrées alimentaires mises sur le marché intérieur ne contribueront pas au déclin des pollinisateurs, quel que soit l'endroit où elles sont produites.

La santé des sols a une incidence directe sur la sécurité alimentaire de l'Union



Nos aliments sont produits à **95 %** directement ou indirectement sur des sols.



L'érosion des sols coûte à l'UE **1,25 milliard d'euros** par an en perte de productivité agricole.



83 % des sols de l'UE contiennent des résidus de pesticides.



Plus de **23 %** des terres agricoles souffrent d'un compactage réduisant la productivité.



Forêts

Les forêts sont des alliés essentiels dans la lutte contre le changement climatique et la perte de biodiversité. La mesure dans laquelle les terres, et le secteur de l'utilisation des terres en particulier, peuvent contribuer à l'atténuation du changement climatique dépend en grande partie de la manière dont ces surfaces sont utilisées et gérées. L'absorption du carbone dans le secteur de l'utilisation des terres de l'UE a considérablement diminué ces dernières années, et la fonction de puits terrestre est en recul. En 2023, l'UE a renforcé sa législation sur l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie afin de stimuler l'absorption du carbone et de promouvoir une gestion durable des terres agricoles et forestières.

En novembre, la Commission a proposé une législation relative à la surveillance des forêts visant à créer une base de connaissances exhaustive qui permettra aux États membres, aux propriétaires et aux gestionnaires de forêts d'améliorer leur réponse aux pressions croissantes sur les forêts, qui sont exacerbées par le changement climatique. En plus de garantir que les forêts seront plus résilientes face aux menaces transfrontières (parasites, sécheresse et incendies de forêt), le cadre de surveillance aidera les propriétaires et les gestionnaires de forêts à bénéficier de systèmes de paiement écosystémique tels que le système de certification des absorptions de carbone de l'UE.



Le règlement pionnier de l'UE relatif aux chaînes d'approvisionnement «zéro déforestation», élément clé de la lutte contre le changement climatique et la perte de biodiversité, est entré en vigueur en juin. Les opérateurs et les commerçants disposeront de 18 mois pour mettre en œuvre les nouvelles règles. Une fois appliquées, elles garantiront qu'un ensemble de biens essentiels exportés depuis l'UE ou mis sur le marché de l'UE ne contribuera plus à la déforestation ni à la dégradation des forêts, que ce soit dans l'Union européenne proprement dite ou ailleurs dans le monde. La liste de ces biens comprend l'huile de palme, le café, le soja et le chocolat. Les nouvelles règles contribueront également à sécuriser les moyens de subsistance de millions de personnes, notamment de populations autochtones et de communautés locales du monde entier, qui dépendent fortement des écosystèmes forestiers.

Systèmes alimentaires durables

L'approbation de l'ensemble des 28 plans stratégiques par la Commission a marqué le début de la nouvelle politique agricole commune (PAC) le 1^{er} janvier 2023. Un financement de l'UE s'élevant au total à 264 milliards d'euros aidera les agriculteurs européens à s'adapter à la transition vers un secteur agricole durable et résilient, et contribuera à préserver la vitalité et la diversité des zones rurales entre 2023 et 2027. Près de 98 milliards d'euros contribueront à procurer des avantages pour le climat, l'eau, les sols, l'air, la biodiversité et le bien-être animal, conformément aux objectifs du pacte vert pour l'Europe.

La nouvelle PAC contribuera à la réalisation des objectifs de l'UE en matière de réduction de l'utilisation des pesticides chimiques et des risques liés à ces pesticides et augmentera considérablement le soutien ciblé en faveur de l'agriculture biologique. Elle incitera également les gestionnaires de terres à stocker le carbone dans les sols et la biomasse et à réduire les émissions de gaz à effet de serre sur 35 % de la surface agricole de l'UE grâce à des

pratiques de gestion appropriées, une rotation des cultures étant prévue sur 85 % des terres arables bénéficiant d'un soutien de la PAC.

Alors que l'approvisionnement alimentaire suscite de plus en plus d'inquiétudes, la Commission a poursuivi ses travaux sur la cartographie des facteurs de la sécurité alimentaire. Une nouvelle proposition visant à permettre l'utilisation sûre de nouvelles techniques génomiques contribuera à la progression vers des systèmes alimentaires plus durables tout en préservant la sécurité alimentaire. Ces techniques peuvent créer des variétés végétales résilientes au changement climatique, résistantes aux organismes nuisibles et à haut rendement, réduisant ainsi le besoin de pesticides chimiques et la dépendance de l'UE à l'égard des importations agricoles. La Commission a proposé une nouvelle législation de l'UE concernant la production et la commercialisation de matériels de reproduction des végétaux et de matériels forestiers de reproduction afin d'accroître la diversité et la qualité des semences, des boutures et des autres matériels de reproduction des végétaux.

La PAC n'est pas seulement un outil pour soutenir des mesures de redressement et de restauration à l'issue d'une crise; elle permet également aux agriculteurs d'anticiper les effets du changement climatique et d'autres défis et de s'y adapter. L'UE étudie la meilleure manière de soutenir ses agriculteurs et d'adapter ses politiques agricoles en tenant compte de leurs besoins. Pour y parvenir, le dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture de l'UE sera lancé en janvier 2024.

→

Janusz Wojciechowski, commissaire européen à l'agriculture (au premier plan, à droite), rend visite à des citoyens touchés par les inondations dans les champs de Thessalie (Grèce), octobre 2023.



Bien-être animal

L'UE agit pour améliorer le bien-être animal depuis plus de 40 ans, en améliorant progressivement la vie des animaux et en adoptant des normes de bien-être parmi les plus élevées au monde. Cette évolution s'est poursuivie en 2023 avec une proposition visant à réviser les règles actuelles de l'UE en matière de transport d'animaux, ce qui améliorera le bien-être des 1,6 milliard d'animaux transportés chaque année à l'intérieur et à partir de l'UE. La proposition se concentre sur des objectifs spécifiques, notamment la réduction des temps de trajet, l'augmentation de l'espace minimal disponible et l'amélioration des conditions pour les animaux exportés à partir de l'UE. L'application de la législation existante reste une priorité et des audits et contrôles réguliers se sont poursuivis en 2023 dans divers domaines.

En outre, les toutes premières règles relatives au bien-être et à la traçabilité des chiens et des chats établiront des normes européennes uniformes pour l'élevage, l'hébergement et le traitement des chiens et des chats dans les établissements d'élevage, les

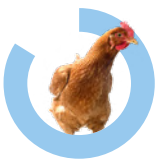
animaleries et les refuges. La traçabilité des chiens et des chats sera également renforcée par l'identification et l'enregistrement obligatoires dans les bases de données nationales afin de lutter contre le commerce illicite, et permettra de mieux contrôler les conditions de bien-être des animaux dans de tels établissements.

La Commission a répondu au cours de l'année à l'initiative citoyenne européenne intitulée «Pas de fourrure en Europe». Soutenue par plus de 1,5 million de citoyens dans l'ensemble de l'UE, cette initiative est la dixième à avoir abouti. Bien qu'aucune autre législation ne soit proposée à ce stade, la Commission envisage une série de mesures visant à atteindre les objectifs de l'initiative, notamment en chargeant l'Autorité européenne de sécurité des aliments d'élaborer un avis scientifique sur le bien-être des animaux à fourrure d'ici à mars 2025.

D'autres mesures sur le bien-être animal, par exemple le suivi de l'initiative citoyenne européenne «End of Cage» (Pour une nouvelle ère sans cage), sont en cours d'élaboration.

Quel est l'avis des citoyens de l'UE sur le bien-être animal?

La nécessité de mieux protéger le bien-être des animaux



84 % estiment que le bien-être des animaux d'élevage devrait être mieux protégé.



74 % pensent que le bien-être des animaux de compagnie devrait être mieux protégé.

Source: Eurobaromètre spécial 533, octobre 2023.

Images: © Adobe Stock.

Le bien-être des animaux d'élevage



91 % le jugent important.

8 % ne le jugent pas important.



Le bien-être des animaux est important pour les citoyens de l'UE, comme le montrent les résultats d'une enquête Eurobaromètre publiée en octobre.

Pêche et océans durables

Le changement climatique et la perte de biodiversité menacent la durabilité des ressources halieutiques et aquacoles. Un train de mesures présenté en février établit des dispositions visant à lutter contre ces défis dans le cadre de la mise en œuvre de la politique commune de la pêche et d'un nouveau plan d'action pour le milieu marin. Les mesures offrent des moyens d'accroître la résilience et la durabilité de la pêche et de l'aquaculture, notamment en soutenant la nécessaire transition énergétique (voir le chapitre 4). Cet ensemble de dispositions contribue à l'engagement pris par l'UE de protéger au moins 30 % de ses mers (dont 10 % font l'objet d'une protection stricte). Les mesures proposées seront mises en œuvre progressivement pour permettre au secteur de s'adapter.

Les nouvelles règles adoptées par le Parlement et le Conseil en 2023 visent à contribuer à prévenir la surpêche et à créer un système de contrôle de la pêche plus efficace et harmonisé, en tirant pleinement parti des technologies modernes. Cela concerne l'utilisation de la surveillance électronique à distance et de la vidéosurveillance à bord des navires de pêche, ainsi que l'utilisation obligatoire d'outils numériques dans les processus de certification et de traçabilité des captures afin d'empêcher les importations provenant de la pêche illicite.

La Commission s'est félicitée de l'initiative citoyenne européenne «Stop à la pêche aux ailerons — Stop au

commerce» lui demandant de contribuer à mettre un terme au commerce international des nageoires de requin en vrac, en commençant par l'interdiction du commerce sur le marché de l'UE. La Commission examinera si une législation est nécessaire. Elle intensifiera également l'application des mesures de traçabilité de l'UE et dialoguera avec les partenaires internationaux afin de protéger et de gérer durablement les requins à l'échelle mondiale.

Après plus d'une décennie de négociations multilatérales, le traité sur la haute mer a été adopté en juin. Ce traité est une avancée historique dans les efforts visant à protéger les océans, à lutter contre la dégradation de l'environnement, à combattre le changement climatique et à prévenir la perte de biodiversité en haute mer. Il a été une priorité pour l'UE et ses États membres, qui ont mené les négociations au niveau mondial. Le traité entrera en vigueur dès que les 60 parties l'auront ratifié.

L'UE a officiellement accepté, au nom de ses États membres, l'accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les subventions à la pêche. L'accord est essentiel pour faire en sorte que la durabilité figure parmi les objectifs essentiels de la pêche et pour éviter de nuire aux océans et aux stocks halieutiques dont dépendent les communautés côtières du monde entier. Il entrera en vigueur une fois que les deux tiers des 164 membres de l'Organisation auront achevé leur processus de ratification interne.



Mobilité durable

L'UE investit dans un large éventail de projets de transport visant à améliorer les infrastructures transfrontalières et à promouvoir les nouvelles technologies dans le cadre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe pour la période 2021-2027. Les projets qui ont bénéficié d'un financement de l'UE en 2023 comprennent d'importantes liaisons ferroviaires transfrontalières, notamment le tunnel de base du Brenner (reliant l'Italie et l'Autriche), le Rail Baltica (reliant les trois États baltes et la Pologne au reste de l'Europe) et le tronçon transfrontalier entre l'Allemagne et les Pays-Bas (Emmerich-Oberhausen). Le financement d'un montant de 6,2 milliards d'euros soutient des projets contribuant à un réseau plus efficace, plus écologique et plus intelligent de chemins de fer, de voies navigables intérieures, de routes et de voies maritimes, la majorité d'entre eux étant consacrés à des modes de transport durables. Afin d'améliorer les liaisons ferroviaires transfrontalières dans toute l'Europe, l'UE a annoncé en 2023 un soutien à 10 projets pilotes de l'UE visant à mettre en place de nouveaux services ferroviaires ou à améliorer les services existants, afin de les rendre plus rapides, plus fréquents et plus abordables.



↑
Adina Vălean, commissaire européenne aux transports (à droite), lors des Journées de la mobilité urbaine 2023 à Séville (Espagne), 4 octobre 2023.



L'aviation

En octobre, l'UE a adopté le règlement ReFuelEU Aviation afin de promouvoir l'utilisation de carburants d'aviation durables. Les nouvelles règles exigeront des fournisseurs de carburant d'aviation qu'ils mélangent le kérosène avec de plus en plus de carburants durables à partir de 2025. Cela devrait réduire les émissions de dioxyde de carbone des avions d'environ deux tiers d'ici à 2050 par rapport à un scénario *de statu quo*, et apporter des bienfaits en matière de climat et de qualité de l'air.

L'alliance pour une aviation à émissions nulles, lancée en 2022, prépare la mise en service d'avions fonctionnant à l'hydrogène et électriques. Près de 300 experts issus des 141 organisations membres de l'alliance abordent des questions fondamentales pour leur déploiement. Le rapport sur les progrès accomplis publié par l'alliance indique que les années à venir devront être mises à profit pour établir un cadre réglementaire approprié.



Le transport maritime

Le nouveau règlement FuelEU Maritime, adopté par l'UE en juillet, encouragera l'utilisation de carburants et d'énergies plus propres pour le transport maritime, en veillant à ce que l'intensité en gaz à effet de serre des carburants utilisés par le secteur diminue progressivement — de 2 % en 2025 pour atteindre une réduction de 80 % d'ici à 2050.

L'UE s'est félicitée de l'accord conclu au sein de l'Organisation maritime internationale en vue de fixer un objectif de zéro émission nette des navires «avant ou vers 2050». Elle a également accueilli favorablement les jalons indicatifs: au moins 20 % — avec un objectif de 30 % — en 2030 et au moins 70 % — avec un objectif de 80 % — en 2040 (par rapport aux niveaux de 2008).

En outre, l'UE a investi plus de 540 millions d'euros dans des infrastructures pour carburants alternatifs le long du réseau transeuropéen de transport. Cela se traduira par environ 14 000 points de recharge et 81 stations de ravitaillement en hydrogène, ainsi que par l'électrification de ports et d'aéroports.

L'UE a également proposé de réviser sa directive sur le transport combiné, dans le but de rendre le transport de marchandises plus durable en améliorant la compétitivité du recours à deux modes de transport ou plus.

La Commission a proposé une révision des normes relatives aux émissions de dioxyde de carbone des véhicules utilitaires lourds tels que les camions, les autobus urbains et les autobus longue distance. Ils sont responsables de plus de 25 % des émissions de gaz à effet de serre provenant du transport routier dans l'UE et de plus de 6 % des émissions totales de l'UE. Afin de stimuler le déploiement plus rapide de bus à émissions nulles dans les villes, la Commission a proposé que tous les bus urbains neufs soient à émissions nulles à compter de 2030.

Réduction des émissions de dioxyde de carbone des véhicules utilitaires lourds

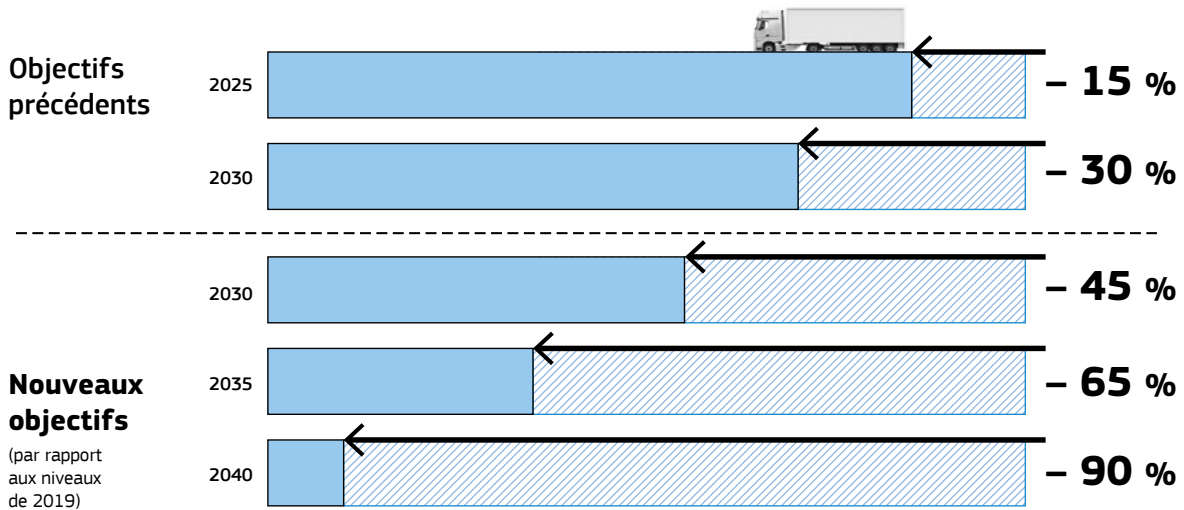


Image: © Adobe Stock.

Agir à l'échelle mondiale pour la planète

La conférence des Nations unies sur les changements climatiques de 2023 (COP28), qui s'est tenue à Dubaï, aux Émirats arabes unis, a marqué la conclusion du premier bilan mondial mené au titre de l'accord de Paris afin d'établir dans quelle mesure les pays ont progressé depuis l'adoption de l'accord mondial sur le changement climatique.



↑
VIDÉO: résultats
de la COP28.

L'UE est parvenue, avec des partenaires du monde entier, à conserver la possibilité de mettre en œuvre l'engagement pris à Paris en 2015 de limiter l'augmentation de la température mondiale moyenne à 1,5 °C. Reconnaisant que le monde n'est actuellement pas en voie d'atteindre cet objectif, les parties se sont mises d'accord sur une trajectoire pour reprendre le cap.

Toutes les parties se sont accordées sur une transition vers l'abandon des combustibles fossiles et sont

convenues de prendre des mesures urgentes au cours de cette décennie critique pour le climat. Les discussions portant en particulier sur le secteur de l'énergie, les pays sont convenus de passer à l'action pour réduire leurs émissions de 43 % d'ici à 2030 et de mettre le monde sur la voie de la neutralité carbone d'ici à 2050, conformément aux meilleures données scientifiques disponibles.

Lors de la conférence, l'UE a mené une initiative mondiale visant à tripler la capacité mondiale en matière d'énergies renouvelables et à doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030, en lançant l'engagement mondial en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique au cours des négociations. Avec le soutien de la présidence de la COP28 et avec l'appui de quelque 130 pays, l'engagement a été approuvé par le monde entier dans le document final de la conférence, le consensus des Émirats arabes unis.

L'UE a annoncé qu'elle investirait 2,3 milliards d'euros provenant de son budget pour soutenir la transition énergétique dans le voisinage européen et dans le monde entier au cours des 2 prochaines années, dans le cadre de la stratégie «Global Gateway» (voir le chapitre 8).

Dans le cadre de l'engagement mondial concernant le méthane, lancé par l'UE et les États-Unis en 2021, plus de 150 pays mettent actuellement en œuvre un objectif collectif de réduire d'au moins 30 %, d'ici à 2030, les émissions mondiales de méthane par rapport aux niveaux de 2020. Lors de la COP28, l'UE et ses États membres ont annoncé un financement de 175 millions d'euros en faveur du sprint financier sur le méthane afin de stimuler la réduction des émissions de méthane.

→
Wopke Hoekstra, commissaire européen à l'action pour le climat, à la COP28, à Dubaï (Émirats arabes unis), 8 décembre 2023.





Maroš Šefčovič, vice-président exécutif de la Commission européenne pour le pacte vert pour l'Europe, les relations interinstitutionnelles et la prospective, participe à la réunion de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques dans le cadre de la COP28 à Dubaï (Émirats arabes unis), 4 décembre 2023.

Le bilan mondial a également porté sur les moyens de mettre en œuvre la transition nécessaire, les parties s'étant accordées sur les dernières mesures visant à fixer le nouvel objectif collectif quantifié en matière de financement de la lutte contre le changement climatique lors de la conférence de l'année prochaine. Un cadre pour l'objectif mondial en matière d'adaptation, en vue de renforcer la résilience de la planète face au changement climatique, a également été adopté lors de la conférence.

L'UE a contribué à rendre opérationnel le nouveau fonds pour les pertes et dommages, qui aidera les pays en développement particulièrement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique. L'UE et ses États membres ont contribué au fonds à hauteur de plus de 400 millions d'euros, soit plus des deux tiers des engagements de financement initiaux.

Pour faire face aux conséquences humaines de la crise climatique dans les situations de fragilité et de conflit, l'UE a adhéré à deux nouvelles initiatives phares lancées par la présidence de la COP28: Anticipation des catastrophes: une charte sur le financement pour la gestion des risques et la déclaration sur le climat, l'aide d'urgence, le redressement et la paix. La charte énonce des principes visant à garantir une meilleure utilisation des financements pour la gestion des risques et la protection des personnes dans les pays les plus vulnérables, tandis que la déclaration appelle à un soutien financier urgent en faveur de l'adaptation au changement climatique et de la résilience dans ces pays.

Lors de la conférence des Nations unies sur l'eau, qui s'est tenue en mars, le premier sommet de ce type en près de 50 ans, l'UE a confirmé qu'elle était fermement résolue à garantir la résilience et la sécurité de l'eau à l'échelle mondiale. La délégation de l'UE a présenté 33 engagements volontaires en faveur du programme d'action pour l'eau, une plateforme destinée à accélérer les progrès mondiaux en ce qui concerne les objectifs de développement durable liés à l'eau.

Au début de l'année, l'UE s'est associée à 26 pays pour lancer la coalition des ministres du commerce sur le climat, le premier forum mondial au niveau ministériel consacré aux questions liées au commerce, au climat et au développement durable. La coalition vise à mener des politiques commerciales qui s'attaquent au changement climatique tant au niveau local qu'au niveau mondial.

L'UE a créé une alliance verte avec la Norvège en avril, et une autre avec le Canada en novembre, afin d'approfondir la coopération dans les domaines du climat, de l'environnement, de l'énergie et de l'industrie propre. L'UE et la Corée du Sud ont également établi un partenariat vert en mai, dans le but de renforcer la coopération bilatérale et d'échanger les bonnes pratiques en matière d'action pour le climat, de transition énergétique propre et équitable, de protection de l'environnement et dans d'autres domaines de la transition écologique.

Objectifs de développement durable

Le premier examen volontaire, par l'UE, de la mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030 montre qu'elle est pleinement déterminée à atteindre les 17 objectifs de développement durable, qui ont été adoptés par tous les États membres des Nations unies en 2015.

L'UE a résolument placé le développement durable au cœur de ses préoccupations et s'efforce de promouvoir le programme 2030, tant sur son territoire que dans le monde entier, en soutenant les pays partenaires dans leurs efforts de mise en œuvre.

L'UE a intégré les objectifs dans ses politiques, ses budgets et sa planification à long terme. Grâce à son approche gouvernementale globale, le pacte vert pour l'Europe ouvre la voie à un avenir plus durable et plus prospère pour tous.



© AFP

4. Garantir une énergie abordable, sûre et durable pour l'Europe

Introduction

En 2023, après avoir été confrontée à l'une des pires crises énergétiques mondiales depuis des décennies, l'Union européenne a pris des mesures fortes pour économiser l'énergie, diversifier son approvisionnement énergétique et accélérer la transition vers une énergie propre. La persistance de situations d'urgence en matière de climat, d'environnement et de biodiversité dans le monde entier a souligné de nouveau la nécessité urgente d'agir. Au cours de l'année, l'UE a continué de s'affranchir progressivement des combustibles fossiles russes afin de préserver son économie, tout en la rendant plus durable grâce à une augmentation de la

production d'énergies renouvelables et à des mesures d'efficacité énergétique. Elle a lancé une vaste réforme de son marché de l'électricité afin de mieux protéger les consommateurs contre les soubresauts des prix de l'énergie. L'UE a également lancé de nouvelles initiatives pour renforcer sa compétitivité et accroître les capacités industrielles dans le domaine des technologies propres. Ces initiatives visent à garantir l'accès aux matières premières critiques, à réduire les dépendances stratégiques dans le domaine des technologies et chaînes de valeur critiques et à renforcer ainsi la sécurité économique et la souveraineté technologique de l'UE.

Sécurité énergétique

Élimination progressive des combustibles fossiles russes

Afin de garantir aux citoyens de l'Union européenne un accès à une énergie abordable, sûre et durable, l'UE a lancé le plan REPowerEU en mai 2022. Celui-ci a pour objectif de réduire sensiblement la dépendance de l'UE à l'égard des combustibles fossiles russes en augmentant la production intérieure d'énergie propre, en réduisant la consommation d'énergie et en diversifiant l'approvisionnement énergétique de l'UE. Douze mois après son lancement, l'UE avait accompli des progrès substantiels dans la réalisation de ces trois objectifs.

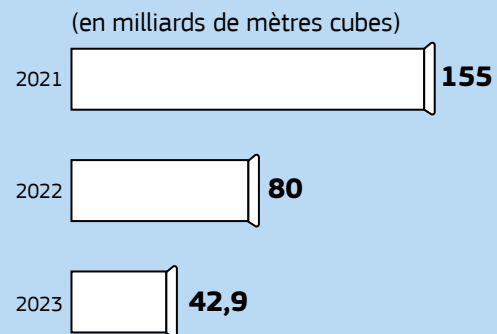
À la fin de l'année 2023, le total des importations de gaz russe vers l'UE ne s'élevait plus qu'à 42,9 milliards de mètres cubes, contre 80 milliards en 2022 et plus de 150 milliards en 2021. Au cours de l'année, la Norvège et l'Afrique du Nord étaient de nouveau les principaux fournisseurs de l'UE en gaz par gazoduc, tandis que les États-Unis étaient le principal fournisseur en gaz naturel liquéfié.

Outre REPowerEU, plusieurs outils aident les États membres de l'UE à diversifier leur approvisionnement en gaz. Un de ces outils, le mécanisme d'achat commun de gaz AggregateEU, permet aux sociétés gazières et aux entreprises consommatrices de gaz de s'unir pour mutualiser la demande, coordonner l'utilisation des infrastructures, négocier avec des partenaires internationaux et préparer les achats communs de gaz, de gaz naturel liquéfié et d'hydrogène.



© Organisation du traité de l'Atlantique Nord

Importations de gaz en provenance de Russie



Le règlement sur le stockage du gaz constitue une autre mesure de l'UE destinée à remédier aux problèmes de sécurité d'approvisionnement: adopté en 2022, il impose aux États membres de remplir leurs installations de stockage à 90 % au plus tard le 1^{er} novembre afin de constituer des réserves suffisantes pour l'hiver. Cette mesure a contribué à porter le niveau des stocks à 95 % des capacités à l'approche de l'hiver 2022/2023. Les prix étant sensiblement plus bas — et moins volatils — qu'en 2022, le remplissage des stocks a progressé particulièrement vite en 2023, atteignant 90 % de l'objectif le 18 août et dépassant toujours 95 % au début du mois de décembre.



↑
Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (quatrième à partir de la gauche), et Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (cinquième à partir de la gauche), lors d'une visite auprès de la société norvégienne Equinor, sur une plateforme d'extraction de gaz naturel au large de la côte ouest de la Norvège, 17 mars 2023.



Un transporteur de gaz naturel liquéfié (GNL) dans un terminal maritime récemment mis en place en Allemagne pour importer du gaz en remplacement de l'utilisation des gazoducs Nord Stream, Brunsbüttel (Allemagne), septembre 2023. Le GNL est du gaz naturel qui a été refroidi, le gaz étant transformé en un liquide représentant un 600^e de son volume initial. Cette réduction significative permet de le transporter de manière sûre et efficace à bord des méthaniers.

Plusieurs nouveaux projets d'infrastructures énergétiques achevés au cours des 2 dernières années ont également aidé l'UE à trouver des sources de substitution pour son approvisionnement en gaz. Le gazoduc de la Baltique, l'interconnexion Grèce-Bulgarie et les nouveaux terminaux de gaz naturel liquéfié dans différents États membres sont des exemples de tels projets.

En novembre, l'UE a franchi une nouvelle étape pour rendre son système énergétique adapté à l'avenir en publiant sa première liste de projets d'intérêt commun pleinement conforme au pacte vert pour l'Europe. Elle devrait être formellement adoptée

au début de l'année 2024. Cette liste, publiée tous les 2 ans, recense des projets qui amélioreront l'interconnexion des systèmes énergétiques des États membres. Ces projets peuvent bénéficier de procédures d'autorisation et d'un financement accélérés. Il s'agit de la première liste établie en vertu du règlement révisé sur les réseaux transeuropéens d'énergie, en excluant tout projet portant sur les combustibles fossiles et en incluant des projets relatifs à l'hydrogène et aux électrolyseurs. Il comprend également des projets qui relieront le système énergétique de l'UE au Royaume-Uni, aux Balkans occidentaux et aux pays d'Afrique du Nord.

Accès à une énergie abordable

Depuis l'été 2021, les prix de l'énergie ont connu une hausse fulgurante qui a eu de lourdes conséquences pour les consommateurs et a exposé un grand nombre de personnes au risque de précarité énergétique. En 2023, l'UE a concentré ses efforts sur la mise en place de règles ayant pour objet de réformer le marché de l'énergie afin de protéger les consommateurs contre les futurs chocs de prix. Ces mesures à long terme s'ajoutent aux mesures d'urgence adoptées en 2022, telles que le mécanisme de marché qui limite les prix excessifs du gaz et le prélèvement d'une contribution exceptionnelle auprès de certaines entreprises énergétiques qui réalisent des bénéfices excessifs.

Bien que l'UE dispose d'un marché unique de l'énergie bien intégré qui bénéficie aux consommateurs depuis plus de 20 ans, la crise énergétique a montré la nécessité d'améliorations supplémentaires. C'est pourquoi la Commission a présenté, en mars 2023, une proposition de révision des règles régissant l'organisation du marché de l'électricité de l'UE. Cette réforme accordera davantage de droits et de choix aux consommateurs et, en même temps, renforcera leur protection en rendant les factures énergétiques indépendantes des fluctuations des prix sur le marché à court terme de l'électricité et en renforçant la résilience du marché de l'énergie de l'UE. Le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord sur la réforme à la fin de l'année.

L'organisation révisée du marché de l'électricité de l'UE



Les consommateurs ont désormais le droit:

- à des contrats à prix fixe leur permettant de bloquer des prix sûrs et à long terme,
- à plusieurs contrats,
- de partager l'énergie renouvelable qu'ils produisent avec leurs voisins.

- Elle protège les clients vulnérables contre les coupures.
- Elle protège contre les futures manipulations de marché et l'incertitude énergétique.
- Elle impose aux fournisseurs d'énergie de se prémunir contre les fortes hausses de prix et le risque de défaillance.

Les efforts déployés par l'UE pour diversifier ses approvisionnements et ses fournisseurs d'énergie ont également contribué à réduire les prix de l'énergie — et leur volatilité — par rapport aux excès observés en 2022. La plateforme énergétique de l'UE (et en particulier le mécanisme AggregateEU mentionné précédemment dans ce chapitre) permet de mutualiser la demande et d'effectuer des achats communs d'énergie. Il en résulte de meilleurs prix pour les consommateurs de l'UE.

La Commission a également introduit un mécanisme visant à corriger les pics de prix sur le marché gazier grâce à la mise en place d'un nouveau prix de référence pour le gaz naturel liquéfié. Ce mécanisme était nécessaire pour remplacer l'approche précédente, prenant pour référence les prix du gaz utilisés par le mécanisme néerlandais «Title Transfer Facility». Il s'est en effet avéré que ce prix n'était plus

fiable car il ne reflétait pas les nouvelles conditions du marché. Une valeur de référence est désormais publiée régulièrement par l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des régulateurs de l'énergie, valeur nettement moins volatile que le prix du «Title Transfer Facility».

Enfin, l'UE permet aux États membres de soutenir directement les familles et les petites et moyennes entreprises vulnérables au moyen de mesures exceptionnelles connues sous le nom de SAFE (Supporting Affordable Energy — soutien à l'énergie abordable). Ces mesures, qui relèvent des règles de la politique de cohésion, permettent aux États membres d'utiliser des fonds de l'UE non dépensés au titre de leur dotation pour la période 2014-2020 afin d'apporter un soutien direct à des groupes de population à risque devant faire face à l'augmentation des coûts de l'énergie.

Utilisation rationnelle de l'énergie

Le secteur de l'énergie, qui alimente le chauffage des habitations, les secteurs industriels et les transports, est responsable de près des trois quarts des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Cela signifie que la réduction de la consommation d'énergie fait une grande différence dans la lutte contre le changement climatique. L'UE souhaite

réduire ses émissions d'au moins 55 % d'ici à 2030 (par rapport aux niveaux de 1990), comme le prévoit le pacte vert pour l'Europe (voir le chapitre 3).

Durant l'hiver 2022/2023 — grâce à la clémence relative de la météo et aux efforts conjoints de l'UE, de ses États membres, des particuliers et des entreprises — la consommation de gaz dans l'UE a diminué de 18 % (soit 53 milliards de mètres cubes). Toutefois, pour maintenir un juste équilibre entre l'offre et la demande d'énergie, des mesures d'économie d'énergie volontaires restent nécessaires. L'application du règlement d'urgence sur la réduction de la consommation de gaz (initialement approuvé en juillet 2022) a donc été prolongée. L'objectif est de réduire encore la consommation de 60 milliards de mètres cubes entre avril 2023 et mars 2024. D'autres mesures adoptées en 2022 concernant le mécanisme de correction du marché, les règles de solidarité et l'octroi de permis ont également été prolongées pour éviter de nouvelles difficultés.



La nouvelle directive relative à l'efficacité énergétique a fixé des objectifs à long terme plus ambitieux en matière de consommation d'énergie



Un nouvel objectif de réduction de la consommation d'énergie de 11,7 % d'ici à 2030 par rapport à la consommation prévue (l'objectif initial proposé en 2021 était de 9 %).



Les États membres doivent réaliser une économie annuelle de 1,3 % de la consommation finale d'énergie d'ici à 2024, pour atteindre 1,9 % d'ici à 2028, contre 0,8 % en 2023.

Améliorer l'utilisation de l'énergie dans les bâtiments est un autre moyen important d'économiser de l'énergie. L'accord politique intervenu en décembre au sujet de la révision de la directive sur la performance énergétique des bâtiments aidera le secteur du bâtiment à réduire sa consommation d'énergie et à rendre les bâtiments plus écologiques. Cette révision prévoit une série de mesures qui aideront les gouvernements de l'UE à renforcer la performance énergétique des bâtiments, en mettant particulièrement l'accent sur les bâtiments les moins performants.

Les économies d'énergie sont réalisées non seulement en consommant moins d'énergie et en l'utilisant plus efficacement, mais aussi grâce à la manière dont les produits et appareils utilisés quotidiennement sont conçus par les fabricants. Conformément aux nouvelles règles de l'UE en matière d'écoconception, les appareils électriques devront utiliser moins d'énergie en mode

veille, et les fabricants auront deux ans pour améliorer la performance de leurs produits. Les sèche-linge à tambour, les dispositifs de chauffage décentralisés, les téléphones mobiles, les tablettes et les ventilateurs industriels font partie des produits soumis à des règles nouvelles ou révisées, et plus strictes. L'étiquette énergétique de l'UE, toujours largement reconnue et utilisée par les consommateurs de l'UE, tiendra compte de ces changements.

L'UE souhaite ériger la durabilité des produits en norme. Vers la fin de l'année dernière, le Parlement et le Conseil sont parvenus à un accord sur l'initiative pour des produits durables, une proposition présentée en mars 2022 qui remet en question le modèle de consommation traditionnel «extraire-fabriquer-jeter». L'initiative vise à faire en sorte que les produits soient conçus pour durer, afin de réduire les déchets et de préserver les ressources.



La Commission estime que la réduction de la consommation d'électricité des produits en mode veille permettra d'économiser 1,36 million de tonnes de dioxyde de carbone par an. Ces économies seront aussi bénéfiques pour le porte-monnaie des consommateurs; selon les estimations, le montant total des économies pour les consommateurs devrait en effet atteindre 530 millions d'euros par an d'ici à 2030.

Accélérer la production d'énergie verte

Le passage à des énergies propres et renouvelables est essentiel pour réaliser l'objectif, inscrit dans le pacte vert pour l'Europe, d'une Europe neutre pour le climat. Le plan REPowerEU, dont le rôle est central dans cette transition, met l'accent sur la production d'énergie verte, l'élimination progressive des combustibles fossiles russes et la promotion des économies d'énergie. La facilité pour la reprise et la résilience et le plan industriel du pacte vert sont essentiels pour appuyer le plan REPowerEU, en apportant un soutien financier et stratégique à la transition vers les énergies renouvelables et à l'objectif plus général d'une Europe neutre pour le climat.

La facilité pour la reprise et la résilience joue un rôle important dans le financement de projets et d'infrastructures dans le domaine de l'énergie verte ayant pour objet d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables; environ 42 % de ses fonds sont ainsi consacrés à la transition écologique. (Voir le chapitre 2 pour en savoir plus sur la facilité.) Les États membres sont en train de modifier leurs plans pour la reprise et la résilience afin d'y inclure un chapitre REPowerEU spécifique, c'est-à-dire d'explicitier dans leurs plans la manière dont ils atteindront les objectifs REPowerEU. À ce jour, 23 États membres ont présenté leur chapitre REPowerEU, et les plans ainsi modifiés allouent 61,87 milliards d'euros aux énergies renouvelables et aux réseaux énergétiques, dont 35,51 milliards d'euros spécifiquement à la production d'énergie renouvelable. La facilité pour la reprise et

la résilience permet également aux États membres d'allouer des financements à des projets importants d'intérêt européen commun dans des domaines tels que l'hydrogène et les batteries.

Au-delà du soutien apporté par la facilité aux investissements dans des technologies à la fois mûres et novatrices en matière d'énergies renouvelables, une série d'initiatives plus vastes ont été lancées en 2023 pour relever les défis structurels auxquels est confronté le secteur de l'énergie propre de l'UE. L'une de ces initiatives, le plan industriel du pacte vert, vise à renforcer la compétitivité des technologies à zéro émission nette dans l'UE (et à accélérer ainsi la transition vers la neutralité climatique) en s'appuyant sur les atouts du marché unique. L'UE a simplifié la réglementation afin que les matières premières nécessaires aux technologies propres soient plus faciles à se procurer; elle a également facilité l'obtention de financements pour les technologies énergétiques vertes. L'UE est attachée à promouvoir le perfectionnement et la reconversion professionnels vers les métiers du secteur des technologies propres, et à améliorer l'ouverture des échanges commerciaux afin de garantir l'accès aux matières premières et de permettre ainsi aux technologies vertes de prospérer. Ainsi, les communautés tireront parti des emplois de qualité générés par l'industrie des technologies propres, tandis que les personnes profiteront des avantages que procurent un environnement plus propre et une économie de marché plus durable.

Le pacte vert pour l'Europe

Faire de l'Europe le premier continent neutre pour le climat d'ici à 2050



Le plan industriel du pacte vert

Renforcer la capacité industrielle relative aux technologies propres qui composent le pacte vert pour l'Europe.

Plan REPowerEU

Réagir aux perturbations du marché de l'énergie en dotant l'Europe d'une énergie abordable, sûre et durable.

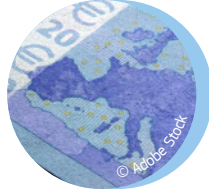
La facilité pour la reprise et la résilience

Se relever de la pandémie et se préparer aux transitions écologique et numérique.

Le plan industriel du pacte vert repose sur quatre piliers complémentaires



Un environnement réglementaire prévisible et simplifié



Un accès plus rapide au financement



Des compétences améliorées



Des échanges commerciaux ouverts pour des chaînes d'approvisionnement résilientes

Dans le cadre du plan industriel du pacte vert — qui porte spécifiquement sur la simplification de l'environnement réglementaire pour le secteur des technologies propres —, la Commission a également présenté, en mars 2023, une proposition de règlement sur les matières premières critiques et une proposition de règlement pour une industrie «zéro net». Ces deux règlements fonctionneront en parallèle pour soutenir la capacité de production de l'UE à zéro émission nette et garantir la disponibilité des matières premières nécessaires à la fabrication de technologies propres dans l'UE.

Face à la demande mondiale de matières premières critiques et dans un environnement géopolitique en mutation rapide et de plus en plus difficile, il est essentiel de veiller à ce que l'UE ait accès à un approvisionnement sûr et durable en ces matières. Cela est également essentiel pour la compétitivité de l'UE, en particulier dans des secteurs tels que les technologies vertes et numériques, ainsi que dans les industries de la défense et de l'aérospatial.

Formellement approuvé par le Parlement et le Conseil en novembre, le règlement sur les matières premières critiques renforcera les capacités nationales liées à ces dernières tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Il fixe des objectifs clairs pour accroître les capacités d'extraction, de transformation et de recyclage d'ici à 2030. En outre, l'UE diversifiera ses sources d'importation afin d'éviter de dépendre d'un seul fournisseur pour plus de 65 % de sa consommation. Cette stratégie comprend la constitution de partenariats internationaux, soutenue par la stratégie «Global Gateway».

Le règlement pour une industrie «zéro net» renforcera la résilience et la compétitivité du secteur européen de la fabrication de technologies «zéro net», contribuant ainsi à la mise en place d'un système énergétique plus sûr et plus durable. Ce règlement améliorera les conditions nécessaires pour mettre en place des projets «zéro net» dans l'UE et attirer des investissements. Il fixe un objectif ambitieux: d'ici à 2030, la capacité stratégique de l'UE en matière de fabrication de technologies «zéro net» devrait atteindre ou dépasser 40 % des besoins de déploiement de l'UE. La réalisation de cet objectif accélérera considérablement les progrès visant à atteindre les objectifs de l'Union européenne en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 et la transition plus large vers la neutralité climatique. En outre, elle stimulera la compétitivité de l'industrie de l'UE, créera des emplois de qualité et soutiendra les efforts de l'UE pour parvenir à l'indépendance énergétique.

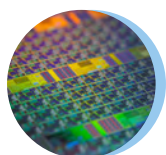
Matières premières critiques

Les matières premières critiques sont à la base de nombreuses chaînes d'approvisionnement industrielles et elles font l'objet d'une demande mondiale en augmentation.



Les terres rares sont des éléments essentiels des aimants permanents utilisés dans les moteurs éoliens.

Le lithium, le cobalt et le nickel sont utilisés dans la fabrication de batteries.



On emploie le silicium dans les semi-conducteurs.

Enfin, l'objectif de l'UE d'accélérer l'utilisation des énergies renouvelables, notamment celles produites en Europe, se reflète également dans sa politique énergétique. L'une des principales étapes de 2023 a été la révision de la directive sur les énergies renouvelables afin d'accélérer le déploiement de ces dernières. Cette révision a porté l'objectif de l'UE en matière d'énergies renouvelables à un minimum de 42,5 % d'ici à 2030, l'ambition étant d'atteindre 45 % par rapport à l'objectif précédent de 32 % fixé en 2018. La directive révisée remédie aux goulets d'étranglement et inefficacités récents en introduisant de nouvelles mesures concernant l'hydrogène renouvelable et les énergies renouvelables dans les secteurs des transports et de l'industrie. Elle clarifie également des questions techniques concernant notamment les critères de durabilité pour la bioénergie, et rend permanentes les règles précédemment temporaires mises en place pour raccourcir et simplifier les procédures d'octroi de permis pour les projets liés aux énergies renouvelables.

Énergies renouvelables

Après avoir adopté la stratégie de l'UE pour l'énergie solaire et lancé le partenariat industriel pour le biométhane, en 2022, l'UE a recentré son action, en 2023, sur l'hydrogène renouvelable et l'énergie éolienne.

En ce qui concerne l'hydrogène et le démarrage de cette nouvelle technologie, la première étape a été de définir ce que l'on considère comme de l'hydrogène renouvelable. Cette définition a été établie dans les actes délégués relatifs à l'hydrogène, qui soulignaient également l'importance de créer des énergies renouvelables supplémentaires pour produire de l'hydrogène renouvelable. L'établissement de ces normes de l'UE est essentiel pour l'expansion de ce secteur.

En décembre, un accord politique sur le train de mesures sur le gaz et l'hydrogène à faible intensité de carbone a marqué une autre étape importante. Cette initiative vise à promouvoir l'utilisation de gaz renouvelables et bas carbone, en mettant en particulier l'accent sur la création d'un marché de l'hydrogène renouvelable.

En mars, l'alliance européenne pour un hydrogène propre — créée en 2020 pour soutenir le déploiement à grande échelle des technologies de l'hydrogène propre d'ici à 2030 — a publié une feuille de route sur la normalisation dans le domaine de l'hydrogène. Elle donne un aperçu complet des lacunes, des défis et des besoins en matière de normalisation recensés par les membres de l'alliance. L'alliance a également publié un livre d'information sur les corridors d'approvisionnement en hydrogène, qui donne une vue d'ensemble actualisée de l'évolution des principaux projets d'infrastructure clés dans l'ensemble de l'UE nécessaires à la création de la dorsale européenne de l'hydrogène à faible intensité de carbone. Il s'agit d'une initiative qui vise à utiliser les gazoducs existants et nouveaux pour créer un réseau d'hydrogène sur l'ensemble du continent.

En ce qui concerne la production d'hydrogène renouvelable, le partenariat européen pour les électrolyseurs a renouvelé son engagement en faveur de la déclaration commune de 2022 sur l'augmentation de la capacité de production d'électrolyseurs de l'UE d'un facteur de 10 d'ici à 2025.

La Commission a également proposé de créer une facilité paneuropéenne pour l'hydrogène, appelée Banque européenne de l'hydrogène. La banque de l'hydrogène garantira la sécurité d'investissement et des perspectives commerciales pour la production européenne et mondiale d'hydrogène renouvelable. Pour ce faire, elle recourra à deux mécanismes de financement (l'un destiné à stimuler la production d'hydrogène dans l'UE et

→ Kadri Simson, commissaire européenne à l'énergie (à gauche), et Pascal De Buck (à droite), directeur général de Fluxys, lors d'une visite sur site pendant la construction d'un gazoduc destiné au transport d'hydrogène, Lokeren (Belgique), 7 juillet 2023.



→ Frans Timmermans, alors vice-président exécutif de la Commission européenne pour le pacte vert pour l'Europe, s'exprimant lors du sommet mondial de l'hydrogène 2023, Rotterdam (Pays-Bas), 11 mai 2023.



l'autre pour les importations internationales dans l'UE), évaluera la demande et les besoins en infrastructures et coordonnera différentes sources de financement pour des investissements simplifiés dans l'hydrogène durable.

La Commission a signé, en mars, une déclaration conjointe avec les parties prenantes européennes afin de stimuler la recherche et l'innovation dans le domaine de l'hydrogène renouvelable dans le but de faire progresser le déploiement de l'hydrogène renouvelable et de faire avancer la transition vers une énergie propre.

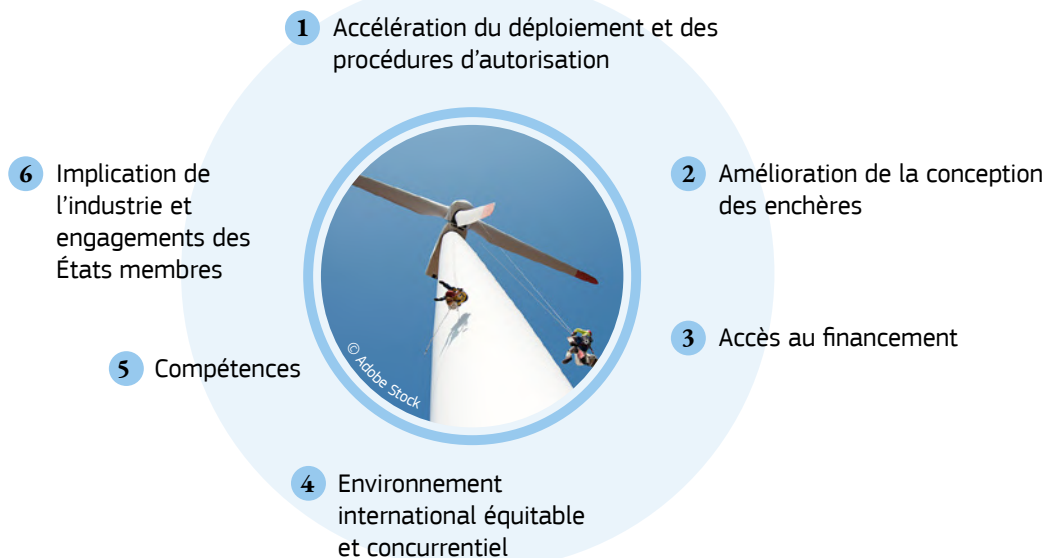
L'UE a également pris des mesures pour accélérer le déploiement de l'énergie éolienne et l'innovation en la matière. Contrairement à l'énergie produite à partir de l'hydrogène, qui en est encore à ses débuts, le secteur européen de l'énergie éolienne connaît déjà un vif succès. Ce secteur a atteint un coût moyen actualisé de l'énergie équivalent, voire inférieur à celui des combustibles fossiles, et en 2023 (de janvier à août), l'énergie éolienne représentait, en moyenne, 17,2 % de l'électricité consommée dans l'UE. Toutefois, certains problèmes subsistent. Les retards dans l'octroi de permis, les pénuries de compétences et la manière dont les appels d'offres nationaux sont conçus pour favoriser les coûts par rapport à la durabilité sont quelques-uns des défis à relever. En outre, les fabricants d'éoliennes ne disposent pas de plans clairs de déploiement de l'énergie éolienne fournis par les États membres, ce qui complique la planification des projets dans un contexte de concurrence mondiale et de flambées des coûts des produits de base.

Pour résoudre certains des problèmes qui subsistent dans le secteur, la Commission a présenté le plan d'action européen en matière d'énergie éolienne en octobre.

Le plan d'action prévoit le lancement de l'initiative Accèle-RES, qui contribuera à numériser le processus d'octroi de permis et lancera un outil en ligne spécifique pour faciliter les procédures d'octroi de permis. En outre, le plan renforcera la compétitivité de l'industrie éolienne de l'UE en facilitant l'accès des fabricants européens aux marchés étrangers; protégera contre les distorsions commerciales (telles que les subventions déloyales accordées aux produits liés à l'énergie éolienne importés dans l'UE); et normalisera les équipements éoliens afin d'améliorer l'interopérabilité, la qualité et la durabilité.

Enfin, 21 États membres ont présenté des engagements en faveur de l'énergie éolienne à la fin de 2023, indiquant les projets éoliens et les volumes de déploiement de l'énergie éolienne qu'ils envisagent pour l'avenir immédiat (2024-2026). Cela créera une plus grande sécurité tant pour les fabricants que pour les investisseurs, ce qui entraînera le lancement d'un plus grand nombre de projets éoliens.

Le plan d'action européen pour l'énergie éolienne se compose de six parties principales qui s'attaquent aux problèmes rencontrés dans ce domaine et contribueront à faire passer la capacité éolienne de 204 gigawatts en 2022 à l'objectif souhaité de 500 gigawatts en 2030





Une installation de stockage d'énergie par batterie (mise en service par Energy Cells), d'une puissance totale de 200 mégawatts et d'une capacité de 200 mégawattheures Vilnius (Lituanie), 25 juillet 2023. Ce projet a bénéficié d'un financement de 87,6 millions d'euros au titre de la facilité pour la reprise et la résilience et permettra à la Lituanie de se déconnecter du réseau électrique contrôlé par la Russie tout en l'aidant à se synchroniser avec le réseau électrique d'Europe continentale.

Soutenir la transition vers les énergies renouvelables

Passer à l'énergie renouvelable signifie également trouver des moyens de la capter et de la stocker pour des périodes où, par exemple, le vent ne souffle pas et le soleil ne brille pas.

L'un des moyens de stocker les énergies renouvelables est d'utiliser des batteries. Depuis 2017, l'alliance européenne pour les batteries, créée par l'UE pour soutenir l'écosystème européen des batteries, joue un rôle essentiel pour soutenir les progrès dans ce domaine. Sa septième réunion à haut niveau s'est tenue en mars 2023 et a souligné l'importance de doter suffisamment de personnes des compétences nécessaires à l'industrie des batteries.

Garantir une transition juste et renforcer les compétences des travailleurs dans les industries concernées par le passage à l'énergie propre sont d'autres aspects importants de la transition vers les énergies renouvelables. Dans ce contexte, l'Union

européenne a proclamé 2023 Année européenne des compétences (pour de plus amples informations, voir le chapitre 6).

En 2023, en plus de remédier aux pénuries spécifiques de compétences au moyen d'initiatives telles que le plan d'action en matière d'énergie éolienne, la Commission a contribué au lancement d'un partenariat à grande échelle en matière de compétences pour les industries à forte intensité énergétique et d'un partenariat à grande échelle pour les compétences dans le domaine des énergies renouvelables. Ces partenariats permettront de doter les travailleurs de ces industries des compétences adéquates pour suivre la transition de l'UE vers les énergies renouvelables et les aideront à s'adapter à l'évolution du marché du travail. Ils visent à la fois à recenser les déficits de compétences et à élaborer des programmes d'études et de formation appropriés pour combler ces lacunes.

La transition énergétique du secteur de la pêche et de l'aquaculture

En février 2023, la Commission a présenté une communication sur la transition énergétique du secteur de la pêche et de l'aquaculture de l'UE. Les mesures prises dans le cadre de l'initiative visent à soutenir la transition du secteur vers des sources d'énergie plus propres, contribuant ainsi à réduire la dépendance actuelle du secteur à l'égard des combustibles fossiles, qui, non seulement, n'est pas durable sur le plan environnemental, mais qui rend aussi ce secteur vulnérable aux hausses des prix de l'énergie. (Pour de plus amples informations, voir le chapitre 3.)



Une maquette de navire de pêche danois respectueux de l'environnement, avec des économies de carburant d'au moins 25 % par kilo de produit de la pêche. Des innovations telles que celle-ci, ainsi que les structures mises en place par l'UE, accéléreront la transition énergétique de ce secteur.

Ces partenariats complètent également les initiatives existantes, telles que l'académie de l'alliance européenne pour les batteries, qui vise à permettre aux travailleurs de se former, de se reconvertir et de mettre leurs compétences à niveau afin de répondre à la demande de travailleurs qualifiés dans la chaîne de valeur européenne des batteries, qui connaît une croissance rapide. Actuellement, l'académie développe et déploie des formations de pointe en coopération avec les prestataires d'enseignement et de formation dans l'ensemble des États membres.

Le règlement pour une industrie «zéro net» et le règlement sur les matières premières critiques ont également introduit des initiatives clés pour promouvoir une main-d'œuvre qualifiée dans l'UE. Le règlement pour une industrie «zéro net» crée des académies de l'industrie «zéro net» afin de soutenir la production de technologies «zéro net». De même, le règlement sur les matières premières critiques crée une académie des matières premières, axée sur le renforcement des compétences essentielles pour la main-d'œuvre de la chaîne d'approvisionnement en matières premières critiques.

L'année 2023 a également été marquée par le lancement des dialogues sur la transition propre.

Le premier d'entre eux était axé sur l'hydrogène, rassemblant des représentants de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'hydrogène afin d'échanger des idées et des bonnes pratiques sur la manière de renforcer la dimension industrielle du pacte vert pour l'Europe. Le deuxième dialogue a eu lieu avec des représentants des industries à forte intensité énergétique.

Enfin, pour soutenir le passage aux énergies renouvelables, l'UE fournit des conseils pratiques et des orientations sur mesure aux États membres au moyen de l'instrument d'appui technique. En 2023, cet instrument a aidé 17 États membres à recenser les réformes et les investissements nécessaires pour s'affranchir progressivement des combustibles fossiles russes. Les domaines d'assistance technique comprenaient l'accélération de l'octroi de permis pour les énergies renouvelables; l'efficacité énergétique et la rénovation des bâtiments; la production d'hydrogène et de biométhane; la diversification de l'approvisionnement en gaz; et la décarbonation de l'industrie. Ce soutien contribuera à réaliser la transition écologique et à réduire le prix de l'énergie, au bénéfice des particuliers et des entreprises.



© AFP

5. Une Europe adaptée à l'ère du numérique

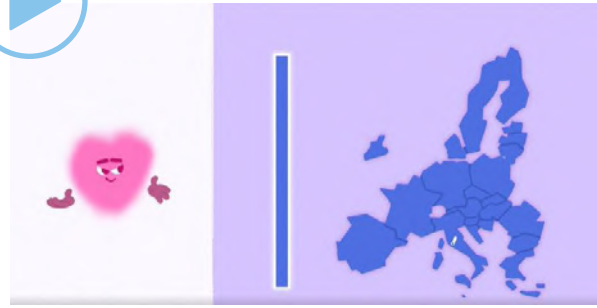
↑

Le robot humanoïde NAO est introduit dans un centre de jour inclusif, où il accompagne les enfants au quotidien, Karlsruhe (Allemagne), 7 juin 2023.

Introduction

L'UE soutient une vision durable de la société numérique axée sur l'humain, qui donne aux citoyens et aux entreprises les moyens d'agir et joue un rôle de catalyseur dans le domaine de l'action pour le climat. La société numérique et les technologies numériques s'accompagnent de nouvelles libertés et de nouveaux droits et offrent d'autres possibilités d'apprendre, de se divertir, de travailler, d'explorer et de réaliser ses ambitions au-delà des communautés physiques et des lieux géographiques.

Il subsiste toutefois de nombreux défis liés à la transformation numérique, que l'UE relève au moyen d'un cadre global dénommé «La décennie numérique». En 2023, l'UE a intensifié son action en faveur du renforcement de la cybersécurité et de la protection des données, de la mise en place de garde-fous pour l'intelligence artificielle (IA), de la limitation des pratiques déloyales au sein de l'espace numérique et de la protection des droits des utilisateurs de services numériques, en accordant une attention particulière aux plus vulnérables — nos enfants. Parmi les autres priorités figurent également l'amélioration de la connectivité, de la mobilité, de l'éducation et de la coopération judiciaire.



VIDÉO: il était une fois... la décennie numérique de l'Europe.

Avancées de la décennie numérique

La décennie numérique vise à garantir que tous les aspects technologiques et de l'innovation sont au service des citoyens. L'UE s'engage à réaliser une transformation holistique, allant du développement des compétences numériques et de la modernisation des infrastructures à l'intégration de l'intelligence artificielle dans les pratiques commerciales et à l'amélioration des services publics grâce aux outils numériques. Le rapport inaugural sur la décennie numérique, présenté en septembre 2023, expose les progrès réalisés en matière de numérisation dans l'UE et adresse des recommandations aux États membres en vue de contribuer à la réalisation des ambitions de la décennie numérique. Il contient également l'indice annuel relatif à l'économie et à la société numériques et analyse la mise en œuvre de projets plurinationaux numériques, à savoir des projets à grande échelle qu'aucun État membre ne pourrait mettre en place seul.

Ce rapport examine en outre la manière dont les États membres ont mis en œuvre la déclaration sur les droits et principes numériques, qui témoigne de l'engagement de l'UE en faveur d'une transformation numérique durable qui réponde aux impératifs de sécurité et

de sûreté et soit centrée sur l'humain. Il montre également les possibilités existant en la matière et les résultats des efforts collectifs déployés par les États membres avec, comme point saillant, la nécessité de promouvoir de toute urgence les investissements dans les technologies, les compétences et les infrastructures numériques.

Programme pour une Europe numérique

La Commission européenne a officialisé son engagement en faveur d'un leadership numérique par l'adoption du programme de travail pour une Europe numérique pour la période 2023-2024. Ce programme s'accompagne d'investissements stratégiques qui joueront un rôle clé dans la réalisation des ambitions de la décennie numérique. Au-delà d'un simple engagement d'ordre financier, il s'agit de la souveraineté technologique de l'UE, qui va de pair avec le pacte vert pour l'Europe. L'UE trace ainsi la voie vers un avenir numérique bénéficiant à l'ensemble des citoyens, des entreprises et des services publics.

Financement du programme pour une Europe numérique pour 2023-2024

1,358 milliard d'euros au total

375 millions d'euros

Programme de travail en matière de cybersécurité

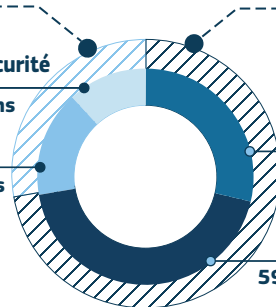
Mis en œuvre par le Centre de compétences européen en matière de cybersécurité.

Soutient:

- les centres nationaux de coordination;
- la mise en œuvre de la législation de l'UE (par exemple la directive SRI 2, le règlement sur la cybersécurité et la directive relative aux attaques contre les systèmes d'information);
- la résilience collective de l'UE face aux cybermenaces;
- le mécanisme d'urgence dans le domaine de la cybersécurité — préparation aux cyberincidents et actions d'assistance mutuelle.

161 millions d'euros
en 2023

214 millions d'euros
en 2024



983 millions d'euros

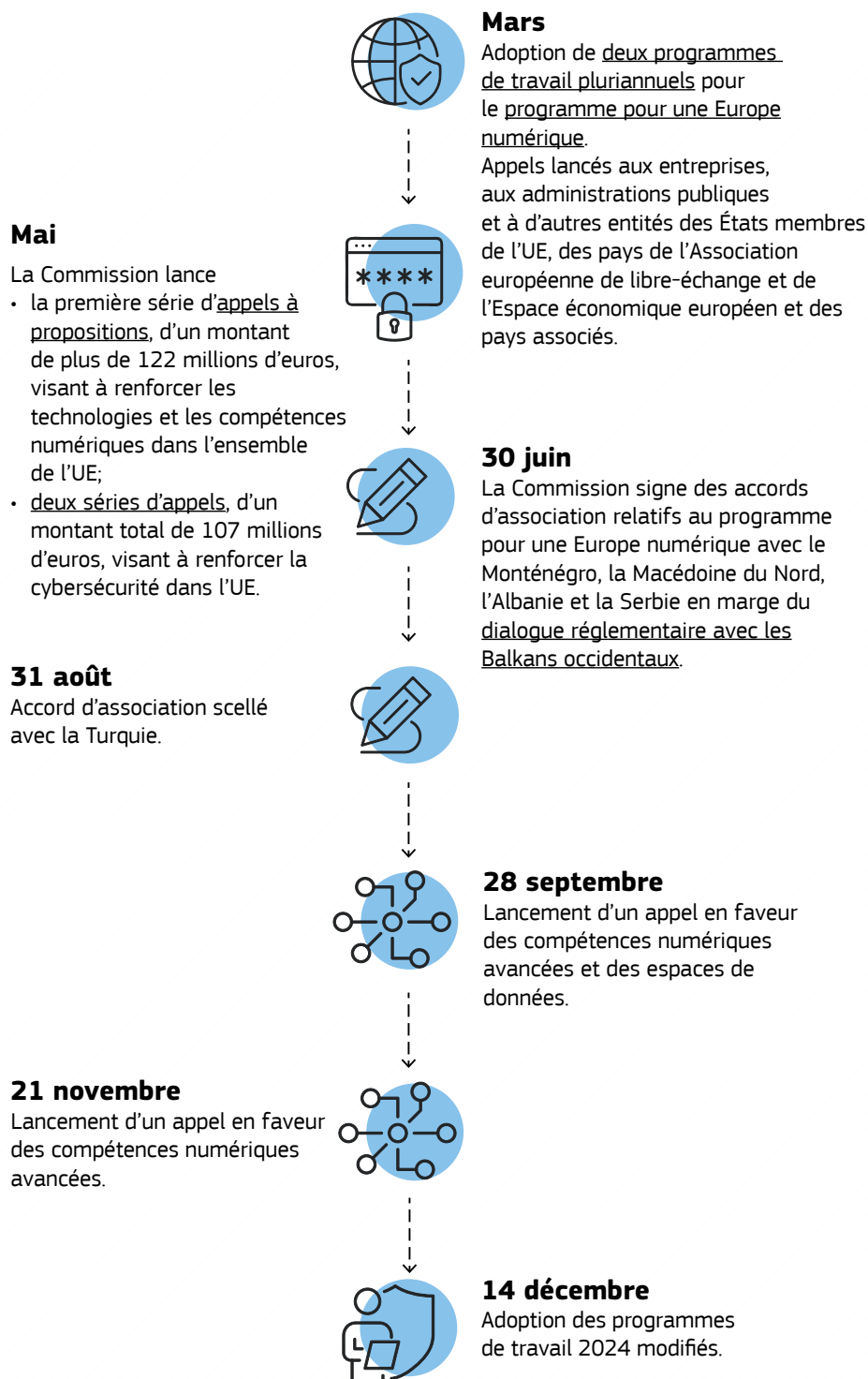
Programme de travail principal

Soutient:

- les projets qui utilisent les technologies numériques, telles que les données, l'intelligence artificielle, l'informatique en nuage et les compétences numériques avancées;
- les projets multinationaux;
- des actions supplémentaires dans des politiques numériques clés (calcul à haute performance, identité numérique de l'UE, jumeaux numériques, réalité virtuelle).

Cela apportera des avantages tangibles, en particulier pour les écosystèmes d'innovation, les normes ouvertes, les petites et moyennes entreprises, les villes, les services publics et le grand public.

Programme pour une Europe numérique: événements marquants de 2023



Le numérique au service de l'industrie

Connectivité

Pour être menée à bien, la transition numérique requiert à la fois une adaptation rapide et une connectivité accrue. En février 2023, la Commission a déployé un plan visant à étendre la connectivité en gigabit à l'ensemble du territoire de l'UE. La proposition de loi sur les infrastructures en gigabit doit permettre de réduire le temps nécessaire au déploiement de réseaux à très haute capacité et de limiter le coût de celui-ci. Le projet de recommandation sur le gigabit décrit les conditions dans lesquelles les opérateurs peuvent accéder aux réseaux des concurrents afin d'aider les autorités nationales à diriger ce déploiement. En outre, la Commission a lancé simultanément une consultation afin de recueillir des avis sur l'avenir du secteur des communications électroniques et de ses infrastructures.

L'intelligence artificielle et les supercalculateurs

De l'interaction avec des dialogueurs («chatbots») aux recommandations adaptées qui sont proposées en ligne, l'intelligence artificielle fait partie intégrante de la vie quotidienne des citoyens. Compte tenu de l'utilisation généralisée de l'IA, il est essentiel de mettre en place un cadre permettant de prévenir les abus et de protéger la vie privée des citoyens.

L'UE entend être un chef de file dans le domaine de l'IA, auquel les citoyens puissent se fier. Elle souhaite améliorer les capacités en matière de recherche et les capacités industrielles, tout en veillant à ce que la technologie reste sûre et à ce que les droits des citoyens soient protégés.

En décembre, les négociations entre le Parlement européen et les États membres au sein du Conseil de l'Union européenne concernant la loi sur l'IA, qui représente une innovation, ont abouti à un accord politique. Le premier cadre juridique global au monde applicable à l'IA favorisera la croissance de celle-ci dans l'UE, dans l'intérêt de tous, et permettra de gérer les risques liés à la technologie. Ce cadre énonce des exigences et des obligations claires pour les développeurs, les fournisseurs et les utilisateurs de l'IA en vue d'une utilisation sûre dans l'UE, garantit que l'IA respecte les droits fondamentaux des personnes dans l'Union et interdit des pratiques telles que la notation

→

Margrethe Vestager, vice-présidente exécutive de la Commission européenne pour une Europe adaptée à l'ère du numérique et commissaire européenne à la concurrence (cinquième à partir de la droite), lors de la réunion des ministres du G7 chargés du numérique et des technologies, Takasaki (Japon), 30 avril 2023.

sociale. La loi sur l'IA vise également à encourager l'innovation grâce à la mise en place de bacs à sable réglementaires, qui constituent des cadres spéciaux dans lesquels les entreprises, en particulier les jeunes pousses, peuvent tester de nouveaux produits et services en situation réelle sans rencontrer les difficultés d'ordre réglementaire habituelles.

Afin d'établir des normes internationales en vue d'une IA digne de confiance, la Commission collabore avec des partenaires partageant les mêmes valeurs, tels que le G7, notamment dans le cadre du processus d'Hiroshima pour l'intelligence artificielle. La Commission a contribué à l'accord des dirigeants du G7 sur les principes directeurs internationaux relatifs à l'IA et à un code de conduite volontaire à l'intention des développeurs d'IA, qu'elle a accueillis favorablement.

En 2023, l'UE a pris de nouvelles mesures devant conduire à la mise en place d'un réseau de supercalculateurs de classe mondiale dans ses États membres. L'entreprise commune pour le calcul à haute performance européen, qui est une entité juridique et financière réunissant des entreprises de l'UE aux fins de la mise au point de supercalculateurs, a désigné un soumissionnaire en vue de l'acquisition, de la fourniture, de l'installation et de l'entretien de Jupiter, le premier supercalculateur exaflopique (soit un ordinateur capable de réaliser plus d'un trillion de calculs par seconde) européen. En juin, l'entreprise commune a également conclu des accords d'hébergement avec six sites répartis sur l'ensemble du territoire de l'UE (à savoir en Tchéquie, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie et en Pologne) en vue de l'hébergement et de l'exploitation d'ordinateurs quantiques.

L'UE a utilisé son réseau de supercalculateurs de classe mondiale pour amener l'IA générative «made in Europe» sur la scène internationale. Cette démarche aidera les jeunes pousses de l'ensemble de l'UE à entraîner plus rapidement leurs modèles d'IA.



© AFP

Supercalculateurs dans l'UE

Supercalculateurs de l'UE introduits en 2023

Juin

Il est annoncé que le consortium Jules Verne accueillera et exploitera le deuxième supercalculateur exaflopique de l'UE en France.

L'université de Linköping en Suède est sélectionnée pour accueillir et exploiter Arrhenius.



Septembre

Deucalion est inauguré à Guimarães, au Portugal.

Le nouveau système améliorera les technologies permettant des économies d'énergie, les prévisions météorologiques et la recherche marine, et contribuera, entre autres, à la mise au point de nouveaux médicaments et de nouvelles méthodes énergétiques respectueuses de l'environnement.



Octobre

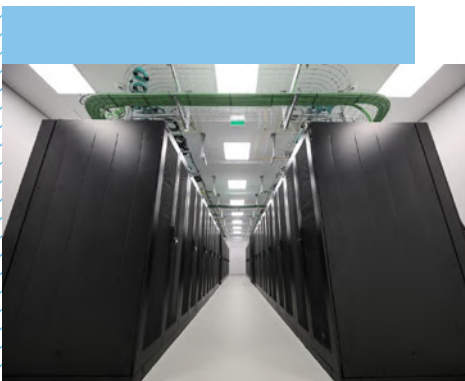
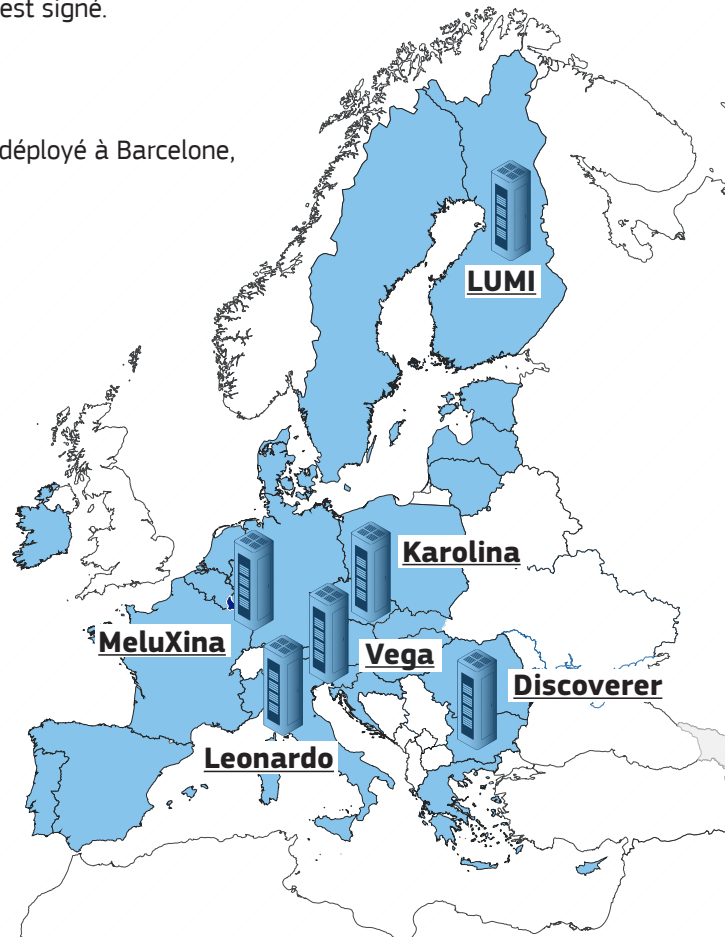
Le contrat de passation de marché pour Jupiter, le premier supercalculateur exaflopique de l'UE, est signé.



Décembre

MareNostrum 5 est déployé à Barcelone, en Espagne.

Supercalculateurs de l'UE déjà en exploitation:



↑
Le supercalculateur Deucalion à la Fondation portugaise pour la science et la technologie, université de Minho, Guimarães (Portugal), 6 septembre 2023.

Semi-conducteurs

Les semi-conducteurs, communément appelés puces, sont le cœur et le cerveau de l'électronique d'aujourd'hui. Le règlement européen sur les semi-conducteurs, qui est entré en vigueur le 21 septembre, constitue une étape audacieuse dans le processus de renforcement du secteur européen

des semi-conducteurs. Il mènera également l'UE vers la souveraineté technologique dans le domaine des technologies et des applications en matière de semi-conducteurs. Il a pour objectif ambitieux de permettre à l'UE de doubler sa part de marché au niveau mondial pour la porter à 20 % d'ici à 2030.

Le règlement européen sur les semi-conducteurs

Trois piliers



Soutenir le développement et l'innovation dans le domaine des technologies avancées des puces par l'intermédiaire de l'entreprise commune «Semi-conducteurs».



Attirer des investissements à grande échelle pour produire des puces électroniques dans l'UE et garantir un approvisionnement stable.



Suivre l'évolution du marché et anticiper les crises futures au moyen d'un mécanisme de coordination entre la Commission européenne et les États membres.

Réalizations en 2023



En novembre 2023, l'entreprise commune «Semi-conducteurs» a annoncé ses premiers appels à propositions concernant des lignes de production pilotes. L'appel initial fournit 1,67 milliard d'euros provenant de l'UE, qui devraient être complétés par les États membres et par des fonds privés, pour atteindre un total d'environ 3,3 milliards d'euros. L'entreprise commune renforcera l'écosystème des semi-conducteurs de l'UE et le leadership technologique de l'Europe. L'objectif est de combler le fossé entre les laboratoires et le secteur de la production. Pour ce faire, il faut transformer la recherche et les prototypes élaborés en laboratoire en processus modulables destinés à une production en usine.



Depuis que le règlement a été proposé au début de l'année 2022, plus de 100 milliards d'euros d'investissements industriels ont été annoncés dans l'UE.



Le système d'alerte sur les semi-conducteurs a été introduit en mai 2023 afin de surveiller les risques potentiels dans la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs.

Stratégie européenne en matière de données

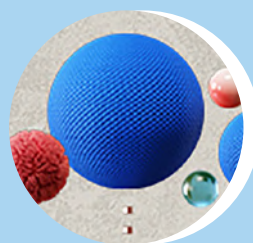
Les données alimentent la transformation, l'innovation et la croissance numériques. Certaines données publiques — telles que les données météorologiques ou celles relatives à la qualité de l'air — présentant un intérêt sur les plans sociétal, environnemental et économique devraient être accessibles gratuitement. En janvier 2023, la Commission a publié une liste d'ensembles de données de forte valeur devant être mises à disposition gratuitement, dans des formats lisibles par machine.

La loi sur la gouvernance des données, qui est applicable depuis septembre 2023, libérera le potentiel des données publiques et favorisera la confiance à l'égard du partage volontaire de données. Elle réglera la réutilisation de données protégées détenues par le public et introduira des logos communs permettant d'identifier les intermédiaires et les organisations altruistes en matière de données dans l'UE. Elle vise également à lever les obstacles techniques, avec l'aide du comité européen de l'innovation dans le domaine des données. Durant l'année, la Commission a présenté des projets relatifs à un espace européen des données du tourisme et à un espace européen de données sur les marchés publics. Elle a également défini le cadre d'une plateforme européenne de collaboration entre les parties prenantes du secteur du tourisme, ainsi que d'une plateforme communautaire innovante devant permettre aux acheteurs publics de mieux coopérer.

En novembre, l'UE a adopté un nouveau règlement fixant des règles harmonisées pour l'équité de l'accès aux données et de l'utilisation des données (la «loi sur les données»), qui doit s'appliquer à partir de 2025. La loi sur les données vise à donner une impulsion à l'économie fondée sur les données en Europe, à améliorer l'accès aux données industrielles et à promouvoir un marché européen de l'informatique en nuage fiable. Elle permettra de mieux contrôler les données, de favoriser l'innovation et d'encourager la création de données à l'avenir.

Soutien aux entreprises

Chaque entreprise, quelle que soit sa taille, doit souscrire à la transformation numérique pour rester compétitive. Les pôles européens d'innovation numérique apportent des réponses et un soutien aux entreprises qui ont besoin d'aide pendant leur transition numérique.



Qu'est-ce qu'un pôle européen d'innovation numérique (European Digital Innovation Hub, EDIH)?

Les EDIH sont des guichets uniques, répartis dans les États membres, qui aident les entreprises et les organisations du secteur public à relever les défis numériques et à devenir plus compétitives.

Plus de
150 EDIH
ont été créés dans
toute l'Europe.

Cofinancés
à hauteur de
314 millions
d'euros au
titre du programme
pour une Europe
numérique

À qui un EDIH vient-il en aide?

Les EDIH aident les petites et moyennes entreprises, les entreprises à moyenne capitalisation et les organisations du secteur public à relever les défis numériques. Leur mission s'aligne sur l'objectif de la décennie numérique de l'Europe consistant à faire en sorte que plus de 90 % des petites et moyennes entreprises atteignent au moins un niveau élémentaire d'intensité numérique d'ici à 2030.

Comment un EDIH peut-il aider?

Les EDIH offrent une multitude de services, en fournissant une expertise technique, une formation professionnelle et des conseils financiers.

Numérisation du droit des sociétés

Le monde moderne des entreprises exige également un cadre juridique plus précis. Avec la poursuite du développement d'outils en ligne en vue de la création d'entreprises et de la réalisation d'activités transfrontières, il devient plus facile de faire des affaires dans l'UE. La dernière proposition de la Commission en la matière vise à étendre l'utilisation des outils et des processus numériques dans le domaine du droit des sociétés de l'UE. Le principe de la transmission unique d'informations qu'elle définit vise à réduire les charges administratives, de sorte que les entreprises qui développent leurs activités dans l'UE ne doivent plus soumettre des informations qu'elles ont déjà fournies. En outre, le système d'interconnexion des registres du commerce ou des sociétés garantit que les données des entreprises resteront fiables et facilement accessibles dans l'ensemble de l'UE.

Lutte contre le piratage en ligne

Le partage, sans autorisation, de contenus protégés par le droit d'auteur nuit aux entreprises créatives et entrave l'innovation et la croissance économique. Consciente de l'importance de mettre un terme au piratage en ligne, en particulier lors d'événements en direct tels que les manifestations sportives et les concerts, la Commission a recommandé des mesures en mai 2023. Elle encourage les États membres à prendre des mesures pour lutter contre les retransmissions illégales, soutenant ainsi les secteurs de la création et des sports dans l'UE.

Numérisation des transports et de la mobilité

Tout comme les règles relatives aux entreprises numériques favorisent la croissance économique, le transport numérique garantit une croissance durable, efficiente et à grande échelle. C'est pour cette raison que l'UE a adopté de nouvelles règles visant à promouvoir des systèmes de transport intelligents. Cette mise à jour de l'actuelle directive s'y rapportant optimise la planification des déplacements multimodaux, rationalise la gestion du trafic et encourage des déplacements respectueux de l'environnement. Une proposition relative à un espace européen unifié des données relatives à la mobilité a également été adoptée en novembre en vue de simplifier le partage et la mise en commun des données.

L'UE s'emploie également à rendre les routes plus sûres. Un pas important a été franchi en 2023 avec la proposition de modernisation des règles relatives au permis de conduire. Cette proposition prévoit l'introduction d'un permis de conduire numérique valable dans toute l'UE. Elle facilitera également l'application transfrontière des règles de circulation routière. Ces changements sont essentiels afin d'améliorer la sécurité routière et d'atteindre l'objectif que s'est fixé l'UE dans le cadre de l'approche «Vision zéro» (zéro tué sur ses routes d'ici à 2050).

Le développement rapide du marché des drones commerciaux dans l'UE a entraîné une vague de nouvelles réglementations concernant la sécurité et l'efficacité des drones. Les nouvelles règles de l'UE sont entrées en vigueur en 2023, créant un espace aérien réservé aux drones, connu sous le nom de «U-space», afin de sécuriser la circulation des drones et de permettre aux opérateurs de proposer une gamme de services plus étendue. De la livraison de colis à l'aide d'urgence, en passant par les missions de recherche et de sauvetage et la surveillance des infrastructures, le cadre conceptuel de la stratégie européenne Drone 2.0 deviendra toujours plus une réalité.

→

Travaux sur la ligne Wörth-Germersheim-Speyer en Allemagne dans le cadre du programme Fast-Track visant à contribuer à la numérisation du réseau ferroviaire, 21 juillet 2023.



Numérisation pour les citoyens

Cybersécurité et résilience

Les nouvelles règles visant à garantir un niveau commun élevé de cybersécurité dans tous les États membres, connues sous le nom de directive NIS 2, sont entrées en vigueur en janvier 2023. Par rapport aux mesures de cybersécurité antérieures de 2016, les nouvelles règles couvrent davantage de secteurs, tels que les fournisseurs de télécommunications, les services postaux, l'administration publique et les soins de santé. Les entreprises opérant dans ces secteurs sont désormais soumises à des obligations plus strictes en matière de gestion des risques et de notification des incidents.

Le 30 novembre, le Parlement et le Conseil se sont mis d'accord sur le règlement sur la cyberrésilience, qui vise à renforcer les règles relatives à des produits matériels et logiciels plus sécurisés. Il s'agit du premier acte législatif de ce type au monde. Il augmentera le niveau de cybersécurité pour tous les produits numériques dans l'UE, aidant ainsi les consommateurs et les entreprises. Le règlement s'appliquera à tous les produits, des moniteurs pour bébés aux routeurs, les règles de sécurité variant en fonction du niveau de risque du produit.

En avril, la Commission a également proposé le règlement de l'UE sur la cybersolidarité, afin d'aider les pays à collaborer contre les menaces en ligne.



→ Věra Jourová, vice-présidente de la Commission européenne pour les valeurs et la transparence (deuxième à partir de la gauche), participe à la conférence «5^e anniversaire du RGPD: toujours une référence dans le paysage numérique de l'UE?», Bruxelles (Belgique), 23 mai 2023.

Protection des données

Dans le monde interconnecté d'aujourd'hui, les données circulent à l'échelle mondiale d'une simple pression sur un bouton. La protection des données préserve la confiance des citoyens. Cela signifie que tous ceux qui traitent des données à caractère personnel doivent respecter les mêmes règles. C'est ce que souligne la proposition de la Commission de juillet concernant un nouveau règlement sur les règles de procédure du règlement général sur la protection des données (RGPD). Le règlement proposé vise à renforcer l'application du RGPD dans les cas touchant des personnes situées dans plus d'un État membre. Son intention est claire: le règlement plus rapide des cas concernés signifie des voies de recours plus rapides pour les citoyens et une plus grande sécurité juridique pour les entreprises.

Grâce au relèvement des normes mondiales en matière de protection des données, la coopération internationale s'est développée. Parmi les résultats notables obtenus, on peut citer la publication, en mai, du guide UE-Association des nations de l'Asie du Sud-Est sur les clauses de transfert des données, l'adoption, en juillet par la Commission, du cadre de protection des données UE - États-Unis, et le réexamen fructueux de l'accord relatif aux données avec le Japon.

←

VIDÉO: cybersécurité de l'UE. Intensifiant ses efforts pour protéger les citoyens, les entreprises et les infrastructures contre les cyberattaques, l'UE finance la recherche pour renforcer ses défenses numériques.



Le règlement sur les services numériques et le règlement sur les marchés numériques

Afin de mieux protéger les droits fondamentaux et de lutter contre les pratiques déloyales dans l'espace numérique, l'UE a commencé à appliquer deux nouveaux actes législatifs en 2023: le [règlement sur les services numériques](#) et le [règlement sur les marchés numériques](#).

Le règlement sur les services numériques fait en sorte que les plateformes en ligne et les moteurs de recherche soient tenus responsables des contenus préjudiciables. Il vise à protéger les enfants en ligne, à apporter de la clarté quant au fonctionnement des algorithmes et à interdire la publicité ciblée cataloguant les personnes en fonction de catégories telles que l'appartenance ethnique, les opinions politiques et l'orientation sexuelle.

Ces plateformes devaient divulguer le [nombre de leurs utilisateurs dans l'UE](#) pour le 17 février au plus tard. Les plus grandes — baptisées [très grandes plateformes en ligne et très grands moteurs de recherche](#) — avaient jusqu'à la fin du mois d'août pour se conformer aux obligations prévues par le règlement. Depuis lors, l'UE recueille des informations auprès des grandes plateformes afin de vérifier si elles respectent certaines parties du règlement sur les services numériques, notamment en ce qui concerne la protection des enfants et la suppression des contenus préjudiciables. Afin de soutenir l'application du règlement sur les services numériques, le [Centre européen pour la transparence des algorithmes](#) a été créé pour superviser les algorithmes de ces entreprises.

Les États membres ont également été [encouragés](#) à agir rapidement contre les contenus terroristes et les discours haineux en ligne, afin d'accélérer l'application du règlement sur les services numériques. La Commission a également signé des [accords administratifs](#) avec plusieurs régulateurs nationaux des médias, qui jouent désormais un rôle de premier plan dans la mise en œuvre du règlement sur les services numériques. Leur rôle dans la supervision des activités des médias et le respect des normes de diffusion ne se limite pas à une simple fonction de surveillance. Ils garantissent que les plateformes numériques ne sont pas seulement des hébergeurs passifs, mais au contraire des participants actifs à la modération et à la gestion des contenus en ligne qui sont illégaux ou présentent un risque sociétal systématique.

Le règlement connexe sur les marchés numériques a [défini des obligations claires](#) visant à garantir que les entreprises dominantes du secteur numérique, également dénommées «contrôleurs d'accès», maintiennent des conditions de concurrence équitables sur le marché numérique. [Six contrôleurs d'accès](#) ont été désignés début septembre et ils ont jusqu'à mars 2024 pour s'y conformer pleinement.

Les signataires du [code de bonnes pratiques de 2022 en matière de désinformation](#), y compris toutes les grandes plateformes en ligne, ont également lancé le nouveau [centre de la transparence](#) et publié les premiers [rapports de référence](#) sur la manière dont ils mettent en pratique les engagements pris au titre du code.



←

VIDÉO : grâce au règlement sur les services numériques, la publicité ciblée sera plus transparente et plus limitée. Par exemple, la publicité fondée sur des données sensibles (telles que la sexualité, la religion ou la race) ou ciblant les enfants sera interdite.

→

Une participante au panel de citoyens européens sur les mondes virtuels pratique une technique de sauvetage en utilisant un outil de réalité virtuelle, Bruxelles (Belgique), avril 2023.



Mondes virtuels

Selon une étude de l'UE, 98 % des professionnels perçoivent la réalité étendue comme un facteur important dans leur secteur au cours des 5 prochaines années. Dans ce contexte, l'UE est désireuse de comprendre à la fois les avantages et les risques de ces technologies, tout en gardant toujours à l'esprit les droits de la personne. Pour obtenir un réel retour

d'information, la Commission a organisé un panel de citoyens européens de février à avril 2023, rassemblant des contributions sur les mondes virtuels dans l'UE (voir le chapitre 9).

Ce retour d'information collectif a alimenté la nouvelle stratégie pour le web 4.0 et les mondes virtuels, adoptée en juillet, qui vise à créer un paysage numérique européen transparent, sûr et accueillant pour tous, qu'il s'agisse de citoyens, d'entreprises ou de pouvoirs publics.

Qu'est-ce qui sera possible grâce aux mondes virtuels?



Santé

Les étudiants et les professionnels peuvent être formés pour faire face aux situations d'urgence et effectuer des simulations chirurgicales, ce qui apporte une réduction du risque de complications chirurgicales et une meilleure précision du diagnostic.



Transition écologique

Les modèles 3D peuvent simuler les effets du réchauffement climatique, ce qui permet une meilleure compréhension de ses causes et des mesures d'atténuation.

Des délais de mise en place plus rapides et une diminution du gaspillage d'énergie, de matières et de ressources contribueront à la transition écologique dans l'ensemble de l'industrie.



Industrie

Les délais de livraison des véhicules seront réduits de 60 % et l'empreinte carbone de la construction automobile diminuera de 50 % d'ici à 2025.



Art et design

De la mode au patrimoine culturel, et de la musique aux arts visuels et au design, les œuvres virtuelles offriront de nouveaux moyens de créer. Elles donneront aux utilisateurs le sentiment d'être dans un véritable musée, ou d'assister à des concerts, à des pièces de théâtre ou à des ballets immersifs.



Enseignement

Un processus d'apprentissage plus expérimental peut aider les élèves à apprendre plus rapidement et à mieux comprendre le monde.

Coopération transfrontière

Lorsque des résidents de l'UE se déplacent dans l'UE, leurs droits en matière de sécurité sociale, y compris les soins de santé et les pensions, se déplacent avec eux. Le 6 septembre, la Commission a proposé un plan numérique pour rendre l'accès à ces prestations par-delà les frontières plus rapide et plus facile. L'amélioration des échanges de données entre les États membres et la rationalisation des procédures de demande de prestations permettront plus facilement non seulement aux personnes de vivre,

de travailler et de voyager à l'étranger, mais aussi aux entreprises d'exercer des activités dans d'autres États membres et aux administrations nationales de coordonner la sécurité sociale par-delà les frontières.

Grâce au portefeuille européen d'identité numérique, chaque résident de l'UE pourrait bientôt avoir accès à une application mobile sécurisée qui lui permettra de prouver son identité, tant en ligne que hors ligne, et de stocker des documents personnels tels que son permis de conduire, son document d'identité et ses diplômes.

Initiatives clés pour améliorer la sécurité sociale grâce à la transformation numérique

Accélérer la mise en œuvre de l'EESSI

L'objectif est de passer d'un échange papier à un échange numérique entre les institutions nationales de sécurité sociale en rendant le système d'échange électronique d'informations sur la sécurité sociale (Electronic Exchange of Social Security Information, EESSI) opérationnel dans tous les pays européens participants d'ici à la fin de 2024.

1

2

3

4

Adoption en ligne des procédures de coordination de la sécurité sociale

L'objectif est de faire en sorte que les citoyens puissent plus facilement s'établir et travailler à l'étranger et de garantir un accès rapide aux prestations légales. Les États membres peuvent s'appuyer sur le règlement relatif au portail numérique unique, qui prévoyait que certaines procédures administratives soient entièrement en ligne avant le 12 décembre 2023.

Participer pleinement aux activités pilotes Esspass

Le passeport européen de sécurité sociale (Esspass) vise à simplifier la délivrance et la vérification transfrontières des documents d'ouverture de droits de sécurité sociale des citoyens.

Intégrer le portefeuille d'identité numérique de l'UE

Le portefeuille d'identité numérique de l'UE sera un outil numérique permettant aux citoyens de l'Union de vérifier leur identité en ligne et d'accéder à des services dans l'ensemble des États membres.

En novembre, le Parlement et le Conseil sont parvenus à un accord politique sur les éléments essentiels du cadre juridique de l'identité numérique de l'UE. Dans ce cadre, le portefeuille donnera aux utilisateurs le contrôle total de leurs données par l'intermédiaire d'un système garanti par les pouvoirs publics, plutôt que d'un système proposé par une grande plateforme privée.

L'UE a également mis à jour ses règles relatives à la coopération transfrontière en matière juridique. Les règles antérieures couvraient la coopération judiciaire, mais pas la communication par des moyens numériques. Désormais, les autorités compétentes des États membres doivent se connecter à un système informatique décentralisé pour échanger des données de manière sécurisée. Le système sera interopérable avec e-CODEX, un outil de communication élaboré spécifiquement pour le secteur judiciaire, géré par l'Agence de l'Union européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice.







En outre, un point d'accès électronique européen est désormais disponible pour permettre aux citoyens et

aux entreprises d'interagir par voie numérique avec les autorités judiciaires nationales. Il est dorénavant possible de recourir à des appels vidéo lors d'audiences et de nouveaux protocoles sont en place pour l'usage des signatures et cachets électroniques, l'effet juridique des documents électroniques et le paiement électronique des frais de justice dans les procédures civiles.




L'avenir des soins de santé est également numérique, et l'espace européen des données de santé, proposé en 2022, pourrait bientôt jouer un rôle clé dans cette transformation. En décembre, le Parlement et le Conseil ont adopté leur position en faveur de la création de cet espace, qui vise à faciliter l'accès aux données de santé des résidents de l'Union et le contrôle de celles-ci, même depuis un autre État membre. Il permettra aux professionnels de la santé de fournir des soins efficaces fondés sur des antécédents médicaux complets. En outre, il est prévu que cet espace soit un élément essentiel pour permettre une utilisation sûre des données de santé pour des travaux de recherche importants et l'élaboration de politiques de santé.

Utilisation de l'identité numérique de l'UE: demander un prêt bancaire

Sans l'identité numérique de l'UE

- 1  Prendre rendez-vous avec la banque.
- 2  Se rendre à la banque.
Un document est manquant.
- 3  Fournir tous les documents papier.
- 4  Recevoir une proposition de la banque.
- 5  Prendre un autre rendez-vous avec la banque.
- 6  Retourner à la banque pour signer la convention de prêt.

Avec l'identité numérique de l'UE

- 1  L'utilisateur dispose de tous ses documents dans son portefeuille numérique personnel, de sa carte d'identité à son justificatif de revenus.
- 2  Il sélectionne uniquement les documents requis par la banque pour la demande de prêt et les envoie simplement et en toute sécurité.
- 3  La banque reçoit les documents par voie électronique. Si un document est manquant, un clic de l'utilisateur suffit pour l'ajouter. La demande peut suivre son cours.

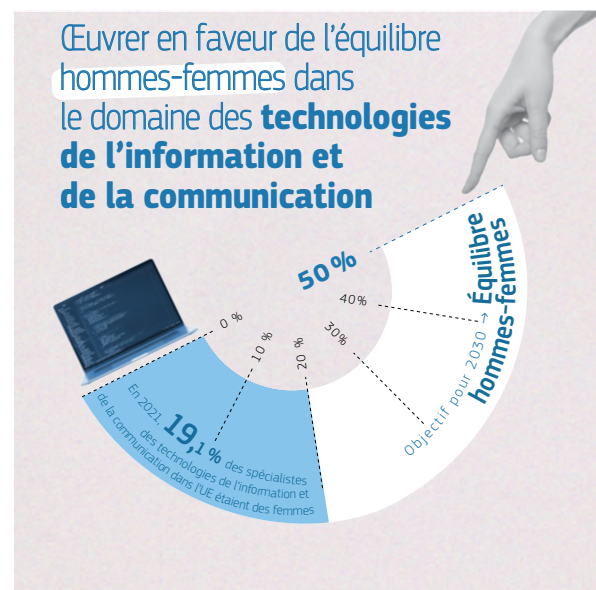


L'utilisation de l'identité numérique de l'UE rationalise ce processus et permet de gagner du temps.

Compétences numériques

Les compétences numériques sont essentielles pour que les citoyens puissent participer au marché du travail et à la société dans son ensemble, et pour parvenir à l'inclusion sociale. En 2023, Année européenne des compétences, l'UE a continué d'aider les États membres et le secteur de l'éducation et de la formation à fournir une éducation et une formation numériques de qualité, inclusives et accessibles afin de développer les compétences numériques des personnes vivant dans l'UE. Au cours de l'année, l'UE a lancé de multiples initiatives pour combler le déficit de compétences.

Avec en ligne de mire l'objectif de la politique de la décennie numérique visant à atteindre 20 millions de spécialistes des technologies de l'information et de la communication avec une composition hommes-femmes équilibrée d'ici à 2030, des programmes de master et des cours de formation de courte durée dans le domaine des compétences numériques avancées ont été lancés dans le cadre du programme pour une Europe numérique. Depuis 2023, ils sont accessibles par l'intermédiaire de la [plateforme pour](#)



[les compétences et les emplois numériques](#), qui s'est encore développée avec 22 [coalitions nationales pour les compétences et les emplois numériques](#).

La situation



Dans le futur, **90 %** des emplois nécessiteront des compétences numériques.



Plus **d'un tiers** de la main-d'œuvre de l'UE ne dispose pas des compétences numériques requises pour la plupart des emplois, dans tous les secteurs, des activités commerciales aux transports, voire à l'agriculture.



Seuls **54 %** des citoyens de l'UE âgés de 16 à 74 ans peuvent accomplir des tâches numériques de base.



Plus de **70 %** des entreprises déclarent que la pénurie de personnel possédant des compétences numériques adéquates constitue un obstacle à l'investissement.



L'UE est confrontée à une pénurie critique d'experts du numérique, notamment dans le domaine de la cybersécurité et de l'analyse des données. Ces pénuries augmenteront probablement sous l'effet de la baisse de la population en âge de travailler, laquelle devrait passer de 265 millions en 2022 à **258 millions** à l'horizon 2030.



9,4 millions de spécialistes des technologies de l'information et de la communication (TIC) sont employés (4,6 % de l'emploi total dans l'UE). Dans des conditions inchangées, le nombre de spécialistes des TIC dans l'UE avoisinera les 12 millions d'ici à 2030, ce qui sera inférieur d'environ 8 millions à l'objectif fixé pour 2030 (au moins 20 millions de spécialistes des TIC employés).

Que fait l'UE dans ce contexte?

Le soutien financier au développement des compétences numériques comprend:

2 milliards d'euros

Programmes du Fonds social européen plus

29 milliards d'euros (*)

Plans pour la reprise et la résilience

(*) Ce chiffre indique les dépenses estimées pour les plans initiaux pour la reprise et la résilience.

580 millions d'euros

Une Europe numérique

Initiatives de l'UE visant à soutenir les compétences numériques

1. Initiative pour les talents deep tech (dans le cadre du nouveau programme européen d'innovation)

Au cours de la première année de l'initiative, l'Institut européen d'innovation et de technologie a accompli des progrès significatifs vers l'objectif de former 1 million d'apprenants en deep tech d'ici à 2025.



Il a lancé un appel spécial à propositions et collaboré avec d'autres initiatives, notamment Girls Go Circular.



Il a lancé le premier prix «Deep Tech Talent Training», qui reconnaît et récompense les organisations qui font preuve d'excellence pour relever les défis en matière de formation deep tech.



Il a reçu des engagements de plusieurs universités et entreprises à former plus de 650 000 apprenants.



Il a lancé sa nouvelle plateforme en ligne, le campus de l'EIT, en janvier 2023, qui rassemble plus de 2 500 cours sur l'entrepreneuriat et le développement des compétences.

Images: © Getty Images.

2. Le certificat européen des compétences numériques

Septembre 2022

Une étude de faisabilité est menée pour obtenir un aperçu des systèmes existants de certification des compétences numériques.

----->

Avril 2023

Un projet pilote est lancé avec cinq États membres de l'UE (Espagne, France, Autriche, Roumanie et Finlande) afin de tester les éléments constitutifs d'un certificat européen.

----->

Décembre 2023

Les résultats des deux axes de travail sont présentés et examinés lors d'une manifestation de clôture.

3. Les prix européens des compétences numériques

Les prix européens des compétences numériques encouragent le partage d'expériences sur la manière de combler le déficit de compétences numériques.

En 2023, les prix ont fait la promotion d'initiatives dans cinq catégories: les jeunes, les femmes, l'inclusion, le perfectionnement numérique au travail et les compétences numériques pour l'éducation.

Sept lauréats ont été sélectionnés parmi 330 candidats.

4. Académie des compétences cyber

Ces dernières années, les cybermenaces dans l'UE ont considérablement augmenté. L'académie renforcera les capacités de l'UE en matière de cybersécurité et augmentera le nombre de professionnels qualifiés dans le domaine de la cybersécurité.

Espace

Les technologies spatiales jouent un rôle essentiel dans la vie quotidienne des citoyens de l'UE, par exemple lorsqu'ils utilisent des téléphones portables ou des systèmes de navigation automobile, regardent la télévision par satellite ou retirent de l'argent à un distributeur de billets. Les satellites fournissent également des données importantes en cas de catastrophe, améliorant ainsi la coordination des interventions d'urgence.

En 2023, de nouveaux services ont été déployés pour renforcer la résilience et la compétitivité des constellations satellitaires Copernicus et Galileo de l'UE. Par exemple, le système satellitaire Galileo amélioré permet désormais un suivi de localisation encore plus pointu, avec une précision pouvant atteindre 20 cm.



Afin de répondre aux besoins actuels en matière de données et de favoriser l'innovation, la Commission a mis en place le système d'acquisition dynamique pour Copernicus, un nouveau moyen de passer des marchés publics dans le domaine spatial en Europe. Il permet aux petites et moyennes entreprises et aux jeunes pousses de participer plus facilement au marché des données spatiales.

←

VIDÉO : l'écosystème d'espaces de données Copernicus, une nouvelle plateforme de distribution qui ouvre la voie à toutes les données et infrastructures nécessaires aux applications d'observation de la Terre.

En mars, l'UE a adopté IRIS² (Infrastructure pour la résilience, l'interconnexion et la sécurité par satellite), sa troisième grande constellation satellitaire. Doté d'une contribution de 2,4 milliards d'euros provenant du budget de l'UE, le programme vise à garantir la sécurité des communications gouvernementales, à soutenir les opérations militaires et de défense et à étendre les services commerciaux à haut débit, en particulier dans les régions reculées.

Pour que l'Europe reste à la pointe de la technologie spatiale, il est tout aussi important d'investir dans la recherche et l'innovation, notamment au moyen de programmes de financement de l'UE tels qu'Horizon Europe. Le programme de démonstration et de validation en orbite est la preuve d'un tel engagement. Comme son nom l'indique, il donne

la possibilité aux entreprises du secteur spatial d'expérimenter directement en orbite de nouvelles technologies spatiales. Cela permet, par exemple, aux centres de recherche européens de disposer d'informations précieuses et contribue à faire avancer les lancements de satellites pour les entreprises.

Reconnaissant la nécessité d'attirer davantage d'investissements, la Commission a également lancé, début 2023, Helios, le tout premier indice boursier de l'espace. Cet outil donne une image claire de la situation financière des entreprises spatiales européennes. Il les aide à bénéficier d'une plus grande attention et permet aux citoyens d'y investir plus facilement.

À mesure que l'infrastructure spatiale de l'Europe s'agrandit, les mesures de protection deviennent de plus en plus importantes. L'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial, en coopération avec 15 États membres, défend cette cause dans le cadre du partenariat de l'UE pour la surveillance de l'espace et le suivi des objets en orbite. Ce partenariat, doté d'un système complexe de capteurs de surveillance de l'espace et de suivi des objets en orbite, sert plus de 190 organisations enregistrées, protégeant plus de 400 satellites contre le risque de collision avec des débris spatiaux et d'autres satellites opérationnels.

Les technologies spatiales sont cruciales pour la protection de l'environnement, et le projet Destination Earth de l'UE en est un excellent exemple. Il vise à créer un modèle numérique global de la Terre pour une meilleure prévision des phénomènes météorologiques et des catastrophes. Confirmée en

décembre, la deuxième phase du projet renforcera les modèles numériques existants, améliorera le traitement des données et intégrera des technologies avancées de l'IA.

En 2023, la politique spatiale européenne a mis l'accent sur la sécurité dans l'espace. À cet égard, la Commission et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, ont présenté une communication conjointe sur une stratégie spatiale européenne pour la sécurité et la défense. Celle-ci introduit des mesures visant à une compréhension commune des menaces spatiales et ouvre la voie à une proposition législative relative à une législation spatiale de l'UE en 2024 (voir le chapitre 8).

Surveillance de l'espace et suivi des objets en orbite dans l'UE

Faits et chiffres clés de 2023

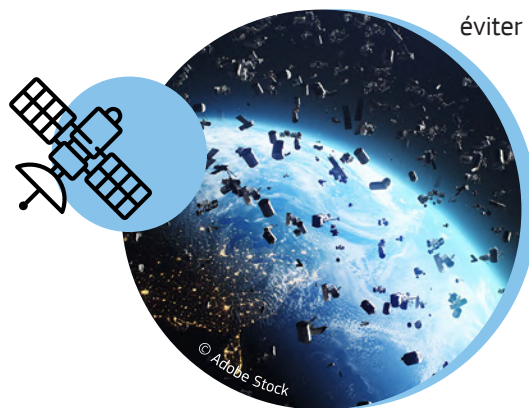
À la fin de 2023, plus de 15 600 rapprochements dangereux avaient été détectés sur trois orbites différentes.

434

satellites surveillés

196

organisations enregistrées,
dans 24 États membres



1 000

événements d'importance majeure pour
éviter une collision

127

événements détectés
par l'analyse de rentrée

6

événements détectés par l'analyse
des fragmentations

± 445 000

mesures par jour



6. Construire une Europe équitable et sociale



Des travailleurs du secteur des transports font campagne pour une transition juste dans le secteur du transport routier lors de la COP28, Dubaï (Émirats arabes unis), 9 décembre 2023.

Introduction

Les efforts déployés par l'UE pour faire en sorte que la reprise économique après la pandémie et les transitions écologique et numérique soient socialement justes et équitables se sont encore intensifiés en 2023. Avec des centaines d'événements et d'activités organisés tout au long de ces 12 mois, l'Année européenne des compétences a fortement contribué à une plus grande participation à l'apprentissage tout au long de la vie, au développement des compétences

et à l'attraction de talents afin de stimuler la compétitivité de l'UE. L'Union a également intensifié ses travaux novateurs visant à garantir l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment en adoptant des mesures ayant pour but d'assurer l'égalité de rémunération pour un même travail et en adhérant à la convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Une économie équitable pour les transitions écologique et numérique

Avec ses principes fondamentaux d'égalité des chances et d'accès au marché du travail, de conditions de travail équitables ainsi que de protection et d'inclusion sociales, le socle européen des droits sociaux fait office de guide de l'UE pour rendre les sociétés européennes plus équitables et plus résilientes. Il vise à faire en sorte que chacun ait les mêmes chances dans la vie et puisse bénéficier des mêmes droits sociaux. Il s'agit des droits à une éducation et à une formation de qualité tout au long de la vie, à un salaire et des prestations équitables, à des conditions de travail sûres et saines, à des services de garde d'enfants, à la retraite et à des soins de santé abordables et de qualité.

L'année 2023 a marqué le deuxième anniversaire du plan d'action visant à concrétiser le socle. La quasi-totalité de ses 75 mesures ont été mises en œuvre ou présentées. Un réexamen du plan d'action est prévu pour 2025.

Le «rapport conjoint sur l'emploi» de 2023 a été le premier à fournir des informations actualisées sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de l'UE et des États membres en matière d'emploi, de compétences et de protection sociale fixés pour 2030. Si l'UE est en bonne voie pour atteindre son grand objectif en matière d'emploi de 78 % d'ici à 2030, des progrès significatifs restent nécessaires pour atteindre les objectifs en matière d'éducation et de formation des adultes et de réduction de la pauvreté.

Le pourcentage de la population âgée de 20 à 64 ans ayant un emploi devrait atteindre au moins **78 %** d'ici à 2030.

Au moins **60 %** des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année d'ici à 2030.

Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins **15 millions** à l'horizon 2030.

Renforcer le dialogue social et l'économie sociale

Les négociations entre les organisations représentant les employeurs et les travailleurs dans le cadre du dialogue social contribuent à améliorer les conditions de vie et de travail et jouent également un rôle important dans l'adaptation à l'évolution de la situation économique et sociale. Toutefois, le degré de participation des partenaires sociaux varie considérablement d'un État membre à l'autre, tandis que les nouvelles formes d'emploi et certains groupes de la population, tels que les jeunes, sont moins susceptibles d'être représentés.

Afin d'aider les États membres à renforcer le dialogue social, l'UE a adopté une recommandation comportant des mesures concrètes en faveur d'une plus grande participation des partenaires sociaux, par exemple en promouvant la négociation collective et en les consultant lors de la conception et de la mise en œuvre des politiques économiques, sociales et de l'emploi. Les partenaires sociaux ont également été consultés sur les mesures visant à renforcer les droits des comités d'entreprise européens, qui constituent un outil important pour associer les travailleurs aux décisions susceptibles d'influer sur leur emploi ou leurs conditions de travail prises par des entreprises opérant dans plusieurs États membres.

L'économie sociale en chiffres

L'économie sociale place l'humain et les causes sociales et environnementales avant le profit. Les organisations de l'économie sociale couvrent un large éventail de secteurs, allant des services sociaux à l'aide au logement, en passant par les loisirs et une énergie abordable. Il s'agit notamment de coopératives, de mutuelles, d'associations à but non lucratif, de fondations et d'entreprises sociales.



Les organisations de l'économie sociale jouent un rôle essentiel pour relever les défis de société et promouvoir des conditions de travail équitables en associant les travailleurs à la prise de décision et à la gouvernance. Elles créent également des possibilités pour les groupes sous-représentés, tels que les femmes et les jeunes, et contribuent à rendre les transitions numérique et écologique équitables et inclusives. En novembre, afin de soutenir le développement de ce secteur important, l'UE a approuvé des mesures visant à créer un environnement qui permette aux organisations de l'économie sociale de prospérer et de se développer. Un nouveau quichet unique pour l'économie sociale

fournit des informations sur le financement de l'UE, les possibilités de formation et ce qui se passe sur le terrain dans les États membres.

Aujourd'hui, les associations à but non lucratif qui exercent des activités dans un autre État membre sont confrontées à des règles différentes dans l'UE, ce qui entraîne des charges et des coûts administratifs. Pour lever ces obstacles, la Commission européenne a proposé une nouvelle forme nationale d'association sans but lucratif spécialement conçue pour les activités transfrontières, qui leur permettra de jouir de leurs libertés dans le marché unique.



© Adobe Stock

Le Fonds pour une transition juste et le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation sont essentiels pour veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte. En outre, le Fonds social pour le climat nouvellement créé soutiendra les ménages, les microentreprises et les usagers des transports vulnérables de l'UE susceptibles d'être confrontés à la précarité en matière d'énergie et de transport. Environ 65 milliards d'euros du budget de 86,7 milliards d'euros du fonds proviendront des recettes générées par le nouveau système d'échange de quotas d'émission de l'UE couvrant les secteurs du bâtiment et des transports. Il fonctionnera de 2026 à 2032. (Voir aussi le chapitre 4.)



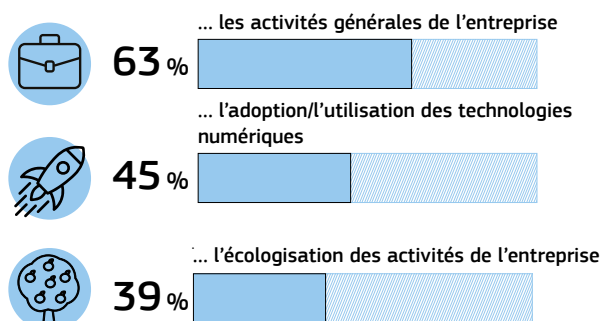
Stimuler la compétitivité et les compétences

Alors que les transitions écologique et numérique ouvrent de nouvelles perspectives aux citoyens et à l'économie européenne, de nombreuses entreprises de l'UE font état de difficultés à trouver des travailleurs possédant les compétences dont elles ont besoin. Pour assurer la reconversion et le perfectionnement nécessaires de la main-d'œuvre européenne et attirer des personnes possédant

les compétences adéquates dans l'UE, 2023 a été proclamée Année européenne des compétences.

L'urgence d'une telle initiative a été soulignée par les résultats d'une enquête menée au printemps auprès des petites et moyennes entreprises, qui a révélé des résultats susceptibles de limiter la capacité de l'UE à atteindre ses objectifs.

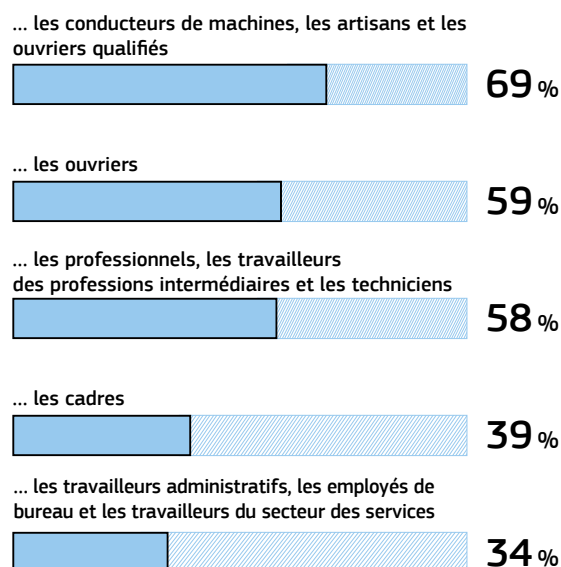
Les pénuries de compétences freinent les petites et moyennes entreprises (PME) pour...



Des initiatives telles que le pacte pour les compétences s'attaquent déjà aux défis et aux pénuries en matière de développement des compétences, et apporteront une contribution importante à l'Année des compétences. À ce jour, plus de 2 millions de personnes ont bénéficié d'activités de perfectionnement et de reconversion professionnels, et plus de 1 500 organisations ont adhéré à la charte du pacte pour les compétences, dont 20 partenariats à grande échelle. Les membres du pacte ont également créé ou mis à jour plus de 15 000 programmes de formation et investi près de

Pénuries de compétences par type d'emploi

Pourcentage de PME confrontées à des pénuries de compétences concernant...



160 millions d'euros dans des initiatives en matière de compétences.

Sur le modèle de l'académie européenne des batteries, lancée en 2022, la Commission propose des académies de l'industrie «zéro net» afin de doter les travailleurs des compétences nécessaires à la transition écologique. Les académies, chacune axée sur une seule technologie «zéro net», réuniront l'industrie, les partenaires sociaux et les prestataires d'enseignement et de formation.



VIDÉO: l'Année européenne des compétences.



L'événement phare «Making Skills Count» a rassemblé quelque 300 participants à Bruxelles et plus de 1 000 personnes en ligne. La Semaine européenne des compétences professionnelles, qui s'est déroulée du 23 au 27 octobre, a souligné l'importance de l'enseignement et de la formation professionnels pour relever les défis économiques, climatiques et sociaux. À la fin de l'année, plus de 900 manifestations avaient été organisées aux niveaux national et local.

L'Année européenne des compétences

L'Année européenne des compétences vise à ce que tout un chacun reconnaisse l'importance de la formation et devienne actif.

L'UE collabore avec les États membres, les partenaires sociaux, les services de l'emploi, les chambres de commerce et d'industrie, les prestataires d'enseignement et de formation, les travailleurs et les entreprises pour renforcer et faire progresser le développement des compétences sur le terrain.



Parmi les actions phares de l'Année européenne des compétences, l'initiative du nouveau Bauhaus européen a lancé l'académie du nouveau Bauhaus européen sur les compétences dans le domaine de la construction durable. Elle accélérera le perfectionnement et la reconversion professionnels de l'écosystème de la construction afin de soutenir la transition vers une bioéconomie régénérative. C'est dans ce contexte que des ressources biologiques renouvelables provenant de la terre et de la mer (cultures, forêts et poissons, par exemple) sont utilisées pour produire des denrées alimentaires, des matériaux et de l'énergie. Le recensement des lacunes dans les connaissances en matière d'utilisation des matériaux biosourcés et des technologies numériques figurera parmi les premiers domaines d'action de l'académie, ainsi que l'augmentation de la circularité dans la construction.

En tant que contribution importante à l'Année des compétences, la Commission a consulté les partenaires sociaux sur une initiative visant à mettre

à jour et à renforcer le cadre européen de qualité pour les stages. Ce cadre vise à améliorer la qualité des stages, notamment sur le plan du contenu de l'apprentissage et de la formation et des conditions de travail, afin de faciliter la transition entre l'éducation, le chômage ou l'inactivité vers le monde du travail et de permettre aux personnes d'améliorer leurs compétences et d'acquérir une expérience professionnelle.

La plateforme européenne des talents en matière d'innovation, lancée en mars, aidera les entreprises, y compris les jeunes pousses, à trouver les talents dont elles ont besoin en dehors de l'UE. Cette plateforme à l'échelle de l'UE permettra d'accroître la mobilité des personnes qualifiées vers l'Europe et au sein de celle-ci grâce au recrutement international et en soutenant la mise en correspondance entre les employeurs établis dans l'UE et les ressortissants qualifiés de pays tiers qui souhaitent venir légalement dans l'UE et y travailler.



← Nicolas Schmit, commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux (au premier plan, deuxième à partir de la droite), visite le Centre de formation professionnelle de Santarém et le Centre de formation professionnelle pour l'industrie métallurgique et métal-mécanique, Lisbonne (Portugal), 17 février 2023.

Dans les années à venir, la population de l'UE continuera de décliner. Si aucune mesure n'est prise, l'évolution démographique accentuera encore les pénuries de main-d'œuvre et augmentera la pression sur les budgets publics, comme le confirme le [rapport sur la démographie de 2023](#). À la suite d'un appel lancé par les dirigeants lors du Conseil européen de juin, la Commission a présenté une [panoplie de mesures](#) pour aider les États membres à gérer l'évolution démographique. Elle vise à donner à toutes les générations les moyens de réaliser leurs aspirations personnelles et d'exploiter pleinement leur potentiel dans l'économie et la société dans leur ensemble.

Le développement des talents est particulièrement important dans les régions qui souffrent d'une

diminution de la main-d'œuvre et d'une faible proportion de personnes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, ainsi que dans celles touchées par le départ des jeunes. Le [mécanisme de valorisation des talents](#) a été lancé en janvier 2023 dans le cadre de la stratégie de l'UE visant à [mettre à profit les talents dans ses régions](#). Ce mécanisme aidera les régions de l'Union touchées par le déclin accéléré de leur population en âge de travailler à former, retenir et attirer les personnes, les qualifications et les compétences nécessaires pour faire face aux conséquences de la transition démographique. La [plateforme «Harnessing Talent» \(Mettre à profit les talents\)](#) a été officiellement lancée en novembre, faisant se rencontrer les décideurs politiques des régions et des États membres et ceux au niveau de l'UE.

Une boîte à outils pour gérer l'évolution démographique



Parents

Faciliter la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée et la réalisation de projets familiaux.



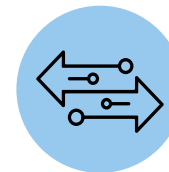
Jeunesse

Permettre aux jeunes de réaliser leur potentiel dans un environnement d'apprentissage de qualité et faciliter la transition vers la vie professionnelle.



Personnes plus âgées

Soutenir un vieillissement actif et en bonne santé et permettre aux personnes de garder le contrôle de leur vie et de contribuer encore à l'économie et à la société.



Migrations

Attirer et intégrer les talents extérieurs à l'UE.

La mise en œuvre de la vision à long terme pour les zones rurales de l'UE est en plein essor. Plus de 2 000 organisations et autorités aux niveaux européen, national, régional et local collaborent actuellement pour renforcer la coopération dans différents domaines d'action et stimuler la durabilité et la vitalité des zones rurales. L'année 2023 a vu la création du groupe de coordination du pacte rural et le lancement de la plateforme communautaire du pacte rural, dotée de ressources pour les communautés rurales confrontées à la perte de population, au vieillissement et au déclin démographique. L'UE a également fourni des orientations politiques visant à renforcer encore la prospérité, la résilience et le tissu social des zones rurales et des communautés rurales.

En novembre, la Commission a présenté des mesures visant à rendre l'UE plus attrayante pour les talents extérieurs et à faciliter la mobilité au sein de celle-ci. L'une des principales initiatives est une proposition en vue de créer un réservoir européen de talents. Il s'agira

de la première plateforme de mise en correspondance des offres et des demandes d'emploi à l'échelle de l'UE, qui vise à faciliter le recrutement international pour les professions en pénurie, à tous les niveaux de compétences. Une série de recommandations accompagnant l'initiative simplifiera et accélérera la reconnaissance des compétences et des qualifications acquises en dehors de l'UE. En fournissant en ligne des informations et des orientations claires et transparentes sur les procédures d'immigration et de reconnaissance, le réservoir européen de talents aidera les employeurs et les demandeurs d'emploi à suivre les règles de recrutement complexes. Il rendra le recrutement international plus facile, plus rapide et plus efficace pour toutes les parties concernées. Le réservoir européen de talents contribuera également à la mise en œuvre de partenariats pour attirer les talents en fournissant un outil pour des placements professionnels efficaces destinés aux ressortissants des pays tiers participants.

Soutien aux travailleurs

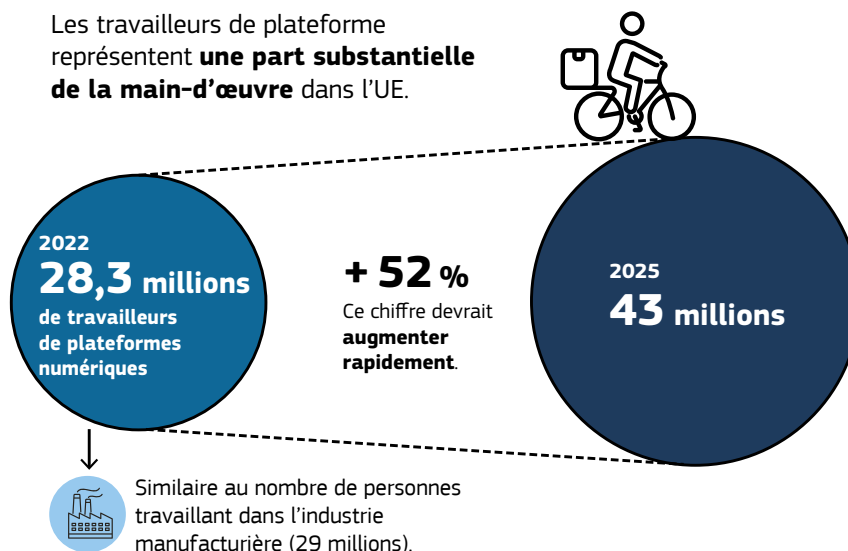
Amélioration des conditions pour les travailleurs des plateformes

Le Parlement européen et le Conseil ont progressé dans leurs négociations sur la proposition de directive de la Commission relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme. L'objectif de la proposition est que les personnes travaillant par l'intermédiaire de plateformes de travail numériques se voient accorder un statut professionnel légal correspondant à leurs modalités de travail réelles et puissent bénéficier des droits du travail et des prestations sociales

auxquelles elles peuvent prétendre. La directive établit également de nouvelles règles régissant l'utilisation de systèmes de suivi et de prise de décision automatisés sur les plateformes de travail numériques. Cela renforcera la transparence et la responsabilité dans la gestion algorithmique, en permettant aux personnes d'avoir connaissance des décisions qui affectent leurs conditions de travail et de les contester.

Combien de travailleurs de plateforme y a-t-il?

Les travailleurs de plateforme représentent **une part substantielle de la main-d'œuvre** dans l'UE.



Apprentissage par les pairs pour les administrations publiques

En 2023, quelque 100 fonctionnaires de 17 États membres ont participé à un nouveau projet d'échange visant à préparer la prochaine génération de décideurs politiques dans l'UE. Le programme de coopération et d'échange en matière d'administration publique permet aux participants de tirer des enseignements des méthodes de travail et des cultures d'autres administrations publiques de l'UE. Il est financé au titre de l'instrument d'appui technique, le programme de l'UE qui fournit une expertise technique sur mesure aux États membres afin de les aider à concevoir et à mettre en œuvre des réformes.

Compétences numériques pour les professionnels de la santé

Au cours de l'année, l'Estonie, l'Espagne, l'Italie et la Roumanie ont bénéficié de projets financés par l'instrument d'appui technique afin de renforcer les compétences numériques de leurs professionnels de la santé et d'assurer une mise à jour constante des compétences à l'avenir. Les projets aident les autorités sanitaires aux niveaux national et régional à élaborer des plans pour les compétences numériques et des lignes directrices opérationnelles afin de faciliter l'adoption et l'utilisation des dossiers médicaux électroniques.



Sécurité et hygiène au travail

En novembre, le Parlement et le Conseil sont parvenus à un accord provisoire sur l'abaissement des limites d'exposition concernant le plomb à un cinquième de la valeur limite actuelle. Le plomb peut porter préjudice à la fonction sexuelle et à la fertilité, et nuire au développement du fœtus ou des enfants des femmes qui y sont exposées. Le Parlement et le Conseil ont également soutenu l'introduction de la toute première limite d'exposition pour les produits chimiques appelés diisocyanates, qui peuvent provoquer des maladies respiratoires telles que l'asthme. Ces changements, qui font suite à une proposition de la Commission fondée sur les données scientifiques les plus récentes, seront essentiels pour protéger les travailleurs dans la transition vers la neutralité climatique. Tant le plomb que les diisocyanates sont susceptibles d'être utilisés, par exemple, dans la production de batteries, dans les processus visant à rendre les véhicules électriques plus légers, dans les éoliennes ou comme matériaux isolants lors des rénovations de bâtiments.

L'UE a modifié la législation afin de réduire sensiblement la limite d'exposition professionnelle à l'amiante. Il s'agit là d'une étape importante vers une meilleure protection des travailleurs contre l'amiante, une substance cancérigène hautement dangereuse qui est toujours présente dans de nombreux bâtiments. Cette modification fait partie de l'approche globale de la Commission pour mieux protéger les personnes et l'environnement contre l'amiante, et offrir un avenir sans amiante.

Faciliter la vie grâce à la coordination numérique de la sécurité sociale

Des mesures concrètes ont été proposées pour poursuivre la numérisation de la coordination des systèmes de sécurité sociale en Europe. La pleine utilisation des outils numériques améliorera les échanges d'informations entre les institutions nationales de sécurité sociale et accélérera la reconnaissance et l'octroi des prestations éligibles par-delà les frontières. Cela permettra aux résidents de l'UE de vivre, de travailler et de voyager à l'étranger, aux entreprises d'exercer des activités dans d'autres États membres et aux administrations nationales de coordonner la sécurité sociale par-delà les frontières (voir le chapitre 5).

Éducation, formation et apprentissage tout au long de la vie

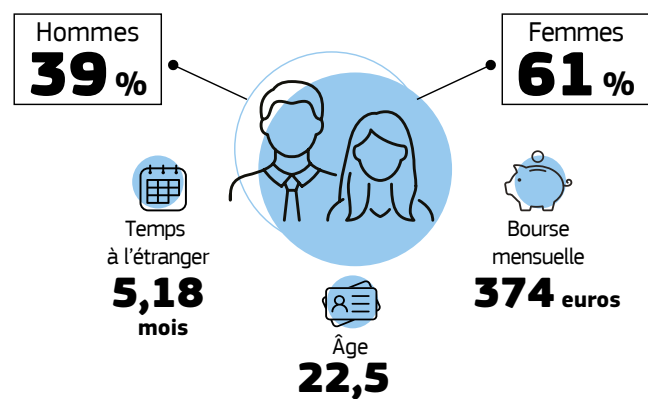
Erasmus+

Avec près de 14 millions de participants à ce jour, Erasmus+ est l'un des programmes les plus emblématiques de l'UE, couvrant l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport. La Commission a augmenté le budget 2023 du programme pour le porter à un montant total de 4,43 milliards d'euros, soit sa dotation financière annuelle la plus élevée jamais accordée. Cela a permis de renforcer les priorités d'Erasmus+ en ce qui concerne l'inclusion, la citoyenneté active et la participation démocratique, ainsi que les transitions écologique et numérique dans l'UE et au niveau international. Le programme de travail révisé comprenait 100 millions d'euros pour soutenir les apprenants et le personnel éducatif touchés par la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. La dimension internationale du programme Erasmus+ a été augmentée de 31 millions d'euros pour renforcer les projets de mobilité et les capacités dans l'enseignement supérieur à l'appui de projets de coopération internationale. En 2023, ce budget supplémentaire a également soutenu la création d'un environnement numérique d'éducation ouverte pour les étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur ukrainiens, pour ceux qui fuient l'Ukraine ou pour les étudiants déplacés à l'intérieur du pays.

L'espace européen de l'éducation

L'espace européen de l'éducation est une initiative en vue d'aider les États membres à collaborer pour mettre en place des systèmes d'éducation et de formation plus inclusifs et résilients. Il vise à améliorer l'accès à une éducation et à une formation de qualité, à permettre aux apprenants de se déplacer facilement entre les systèmes éducatifs des différents pays et à contribuer à créer une culture de l'apprentissage tout au long de la vie. À mi-parcours de la mise en place de l'espace européen de l'éducation, le Conseil a pris acte des progrès accomplis et de la nécessité de poursuivre les efforts de la part des États membres, de la Commission et d'une vaste communauté de parties prenantes pour en faire une réalité d'ici à 2025.

Quel était le profil moyen de l'étudiant de l'enseignement supérieur Erasmus+ en 2023?



↑

Iliana Ivanova, commissaire européenne à l'innovation, à la recherche, à la culture, à l'éducation et à la jeunesse (à droite), lors de l'événement consacré à l'examen à mi-parcours de l'espace européen de l'éducation, Bruxelles (Belgique), 10 octobre 2023. L'événement de haut niveau a porté sur les progrès accomplis dans la réalisation de l'espace européen de l'éducation et sur les défis à venir.

Un panel de citoyens sur la mobilité à des fins d'apprentissage (voir également le chapitre 9) a formulé 21 recommandations spécifiques visant à améliorer les possibilités d'apprentissage à l'étranger pour tous dans l'UE. Elles ont été prises en compte lors de l'élaboration de la proposition de recommandation du Conseil présentée par la Commission, invitant les États membres à faire de la mobilité à des fins d'apprentissage au sein de l'UE une partie intégrante de tous les parcours d'éducation et de formation.

Éducation numérique

Les compétences numériques sont essentielles pour permettre aux citoyens de participer à la société et au travail, ainsi que pour parvenir à l'inclusion sociale. L'UE vise à améliorer la manière dont les citoyens apprennent en ligne et à faire en sorte que chacun dispose des compétences numériques dont il a besoin, tant aujourd'hui que pour l'avenir.

Dans cette optique, l'UE a adopté, en novembre, deux recommandations en vue de guider et d'aider les États membres à développer les compétences numériques des citoyens et à lutter contre la fracture numérique. Ces recommandations s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action en matière d'éducation numérique 2021-2027. Parallèlement, les travaux sur les 13 actions prévues par le plan se poursuivent. Par exemple, en juin, une communauté de pratiques a été lancée pour soutenir la plateforme européenne d'échange de données éducatives et de contenus de l'enseignement supérieur, dans le cadre du pôle européen d'éducation numérique. La Commission a également lancé un projet pilote visant à étudier la mise au point d'un certificat européen de compétences numériques, qui aiderait les citoyens à faire reconnaître leurs compétences numériques

rapidement et facilement par-delà les frontières par les employeurs et les prestataires de formation. (Pour de plus amples informations sur les compétences numériques, voir le chapitre 5.)

Des systèmes éducatifs plus inclusifs

Grâce à l'instrument d'appui technique, l'Espagne, l'Italie et le Portugal rendent leurs systèmes éducatifs plus inclusifs pour les élèves défavorisés grâce à un projet plurinationnel visant à lutter contre les disparités régionales. Le financement au titre de l'instrument aide également l'Irlande et la Finlande à élaborer des feuilles de route pour renforcer les compétences des enseignants et promouvoir une éducation inclusive et de qualité; par ailleurs, il aide la Roumanie à établir et à mettre en œuvre un système visant à réduire le nombre de jeunes quittant prématurément l'école.



↑
VIDÉO : prix des jeunes inventeurs. Système de programmation accessible pour les enfants malvoyants.



Promotion du livre et de la lecture

La toute première journée des auteurs européens — une nouvelle initiative liée au programme «Europe créative» — a été lancée en mars. Avec plus de 1 000 manifestations, elle visait à rétablir le lien entre la jeune génération et la lecture de livres et à encourager les gens à découvrir la diversité culturelle et linguistique de la littérature européenne.

Soutenir la recherche

Prenant comme point de départ la recherche et l'innovation, cinq missions de l'UE, soutenues principalement par le financement d'Horizon Europe, contribuent aux travaux de la Commission sur le pacte vert pour l'Europe, sur l'adaptation de l'Europe à l'ère numérique et sur le plan européen pour vaincre le cancer. Chaque mission fixe des objectifs ambitieux, pratiques et mesurables afin d'obtenir des résultats tangibles pour tous dans l'UE. Une évaluation des progrès montre que les missions sont sur la bonne voie pour atteindre leurs objectifs ambitieux d'ici à 2030.

Afin de produire un impact réel et durable, les missions mobilisent un large éventail d'acteurs publics et privés, allant des États membres et des autorités régionales et locales aux instituts de recherche, aux agriculteurs, aux investisseurs et aux partenaires associés extérieurs à l'UE. Ils dialoguent également avec les citoyens pour stimuler l'adoption de nouvelles solutions et approches. En 2023, la phase préparatoire a été lancée en vue d'une sixième mission sur le nouveau Bauhaus européen. En mettant l'accent sur l'innovation, il s'agira de transformer des quartiers de toute l'Europe pour en améliorer la qualité, en les rendant beaux, durables et inclusifs d'ici à 2035.

Dans le cadre du programme Horizon Europe, le Conseil européen de la recherche contribue à repousser les frontières de la connaissance dans tous les domaines de la science et du savoir grâce à ses prestigieux programmes de subventions. Des subventions du Conseil européen de la recherche d'un montant total de 2 milliards d'euros ont été octroyées en 2023 à des projets sélectionnés sur la base de leur excellence scientifique.



↑
Ferenc Krausz (à gauche) et Anne L'Huillier (à droite).



↑
VIDÉO : mission de l'UE sur le cancer — Répondre aux besoins des jeunes ayant survécu à un cancer.

Les actions Marie Skłodowska-Curie sont le programme phare de financement de l'UE pour l'enseignement doctoral et la formation postdoctorale des chercheurs. Tout au long de l'année 2023, le programme a soutenu près de 3 000 projets et 4 400 organisations qui ont été sélectionnés en vue d'un financement en 2021 et 2022. Ce financement, d'un montant de plus de 1,6 milliard d'euros, permettra de former plus de 15 000 doctorants à l'intérieur et à l'extérieur du monde universitaire.



↑
Mariya Gabriel, alors commissaire européenne à l'innovation, à la recherche, à la culture, à l'éducation et à la jeunesse, lors d'un événement sur le thème «Augmenter le nombre de vallées de l'hydrogène dans l'UE», Bruxelles (Belgique), 1^{er} mars 2023. La Commission, conjointement avec l'industrie européenne de l'hydrogène, la communauté scientifique et les régions de l'UE, s'emploie à accélérer l'action commune en matière de recherche, de développement, de démonstration et de déploiement en ce qui concerne les vallées de l'hydrogène.

Deux chercheurs financés par l'UE ont été nommés lauréats du prix Nobel de physique 2023. Ferenc Krausz et Anne L'Huillier ont reçu des subventions d'un montant de près de 9,5 millions d'euros du Conseil européen de la recherche. Ils ont également reçu le soutien d'autres programmes de recherche de l'UE, notamment les actions Marie Skłodowska-Curie. Ils ont remporté le prix, avec Pierre Agostini, également physicien, «pour des méthodes expérimentales qui génèrent des impulsions attosecondes de lumière pour l'étude de la dynamique des électrons dans la matière».

En juillet, la Commission a proposé une recommandation du Conseil visant à établir un nouveau cadre européen pour les carrières dans la recherche, une nouvelle charte pour les chercheurs et un cadre européen de compétences pour les chercheurs. L'objectif principal de ces initiatives est de retenir les chercheurs en Europe, d'en faire une destination attrayante pour les chercheurs extérieurs et de promouvoir les carrières dans la recherche en tant qu'option attrayante pour les jeunes étudiants et diplômés.

Les premiers lauréats d'un nouveau prix récompensant des organismes universitaires et de recherche pour stimuler le changement vers l'égalité entre les hommes et les femmes dans la recherche et l'innovation ont été annoncés à l'occasion de la Journée internationale des femmes (8 mars). Trois établissements universitaires d'Irlande et un de Suède ont remporté le prix européen des champions de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Renforcer les mesures en faveur d'une union de l'égalité

Égalité entre les hommes et les femmes

Bien que le droit à une rémunération égale pour un même travail ou un travail de même valeur constitue l'un des principes fondateurs de l'UE, la rémunération des femmes dans l'UE est inférieure de 13 % à celle des hommes en moyenne. Si l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes est un problème complexe, la discrimination salariale est considérée comme un facteur essentiel de cette inégalité. De nouvelles règles en matière de transparence salariale entendent renforcer l'application du droit à une rémunération égale et contribuer à combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. La directive sur la transparence des rémunérations donne aux travailleurs le droit d'obtenir des informations sur les niveaux de rémunération moyens pour tous ceux qui accomplissent le même travail ou un travail de même valeur, ce qui permet aux travailleurs de déceler et de contester toute discrimination en matière de rémunération fondée sur le sexe.

La directive donne également aux travailleurs la possibilité de faire valoir leur droit à l'égalité

de rémunération s'ils estiment faire l'objet d'une discrimination. Par exemple, elle veillera à ce que les victimes de discrimination salariale puissent être représentées devant les tribunaux par des associations et organismes, tels que les organismes pour l'égalité de traitement. Elle garantit une meilleure indemnisation des victimes et des sanctions plus sévères en cas de violation des droits. Les nouvelles règles doivent être intégrées dans le droit national au plus tard le 7 juin 2026.

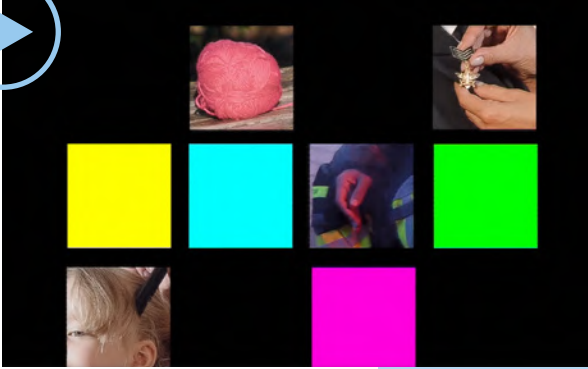
La Commission a continué de soutenir les actions visant à prévenir et combattre la violence fondée sur le genre et la violence à l'égard des enfants dans le cadre de son programme «Citoyenneté, égalité, droits et valeurs». Treize projets ont été sélectionnés pour bénéficier d'un financement de près de 30 millions d'euros. Sept des propositions sélectionnées sont axées sur la violence fondée sur le genre et la violence domestique, cinq ciblent la violence à l'égard des enfants et une couvre à la fois les adultes et les enfants.



L'adhésion de l'UE à la convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, en juin, a constitué une étape importante. Elle témoigne de la détermination de l'UE à intensifier la lutte contre la violence fondée sur le genre dans les 27 États membres et à soutenir toutes les victimes de violence à l'égard des femmes et de violence domestique. La convention est entrée en vigueur dans l'Union le 1^{er} octobre 2023.

↑

De gauche à droite: Vera Jourová, vice-présidente de la Commission européenne pour les valeurs et la transparence, Paulina Brandberg, ministre suédoise de l'égalité des genres et vice-ministre de l'emploi, et Helena Dalli, commissaire européenne à l'égalité, au nom de la présidence du Conseil de l'Union européenne, participent à l'événement marquant l'adhésion de l'UE à la convention d'Istanbul, Bruxelles (Belgique), 19 juin 2023.



VIDÉO: bousculer les stéréotypes de genre.

Les stéréotypes sexistes sont une cause profonde des inégalités entre les hommes et les femmes. La campagne «#EndGenderStereotypes», lancée en mars, cible les stéréotypes de genre qui touchent à la fois les hommes et les femmes dans tous les aspects de la vie, y compris l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, les choix de carrière et les possibilités d'accéder à des postes de direction. Elle vise à sensibiliser aux stéréotypes dans la vie réelle et à encourager les citoyens à remettre en question et à combattre les pratiques discriminatoires.

Mise en œuvre de la stratégie en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ pour la période 2020-2025

Le rapport 2023 sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ pour la période 2020-2025 présente de nombreuses mesures liées aux personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexuées et queer (LGBTIQ) et montre que la majorité des actions menées dans le cadre de la stratégie ont été concrétisées ou sont en cours de réalisation. Le rapport alimentera les discussions sur ce qui reste à faire pour réussir la mise en œuvre de la stratégie en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ d'ici à 2025.

La Commission a augmenté son financement au titre du programme «Citoyenneté, égalité, droits et valeurs» afin de lutter contre la discrimination

à l'égard des personnes LGBTIQ et de promouvoir leur égalité, 3 millions d'euros étant alloués à des projets bénéficiant spécifiquement à la communauté LGBTIQ en 2023-2024.

La campagne «Garde les yeux ouverts» a été lancée par la Commission en 2023 dans le cadre de la stratégie de l'UE sur les droits des victimes pour la période 2020-2025 afin de sensibiliser aux droits des victimes de la criminalité, y compris les victimes de crimes de haine contre des personnes LGBTIQ. La campagne vise à encourager les amis et les familles des victimes à offrir aide et soutien. L'objectif final est de faire en sorte que les victimes comprennent leurs droits et se sentent habilitées à les utiliser pour obtenir justice.



Des milliers de personnes s'unissent contre la discrimination lors de la marche annuelle pour l'égalité à Cracovie (Pologne), 20 mai 2023.



Promotion de l'inclusion et de la diversité

Lauréats des prix des capitales européennes de l'inclusion et de la diversité 2023

Les prix annuels des capitales européennes de l'inclusion et de la diversité s'inscrivent dans le cadre de l'action de l'UE en matière de lutte contre le racisme et la discrimination. Les lauréats de 2023, répartis dans 7 États membres, ont été célébrés pour leurs actions visant à construire des sociétés plus justes en promouvant la diversité et l'inclusion en ce qui concerne le genre, l'orientation sexuelle, l'origine raciale et ethnique, la religion et les convictions, le handicap et l'âge.



Conseil municipal de Terrassa,
Espagne



Région de Bruxelles-Capitale,
Belgique



Ville d'Helsinki,
Finlande



Conseil municipal de La Zarza,
Espagne



Ville de Labin,
Croatie



Municipalité de Fundão,
Portugal



Ville de Gdańsk,
Pologne



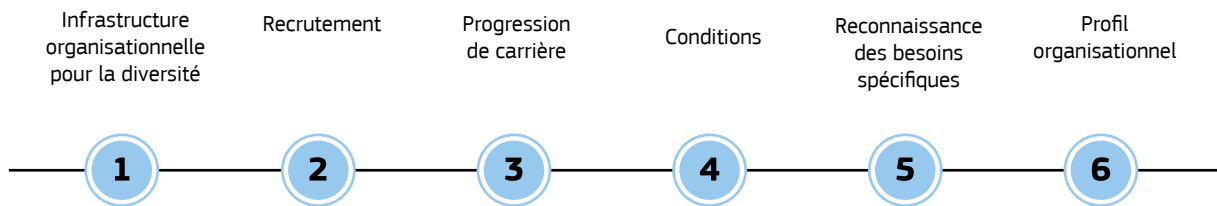
Catalogne,
Espagne



Ville de Reggio Emilia,
Italie

Dans quelle mesure votre entreprise/organisation gère-t-elle la diversité?

L'outil d'autoévaluation de la diversité de l'UE, publié en mai au cours du mois européen de la diversité, permet aux employeurs des secteurs public et privé et des organisations, grandes et petites, de voir dans quelle mesure ils gèrent bien la diversité dans six catégories.



Les Roms constituent la plus grande minorité ethnique d'Europe. De nombreux Roms continuent d'être victimes de discrimination et d'exclusion sociale. En janvier, la Commission a publié un rapport de bilan sur les stratégies nationales en faveur des Roms, les a évaluées au regard des engagements pris par les États membres et a fourni des orientations sur les domaines nécessitant des améliorations ou des efforts plus importants. La Commission a invité les États membres à utiliser au mieux les instruments de financement de l'UE et à revoir leurs cadres nationaux afin de les rendre plus conformes à la recommandation du Conseil sur l'égalité, l'inclusion et la participation des Roms.

Fin 2023, les discours et crimes de haine ont fortement augmenté en Europe, en particulier à l'égard des communautés juives et musulmanes. En décembre, la Commission a publié une communication intitulée «Pas de place pour la haine: une Europe unie contre toute forme de haine», qui a rassemblé les mesures de l'UE en la matière. Elle s'est appuyée sur les principaux axes de travail existants, notamment la stratégie européenne de lutte contre l'antisémitisme et de soutien à la vie juive, et a servi d'appel à l'action de tous les Européens pour qu'ils luttent contre la haine et s'expriment en faveur de la tolérance et du respect (voir également le chapitre 7).

Stratégie en faveur des droits des personnes handicapées 2021-2030

Une union de l'égalité ne peut être réalisée que si les personnes handicapées jouissent de leurs droits et peuvent participer pleinement à la société et à l'économie, comme tout le monde.

Pour faire en sorte que les personnes handicapées puissent bénéficier d'un accès égal aux réductions et autres avantages dans l'ensemble de l'UE et puissent circuler librement entre les États membres, la Commission a proposé:

- une carte européenne du handicap; et
- une version améliorée de la carte européenne de stationnement pour personnes handicapées.



La carte européenne du handicap proposée vise à servir de preuve reconnue du handicap dans tous les États membres. Elle accordera aux titulaires de cette carte un accès égal aux mêmes conditions spéciales et au même traitement préférentiel (par exemple, libre accès, tarifs réduits et accès prioritaire) que les résidents de l'État membre dans lequel ils se rendent. Cela s'appliquera aux transports publics, aux manifestations culturelles, aux musées, aux centres sportifs, etc. La carte européenne complètera les cartes nationales du handicap existantes. La consultation publique sur la nouvelle carte a été mise à la disposition de la population

au moyen d'un certain nombre d'autres formats que d'habitude afin d'en garantir l'accessibilité. En conséquence, plus de 2 500 personnes handicapées ont contribué à l'initiative.

La nouvelle carte de stationnement proposée garantira les mêmes droits d'utilisation des places de stationnement et des installations réservées aux personnes handicapées que les résidents de l'État membre concerné. Elle est destinée à remplacer les cartes de stationnement nationales.

L'initiative est en cours de négociation par le Parlement et le Conseil.

Protection des consommateurs

En 2023, la Commission, en collaboration avec les autorités chargées de veiller à l'application de la législation de l'UE en matière de protection des consommateurs (dans le cadre du réseau de coopération en matière de protection des consommateurs), a continué d'accomplir des progrès importants en matière de protection des consommateurs contre les pratiques déloyales. En ce qui concerne le secteur des voyages, le réseau a joué un rôle essentiel pour garantir un traitement équitable des consommateurs en cas d'annulation de vols. Autre fait important, Google a entamé un dialogue avec le réseau, lors duquel l'entreprise s'est engagée à fournir aux consommateurs des informations plus claires et plus précises pour se conformer aux règles de l'UE.

Des règles modernisées garantiront que seuls des produits sûrs sont proposés aux consommateurs de l'UE, indépendamment de l'origine des produits et du fait qu'ils soient vendus dans des magasins traditionnels ou sur des places de marché en ligne. Les nouvelles règles, qui répondent aux défis de la numérisation croissante, des nouvelles évolutions technologiques et des chaînes d'approvisionnement

mondialisées, sont entrées en vigueur en juin et s'appliqueront dans tous les États membres à partir du 13 décembre 2024.

De nouvelles règles en vue de protéger les consommateurs demandant un crédit (par exemple un prêt pour payer une voiture) sont entrées en vigueur en novembre. Elles visent à faire en sorte que les consommateurs sachent exactement à quoi ils s'engagent et que les informations soient adaptées aux appareils numériques.

En outre, des règles modernisées sur les contrats de services financiers conclus à distance (par exemple en ligne ou par courrier postal) sont entrées en vigueur en décembre. La législation fixe des règles claires concernant les informations à fournir aux consommateurs avant la conclusion d'un contrat. Elle introduit également la possibilité pour le consommateur de se rétracter d'un contrat au moyen d'un «bouton de rétractation» facile à trouver sur le site internet du vendeur. Les nouvelles règles, qui s'appliqueront à partir du milieu de l'année 2026, donnent également aux consommateurs la possibilité de contacter une personne lorsque le recours à un robot conversationnel n'est pas satisfaisant.



De grandes agences de voyages se sont engagées à:



mieux informer les consommateurs de leurs droits en cas d'annulation de vol;



accélérer le remboursement des billets, avec un délai d'attente maximal de 14 jours pour le consommateur (un maximum de 7 jours pour les compagnies aériennes pour rembourser les voyageurs ou l'intermédiaire utilisé pour réserver le billet et de 7 jours pour le traitement du remboursement par l'intermédiaire);



fournir des adresses de contact transparentes;



fournir des informations sur les avantages spécifiques liés à leurs paquets de services;



expliquer les implications de services spécifiques sur les droits des consommateurs en cas de perturbation des vols.



7. Protéger les personnes et les libertés

Introduction

En 2023, alors que le statut d'urgence sanitaire mondiale de la COVID-19 a enfin été levé, les dernières pierres de l'union européenne de la santé ont été posées. À l'avenir, tous les États membres de l'Union européenne seront mieux préparés à faire face ensemble à une crise de santé publique et mieux à même de protéger la santé tant physique que mentale de leurs citoyens. L'UE a renforcé son action pour relever le défi commun de la migration au moyen d'actes législatifs — avec l'accord politique entre le Parlement européen et le Conseil sur le pacte sur la migration et l'asile, ainsi que des mesures opérationnelles — et de partenariats

globaux avec des pays tiers. En 2023, la Croatie est devenue le tout nouveau membre de l'espace Schengen et a commencé à profiter pleinement des avantages de son appartenance à la zone de libre circulation la plus vaste au monde. Le Conseil de l'Union européenne a également pris la décision historique d'accueillir la Bulgarie et la Roumanie dans l'espace Schengen, en commençant par lever les contrôles aux frontières aériennes et maritimes à partir de fin mars 2024. L'UE a aussi pris des mesures globales pour protéger ses citoyens des menaces venant de l'intérieur et de l'extérieur de ses frontières.

Protéger les citoyens

Les attentats terroristes perpétrés dans une école en France et dans les rues de Bruxelles en octobre 2023 ont rappelé avec force l'urgence de continuer à adapter et à renforcer l'architecture de sécurité de l'UE. Plusieurs mesures ont été adoptées au cours de l'année pour contribuer à lutter contre la criminalité organisée, le terrorisme, la traite des êtres humains, le trafic de drogue et la corruption.

La Commission a également appelé les États membres à prendre les mesures nécessaires pour garantir le plein respect du règlement relatif à la diffusion de contenus terroristes en ligne, qui oblige les fournisseurs de services à supprimer les contenus à caractère terroriste dans un délai d'une heure à compter de la réception d'une injonction de suppression de la part des autorités d'un État membre. Une série de recommandations ont été publiées en octobre afin de coordonner les réactions des États membres face à la propagation et à l'amplification de contenus illicites, tels que les contenus à caractère terroriste ou les discours de haine illégaux, avant que ceux-ci ne puissent entraîner de menace grave pour la sécurité publique. (Voir le chapitre 5 pour de plus amples informations.)

L'UE est résolue à redoubler d'efforts pour agir contre toutes les formes de haine. À la suite d'une augmentation alarmante du nombre de discours et de crimes de haine ciblant en particulier les communautés juive et musulmane, la Commission européenne a lancé, avec le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, un appel à l'action afin que tous les Européens s'élèvent contre la haine et expriment leur voix en faveur de la tolérance et du respect. Avec la communication conjointe, l'UE renforce l'action dans tous les domaines, comme la sécurité, le numérique, l'éducation, la culture et le sport. Cette action comprend un financement supplémentaire pour protéger les lieux de culte, avec la désignation de représentants pour maximiser le

→

Ylva Johansson, commissaire européenne aux affaires intérieures, répondant aux questions des journalistes au port d'Anvers dans le contexte de l'augmentation continue de la quantité de cocaïne saisie au port (Belgique), 7 février 2023.

potentiel des politiques de l'UE en matière de lutte contre la haine.

La Commission a également exhorté le Conseil à étendre la liste actuelle des crimes de l'UE afin d'y inclure les discours et les crimes de haine, comme proposé en 2021, et a rappelé l'importance d'intensifier la mise en œuvre de la stratégie européenne de lutte contre l'antisémitisme et de soutien à la vie juive 2021-2030.

Les personnes et les entreprises de l'UE sont tributaires d'infrastructures critiques pour la fourniture des services essentiels. Dans un paysage sécuritaire et géopolitique de plus en plus complexe, l'UE prend des mesures pour réduire les vulnérabilités et accroître la résilience dans ce domaine. La Commission a adopté une liste des services essentiels, liés aux infrastructures critiques, qui devra être évaluée par les États membres. La Commission a également proposé un schéma directeur pour les infrastructures critiques visant à renforcer la coordination au niveau de l'UE en matière de réaction aux incidents transfrontières importants.

Dans le cadre d'un train de mesures adopté à l'occasion du 30^e anniversaire de la citoyenneté de l'UE, en décembre, la Commission a proposé de modifier les règles en matière de protection et de soutien des citoyens de l'UE à l'étranger en temps de crise. La directive sur la protection consulaire révisée vise à améliorer et à faciliter la protection des citoyens qui voyagent en dehors de l'UE, si leur pays de nationalité n'a pas de consulat ou d'ambassade là où ils se trouvent.



Renforcer la lutte contre le trafic de drogue

Le trafic de drogue est très lucratif pour les criminels, comme en témoigne l'augmentation sans précédent des drogues illicites disponibles en Europe et le fait que les saisies de drogues dans l'UE atteignent des niveaux records. L'incidence des réseaux criminels

impliqués dans des activités illicites se fait sentir dans l'ensemble des communautés — et des économies — et exige une réponse collective et coordonnée des gouvernements, des services répressifs et des acteurs privés dans des secteurs clés.



Le profit que la criminalité organisée tire des activités illicites, y compris le trafic de drogue, est estimé à environ **139 milliards d'euros** par an, ce qui équivaut à 1 % du produit intérieur brut de l'UE.



50 % de l'ensemble des homicides en Europe sont directement **liés au trafic de drogue.**



70 % de l'ensemble des saisies de drogues dans l'UE ont lieu **dans les ports.**



40 % des réseaux criminels actifs dans l'UE sont impliqués dans le **commerce de drogues illégales.**



Le marché européen de la cocaïne a enregistré une **croissance de 416 %** entre 2011 et 2021.



6 200 décès dus à des surdoses de drogue ont été comptabilisés en 2021 dans l'UE.

Source: *Évaluation de la menace que représente la grande criminalité organisée dans l'Union européenne*, 2021.

Afin d'intensifier les efforts déployés par l'UE pour lutter contre la criminalité organisée et le trafic de drogue, la Commission a établi une feuille de route en octobre, comprenant 17 actions ciblées dans

4 domaines prioritaires. Les mesures s'appuient sur la mise en œuvre en cours de la stratégie de l'UE sur la criminalité organisée (2021-2025) et de la stratégie de l'UE en matière de drogue (2021-2025).

Nouvelle feuille de route de l'UE en matière de lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée

1

Accroître la résilience des ports face au trafic de drogue et à l'infiltration par des réseaux criminels.

2

Démanteler des réseaux criminels à haut risque grâce à une meilleure coordination des enquêtes et à l'utilisation des signalements du système d'information Schengen.

3

Prendre des mesures de prévention de la criminalité organisée grâce à l'échange de bonnes pratiques entre les États membres.

4

Collaborer avec des partenaires internationaux, situés notamment en Afrique de l'Ouest, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

En outre, l'UE renforce le mandat des acteurs clés dans la lutte contre le trafic de drogue, par exemple par la création de la nouvelle Agence de l'Union européenne sur les drogues en 2024. L'Agence développera un système européen d'alerte en matière de drogue afin de notifier rapidement aux autorités nationales les nouvelles substances dangereuses entrant sur le marché. L'UE a également augmenté le financement de la plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles, ce qui a eu des résultats significatifs. Elle continue par ailleurs à investir dans des solutions innovantes pour les services répressifs, afin de les aider à suivre le rythme de l'évolution technologique et à préserver leur efficacité en matière de protection des citoyens aujourd'hui et à l'avenir.

La corruption constitue une menace pour la sécurité, étant donné qu'elle est un catalyseur et un moteur de la criminalité organisée, du terrorisme et d'autres formes de criminalité, y compris le blanchiment de capitaux et le trafic de drogue. En 2023, la

Commission a proposé une nouvelle législation visant à combattre la corruption et lancé un réseau de l'UE de lutte contre la corruption. En outre, de nouvelles règles sur l'accès aux informations financières, convenues par le Parlement européen et le Conseil en juin, fourniront aux services répressifs un accès rapide aux informations relatives aux comptes sur lesquels les criminels et les terroristes conservent ou dissimulent leurs fonds ou leurs avoirs.

Au cours du même mois, l'UE a adopté de nouvelles règles visant à faire en sorte que les services répressifs et les autorités judiciaires puissent plus facilement et plus rapidement obtenir les preuves électroniques dont ils ont besoin pour enquêter sur les criminels et les poursuivre. Cela signifie qu'une autorité judiciaire d'un État membre pourra obtenir des preuves électroniques auprès d'un fournisseur de services (comme une société de télécommunications ou de médias sociaux) ou de son représentant légal dans un autre État membre.



85 % des enquêtes pénales impliquent des données numériques.

Les nouvelles règles (en vigueur à partir de 2026) ramèneront le délai nécessaire à l'obtention de preuves électroniques à seulement 10 jours et, en cas d'urgence, à moins de 8 heures.



Une demande transfrontière d'obtention de preuves électroniques est formulée dans **plus de 50 %** de l'ensemble des enquêtes pénales.



Le délai moyen nécessaire pour obtenir des preuves électroniques était de **10 mois** pour les procédures d'entraide judiciaire et de **120 jours** pour les décisions d'enquête européenne.

Progresser vers une nouvelle politique migratoire

Le nouveau pacte sur la migration et l'asile est conçu pour gérer et normaliser la migration à long terme, en fournissant une certitude et des conditions décentes aux personnes arrivant dans l'UE. Il vise également à établir une approche commune de l'UE à l'égard de la migration et de l'asile, fondée sur la solidarité, la responsabilité et le respect des droits de l'homme.

En décembre, le Parlement et le Conseil ont trouvé un accord sur cinq propositions clés du pacte. Une fois ces propositions formellement adoptées, le pacte sera en place, créant un cadre juridique qui concilie solidarité et responsabilité entre les États membres pour une approche efficace et équitable de la gestion de la migration.

Nouveau pacte sur la migration et l'asile: principales propositions approuvées en 2023



Le règlement «Gestion de l'asile et de la migration»

Met en place un nouveau mécanisme de solidarité afin d'équilibrer le système actuel, où quelques États membres sont responsables de la grande majorité des demandes d'asile, et définit des règles claires en matière de responsabilité pour les demandes d'asile.



Le règlement sur les procédures d'asile

Aborde la procédure commune que les États membres doivent suivre lorsque des personnes demandent une protection internationale, rendant les procédures d'asile, de retour et aux frontières plus rapides et plus efficaces.



Le règlement sur les situations de crise

Visé à faire en sorte que l'UE soit prête à l'avenir à faire face aux situations de crise, notamment à l'instrumentalisation des migrants.



Le règlement Eurodac

Met en place une base de données commune rassemblant des données plus précises et plus complètes.



Le règlement sur le filtrage

Crée des règles uniformes concernant l'identification des ressortissants de pays tiers à leur arrivée, et renforce ainsi la sécurité au sein de l'espace Schengen.

En parallèle, des mesures opérationnelles ont été renforcées pour soutenir les États membres situés le long des principales routes migratoires vers l'Europe. En 2023, la Commission a présenté des plans d'action sur les routes de la Méditerranée orientale et de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique, avec des mesures pratiques ciblant les pays d'origine et de transit concernés. Ils complètent les plans d'action pour les routes des Balkans occidentaux et de la Méditerranée centrale, présentés en 2022. Les mesures prises par l'UE, les États membres et les partenaires internationaux ont contribué à la gestion du nombre d'arrivées irrégulières.

Pour la période 2021-2027, la Commission a alloué 11,5 milliards d'euros aux États membres et aux pays associés à l'espace Schengen pour des programmes visant à relever les défis en matière de migration, de gestion des frontières et de sécurité.

Le groupe européen de contact en matière de recherche et de sauvetage a été relancé afin de promouvoir une coordination plus étroite et les bonnes pratiques, notamment entre les États du pavillon et les États côtiers. En outre, 19 États membres et les 4 pays associés à l'espace Schengen (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse) se sont engagés à mettre en œuvre un mécanisme de solidarité volontaire destiné à soutenir les États membres les plus touchés par les défis migratoires. L'UE a également continué de suivre la situation migratoire au moyen du mécanisme de l'UE de préparation et de gestion de crise en matière de migration, afin de renforcer l'action commune.

À la suite d'une augmentation du nombre d'arrivées en provenance d'Afrique du Nord sur l'île italienne de Lampedusa en septembre, l'UE a établi un plan en 10 points comprenant des mesures concrètes visant à réduire la migration irrégulière et à fournir une assistance immédiate aux autorités italiennes.



↑
Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (troisième à partir de la gauche), Giorgia Meloni, Première ministre italienne (premier plan, troisième à partir de la droite), et Matteo Piantedosi, ministre italien de l'intérieur (premier plan, deuxième à partir de la droite), lors de leur visite au centre d'accueil des migrants sur l'île de Lampedusa (Italie), 17 septembre 2023.

Lutter contre la migration irrégulière

Combattre le trafic de migrants

La lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains et la prévention de ces phénomènes constituent deux des priorités de l'UE et sont essentielles pour combattre la migration irrégulière de manière globale. Les réseaux de trafic de migrants savent comment exploiter les failles juridiques et utilisent de nouvelles méthodes de recrutement, comme les médias sociaux et les applications mobiles. Cette évolution, qui consiste à utiliser les technologies numériques aux fins du trafic de migrants, est un nouveau défi pour les services répressifs et les autorités judiciaires. Le trafic de migrants et la traite des êtres humains sont souvent liés: les réseaux de passeurs peuvent exploiter les migrants le long des routes empruntées ou les faire passer en fraude en vue de leur exploitation une fois en Europe.

Des task-forces opérationnelles soutenues par l'Agence européenne pour la coopération des services répressifs et des équipes communes d'enquête relevant de l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale redoublent d'efforts pour lutter contre les réseaux de trafic de migrants. Une task-force opérationnelle a été créée, par exemple, dans le cadre du suivi par l'Italie du plan en 10 points pour Lampedusa. L'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs contribue également à la lutte contre les organisations criminelles.

Conformément au plan d'action de l'UE contre le trafic de migrants pour la période 2021-2025, un

partenariat opérationnel de lutte contre le trafic de migrants a été lancé avec la Tunisie, sur la base des partenariats conclus en 2022 avec le Maroc, le Niger et les Balkans occidentaux.

L'utilisation de moyens de transport commerciaux, principalement le transport aérien, pour faciliter la migration irrégulière vers l'UE est progressivement devenue un nouveau mode opératoire pour les réseaux de passeurs. Afin de remédier à cette situation, la Commission a adopté en juin une boîte à outils comprenant des mesures visant à soutenir les États membres, notamment grâce à des actions de sensibilisation ciblées auprès des opérateurs de transport.

En novembre, la Commission a proposé une mise à jour du cadre législatif de lutte contre le trafic de migrants de l'UE, datant d'il y a 20 ans. Il s'agit notamment d'une proposition établissant des règles minimales visant à prévenir et à combattre l'aide à l'entrée, au transit et au séjour non autorisés dans l'UE, et prévoyant des sanctions plus sévères pour les passeurs. De nouvelles règles renforceront le rôle des agences de l'UE, en particulier de l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs, et intensifieront la coopération avec les pays partenaires pour s'attaquer à ce problème au niveau mondial. L'UE a également lancé un appel à l'action en faveur d'une alliance mondiale pour lutter contre le trafic de migrants.



90 % des migrants en situation irrégulière sont acheminés par des passeurs.



Europol a signalé **15 000** passeurs en 2022.



331 000 entrées irrégulières ont eu lieu aux frontières extérieures de l'UE en 2022.

Défis émergents

Une politique coordonnée en matière de visas fait partie d'une gestion efficace des migrations. L'UE dispose d'accords d'exemption de visa avec plus de 60 pays, qui apportent de nombreux avantages aux citoyens des deux parties, ainsi qu'aux États membres et aux pays partenaires. Toutefois, les voyages exemptés de l'obligation de visa posent également des problèmes en matière de migration et de sécurité. Par exemple, un alignement insuffisant sur la politique de l'UE en matière de visas peut transformer un pays exempté de l'obligation de visa en une plateforme de transit pour les entrées irrégulières dans l'Union. De plus, les programmes de citoyenneté par investissement mis en œuvre par des pays exemptés de l'obligation de visa en dehors de l'UE présentent des risques pour la sécurité.

En réaction, la Commission a proposé une révision du mécanisme actuel de suspension de l'exemption de visa. La proposition introduit de nouveaux motifs de suspension des régimes d'exemption de visa, des seuils plus souples pour déclencher le mécanisme et des dispositions visant à renforcer les obligations de suivi et d'information.

En octobre, la Commission a également présenté le sixième rapport au Parlement dans le cadre du mécanisme de suspension de l'exemption de visa. Le rapport porte sur l'évolution de la situation dans les pays des Balkans occidentaux et du partenariat oriental exemptés de l'obligation de visa. Il se concentre également sur les pays du Pacifique et des Caraïbes qui disposent de programmes de citoyenneté par investissement.

Renforcement de la gestion des frontières

La toute première stratégie de gestion européenne des frontières a été présentée en mars. Elle offre un cadre coordonné aux autorités nationales, ainsi qu'aux plus de 120 000 garde-frontières nationaux et membres de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes qui travaillent ensemble pour protéger les frontières de l'UE. L'approche commune fait suite à une longue période de consultation entre les institutions. La stratégie réduit également la dépendance à l'égard des

technologies critiques provenant de pays n'appartenant pas à l'UE en exploitant les résultats de la recherche et de l'innovation de l'UE pour la gestion des frontières.

La Commission a pris de nouvelles mesures afin de mettre en place le système commun de l'UE pour gérer le retour des migrants en situation irrégulière, y compris au moyen d'une recommandation concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de retour et l'accélération des retours. Le coordinateur de l'UE chargé des retours, soutenu par des représentants des États membres et de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, a finalisé la stratégie opérationnelle guidant les travaux du réseau de haut niveau pour les retours, et a commencé sa mise en œuvre. La Commission travaille déjà avec les États membres sur des actions de retour ciblées. Les États membres ont fait état d'une augmentation de 9 % des décisions de retour prises à l'égard de ressortissants de pays tiers entre janvier et septembre 2023, par rapport à la même période de l'année précédente.

Des voies d'entrée sûres et légales en Europe

L'ensemble de l'UE est confronté à des pénuries persistantes de compétences et de main-d'œuvre dans toute une série de secteurs et à différents niveaux de compétences. La volonté de l'UE de combler les pénuries commence sur son territoire, en allant puiser dans le potentiel de main-d'œuvre interne de l'UE. Toutefois, afin de remédier totalement à ce problème et aux incidences du changement démographique, l'UE doit également redoubler d'efforts pour attirer les compétences et les talents du monde entier.

La mise en œuvre du train de mesures relatives aux compétences et aux talents adopté en avril 2022 contribue à rendre le marché du travail de l'UE plus attrayant pour les talents étrangers. Les mesures comprenaient des propositions législatives visant à simplifier les procédures de demande pour les ressortissants de pays tiers qui souhaitent travailler dans l'UE et à renforcer leurs droits. Les négociations



progressent bien, un accord politique entre le Parlement et le Conseil ayant été atteint en décembre 2023 sur la révision de la [directive relative au permis unique](#), et un accord sur une mise à jour de la [directive relative aux résidents de longue durée](#) étant attendu avant la fin du mandat actuel de la Commission.

En novembre, la Commission a présenté un [train de mesures sur la mobilité des talents](#), comprenant des dispositions supplémentaires sur l'attraction des talents. En particulier, elle a proposé la création d'un réservoir européen de talents, la première plateforme à l'échelle

de l'UE pour mettre en relation les citoyens de pays tiers souhaitant venir travailler dans l'UE et les employeurs dans les États membres. Le train de mesures concerne également la reconnaissance des certifications des ressortissants de pays tiers et la facilitation de la mobilité à des fins d'apprentissage. L'UE met aussi en place des partenariats destinés à attirer les talents avec des pays clés associés afin d'établir une coopération mutuellement bénéfique en matière de mobilité et de développement des compétences. (Voir aussi le chapitre 5.)

L'espace Schengen

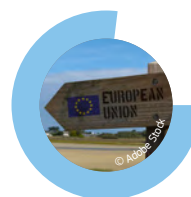
Lors du premier élargissement de l'[espace Schengen](#) en plus de 10 ans, la Croatie est devenue le 27^e pays à rejoindre l'espace de déplacement sans frontières le 1^{er} janvier 2023. En plus de 23 États membres, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse font également partie de cet espace. En décembre, le Conseil a [décidé](#) à l'unanimité d'accueillir la Roumanie et la Bulgarie dans l'espace Schengen, en commençant par lever les contrôles aux frontières aériennes et maritimes à partir de fin mars 2024. Cette adhésion stimulera les voyages, le commerce et le tourisme et renforcera encore le marché unique. Les discussions sur une décision ultérieure relative à la levée des contrôles aux frontières terrestres se poursuivront en 2024. Un espace Schengen élargi rendra l'UE plus forte en tant qu'Union, comme indiqué dans le [rapport 2023 sur la situation dans l'espace Schengen](#).

Un [système d'information Schengen](#) remanié est entré en service en 2023. Il donne aux États membres des possibilités supplémentaires de soutenir la coopération transfrontière et l'échange d'informations au sein de l'espace Schengen. Après des préparatifs intensifs des autorités chypriotes afin d'être prêtes pour traiter les données du système d'information Schengen, Chypre a rejoint le système en juillet.

Aujourd'hui, les procédures de visa pour l'espace Schengen reposent toujours fortement sur des formalités administratives, ce qui entraîne des coûts plus élevés tant pour les voyageurs que pour les États participants. En 2023, [l'UE a adopté de nouvelles règles](#) permettant la numérisation des procédures, une avancée essentielle au titre de la [stratégie Schengen](#) présentée par la Commission en juin 2021.



80 % des citoyens de l'UE estiment qu'il est important d'améliorer la sécurité des frontières.



77 % souhaiteraient une accélération des procédures aux frontières.



68 % sont favorables aux documents de voyage numériques et **72 %** conviennent que l'utilisation volontaire d'authentifiants numériques du voyage accélérera les procédures de voyage.

Source: Eurobaromètre spécial 536, septembre 2023.

Protéger les droits des passagers

Les nouvelles règles de l'UE en matière de protection des voyageurs ferroviaires sont entrées en vigueur en juin. Les voyageurs ferroviaires sont désormais mieux protégés si leur voyage est perturbé, et les compagnies ferroviaires doivent garantir aux voyageurs à mobilité réduite une expérience de déplacement exempte de problème. L'obligation pour les compagnies ferroviaires de partager en temps réel les données relatives au trafic et aux déplacements ouvre la voie à des offres de billets plus compétitives.

La Commission a également proposé de continuer de renforcer les droits des voyageurs existants en ce qui concerne tous les modes de transport. La proposition met l'accent sur l'amélioration de l'application des droits des voyageurs (tant l'application générale des règles que les recours individuels), les droits des voyageurs utilisant plusieurs modes de transport et le remboursement des billets aériens achetés via des intermédiaires.

Meilleur état de santé

Plan européen pour vaincre le cancer

Le plan européen pour vaincre le cancer est l'initiative la plus complète jamais menée par l'UE pour lutter contre le cancer, la première cause de décès chez les résidents de l'UE de moins de 65 ans, avec un budget de 4 milliards d'euros pour soutenir les actions.

Depuis son lancement en 2021, l'UE a déjà mené à bien plusieurs des initiatives phares du plan. D'un nouveau centre de connaissances sur le cancer au tout premier registre européen des inégalités face au cancer, en passant par le lancement d'un réseau européen des jeunes survivants du cancer et de nouvelles mesures sur la détection précoce, l'UE œuvre à faire évoluer les réalités du cancer pour les patients et leurs familles.

En 2023, l'UE a continué d'obtenir des résultats. L'initiative européenne en matière d'imagerie sur le cancer, lancée en janvier, vise à faciliter l'accès aux images médicales et aux technologies numériques (comme l'intelligence artificielle), et l'utilisation de



↑ VIDÉO : à l'occasion de la Journée mondiale contre le cancer, des commissaires européens partagent un peu de leur vie personnelle pour sensibiliser au cancer.

celles-ci, pour mieux détecter et combattre le cancer. En septembre, l'initiative a franchi sa première étape majeure avec le lancement de la plateforme Cancer Image Europe. Cette plateforme relie 36 ensembles de données d'images de neuf types de cancer (sein, côlon, poumon, prostate, rectum, foie, gliome diffus intrinsèque du tronc cérébral, neuroblastome et glioblastome), rassemblant plus de 200 000 séries d'images concernant 20 000 individus.

L'initiative européenne en matière d'imagerie sur le cancer:



tirera parti des avancées et des réussites récentes des **systèmes d'intelligence artificielle** pour ce qui est d'aider les professionnels de la santé **à détecter et à diagnostiquer les cancers**,



soutiendra l'expérimentation et le développement de **solutions innovantes assistées par ordinateur** afin d'**améliorer la précision et la fiabilité de l'imagerie sur le cancer** et des **soins personnalisés**, conformément aux objectifs du plan européen pour vaincre le cancer,



montrera comment les images médicales peuvent être consultées, utilisées et mises en commun tout en garantissant **un niveau élevé d'éthique, de confiance, de sécurité et de protection des données à caractère personnel**, dans le plein respect des valeurs et des règles de l'UE.

Le premier ensemble de profils nationaux au regard du cancer pour les États membres, l'Islande et la Norvège montre que ceux-ci consacrent un montant considérable aux soins relatifs au cancer (près de 170 milliards d'euros en 2018). Le cancer du poumon

reste de loin la cause de décès la plus fréquente des suites d'un cancer, et des inégalités importantes subsistent en ce qui concerne les taux de mortalité tant entre les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci.



Le cancer est la deuxième cause de décès dans l'UE, représentant **26 %** de l'ensemble des décès.



La mortalité par cancer est près de **75 %** plus élevée chez les hommes dans l'UE.



Les personnes issues de groupes à faibles revenus sont **50 %** plus nombreuses que les personnes des groupes à revenus plus élevés à fumer chaque jour.

La participation à un dépistage du cancer du col de l'utérus varie d'un rapport de près de deux selon le niveau d'éducation.



En 2018, les États membres, l'Islande et la Norvège ont dépensé près de **170 milliards d'euros** pour les soins contre le cancer.

En raison de la pandémie de COVID-19, le dépistage du cancer dans la plupart des États membres a chuté en 2020 par rapport à 2019.

La Commission a lancé une série de dialogues avec les jeunes survivants du cancer afin de mieux comprendre leurs besoins et leurs difficultés, et de mettre en place avec eux des initiatives qui contribueront à répondre à ces besoins et à remédier à ces difficultés.

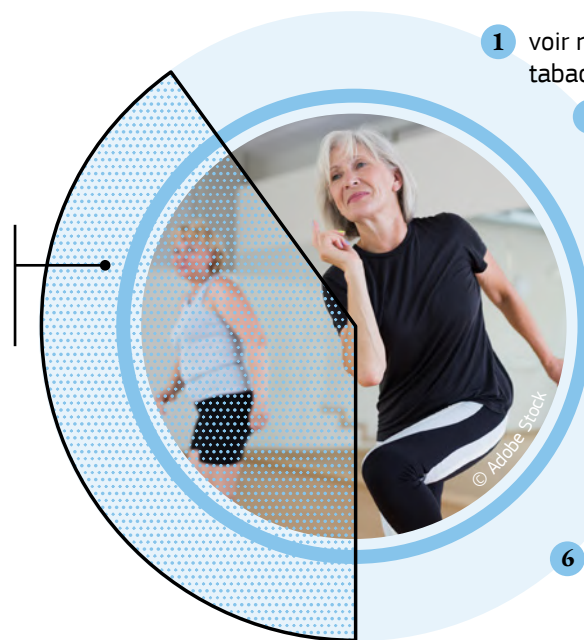
Les travaux sur l'établissement du premier code de conduite au niveau de l'UE sur un accès équitable aux services financiers pour les survivants du cancer ont débuté en avril. Ce code vise à faire progresser le droit à l'oubli et à lutter contre la discrimination, de sorte que les personnes ayant des antécédents de cancer soient traitées de manière équitable lorsqu'elles accèdent à des produits financiers comme des hypothèques ou des assurances-vie.

Jusqu'à 78 % des cancers professionnels reconnus dans les États membres sont liés à l'amiante.

(Voir le chapitre 6 pour les mesures de l'UE visant à diminuer l'exposition professionnelle à l'amiante.)

L'UE s'emploie à:

40 % des cas de cancer pourraient être évités.



- 1 voir naître une génération libérée du tabac,
- 2 réduire la consommation nocive d'alcool,
- 3 réduire la pollution de l'environnement,
- 4 réduire l'exposition aux substances dangereuses et aux radiations,
- 5 améliorer les connaissances en matière de santé,
- 6 promouvoir des modes de vie plus sains.



← Margaritis Schinas, vice-président de la Commission européenne pour la promotion de notre mode de vie européen, lors de la cérémonie d'inauguration du bâtiment Nicola David-Pinedo de l'Institut chypriote de recherche sur le cancer, Nicosie (Chypre), 22 mai 2023.

Sécurité sanitaire et COVID-19

Le 5 mai 2023, après plus de 3 ans, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la COVID-19 ne constituait plus une urgence sanitaire mondiale. Une action résolue et une coopération aux niveaux mondial, de l'UE et des États membres, et des investissements importants dans la science et l'innovation, ont permis à l'UE de surmonter cette crise sans précédent.

Toutefois, bien que son statut ait évolué, la COVID-19 n'a pas disparu et l'UE reste vigilante. Le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies suit de près l'évolution de la situation. À l'automne, il a publié une mise à jour sur la transmission accrue de la COVID-19 dans l'UE et l'Espace économique européen, de même que des orientations sur les campagnes de vaccination et de communication à l'intention des États membres. Un nouvel outil de surveillance a été lancé par le Centre et l'Organisation mondiale de la santé en octobre afin de surveiller l'impact combiné des maladies respiratoires et d'améliorer la détection précoce et la communication des signes de circulation des virus respiratoires.

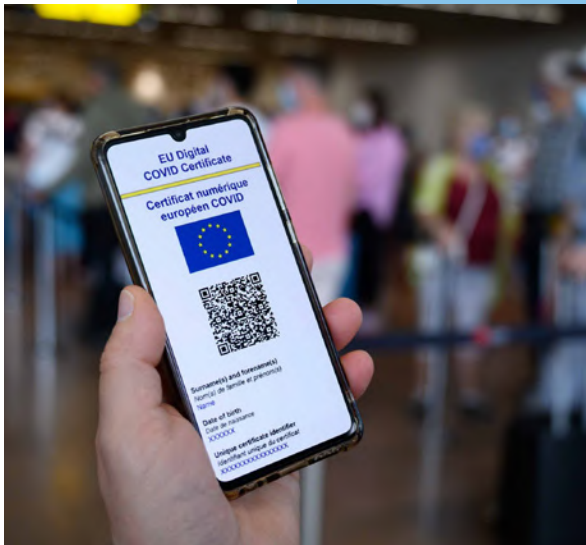
En réaction à la pandémie de COVID-19, la Commission a établi l'union européenne de la santé afin d'améliorer et de protéger la santé de tous dans l'UE. Sur la base des enseignements tirés de la pandémie, le nouveau cadre renforce l'architecture de l'UE en matière de prévention des menaces transfrontières graves pour la santé et de préparation et de réaction à ces dernières. Il étend également le rôle de deux agences clés de l'UE au moyen des nouveaux mandats du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies et de l'Agence européenne des médicaments.

L'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) de la Commission joue un rôle crucial pour faire en sorte que l'UE dispose des médicaments et du matériel nécessaires pour protéger ses citoyens en cas d'urgence. La Commission, au nom des États membres, a conclu un accord avec BioNTech-Pfizer en mai afin de mieux adapter les livraisons de vaccins aux besoins des États membres et de garantir la disponibilité de vaccins adaptés contre la COVID-19 en cas d'émergence de nouveaux variants. Un contrat-cadre a également été signé avec les principaux producteurs de vaccins, établissant le réseau Fab UE afin de garantir la capacité continue de production de vaccins en cas d'urgence de santé publique. HERA Invest, lancée en 2023, soutiendra la recherche et le développement concernant les menaces transfrontières les plus préoccupantes pour la santé. L'HERA travaille également avec les États membres pour améliorer les connaissances et les compétences en matière de préparation et de réponse sanitaires, notamment dans des domaines clés tels que la constitution de stocks et la passation de marchés.

Les efforts se poursuivent pour renforcer la préparation de l'UE aux pandémies et sa capacité à mener des essais cliniques à l'échelle de l'UE, afin de garantir un accès en temps utile à de nouveaux traitements et vaccins. L'UE est un fervent soutien du Fonds pour les pandémies, sous l'égide de la Banque mondiale. Le Fonds appuie la prévention des pandémies, ainsi que la préparation et la réaction à celles-ci, dans les pays à revenu faible et intermédiaire; l'UE, ses États membres et les institutions financières, agissant de concert en tant que l'Équipe Europe, sont des contributeurs majeurs.



Stella Kyriakides, commissaire européenne à la santé et à la sécurité alimentaire (deuxième à partir de la droite), lors d'une visite à l'usine de Biovac et au centre de transfert de technologie pour les vaccins à ARN messenger au Cap (Afrique du Sud), 28 janvier 2023.



Le certificat COVID numérique de l'UE — Une réussite européenne

La pandémie a montré comment la santé numérique peut transformer les systèmes de soins de santé et améliorer les soins de santé.

Le certificat COVID numérique de l'UE a été un élément essentiel de la réaction à la pandémie, en ce sens qu'il a permis aux personnes de se déplacer plus facilement en toute sécurité dans toute l'UE pendant la crise. Il est rapidement devenu la norme mondiale, avec près de 80 pays connectés au système et plus de 2,3 millions de certificats émis. Le règlement sur le certificat COVID numérique de l'UE a expiré le 30 juin 2023.

S'appuyant sur son succès, et sur la base de sa technologie, l'Organisation mondiale de la santé a lancé, le 1^{er} juillet 2023, le réseau mondial de certification sanitaire numérique. Le système renforcera l'architecture sanitaire mondiale et aidera à protéger les personnes dans le monde entier contre les menaces actuelles et futures pour la santé, y compris les pandémies.

Réformer les systèmes d'administration de médicaments de l'UE

La réforme de la législation pharmaceutique de l'UE proposée — la plus vaste et la plus ambitieuse en 20 ans — vise à faire en sorte que ce secteur crucial soit mieux adapté aux besoins du XXI^e siècle.

La réforme, présentée en avril, vise à remédier à plusieurs problèmes fondamentaux. Par exemple, les médicaments ne parviennent toujours pas suffisamment rapidement aux patients et ne sont pas toujours disponibles de manière égale dans les États membres. Les prix élevés des traitements innovants et les pénuries de médicaments constituent également des préoccupations importantes pour les patients et les prestataires de soins de santé.

Un objectif essentiel de la réforme est de créer un marché unique des médicaments, garantissant à tous les patients dans l'ensemble de l'UE un accès rapide et équitable à des médicaments sûrs, efficaces et abordables. La révision soutiendra également l'innovation dans le développement des médicaments et stimulera la compétitivité de l'UE grâce à un système pharmaceutique à l'épreuve du temps, résistant aux crises et simplifié. Cela signifie que de nouveaux traitements de meilleure qualité

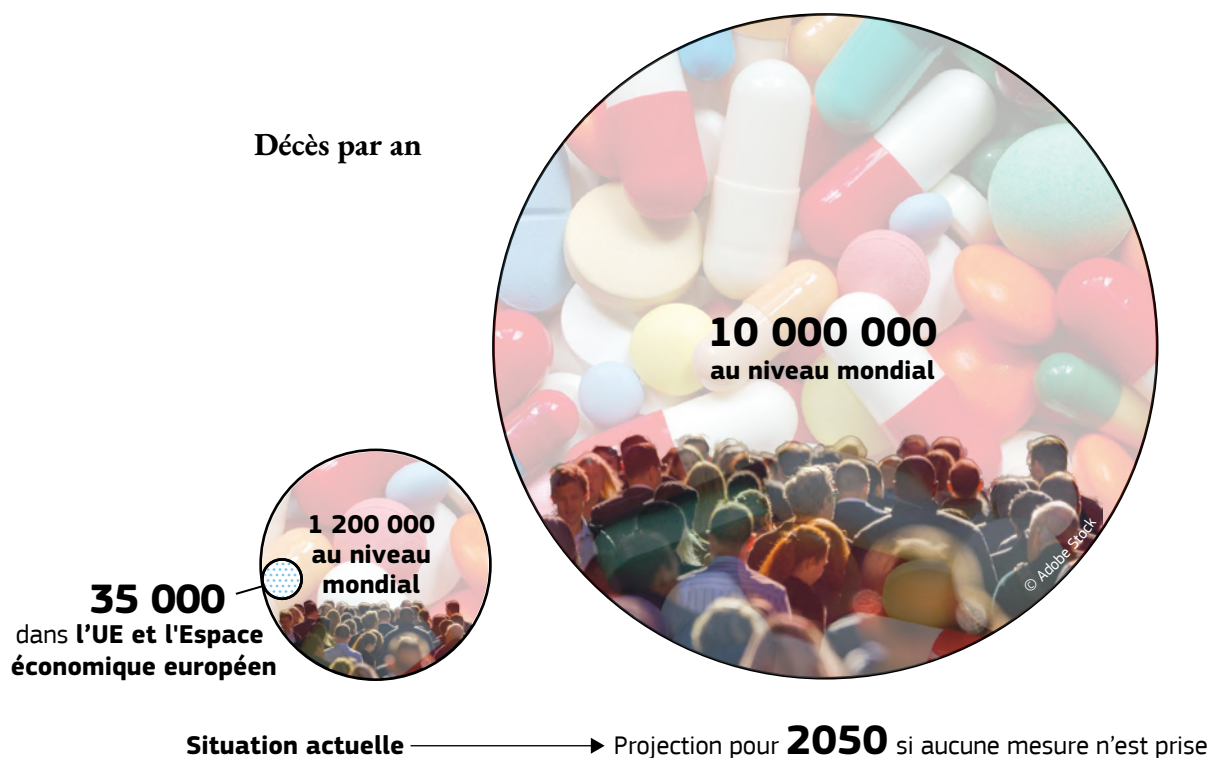
pourraient être disponibles plus rapidement, ce qui aiderait les patients à obtenir les soins dont ils ont besoin plus tôt.

La réforme comprend une série de mesures destinées à résoudre le problème des pénuries de médicaments à long terme, et en dehors des situations de crise. Dans le cadre de cet objectif, la Commission a présenté en octobre un ensemble de mesures mettant particulièrement l'accent sur les médicaments les plus critiques, pour lesquels la sécurité de l'approvisionnement dans l'UE doit être assurée à tout moment. Un mécanisme européen de solidarité volontaire pour les médicaments, permettant aux États membres de redistribuer des médicaments de leurs stocks disponibles en cas de pénuries critiques ailleurs dans l'UE, a également été mis sur pied. Une série de nouvelles règles et incitations pour les entreprises pharmaceutiques seront proposées dans le cadre de la réforme, parallèlement à des procédures réglementaires simplifiées et à des considérations environnementales plus fortes lors de la production de médicaments.

La résistance aux antimicrobiens est considérée comme une des trois principales menaces pour la santé dans l'UE. Elle se produit lorsque les bactéries deviennent résistantes aux médicaments utilisés pour lutter contre les infections. La réforme prévoit des mesures d'utilisation prudente et une nouvelle incitation en faveur des antimicrobiens

révolutionnaires. Une recommandation proposée par la Commission, comprenant des objectifs au niveau national et de l'UE en matière de consommation d'antimicrobiens, a été promptement adoptée par le Conseil dans le cadre de la panoplie de mesures de l'UE pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens.

Résistance aux antimicrobiens



Objectif à l'horizon 2030

pour réduire l'utilisation d'antibiotiques



Lutter contre les problèmes de santé mentale

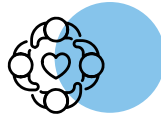
L'UE a été confrontée à des crises sans précédent, qui ont eu une incidence considérable sur la capacité des personnes à faire face à des difficultés croissantes dans des contextes en mutation rapide. Afin d'y remédier, la Commission a présenté en juin une approche globale de la santé mentale qui vise, entre autres, à aider les groupes vulnérables, en

particulier les jeunes, et à briser la stigmatisation et la discrimination entourant les problèmes de santé mentale. Il s'agit d'une première étape importante pour mettre la santé mentale sur un pied d'égalité avec la santé physique. La nouvelle approche lance 20 initiatives phares et prévoit des financements pour un montant de 1,2 milliard d'euros au titre de différents programmes afin d'aider les États membres à donner la priorité aux personnes et à leur santé mentale.

Mesures de lutte contre les problèmes de santé mentale dans les différentes politiques



Code européen de la santé mentale



Initiative «Vivre ensemble en bonne santé» pour les maladies non transmissibles



Initiative européenne pour la prévention de la dépression et du suicide



Des espaces numériques plus sûrs pour les enfants et les jeunes



Application correcte des règles de l'UE en matière de sécurité et de santé au travail



Campagnes de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail

À l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale qui s'est tenue le 10 octobre 2023, la Commission a organisé une conférence de haut niveau à Bruxelles. Celle-ci a rassemblé des centaines de personnes, dont des représentants des institutions de l'UE, des gouvernements nationaux, d'organisations internationales, et d'autres partenaires intéressés.

→ Mathilde, reine des Belges, prononce un discours lors de la conférence à l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale, Bruxelles (Belgique), 10 octobre 2023.



Exploiter pleinement le potentiel des fonds de l'UE dans le secteur de la santé

L'instrument d'appui technique de la Commission aide la Belgique, l'Autriche et la Slovaquie à utiliser au mieux les programmes de financement de l'UE disponibles pour développer leurs secteurs des soins de santé. Dans le cadre du pôle santé, ces États membres peuvent déterminer les meilleures possibilités de financement permettant de soutenir les réformes clés dans l'intérêt des citoyens. À long terme, cela aidera également les gouvernements nationaux et régionaux à soutenir les investissements économiques dans le secteur de la santé. Sur la base de ses résultats prometteurs, ce projet peut être étendu au niveau de l'UE.

La stratégie en matière de santé mondiale

Le rôle moteur joué par l'UE dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 a montré qu'elle pouvait apporter une contribution majeure aux objectifs en matière de santé mondiale au moyen de l'approche de l'Équipe Europe. Celle-ci combine les ressources de l'UE, de ses États membres et de ses institutions financières afin d'avoir un impact plus fort sur le terrain.

En novembre 2022, la Commission a présenté une stratégie en matière de santé mondiale, qui constitue la dimension extérieure de l'union européenne de la

santé et un volet essentiel de sa stratégie «Global Gateway» (voir le chapitre 8). Cette stratégie réaffirme l'attachement aux objectifs de développement durable (en particulier l'objectif 3 relatif à la santé et au bien-être) et au consensus européen pour le développement, qui fixe des objectifs et des principes communs en matière de développement.

Une action commune coordonnée par la France a été lancée en novembre 2023, associant 22 États membres, la Norvège et l'Ukraine, afin de cartographier toutes les stratégies en matière de santé mondiale. Elle contribuera à coordonner les actions et à éviter les chevauchements.



De gauche à droite: Werner Hoyer, président de la Banque européenne d'investissement, Bill Gates, ancien président-directeur général de Microsoft, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, et Catherine Russell, directrice exécutive du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), lors du lancement d'un nouveau partenariat pour éradiquer la poliomyélite, soutenir la distribution d'autres immunisations infantiles et renforcer les systèmes de santé afin qu'ils soient mieux à même de répondre aux menaces émergentes pour la santé, Bruxelles (Belgique), 11 octobre 2023.



© Programme alimentaire mondial 2024

8. Promouvoir les intérêts et les valeurs de l'Europe dans le monde

Introduction

L'Union européenne est bien décidée à relever les défis mondiaux, à promouvoir ses intérêts et ses valeurs et à imprimer un nouvel élan à la démocratie, aux droits de l'homme et au multilatéralisme sur la scène mondiale. Son engagement s'étend à plusieurs domaines d'importance, dont la coopération en matière de sécurité et de défense, la politique de voisinage, les partenariats internationaux, les échanges commerciaux, l'aide humanitaire et la protection civile.

En 2023, l'UE a continué de collaborer étroitement avec ses partenaires mondiaux en vue de garantir la stabilité dans un contexte marqué par des tensions géopolitiques grandissantes, dues notamment à l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et à la guerre entre Israël et le Hamas. Elle a continué

↑

L'aide humanitaire de l'UE aide le Programme alimentaire mondial à atteindre 1,3 million de personnes dans la bande de Gaza, des rations alimentaires d'urgence étant distribuées aux personnes déplacées dans des abris et des camps de fortune. Deir El Balah, bande de Gaza, janvier 2024.

d'entretenir d'importantes relations avec les régions de son voisinage aspirant aux valeurs démocratiques et au développement économique et s'est attachée à forger des partenariats faisant la promotion des valeurs communes et du développement durable.

Grâce à une solide préparation aux catastrophes sur son territoire comme à l'extérieur de celui-ci, l'UE a continué de préserver des vies, de prévenir des catastrophes et d'agir avec célérité lorsque des crises surviennent. Ces efforts déployés sans relâche soulignent l'engagement sans faille de l'UE à promouvoir la paix, la stabilité et la résilience à l'échelle mondiale.

La crise au Proche-Orient

Les attaques terroristes brutales et aveugles perpétrées par le Hamas en Israël le 7 octobre 2023 ont entraîné une détérioration considérable de la situation humanitaire des Palestiniens dans la bande de Gaza et accru le risque d'escalade dans la région.

Tout en insistant sur le fait que rien ne saurait justifier la terreur, l'UE a condamné le Hamas avec la plus grande fermeté pour ses attaques terroristes et appelé à une libération inconditionnelle de l'ensemble des otages. Tout en reconnaissant à Israël le droit de se défendre,

conformément au droit international, l'UE a répété l'importance d'assurer en toutes circonstances la protection de l'ensemble des civils, en vertu du droit international humanitaire.

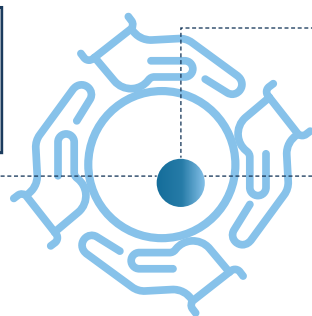
Vivement préoccupée par la détérioration de la situation humanitaire dans la bande de Gaza, l'UE a demandé que l'accès humanitaire soit continu, rapide, sûr et sans entrave et que l'aide parvienne à ceux qui en ont besoin au moyen de toutes les mesures nécessaires, y compris des couloirs et des trêves humanitaires pour répondre aux besoins humanitaires.

Aide humanitaire de l'UE en faveur des Palestiniens en 2023

Près de

1,1 milliard d'euros
depuis 2000

1 310 tonnes
de fournitures essentielles



33

vols humanitaires du pont aérien de l'UE

103 millions d'euros
de financement humanitaire

L'UE est le principal pourvoyeur d'aide humanitaire en faveur du peuple palestinien. Au total, depuis l'an 2000, l'Union lui a octroyé plus de 1 milliard d'euros pour l'aider à satisfaire ses besoins essentiels. Depuis octobre, l'UE a multiplié par quatre son [aide d'urgence aux Palestiniens](#) et collabore avec un grand nombre de partenaires humanitaires sur le terrain.

L'UE travaille en permanence avec des partenaires régionaux et internationaux en vue d'empêcher une escalade régionale du conflit, et notamment la détérioration de la situation en Cisjordanie. Elle reste attachée à une paix durable et pérenne reposant, d'une part, sur une solution fondée sur la coexistence de deux États, et d'autre part, sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies.



Distribution d'eau par Action contre la faim dans la bande de Gaza, apportant une aide essentielle aux personnes touchées par le conflit en cours, Deir Al Balah, 14 novembre 2023.

Sécurité et défense: des progrès dans la mise en œuvre de la boussole stratégique

L'UE entend garantir la sécurité de ses habitants et contribue à faire du monde un endroit plus pacifique. La boussole stratégique en matière de sécurité et de défense est un plan visant à renforcer la sécurité et la défense de l'UE d'ici à 2030. Elle couvre tous les aspects de la politique de sécurité et de défense et s'articule autour de quatre piliers: coopérer, agir, investir et protéger.

Coopération avec l'OTAN («coopérer», «agir»)

Les défis sécuritaires sont désormais transnationaux par essence, ce qui signifie qu'aucun pays ne saurait les relever à lui seul. Une approche stratégique collective est indispensable. Le partenariat de longue date qui existe entre l'UE et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est un élément capital de cette stratégie mondiale, l'OTAN étant une composante essentielle des efforts déployés par l'UE en matière de sécurité et de défense.



↑
Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, signant la troisième déclaration conjointe sur la coopération UE-OTAN, Bruxelles (Belgique), 10 janvier 2023.

Par son message politique fort en faveur de l'unité transatlantique, la déclaration conjointe sur la coopération UE-OTAN a mis l'accent sur la nécessité d'adopter une approche ferme en matière de défense européenne, qui serve à des fins de sécurité mondiale et soit compatible avec l'OTAN. Les signataires se sont clairement engagés, en outre, à approfondir cette coopération.

En 2023, la coopération UE-OTAN a atteint un niveau sans précédent et enregistré des résultats tangibles dans tous les domaines, en particulier dans celui de la résilience. Lancée en janvier, la task-force UE-OTAN sur la résilience des infrastructures critiques a présenté des recommandations spécifiques pour la poursuite de la coopération.

→
De gauche à droite: Charles Michel, président du Conseil européen, Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, et Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne pour une Europe plus forte sur la scène internationale, lors d'un sommet européen des dirigeants des États membres de l'UE consacré à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et à l'aide apportée par l'UE au pays, Bruxelles (Belgique), 29 juin 2023.



La guerre d'agression menée par la Russie a donné lieu à une réaffirmation des valeurs communes à l'UE et à l'OTAN. Ensemble, elles ont affiché une solidarité inébranlable avec l'Ukraine et s'emploient à coordonner leurs moyens d'appui respectifs. La facilité européenne pour la paix (voir chapitre 1) fait désormais partie intégrante du soutien de l'UE à ses partenaires dans le monde.

Pendant l'année écoulée, l'UE a également intensifié sa coopération avec d'autres partenaires bilatéraux, régionaux et multilatéraux, dont les Nations unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Union africaine, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et bien d'autres encore. Le premier forum Schuman sur la sécurité et la défense a réuni l'UE et des partenaires internationaux afin de relever des défis sécuritaires communs.

Renforcer les capacités en matière de défense («investir»)

En 2023, deux initiatives clés visant à renforcer la défense et l'industrie de l'UE ont été mises en œuvre. L'action de soutien à la production de munitions, dotée d'un budget de 500 millions d'euros, vise à augmenter la production de munitions et de missiles de l'UE. S'y ajoute l'instrument visant à renforcer l'industrie européenne de la défense au moyen d'acquisitions conjointes, doté d'un budget de 300 millions d'euros, dont l'objet est d'inciter les États membres de l'UE, pour la toute première fois, à acquérir ensemble les produits de défense les plus importants auprès de l'industrie européenne de la défense.

Fonds européen de la défense

Budget annuel 2023 par catégorie d'action

1,2 milliard d'euros

Appels non thématiques en faveur de solutions de défense innovantes et tournées vers l'avenir

72 millions d'euros

Supériorité informationnelle

99 millions d'euros

Capteurs

69 millions d'euros

Cyberespace

60 millions d'euros

Espace

125 millions d'euros

Guerre sous-marine

90 millions d'euros

Défense aérienne et antimissile

123 millions d'euros

Combat aérien

63 millions d'euros

Combat naval

154,4 millions d'euros

Intervention médicale et défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire

40 millions d'euros

Énergie et environnement

25 millions d'euros

Combat au sol

47 millions d'euros

Protection et mobilité des forces

45 millions d'euros

Autres actions

30,3 millions d'euros

Matériaux et composants

50 millions d'euros

Technologies de rupture

41 millions d'euros

Transformation numérique

45 millions d'euros

Le Fonds européen de la défense joue un rôle déterminant dans le pôle recherche et développement du secteur de la défense au sein de l'UE. Depuis 2021, il a alloué plus de 3 milliards d'euros à 60 projets collaboratifs répartis entre les États membres. Rien qu'en 2023, ce fonds a alloué 1,2 milliard d'euros à des secteurs vitaux de la défense, tels que la surveillance de l'espace, la lutte contre les missiles hypersoniques et la mise au point d'une corvette de patrouille européenne. Le Fonds européen de la défense soutient l'innovation dans le secteur de la défense au moyen du programme de l'UE pour l'innovation dans le domaine de la défense, doté de 2 milliards d'euros et visant notamment à aider les acteurs et innovateurs de taille modeste.

En 2023, la somme de 616 millions d'euros a été allouée au titre de l'enveloppe consacrée à la mobilité militaire du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, afin de soutenir le transport de troupes et d'équipements le long du réseau transeuropéen de transport. Le but est de soutenir les investissements dans des infrastructures susceptibles d'être utilisées à des fins civiles et de défense.

Nouvelles stratégies en matière de sécurité («protéger»)

Les crises récentes et les tensions qui s'accroissent ont fait apparaître des failles dans la sécurité de l'UE. Pour y faire face, la Commission a lancé en octobre un vaste processus de consultation destiné à inspirer la future stratégie industrielle de défense européenne.

Le réchauffement planétaire constitue également une préoccupation croissante pour les opérations militaires de l'UE. Il est à l'origine d'un tournant décisif dans la politique de défense de l'UE, le changement climatique figurant désormais tout en haut de son ordre du jour en matière de sécurité.

En outre, l'UE a adopté en 2023 sa première stratégie spatiale pour la sécurité et la défense. Cette stratégie met notamment l'accent sur la protection des moyens spatiaux de l'UE et de ses États membres. Tournée vers l'avenir, la législation spatiale de l'UE doit être introduite en 2024 avec comme objectif d'améliorer la résilience et la force de l'UE dans l'espace.

Plus de 80 % du commerce mondial transite par les océans et les deux tiers environ du pétrole et du gaz mondiaux sont soit extraits soit transportés en mer. La quasi-totalité des données mondiales, y compris les données internet, circulent à travers des câbles sous-marins. La prospérité et la sécurité de l'UE dépendent de la sécurité et de la sûreté des océans. C'est pourquoi la Commission et le Service européen pour l'action extérieure ont adopté au mois de mars une stratégie de sûreté maritime de l'UE révisée et son plan d'action. Se fondant sur ces documents, le Conseil a approuvé en octobre cette même stratégie de sûreté maritime de l'UE révisée et son plan d'action. Cette stratégie est alignée sur la boussole stratégique et contribuera à la réalisation des objectifs de celle-ci.



→ VIDÉO: «Un signal d'alarme». Comment protéger les infrastructures marines vitales de l'UE contre les menaces émergentes.



Stratégie de sûreté maritime de l'UE

Objectifs principaux



Protéger les intérêts de l'UE en mer — citoyens, économie, infrastructures et frontières



Protéger nos ressources naturelles et le milieu marin



Respecter le droit international, en particulier la convention des Nations unies sur le droit de la mer



Réagir rapidement et efficacement aux menaces croissantes (cybermenaces et menaces hybrides, par exemple)



Assurer une formation et une éducation adéquates pour lutter contre les menaces (par exemple les cybercompétences)

Politique de voisinage et négociations d'élargissement

Balkans occidentaux et Turquie

L'UE reste attachée à l'intégration des Balkans occidentaux en son sein. Le «paquet élargissement» 2023 a présenté une évaluation détaillée de l'état des lieux et des progrès réalisés par les partenaires sur leurs trajectoires respectives vers l'adhésion à l'Union européenne. L'accent a été mis principalement sur les réformes fondamentales requises, y compris en ce qui concerne l'état de droit, l'administration publique, le fonctionnement d'institutions démocratiques et les critères économiques.

Au cours de l'année écoulée, la Macédoine du Nord et l'Albanie ont accompli des progrès sans heurts pour ce qui est du processus d'examen analytique de l'acquis de l'UE, une étape primordiale dans les négociations d'adhésion. La recommandation de

la Commission et la décision du Conseil européen d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Bosnie-Herzégovine, dès que celle-ci aura satisfait aux critères d'adhésion requis, prennent acte des progrès réalisés par ce pays depuis qu'il a obtenu le statut de candidat, en 2022. Les négociations d'adhésion du Monténégro et de la Serbie avec l'UE se sont poursuivies, soutenues par les dialogues en cours avec la Commission aux niveaux politique et technique. En avril, le Parlement européen a officiellement approuvé la libéralisation du régime des visas pour le Kosovo (cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo), qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

→

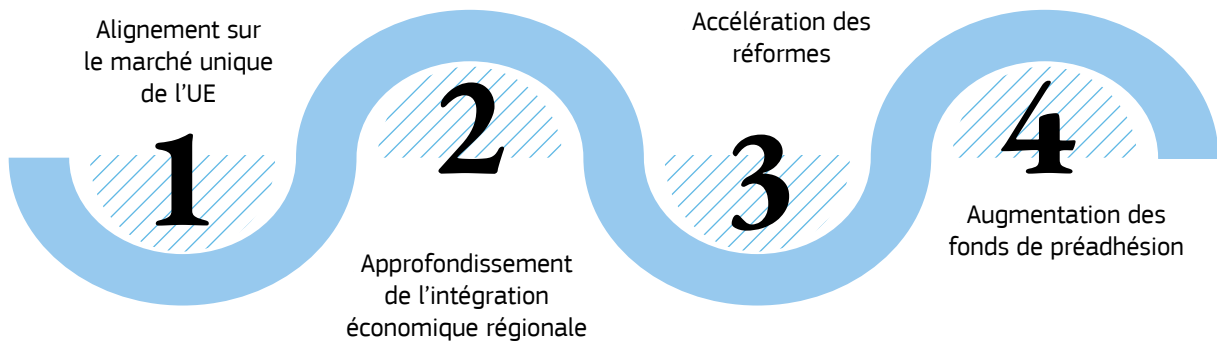
Le 6 octobre 2023, Olivér Várhelyi, commissaire européen au voisinage et à l'élargissement, a participé au sommet du processus de Berlin à Tirana (Albanie).



En 2023, l'UE a continué à mettre en œuvre le plan économique et d'investissement, doté d'une enveloppe de 30 milliards d'euros et ayant pour objectif la reprise à long terme à l'issue de la pandémie de COVID-19, les transitions écologique et numérique, ainsi que la coopération régionale et la convergence avec l'Union. En outre, l'UE a décaissé 450 millions d'euros, sur son train de mesures de soutien à l'énergie de 1 milliard d'euros, pour aider

les pays des Balkans occidentaux à surmonter les crises de l'énergie et à renforcer leur sécurité énergétique. De plus, le nouveau plan de croissance pour les Balkans occidentaux de la Commission vise à conférer à la région certains avantages liés à l'appartenance à l'UE avant même l'adhésion officielle des pays. Il met l'accent sur la croissance économique et sur la convergence socio-économique.

Un plan de croissance pour les Balkans occidentaux fondé sur quatre piliers



À l'occasion du sommet du processus de Berlin de 2023, les dirigeants des Balkans occidentaux ont à nouveau fait part de leur attachement à une meilleure intégration de leurs économies régionales au moyen du marché commun régional, en prélude à leur intégration à l'UE. Ils ont adopté des plans de croissance économique, prévoyant notamment des investissements dans les infrastructures et l'expansion du marché régional. Le sommet a aussi mis en lumière des avancées dans le domaine de l'éducation, avec, par exemple, le nouveau campus du Collège d'Europe à Tirana et des initiatives en faveur de l'environnement, comme le programme environnemental. L'importance de la sécurité régionale y a également été soulignée, le but étant de renforcer la coopération dans la lutte contre la criminalité organisée et les menaces en matière de cybersécurité.

Lors du sommet UE-Balkans occidentaux du 13 décembre à Bruxelles, en Belgique, les discussions ont essentiellement porté sur les moyens de rapprocher les partenaires des Balkans occidentaux de l'UE, d'accélérer leur intégration progressive et leur développement économique, dans le contexte de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, et de renforcer la sécurité et la résilience régionales.

Des élections présidentielles et législatives se sont tenues en mai en Turquie. En novembre, un rapport sur les relations actuelles entre l'UE et la Turquie, qui esquissait les moyens d'améliorer la coopération, a été adopté. L'UE continue de venir en aide aux réfugiés et à leurs communautés d'accueil en Turquie en faisant en sorte qu'une éducation leur soit dispensée, que des soins de santé leur soient prodigués et que les frontières soient protégées.

Géorgie, Moldavie et Ukraine

Le «paquet élargissement» de cette année aura une portée historique, en cela qu'il est le premier à avoir inclus une évaluation de la capacité de ces trois pays à remplir les obligations découlant de l'adhésion à l'UE. Au cours de l'année écoulée, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine ont chacune démontré leur détermination à adhérer à l'UE. Leur trajectoire d'adhésion passera par des réformes ciblées de leurs systèmes judiciaires, des mesures énergiques contre la criminalité organisée et des efforts, déjà déployés, visant à améliorer le paysage politique, en mettant l'accent sur le démantèlement des oligarchies et sur les droits de l'homme. La recommandation de la Commission — et la décision qui fera date du Conseil européen — d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Moldavie et l'Ukraine et d'octroyer à la Géorgie le statut de pays candidat, ont pris acte des efforts significatifs consentis par ces pays pour s'aligner sur les normes de l'UE.

Partenariat oriental

Le programme du partenariat oriental pour l'après-2020 s'est axé sur la résilience, la reprise et les réformes et a été mis en œuvre conformément

à la trajectoire d'adhésion à l'UE de la Géorgie, de la Moldavie et de l'Ukraine.

Doté de 17 milliards d'euros, le plan économique et d'investissement pour le partenariat oriental est le principal instrument dont dispose l'UE pour renforcer la résilience dans la région, de concert avec la stratégie «Global Gateway» (voir ci-dessous). Fin 2023, 8,6 milliards d'euros d'investissements escomptés avaient été mobilisés, dont 5 milliards d'euros pour des projets phares propres à chaque pays.

L'UE, ses États membres et ses partenaires intensifieront leurs efforts en vue de mettre en œuvre le programme en faveur de la reprise, de la résilience et des réformes dans le partenariat oriental. Il s'agit notamment de tenir compte des conséquences sur l'ensemble de la région de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. La coopération mettra l'accent sur plusieurs domaines, tels que la connectivité, les transports, l'énergie et les transitions écologique et numérique, ainsi que les droits de l'homme, la société civile, l'état de droit et les questions de sécurité. Sans tendre la main au régime de Loukachenko, l'UE a continué d'apporter un soutien direct à la population de la Biélorussie, en mobilisant 100 millions d'euros en sa faveur entre 2020 et 2023.



L'UE a continué d'investir dans les efforts déployés en faveur d'une paix durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 2023, tout en accroissant son aide humanitaire à la région, qui, à la fin de l'année, s'élevait à plus de 25,8 millions d'euros depuis l'escalade du conflit en 2020.

↑

Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne pour une Europe plus forte sur la scène internationale (premier plan, au centre), lors de la réunion du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies sur le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au siège des Nations unies à New York (États-Unis), 21 septembre 2023.

Voisinage méridional

Dans le voisinage méridional, le programme du plan de coopération régionale en faveur du bassin méditerranéen et sa stratégie financière, ainsi que le plan économique et d'investissement de 30 milliards d'euros ont permis de bien progresser dans des domaines tels que le développement économique, la gouvernance, la transformation numérique, l'énergie, la résilience face au changement climatique et les migrations.

Conclu en juillet, le protocole d'accord entre la Tunisie et l'UE s'emploie à relever les défis communs et à tirer parti des perspectives futures en matière d'économie et de commerce, mais aussi en ce qui

concerne les transitions écologique et énergétique, les contacts interpersonnels, les migrations et la mobilité.

L'UE a également continué de soutenir les populations traversant des crises au Liban, en Libye, en Syrie et en Palestine (cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre sur cette question). Lors de la conférence de Bruxelles sur la Syrie, qui s'est tenue en juin dernier, l'UE a promis de débloquer 3,8 milliards d'euros sous forme de subventions en faveur de la Syrie et des pays voisins.

Soutien financier au voisinage méridional

3,8 milliards d'euros

de subventions de l'UE en faveur du voisinage méridional au cours de la période 2021-2023

660 millions d'euros

de subventions mixtes (fonds non remboursables) ont été engagés.

Des subventions de l'UE, ainsi que des subventions mixtes et des garanties fournies aux institutions budgétaires indépendantes partenaires, permettront de mobiliser des investissements à hauteur de 23,8 milliards d'euros.

Projets phares UE-Balkans occidentaux et voisinage pour 2023

Les projets sont mis en œuvre dans le cadre des plans économiques et d'investissement convenus avec les pays.

Régional — Balkans occidentaux

Le corridor électrique transbalkanique est une interconnexion de 400 kilovolts reliant les réseaux de transport d'électricité de la Bosnie-Herzégovine, du Monténégro et de la Serbie à ceux de la Croatie, de l'Italie, de la Hongrie et de la Roumanie.

Régional — Voisinage méridional — Câble Medusa

Le câble sous-marin à fibres optiques Medusa en Méditerranée reliera les pays d'Afrique du Nord aux pays européens afin d'augmenter les débits de l'internet dans les universités d'Afrique du Nord.

Régional — Europe de l'Est

Le câble numérique sous-marin au titre de la connectivité de la mer Noire favorisera la transformation numérique et renforcera la résilience numérique de la région.



Macédoine du Nord

L'interconnexion du corridor ferroviaire VIII reliera la Macédoine du Nord à la frontière bulgare.



Géorgie

Le câble électrique sous-marin de la mer Noire exportera de l'énergie verte du Caucase du Sud vers l'UE.



Maroc

- Le réseau de tramways de l'agglomération Rabat-Salé-Témara sera étendu de 37 km.
- Appel à propositions pour la centrale électrique à hydrogène P2X.



Tunisie

Construction d'ELMED, la première interconnexion de câbles électriques sous-marins à haute tension entre l'Italie et la Tunisie.



Israël

Le câble électrique sous-marin de l'interconnexion EuroAsia reliera la Grèce, Chypre et Israël.



Égypte

- GREGY, une interconnexion électrique à haute tension en Méditerranée orientale entre l'Europe et l'Afrique, qui relie l'Égypte à la Grèce.
- Modernisation du centre de contrôle régional d'Alexandrie.
- Production de méthanol pour la navigation verte.



Jordanie

- Projet de dessalement et d'adduction d'eau entre Aqaba et Amman.
- Rénovation et modernisation de la station d'épuration des eaux usées d'As-Salt; construction d'une usine de production de biogaz.

Partenariats internationaux et initiative «Global Gateway»

En 2023, l'UE a enregistré des progrès sensibles dans le déploiement de l'initiative «Global Gateway» — sa contribution au comblement du déficit d'investissement mondial et au soutien apporté aux transitions écologique et numérique dans le monde. L'année dernière, ce sont près de 90 nouveaux projets phares qui auront été déployés en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie et dans

la région Pacifique, dans les Balkans occidentaux, ainsi que dans les pays du voisinage oriental et méridional. Ces projets concernaient un large éventail de secteurs, allant des axes de transport stratégiques aux énergies renouvelables, en passant par les câbles sous-marins, les matières premières critiques, la formation des enseignants et la production de vaccins.



Les 25 et 26 octobre, le premier forum «Global Gateway» a rassemblé des dirigeants de l'UE et de pays partenaires, des entreprises, des représentants de la société civile, des groupes de réflexion, des institutions financières et des organisations internationales en vue d'intensifier la mise en œuvre de la stratégie «Global Gateway». Des accords s'élevant à quelque 3 milliards d'euros ont été signés en l'espace de 2 jours seulement. L'UE s'est engagée à mobiliser 300 milliards d'euros au titre de cette stratégie à l'horizon 2027.

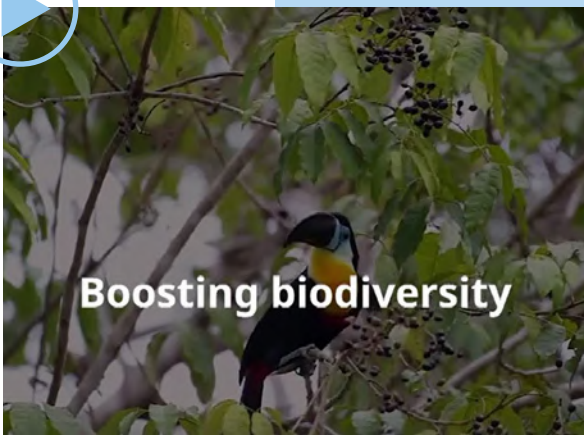
↑

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (à droite), et Sheikh Hasina, Première ministre bangladaise (à gauche), lors du forum «Global Gateway» à Bruxelles (Belgique), 25 octobre 2023.

Pour la première fois en 8 ans, l'UE et la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes ont organisé un sommet qui a approuvé le programme d'investissement «Global Gateway» UE-Amérique latine et Caraïbes. Ce programme devrait mobiliser plus de 45 milliards d'euros au cours des années à venir. En 2023, l'UE a également conclu divers partenariats stratégiques bilatéraux avec des pays associés de la région dans le but de

renforcer la coopération en matière d'énergie et de matières premières critiques. Une alliance numérique entre l'Union européenne et l'Amérique latine et les Caraïbes a été forgée en vue de coopérer sur les questions du numérique et de l'espace. De plus, en réaction à la crise climatique, le programme emblématique de l'UE Euroclima a été étendu aux 33 pays de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Le programme d'investissement «Global Gateway» UE-Amérique latine et Caraïbes



L'UE et ses États membres ont engagé **plus de 45 milliards d'euros** pour soutenir le partenariat renforcé avec l'Amérique latine et les Caraïbes jusqu'en 2027. D'autres pays devraient apporter leur contribution, ainsi que le secteur privé et les institutions financières.

Le programme comprend plus de 130 projets dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes afin de mobiliser des investissements de qualité.

Les projets seront mis en œuvre dans le cadre des initiatives de l'Équipe Europe: l'UE, les États membres, les institutions de financement du développement, y compris la Banque européenne d'investissement, les agences de crédit à l'exportation et toutes les autres sources de financement publiques travailleront en partenariat avec le secteur privé.

↑

VIDÉO: «Global Gateway». Lancement du programme Amazonia+.

Le programme est structuré autour de piliers clés:



une transition verte
équitable,



une transformation
digitale inclusive,



le développement
humain,



la résilience sanitaire
et les vaccins.

De même, l'UE a encore consolidé ses relations avec la région Asie-Pacifique au cours de l'année. En 2022, elle a annoncé la mobilisation d'une enveloppe atteignant les 10 milliards d'euros d'investissements en faveur de projets «Global Gateway» avec les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Dans ce cadre, elle a lancé en 2023 un programme d'observation de la Terre destiné à soutenir l'adaptation au changement climatique,

à garantir la sécurité alimentaire et à faire face aux catastrophes. L'UE a, de surcroît, contracté de nouveaux partenariats en faveur des énergies durables et de la gestion des ressources naturelles. Afin d'améliorer la connectivité durable entre l'Europe et l'Asie centrale, elle a cartographié les liaisons de transport entre les deux régions et les perspectives d'investissement en découlant.



Jutta Urpilainen, commissaire européenne aux partenariats internationaux (deuxième à partir de la droite), lors de la signature de l'accord de Samoa, à Apia (Samoa), 15 novembre 2023.



Un nouveau partenariat a été noué entre l'UE et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, cette dernière regroupant 79 nations. Le 15 novembre, elles ont signé l'accord de Samoa, successeur de l'accord de Cotonou. Le nouveau texte met l'accent sur les efforts à déployer conjointement pour relever les défis mondiaux que sont notamment le changement climatique, le respect des droits de l'homme et les questions sanitaires. Il vise à façonner les relations entre l'UE et cette organisation pour les 20 prochaines années.

L'UE progresse dans la mise en œuvre du paquet d'investissement «Global Gateway» Afrique-Europe, au budget de 150 milliards d'euros, qui comporte de nouvelles initiatives majeures de l'Équipe Europe (efforts conjoints consentis par l'UE et ses États membres) dans des secteurs tels que la santé, les technologies numériques, l'énergie verte, l'éducation et les transports.

Initiatives 2023 de l'Équipe Europe



La feuille de route du partenariat UE-Namibie sur les chaînes de valeur durables pour les matières premières et l'hydrogène renouvelable a été lancée en octobre 2023. Parallèlement, l'UE a signé des accords de partenariat similaires avec la République démocratique du Congo et la Zambie.



La production de vaccins a commencé en Afrique du Sud et des installations de production sont actuellement mises sur pied au Ghana, au Rwanda et au Sénégal.



L'UE et ses États membres ont renforcé leur soutien à la production d'énergie propre en Afrique, par exemple par le lancement du partenariat pour une transition énergétique juste avec le Sénégal et l'inauguration de la centrale solaire de Gorou Banda au Niger.



En janvier 2023, l'UE et ses États membres ont également lancé une initiative régionale en faveur des enseignants dotée d'un montant de 100 millions d'euros et visant à soutenir une éducation de qualité pour tous.



Le 18 décembre 2023, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne (à gauche), s'est rendue à Kigali (Rwanda) où elle a prononcé un discours lors de la cérémonie de lancement de BioNTech Africa, accompagnée de Paul Kagame, président du Rwanda (à droite).



← L'UE finance la construction d'un pont sur le fleuve Logone, reliant le Cameroun au Tchad. Jusqu'à présent, le transport et le commerce sont limités aux canoës traditionnels en bois qui transportent des marchandises et des personnes. Yagoua (Cameroun), 5 avril 2023.

L'UE a pris une mesure concrète pour lutter contre les inégalités en 2023 en introduisant le marqueur d'inégalité. Cet outil contribue à déterminer si des mesures réduisent les inégalités et satisfont aux besoins des 40 % les plus démunis de la population.

L'UE et ses États membres demeurent, ensemble, le premier pourvoyeur d'aide publique au développement dans le monde, ayant octroyé 92,8 milliards d'euros d'aide en 2022 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles), soit 43 % du total.

Aide humanitaire et protection civile

Aide humanitaire

L'aide humanitaire sauve des vies, défend la dignité humaine et promeut la solidarité mondiale lors des crises et des urgences. Collectivement, l'UE est l'un des principaux pourvoyeurs d'aide humanitaire dans le monde. Dotée d'un budget de 2,4 milliards d'euros pour la seule année 2023, cette aide s'adresse non seulement aux urgences nouvelles, mais également aux crises oubliées.

En raison des conflits, des chocs économiques, des conditions climatiques extrêmes et de la pandémie, l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux records. L'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie a eu des retombées négatives sur les prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des engrais et a désorganisé les chaînes d'approvisionnement. En 2023, plus de 668 millions d'euros ont été alloués à l'aide alimentaire et nutritionnelle à caractère humanitaire. Au moyen de cette aide, l'UE s'emploie à garantir l'accès à une nourriture saine et nutritive pour les populations les plus touchées par la famine et les plus vulnérables lors des crises.

Tout au long des 12 années qui se sont écoulées depuis le début de la crise syrienne, l'UE et ses États membres ont apporté à la population syrienne un soutien important s'élevant au total à 30 milliards d'euros. Ce soutien comprend une aide à la fois

humanitaire, économique, au développement et à la stabilisation, assortie d'une enveloppe supplémentaire de 170 millions d'euros allouée à l'aide humanitaire en 2023.

En février 2023, un puissant séisme de magnitude 7,8 a frappé la Syrie et la Turquie. C'est l'un des tremblements de terre les plus violents qu'ait connus la région depuis plus d'un siècle. Des dévastations supplémentaires ont depuis été causées par d'autres séismes.



↑ Grâce au financement de l'UE et aux organisations partenaires, des kits d'hygiène sont fournis aux personnes touchées par le tremblement de terre et vivant dans des tentes, Turquie, 23 août 2023.

L'UE a réagi sans tarder: elle a dépêché en Turquie 30 équipes de recherche et de sauvetage, mobilisé une aide humanitaire en faveur des deux pays et convoqué la conférence internationale des donateurs «Ensemble pour les populations de Turquie et de Syrie», le 20 mars. Lors de cette conférence, la communauté internationale a promis d'allouer 7 milliards d'euros afin de répondre aux besoins humanitaires et de reconstruction des régions touchées en Turquie, et d'apporter à la Syrie une aide humanitaire, ainsi qu'une aide au redressement rapide et à la résilience. En faisait partie une contribution du budget de l'UE de 1,1 milliard d'euros, dont 400 millions d'euros mis à contribution en 2023 au titre du Fonds de solidarité de l'Union européenne.

Un séisme de magnitude 6,8 a frappé le Maroc au mois de septembre. L'UE a rapidement mobilisé 1 million d'euros de fonds d'urgence et envoyé sur place des experts en aide humanitaire et en logistique; elle s'est déclarée prête à offrir une aide supplémentaire au besoin.

Les besoins d'aide humanitaire dans le monde allant incontestablement grandissant, l'UE a intensifié ses efforts de sensibilisation à la nécessité d'élargir la base des donateurs internationaux et de combler l'écart qui se creuse entre financements et besoins, qui s'élevait à près de 40 milliards d'euros pour la première fois en 2023. Ce sujet était au cœur de l'ordre du jour du Forum humanitaire européen annuel, qui s'est tenu à Bruxelles, en Belgique, au mois de mars. Ce forum, dont l'objectif était de trouver des solutions durables aux besoins humanitaires, a réuni des ministres des affaires étrangères de l'UE en vue d'examiner le recours aux fonds consacrés au développement et au climat pour

lutter contre les causes profondes de ces besoins, et les a incités à renforcer leur degré d'engagement.

Hormis les questions de financement, l'UE a aussi utilisé ses propres capacités pour compléter l'action des organisations humanitaires partenaires. En faisant appel à la capacité d'intervention humanitaire européenne, elle a fourni un soutien logistique direct tout au long de l'année, au Proche-Orient en particulier. Ce soutien comprenait, entre autres, la distribution de fournitures de première nécessité à partir des stocks propres à l'UE, ainsi que l'organisation d'opérations au titre du pont aérien humanitaire de l'UE, afin d'acheminer des équipements de secours destinés aux organisations partenaires.

Il en est allé de même concernant la réaction au conflit survenu en avril au Soudan, où des fournitures de première nécessité ont été livrées aux populations touchées par le conflit frappant le pays et à celles réfugiées au Tchad. Un pont aérien humanitaire parallèle a été mis en place consécutivement à une nouvelle escalade du conflit dans l'est de la République démocratique du Congo, et une série de vols ont continué d'apporter une aide d'urgence aux populations de l'Afghanistan, en proie à la pire crise humanitaire au monde par son ampleur.

En mars 2023, l'UE a organisé une conférence de solidarité avec les migrants et les réfugiés venus du Venezuela, levant à cette occasion 815 millions d'euros et mettant sous le feu des projecteurs cette crise humanitaire oubliée. D'autres conférences des donateurs ont été organisées pour venir en aide aux habitants du Yémen et des régions en crise de la Corne de l'Afrique et du Sahel.

Plus de la moitié de la population malienne a moins de 18 ans. Un tiers de cette population vit dans des régions frappées par le conflit armé. L'UE s'emploie activement à protéger ces enfants, en réagissant sans attendre à tout nouveau déplacement de population et en veillant à ce que leur scolarisation se poursuive sans interruption.

→ Des activités récréatives pour les enfants déplacés au Mali sont organisées en petits groupes afin de garantir la sécurité et de favoriser un sentiment d'intimité. Cette approche permet également de repérer plus facilement les enfants qui ont besoin d'une aide supplémentaire. Les enfants vulnérables reçoivent ensuite un soutien psychosocial et une assistance adaptés à leurs besoins spécifiques. 11 avril 2023.



© DRC/Bakary Diouara

Réaction et préparation aux catastrophes et prévention de celles-ci

Le mécanisme de protection civile de l'UE, institué en octobre 2001, constitue l'épine dorsale de la coopération et de la solidarité entre les États membres et les 10 autres États participants en cas de catastrophes naturelles ou d'origine humaine. Lorsqu'une situation d'urgence dépasse les capacités de réaction d'un pays, en Europe ou ailleurs, ce pays peut demander de l'aide par l'intermédiaire de ce mécanisme.

Avec l'ajout de la Moldavie et de l'Ukraine en 2023, le mécanisme compte désormais 37 membres, qui s'engagent collectivement à renforcer la prévention des catastrophes, ainsi que la préparation et la réaction à celles-ci en Europe.

L'Union joue un rôle essentiel dans la coordination et le financement de la réaction collective aux catastrophes dans l'UE et le reste du monde. En 2023, la demande d'aide par l'intermédiaire du mécanisme s'est envolée, atteignant les 66 activations en réaction à des crises d'origine tant naturelle qu'humaine dans toute l'Europe et au-delà. Ces activations ont notamment concerné la guerre qui sévit en Ukraine, les violents tremblements de terre qui ont secoué la Syrie et la Turquie, les incendies de forêt dévastateurs au Canada et en Grèce, ainsi que les inondations sans précédent en Italie, en Libye et en Slovaquie.

L'UE a encore renforcé ses réserves stratégiques rescEU, créées pour apporter un soutien en dernier recours lors de la survenue de situations d'urgence majeure propres à submerger les États membres.

Dans ce cadre, l'UE a constitué ses propres réserves d'abris, qui ont la capacité d'accueillir plusieurs milliers de personnes dans plusieurs pays. Elle a aussi commencé à mettre sur pied une équipe médicale d'urgence rescEU et créé le premier hôpital de campagne paneuropéen. Plusieurs États membres ont bénéficié de financements de l'UE en vue de constituer la première réserve stratégique chimique, biologique, radiologique et nucléaire, ainsi qu'une réserve énergétique d'urgence dotée de générateurs et d'autres équipements.

L'UE aide les gouvernements, les organisations et les communautés à anticiper les catastrophes, à s'y préparer et à y répondre. Les communautés sont aidées dans la réalisation de ces objectifs au moyen de systèmes d'alerte précoce, d'un partage d'expertises, de formations en matière de réaction aux situations d'urgence et d'un entreposage d'équipements de secours.

À cet égard, l'UE a réaffirmé son attachement au cadre d'action de Sendai des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe. Elle soutient aussi l'Amérique latine et les Caraïbes au moyen d'un protocole d'accord en matière de coopération à la préparation aux catastrophes et à la gestion des risques. Compte tenu de la dégradation du paysage des risques en Europe, l'UE a adopté cinq objectifs en matière de résilience face aux catastrophes en 2023. Ces objectifs guident les communautés en Europe en les aidant en matière de prévision et de prévention des grandes catastrophes à venir, ainsi que de préparation et de réaction à celles-ci. Ils établissent un lien entre des scénarios de catastrophes spécifiques et les capacités de réaction, et cherchent à renforcer la résilience face aux catastrophes de manière tangible et efficace.

→ Des pompiers roumains sur l'île de Rhodes (Grèce) donnent à un lapin sauvé des flammes l'hydratation dont il a tant besoin. Lorsque des incendies font rage dans leur habitat naturel, les animaux sont souvent laissés sans défense et incapables de s'échapper. Juillet 2023.



© Protection civile roumaine.

Cinq objectifs de l'UE en matière de résilience face aux catastrophes



Anticiper

Une meilleure évaluation des risques



Préparer

Sensibilisation et préparation accrues des citoyens



Alerter

Systèmes d'alerte rapide renforcés



Réagir

Mécanisme de protection civile de l'Union renforcé



Protéger

Coordination solide de la réaction d'urgence dans toute l'Europe

Accords commerciaux

L'UE coopère avec des pays dans le monde entier et avec des organisations internationales afin de promouvoir la prospérité commerciale et économique, tout en veillant à ce que la technologie contribue à servir la société et respecte les valeurs démocratiques communes.

En juin, la Commission et le haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, ont lancé la stratégie européenne de sécurité économique, qui constitue une approche globale visant à renforcer l'économie de l'UE et à la rendre plus résiliente. Elle s'emploiera à élargir la base industrielle de l'UE, à protéger ses intérêts économiques vitaux et à promouvoir la collaboration avec un large éventail de pays tiers en vue de renforcer la sécurité économique mondiale.

En 2023, l'UE a bien progressé en ce qui concerne plusieurs accords commerciaux. Elle a signé et adopté un accord conclu avec la Nouvelle-Zélande en 2022. L'accord UE-Chili a également été signé, ouvrant la voie à son adoption formelle.

L'UE a conclu des négociations et signé l'accord de partenariat économique avec le Kenya, le plus ambitieux que l'UE ait jamais négocié avec un pays en développement en matière de durabilité. Les travaux sur l'accord de facilitation des investissements durables entre l'UE et l'Angola ont également progressé, la Commission proposant que le Conseil conclue et signe cet accord.

Les négociations sur des accords commerciaux avec l'Australie, l'Inde et l'Indonésie se sont poursuivies, de même que les travaux à caractère technique et juridique sur l'accord commercial UE-Mercosur. Les négociations avec la Thaïlande ont aussi été relancées.

À la suite du dialogue économique à haut niveau entre l'UE et le Japon en juin et du sommet UE-Japon en juillet, les deux parties sont convenues de poursuivre leur collaboration dans le cadre de l'accord de partenariat économique UE-Japon. Il y est notamment question d'élargir les discussions sur la sécurité économique et de souscrire aux principes régissant le commerce numérique.



En décembre, Pékin a accueilli un sommet UE-Chine historique, le premier à être organisé en présentiel depuis 2019 et qui a mis l'accent sur l'accomplissement de progrès concrets dans les relations entre l'UE et la Chine. Au cœur de l'ordre du jour de ce sommet figuraient les discussions sur les moyens de contrebalancer le déficit commercial de l'UE avec la Chine, la promotion d'un partenariat économique équitable et l'adhésion aux normes internationales.

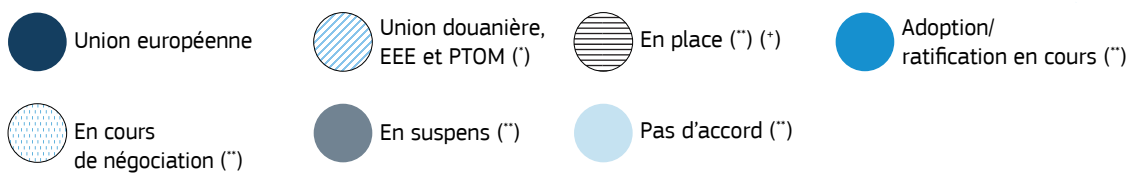
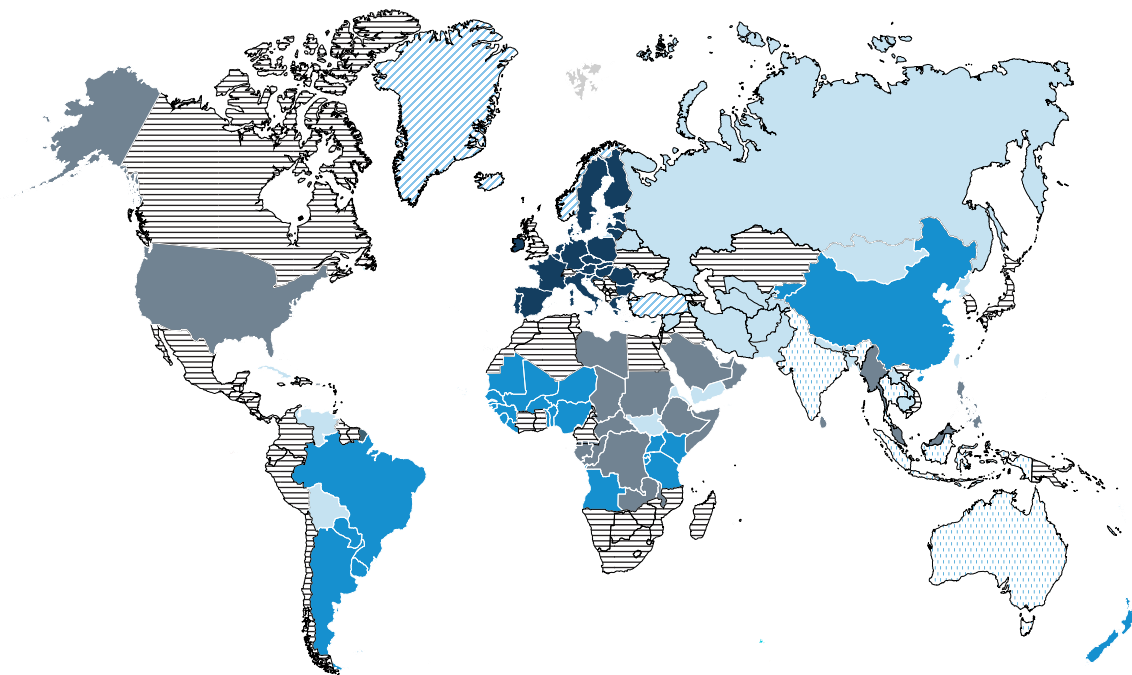
Les grandes préoccupations internationales ont également été passées en revue, telles que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, les tensions au Proche-Orient, le changement climatique, les défis sanitaires et les questions des droits de l'homme en Chine. Le sommet a souligné l'importance de la collaboration et du respect mutuel dans les affaires mondiales.

Avec les États-Unis, les négociations concernant l'accord mondial sur l'acier et l'aluminium durables se sont poursuivies en vue de combattre les excédents de capacité sur les marchés mondiaux et de faire en sorte que le commerce mondial de l'acier gagne en durabilité. À l'appui de ces efforts, les États-Unis et l'UE sont tombés d'accord pour étendre la suspension des droits de douane américains sur certaines quantités d'acier et d'aluminium provenant de l'UE, et pour que l'UE rééquilibre ses droits de douane sur les produits américains jusqu'au 31 décembre 2025 et jusqu'au 31 mars 2025 respectivement. Des négociations ont également été engagées avec les États-Unis au sujet d'un accord sur les minéraux critiques, qui permettrait de faire bénéficier des véhicules et des pièces électriques produits par

l'UE de certains crédits d'impôt prévus par la loi américaine sur la réduction de l'inflation.

L'UE et les États-Unis ont continué à enrichir leurs relations numériques et commerciales dans le cadre du conseil du commerce et des technologies UE - États-Unis, dont la quatrième rencontre ministérielle a eu lieu en mai. Désireux de s'inspirer du succès du conseil UE - États-Unis, l'UE et l'Inde ont également organisé la première rencontre ministérielle du conseil du commerce et des technologies UE-Inde en mai, après son lancement en février. Lors de cette rencontre, les deux parties sont convenues d'approfondir leur coopération dans trois domaines clés, à savoir les technologies, l'énergie propre et les échanges commerciaux.

Accords commerciaux de l'UE en 2023



(*) Espace économique européen; pays et territoires d'outre-mer.

(**) Accord de libre-échange; accord de libre-échange approfondi et complet; accord d'investissement; accord de partenariat et de coopération renforcé; accord de partenariat et de coopération comportant un élément préférentiel.

(*) Les accords avec la Tunisie et avec l'Afrique orientale et australe sont actuellement mis à jour; les accords actualisés avec le Chili et le Mexique sont en cours de ratification; l'accord de libre-échange approfondi et complet avec la Géorgie ne s'applique pas en Abkhazie et en Ossétie du Sud.

Le cadre de Windsor constitue un jalon important dans les relations entre l'UE et le Royaume-Uni. Il apporte des solutions définitives aux défis liés à la mise en œuvre du protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord (qui fait partie intégrante de l'accord de retrait), réaffirme l'engagement total de l'UE et du Royaume-Uni en faveur de l'accord du Vendredi saint (accord de Belfast) et facilite les échanges commerciaux entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne, tout en protégeant le marché unique de l'UE. Les deux parties sont résolues à mettre en œuvre intégralement et en temps utile l'ensemble des éléments de ce cadre.

L'accord de commerce et de coopération a également progressé en 2023, permettant de coopérer en matière de commerce, de transports, d'énergie et de sécurité, ainsi que dans d'autres secteurs tels que la cybersécurité et les services financiers. Le Royaume-Uni et l'UE sont parvenus à un accord sur la participation du premier à Horizon Europe, le programme de recherche et d'innovation de l'Union, ainsi qu'à Copernicus, le programme de l'UE d'observation de la Terre de renommée mondiale.

Grâce au soutien de l'UE au processus de règlement de la question chypriote, les échanges commerciaux de part et d'autre de la ligne verte entre Chypriotes turcs et grecs ont bondi pour atteindre le chiffre record de 16 millions d'euros en 2023. Ce commerce

permet d'établir la confiance entre les deux communautés et de soutenir l'économie chypriote. Pour favoriser encore cette croissance, un guichet unique financé par l'Union a ouvert ses portes en octobre et prodigue des conseils aux négociants locaux.

L'UE a noué plusieurs partenariats numériques afin de renforcer son engagement avec des pays associés partageant les mêmes valeurs, dont le Canada et des États de la région indo-pacifique, tels que Singapour et la Corée du Sud. Le but est de renforcer la coopération en vue d'établir un espace numérique sûr et sécurisé et de parvenir à une transformation numérique résiliente. Le partenariat stratégique entre l'UE et le Japon a également progressé, les deux parties ayant signé des accords destinés à renforcer la coopération en matière d'infrastructures numériques, de semi-conducteurs et de chaînes d'approvisionnement en matières premières.

L'UE a également pour ambition de renforcer ses liens avec les communautés scientifiques mondiales dominantes. L'entrée de la Nouvelle-Zélande dans Horizon Europe en 2023 a ouvert de nouvelles perspectives, ce pays étant le premier partenaire lointain de l'UE à participer à cette aventure. L'engagement du Canada a pour effet d'élargir encore cette alliance scientifique internationale.



↑

Margrethe Vestager, vice-présidente exécutive de la Commission européenne pour une Europe adaptée à l'ère du numérique et commissaire européenne à la concurrence (deuxième à partir de la droite), et Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif de la Commission européenne pour une économie au service des personnes et commissaire européen au commerce (troisième à partir de la droite), au conseil du commerce et des technologies UE-Inde, Bruxelles (Belgique), 16 mai 2023.



9. Évolutions institutionnelles et renforcement de la démocratie

Introduction

En 2023, les institutions et organes de l'Union européenne ont collaboré étroitement pour répondre aux intérêts communs de l'UE et obtenir des résultats pour les citoyens européens. Les efforts se sont poursuivis pour améliorer le processus législatif de l'UE et réformer les administrations afin qu'elles soient mieux préparées aux opportunités et aux défis d'un monde en mutation. Obtenir de meilleurs résultats pour les citoyens en améliorant les règles de l'UE est un objectif commun et relève de la responsabilité de toutes les institutions et de tous les États membres de l'UE. Il s'agit notamment de donner aux citoyens les moyens de participer activement au processus démocratique.

↑

De gauche à droite: Charles Michel, président du Conseil européen, Jessika Roswall, ministre suédoise des affaires européennes, Shirin Ebadi, avocate et écrivaine iranienne, Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, Samantha Cristoforetti, astronaute italienne, et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, lors de la célébration par le Parlement européen de la Journée internationale des femmes, Strasbourg (France), 15 mars 2023.

Travailler ensemble

La structure institutionnelle de l'UE est unique et son système décisionnel évolue constamment. En principe, la Commission européenne propose de nouvelles lois, et le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne, en tant que colégislateurs, les adoptent. Les États membres mettent ensuite en œuvre les lois et la Commission veille à leur bonne application. Les travaux de ces institutions sont complétés par ceux d'autres institutions et organes. En 2023, les institutions de l'UE ont progressé sur

plusieurs initiatives législatives majeures et ont redoublé d'efforts pour rendre l'UE plus transparente, plus responsable et plus efficace. Ayant à l'esprit la communication de la Commission intitulée «Vers une Europe plus résiliente, plus compétitive et plus durable», les dirigeants de l'UE se sont réunis à Grenade (Espagne) en octobre dernier pour lancer un débat visant à définir les grandes orientations et priorités politiques de l'Union européenne pour les années à venir.

La présidence du Conseil de l'Union européenne est exercée à tour de rôle par les États membres tous les 6 mois. En 2023, la présidence a d'abord été assurée par la Suède, puis par l'Espagne.



↑
Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, des membres de la délégation suédoise et des membres du collège de la Commission européenne lors de la réunion inaugurale de la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne, Kiruna (Suède), 12 janvier 2023.



État d'avancement des initiatives législatives

En 2023, les colégislateurs de l'UE ont progressé sur plusieurs initiatives majeures.

En ce qui concerne la solidarité avec l'Ukraine et le soutien militaire (voir le chapitre 1), le Parlement et le Conseil sont parvenus à un accord politique sur l'action de soutien à la production de munitions, mobilisant 500 millions d'euros pour fabriquer des munitions et des missiles. Ils se sont également mis d'accord sur de nouvelles mesures visant à renforcer d'urgence les capacités de l'industrie de la défense de l'Union en matière de production de munitions (l'instrument visant à renforcer l'industrie européenne de la défense au moyen d'acquisitions conjointes — voir le chapitre 8). Compte tenu de la poursuite de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, le Conseil a en outre marqué son accord sur les 11^e et 12^e trains de mesures restrictives économiques et individuelles (sanctions).

Des progrès ont été accomplis concernant le renforcement de l'économie et de la compétitivité de l'UE, avec des accords entre les colégislateurs sur des propositions importantes telles que le règlement sur les obligations vertes européennes, le paquet bancaire et le règlement sur les dépositaires centraux de titres, ainsi que le règlement novateur sur les matières premières critiques (voir le chapitre 2). En outre, le Conseil a arrêté une position commune sur la proposition de la Commission visant à réformer les règles de gouvernance économique de l'UE.

↑

Le 3 juillet 2023, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et des membres du collège de la Commission européenne ont assisté à la réunion inaugurale de la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne à Madrid (Espagne).

S'agissant du programme environnemental, le Parlement et le Conseil ont adopté des actes législatifs clés en vue d'atteindre les objectifs climatiques à l'horizon 2030. Il s'agit notamment de nouvelles règles visant à réduire la consommation finale d'énergie et à accroître la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique de l'UE (voir les chapitres 3 et 4).

Pour ce qui est de la transition numérique, le Parlement et le Conseil ont adopté de nouvelles règles visant à renforcer le secteur européen des semi-conducteurs (règlement sur les semi-conducteurs), qui amélioreront la souveraineté technologique de l'Union. Les colégislateurs ont également adopté la loi sur les données, qui garantira un accès équitable aux données, et sont parvenus à un accord politique sur la législation sur l'intelligence artificielle, qui favorisera une utilisation sûre de l'intelligence artificielle dans l'UE dans l'intérêt de tous (voir le chapitre 5).

Les négociations entre le Parlement et le Conseil se sont aussi conclues par un accord politique sur le nouveau pacte sur la migration et l'asile (voir le chapitre 7) et sur la transparence de la publicité à caractère politique (voir ci-dessous). Des progrès ont également été accomplis en ce qui concerne la directive relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes (chapitre 6). En outre, en ce qui concerne l'espace Schengen, le Conseil a décidé à l'unanimité de lever les contrôles aux frontières aériennes et maritimes intérieures avec la Bulgarie et la Roumanie (voir le chapitre 7).

Par ailleurs, l'accord politique sur la révision ciblée du règlement financier marque une étape importante dans la protection du budget de l'UE (voir le chapitre 2), le renforcement de la transparence, l'amélioration de la gestion des crises et la réduction des charges administratives qui pèsent sur les États membres.

Veiller à l'application des règles de l'UE

Le droit de l'Union doit être mis en œuvre et appliqué pleinement et correctement partout afin que les citoyens et les entreprises puissent profiter pleinement de ses avantages. À cette fin, la Commission a ouvert plus de 500 nouvelles procédures d'infraction en 2023, soit parce que les États membres n'avaient pas transposé certaines directives de l'UE en droit national en temps voulu, soit parce qu'ils n'appliquaient pas correctement les règles de l'UE ou que leurs règles nationales n'étaient pas pleinement conformes au droit de l'Union.

En revanche, 1 000 procédures d'infraction ont pu être clôturées au cours de l'année, les États membres s'étant conformés aux règles de l'UE. Cela apportera des avantages concrets, tels que le renforcement des droits au sein du marché unique numérique, l'amélioration de l'efficacité énergétique, une meilleure protection de l'environnement, de meilleurs services financiers et des transports plus sûrs.

La Commission a aussi poursuivi ses travaux sur la prévention des infractions, par exemple en apportant un soutien précoce aux États membres en ce qui concerne la mise en œuvre du droit de l'Union au moyen d'orientations pratiques, de réunions, de formations et d'une assistance technique.

Coopération interinstitutionnelle active

Le Comité économique et social européen et le Comité européen des régions ont fourni des contributions importantes et pertinentes au Parlement, au Conseil et à la Commission, et se sont fermement engagés pour soutenir l'Ukraine. Le Comité économique et social européen a poursuivi son initiative consistant à sélectionner des membres de pays candidats à l'élargissement, qui vise à associer des représentants de la société civile des pays candidats à l'adhésion à l'UE aux travaux consultatifs quotidiens du Comité.

Par l'intermédiaire de son Alliance européenne des villes et des régions pour la reconstruction de l'Ukraine, le Comité européen des régions a souligné l'importance de la décentralisation et du renforcement de l'autonomie locale dans le processus de redressement et de reconstruction de l'Ukraine.

Les parlements nationaux de la plupart des États membres ont poursuivi leur coopération active avec les institutions de l'UE, en examinant les propositions de nouvelles lois afin de s'assurer qu'elles respectent le principe de subsidiarité. Ce principe définit les circonstances dans lesquelles une action de l'Union plutôt que des États membres est légitime. À cet égard, les parlements nationaux n'ont fait état de préoccupations que dans un très petit nombre de cas. Ils ont participé au dialogue politique écrit et oral avec la Commission sur un large éventail de sujets, ainsi qu'aux rencontres interparlementaires organisées par le Parlement européen.

Les relations entre les autres institutions et le Médiateur européen sont restées à la fois bonnes et très constructives. La Commission fait toujours l'objet de la plupart des enquêtes du Médiateur en tant qu'institution ayant les relations les plus directes avec les citoyens. En 2023, la Commission a mis en œuvre environ trois quarts des propositions du Médiateur, et les cas de mauvaise administration ont été très rares.

En tant que gardienne des finances de l'UE, la Cour des comptes européenne a effectué une série d'audits financiers et de performance, notamment dans des domaines tels que le fonds de relance adopté au moment de la pandémie NextGenerationEU, la compétitivité économique de l'UE, la résilience face aux menaces pour la sécurité, le respect des valeurs européennes, le changement climatique et la lutte contre la fraude. En tant que principale entité audité de la Cour des comptes, la Commission a accepté la grande majorité des recommandations qui lui étaient adressées, destinées à veiller à ce que les fonds de l'UE soient perçus et dépensés conformément à la réglementation en vigueur et à ce qu'ils produisent les résultats escomptés.



Bonne administration

Renforcer la confiance du public

La transparence, l'intégrité et l'obligation de rendre des comptes sont les caractéristiques essentielles d'une démocratie fondée sur l'état de droit. Elles favorisent la bonne gouvernance et renforcent la confiance dans le processus d'élaboration des politiques. Il s'agit également d'outils politiques extrêmement importants pour prévenir la corruption. À la suite d'allégations de corruption et de l'arrestation ultérieure d'un membre du Parlement européen à la fin de l'année précédente, le Parlement a mis en œuvre en 2023 une série de réformes visant à renforcer son intégrité, son indépendance et son obligation de rendre des comptes afin d'éviter de nouvelles ingérences dans ses travaux.

En vue de renforcer la confiance du public dans les institutions de l'UE, la Commission a présenté en juin une proposition relative à un organisme éthique interinstitutionnel dans le but d'établir des normes communes en matière de conduite éthique des membres et un mécanisme formel de coopération et d'échange sur les exigences éthiques. La Commission a invité toutes les institutions de l'UE (le Parlement, le Conseil européen, le Conseil, la Cour de justice, la Banque centrale européenne et la Cour des comptes, ainsi que le Comité économique et social européen et le Comité européen des régions) à entamer des négociations et a organisé les premières réunions politiques et techniques sur un éventuel accord.

En juin, la Banque centrale européenne a formalisé ses dispositions en matière d'obligation de rendre des comptes avec le Parlement. Le dialogue entre la Banque centrale et le Parlement revêt une importance capitale à cet égard. Il permet à la

Banque d'expliquer en détail ses actions et ses politiques aux représentants élus des citoyens de l'UE et d'écouter leurs préoccupations. De cette manière, les citoyens et leurs représentants peuvent se faire une opinion sur les performances de la Banque au regard de son objectif premier, à savoir le maintien de la stabilité des prix.

Amélioration de la réglementation

Le programme de la Commission pour une meilleure réglementation est la pièce maîtresse de ses travaux visant à garantir la compétitivité et la résilience de l'UE grâce à une réglementation plus intelligente, plus efficiente et plus efficace. Il s'appuie sur un cadre avéré, reconnu par l'Organisation de coopération et de développement économiques.

En 2023, la Commission s'est engagée à réduire de 25 % au fil du temps les charges liées aux obligations de déclaration. Elle a présenté 41 initiatives dans son programme de travail, en s'employant en priorité à rationaliser les obligations de déclaration qui imposent des charges disproportionnées aux entreprises ou aux administrations. L'objectif est de réduire les charges administratives sans compromettre les objectifs stratégiques ni abaisser les normes sociales, économiques, environnementales ou autres, y compris la protection des consommateurs. Le processus sera alimenté par 200 contributions reçues d'entreprises, d'autorités publiques, de la société civile et de citoyens dans le cadre d'un appel à contributions spécifique.



← Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (à gauche), et Roberta Metsola, présidente du Parlement européen (à droite), signent les dispositions en matière d'obligation de rendre des comptes, Bruxelles (Belgique), 5 juin 2023.

Rationaliser et simplifier les exigences d'information

De quelle façon?



Exemples

Proposition	Objectif	Économies/avantages escomptés
Code des douanes de l'Union réformé	Créer une interface unique de l'UE et faciliter la réutilisation des données	2 milliards d'euros
Directive révisée sur les transports combinés	Simplifier les procédures (par exemple utiliser des plateformes numériques de données de transport comme preuve d'éligibilité)	430 millions d'euros
Seuils adaptés de la directive comptable	Réduire les exigences d'information	Plus de 1 million d'entreprises devraient en bénéficier
Règlement extrajudiciaire des litiges	Supprimer certaines obligations d'information et remplacer la plateforme en ligne	Environ 630 millions d'euros



La Commission a également poursuivi la mise en œuvre du principe «un ajout, un retrait», qui garantit que toute charge nouvellement introduite est compensée par la suppression d'une charge équivalente dans le même domaine d'action. Cette approche complète le programme de la Commission pour une réglementation affûtée et performante, par lequel la Commission cherche à recenser et à supprimer systématiquement les lourdeurs administratives et les coûts inutiles chaque fois que la législation de l'UE est révisée et évaluée.



Maroš Šefčovič, vice-président exécutif de la Commission européenne pour le pacte vert pour l'Europe, les relations interinstitutionnelles et la prospective, lors de la 8^e réunion plénière de la plateforme «Prêts pour l'avenir», Bruxelles (Belgique), 28 novembre 2023. Ce groupe d'experts de haut niveau soutient la Commission dans ses efforts de simplification de la législation de l'Union et de réduction des coûts inutiles.

Renforcement de la coopération administrative

Des administrations publiques nationales efficaces sont essentielles pour concrétiser les politiques de l'UE et des États membres, mettre en œuvre des réformes qui profitent tant aux citoyens qu'aux entreprises, et orienter les investissements vers la réalisation des transitions écologique et numérique et vers une plus grande compétitivité. Dans le but de renforcer l'espace administratif européen, l'initiative ComPAcT propose un nouvel ensemble de principes visant à aider les États membres à combler les déficits de compétences et à atteindre l'objectif consistant à rendre 100 % des services publics essentiels accessibles en ligne d'ici à 2030. Cela permettra aux économies et aux sociétés de l'UE d'atteindre les objectifs ambitieux en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 et rendra les administrations publiques de l'UE moins bureaucratiques, plus rapides dans la fourniture de services, plus transparentes et plus proches des citoyens. À cet égard, l'accord sur le règlement pour une Europe interopérable conclu en novembre a constitué un jalon important sur la voie de la réalisation des objectifs numériques de l'UE pour 2030 (voir le chapitre 5). Une fois adopté, le règlement portera à un niveau supérieur l'échange d'informations dans le secteur public de l'UE et accélérera la transformation numérique du secteur.

Prospective stratégique

Afin de pérenniser ses politiques dans un contexte mondial de plus en plus complexe, l'UE intègre progressivement la prospective dans l'élaboration de ses politiques. Les scénarios possibles, les tendances, les risques et les questions émergentes sont explorés, fournissant des informations utiles

pour la planification stratégique et l'élaboration des politiques, conformément à la boîte à outils pour une meilleure réglementation. En fin de compte, la prospective stratégique aidera l'UE à anticiper et à mieux réagir aux besoins futurs et aux évolutions négatives et crises complexes inattendues, comme celles que nous avons connues ces dernières années.

Le rapport de prospective stratégique 2023 a analysé les défis sociaux et économiques sur la voie de la durabilité et du maintien du bien-être des citoyens. Il a également mis en lumière la manière dont la bonne gestion de ces défis peut aider l'UE à renforcer son rôle moteur au niveau mondial. Le rapport suggère 120 domaines d'action concrets et présente les premiers résultats du programme pilote sur l'approche «au-delà du PIB», qui vise à soutenir l'élaboration d'indicateurs de progrès qui tiennent davantage compte des aspects sociaux et environnementaux.

Au cours de l'année, la Commission a aussi renforcé sa coopération avec les États membres par l'intermédiaire du réseau de prospective à l'échelle de l'UE, mis en place en 2021, qui a contribué à accroître l'intérêt au niveau national pour la prospective stratégique et les investissements en la matière. Ce réseau facilite également des discussions plus larges au niveau de l'UE, telles que les travaux sur le rapport Resilient EU2030 sous la présidence espagnole du Conseil et la déclaration publiée à l'issue du Conseil européen qui s'est tenu à Grenade (Espagne).

Le système européen d'analyse stratégique et politique réunit 9 institutions et organes de l'UE afin d'anticiper les risques et opportunités futurs. En 2023, la coopération s'est concentrée sur l'élaboration du nouveau rapport sur les tendances mondiales, qui doit être présenté début 2024.

Dix domaines d'action pour parvenir à la durabilité



Renforcement de la démocratie

Protéger l'état de droit

Alors que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine se poursuit, il est essentiel que la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit soient défendus et maintenus de manière proactive, dans l'UE et au-delà. Le [rapport 2023 sur l'état de droit](#) y a apporté une contribution importante, montrant que 65 % des recommandations relatives à l'état de droit adressées aux États membres en 2022 avaient été totalement ou partiellement prises en compte. Cela reflète les efforts

considérables déployés par les États membres pour entreprendre les réformes nécessaires en vue de renforcer l'état de droit dans quatre domaines clés: le système judiciaire, le cadre de lutte contre la corruption, le pluralisme et la liberté des médias. Compte tenu des résultats positifs obtenus dans les États membres, la Commission a [annoncé](#) en 2023 qu'elle ouvrirait le rapport sur l'état de droit aux pays en voie d'adhésion les plus avancés afin de les soutenir dans leurs efforts de réforme.

Ingérence étrangère dans les systèmes démocratiques

81 %

des citoyens de l'UE conviennent que l'ingérence étrangère est un problème grave auquel il faut s'attaquer.

81 %

des citoyens de l'UE conviennent que les entités représentant des gouvernements étrangers sur le territoire de l'UE devraient être enregistrées afin de prévenir toute ingérence occulte.

Le rôle de la société civile dans la promotion et la protection de la démocratie

87 %

des citoyens de l'UE considèrent que la société civile joue un rôle important dans la protection de la démocratie et la promotion du débat démocratique.

Démocratie et élections

78 %

des citoyens de l'UE craignent que des décisions de vote soient fondées sur de la désinformation.

72 %

des citoyens de l'UE craignent que les élections dans l'UE puissent être manipulées par des cyberattaques.

70 %

des citoyens de l'UE craignent que des pays étrangers puissent influencer des élections de manière dissimulée.

65 %

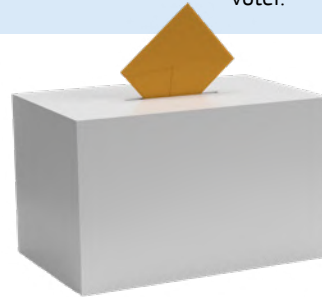
des citoyens de l'UE craignent d'être soumis à des pressions pour voter d'une certaine manière.

63 %

des citoyens de l'UE craignent que les résultats des élections puissent être manipulés.

53 %

des citoyens de l'UE craignent que les personnes qui n'ont pas le droit de vote puissent voter.



Source: Eurobaromètre Flash 528, décembre 2023.

Défense de la démocratie

Dans une démocratie saine et prospère, les citoyens peuvent exprimer librement leur point de vue, choisir leurs responsables politiques et donner leur avis sur leur avenir. La démocratie dans l'UE est forte, mais elle est confrontée à des défis allant de la montée de l'extrémisme aux ingérences dans les élections, en passant par la diffusion d'informations manipulatrices et les menaces à l'encontre de journalistes.

Le train de mesures de défense de la démocratie, adopté en décembre, vise à répondre à des défis tels que l'ingérence étrangère et à renforcer la résilience de l'intérieur en encourageant l'engagement civique et la participation démocratique. La pièce maîtresse du train de mesures est une proposition visant à accroître la transparence et la responsabilité démocratique en mettant en lumière les influences étrangères occultes. Les mesures amélioreront également le fonctionnement du marché intérieur grâce à des normes communes pour les activités de

représentation d'intérêts menées pour le compte de pays tiers. En outre, le train de mesures comprend deux recommandations: l'une visant à renforcer les processus électoraux dans l'UE et l'autre, à promouvoir la participation inclusive des citoyens et de la société civile à l'élaboration des politiques.

Un accord politique est également intervenu sur les nouvelles règles relatives à la transparence de la publicité à caractère politique, en vertu desquelles cette publicité devra être clairement identifiée comme telle et indiquer notamment qui l'a payée et pour quel montant, à quelles élections, à quel référendum ou à quel processus réglementaire elle est liée, et si elle a été ciblée.

La promotion d'élections libres et équitables, le respect de l'état de droit et la garantie de la liberté des médias sont des éléments constitutifs d'un espace où chaque citoyen se sent libre et doté de moyens d'action.



Élections européennes

Le réseau européen de coopération en matière d'élections encourage des échanges concrets et pratiques sur toute une série de sujets pertinents pour garantir des élections libres et régulières, y compris en ce qui concerne la cybersécurité. Il continuera de soutenir la coopération entre les autorités des États membres dans la perspective des élections européennes de 2024.

↑

VIDÉO: message vidéo de Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, au sujet des élections européennes qui se tiendront du 6 au 9 juin 2024.

Liberté des médias

En 2023, un accord politique a été conclu sur la législation européenne sur la liberté des médias, un nouvel ensemble de règles destinées à mieux protéger les médias et les journalistes contre les ingérences politiques et à faire en sorte que les médias puissent exercer plus facilement leurs activités par-delà les frontières. Cette législation propose un nouveau comité européen indépendant pour les services de médias, composé d'autorités ou organismes nationaux de régulation des médias, afin de renforcer la coopération au niveau de l'UE, y compris contre la propagande étrangère, et de contribuer à la mise en œuvre des nouvelles règles.

Un accord a également été conclu sur les nouvelles règles visant à protéger les journalistes, les

défenseurs des droits, les organisations de la société civile et d'autres personnes qui sont la cible de poursuites stratégiques altérant le débat public. Ces nouvelles règles comprendront le rejet rapide des demandes infondées, des recours contre les procédures judiciaires abusives et la protection contre les décisions de pays tiers qui ne seront ni reconnues ni exécutées dans l'UE.

Le projet «Free Media Hub EAST», mené par le Prague Civil Society Centre et soutenu par la Commission, a octroyé plus de 2,2 millions d'euros de subventions en 2023 pour soutenir les médias indépendants biélorusses et russes, existants et établis, qui travaillent dans l'UE (principalement en Tchéquie, en Allemagne, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne).



Une manifestante tient une photo de Mahsa Amini, une femme de 22 ans qui a été détenue par la police de la moralité iranienne pour avoir enfreint la loi sur le port obligatoire du voile dans ce pays et qui a perdu la vie, Milan (Italie), 16 septembre 2023.

L'UE se souvient de la lutte menée et continue d'honorer tous celles et ceux qui ont payé le prix ultime pour la liberté. Le prix Sakharov 2023 pour la liberté de l'esprit a été décerné par le Parlement européen à Jina Mahsa Amini et au mouvement «Femme, vie, liberté» en Iran.

Faire participer les citoyens

L'UE s'est engagée à être davantage à l'écoute des citoyens et des parties prenantes. L'ouverture des processus d'élaboration des politiques au public est un autre moyen d'aider l'UE à devenir plus transparente, plus responsable et plus efficace.

Ces dernières années, la Commission a encore renforcé ses activités de consultation par l'intermédiaire du portail «[Donnez votre avis](#)», qui est la page centralisée pour tous les retours d'information et contributions des citoyens et des parties prenantes. Des réactions peuvent être fournies sur les appels à contributions, les propositions adoptées et les projets d'actes. Pour atteindre un plus large public, la Commission a augmenté le nombre de consultations traduites dans toutes les langues officielles de l'UE (de 59 % des consultations publiques traduites en 2019 à 83 % en 2023).

Panels de citoyens

Entre décembre 2022 et avril 2023, la Commission a organisé la première série de panels de citoyens de nouvelle génération, intégrant ce nouveau

format de participation des citoyens dans le processus d'élaboration des politiques. Sur la base de l'expérience acquise au cours de la conférence sur l'avenir de l'Europe et en réponse aux appels exprimés lors de la conférence, les panels permettent à 150 citoyens sélectionnés de manière aléatoire de délibérer et de formuler des recommandations en amont des propositions de la Commission.

Les panels ont abordé les initiatives concernant le gaspillage alimentaire, les mondes virtuels et la mobilité à des fins d'apprentissage. Les recommandations ont été recueillies dans des rapports des citoyens, qui ont servi de base à l'élaboration des propositions finales de la Commission et ont été publiés en même temps que celles-ci. Les initiatives de la Commission ont été présentées respectivement le 5 juillet (gaspillage alimentaire), le 11 juillet (mondes virtuels) et le 15 novembre (mobilité à des fins d'apprentissage). Les nouveaux panels de citoyens contribuent au processus de consultation plus large, au moyen duquel la Commission recueille des informations auprès des citoyens et des parties prenantes.



Dubravka Šuica, vice-présidente de la Commission européenne pour la démocratie et la démographie, lors du panel de citoyens européens sur les mondes virtuels, Bruxelles (Belgique), 11 juillet 2023.

Initiatives citoyennes européennes

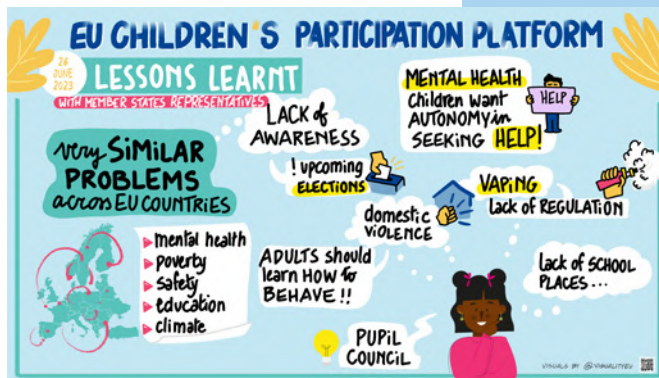
En avril, la Commission a enregistré la 100^e initiative citoyenne européenne depuis l'introduction de ces initiatives en 2012. Sur l'ensemble de l'année, la Commission a enregistré 37 nouvelles initiatives appelant à une action de l'UE dans divers domaines, tels que le traitement digne des migrants, le bien-être animal, les réseaux ferroviaires, la fiscalité, la préservation de la culture ukrainienne et l'éducation à la citoyenneté de l'Union.

La Commission a également répondu à quatre initiatives ayant abouti en 2023, appelant à une réduction de l'utilisation des pesticides, à la fin du commerce des ailerons et nageoires de requin, ainsi qu'à la fin de l'expérimentation animale et à l'interdiction de la production et du commerce de fourrure. Jusqu'à présent, 10 initiatives ont reçu plus de 1 million de déclarations de soutien depuis 2012.

Le rapport de 2023 sur les nouvelles règles relatives à l'initiative citoyenne européenne, en vigueur depuis 2020, montre que ces règles offrent un cadre plus accessible, moins contraignant et plus facile à utiliser pour les organisateurs des initiatives et ceux qui les soutiennent. Il propose aussi des améliorations pratiques sur la manière d'accroître la sensibilisation générale et d'informer les citoyens de leur droit de recourir à l'initiative citoyenne, ainsi que sur les moyens d'assurer un suivi plus visible des initiatives ayant abouti.

Renforcer les droits des citoyens

La citoyenneté de l'Union est l'une des réalisations les plus importantes de l'Union européenne. Pour célébrer le 30^e anniversaire de la citoyenneté de l'Union, la Commission a proposé des mesures visant à renforcer les droits liés à la citoyenneté, accompagnées d'orientations à l'intention des citoyens contenant les informations les plus essentielles sur leurs droits. Le rapport 2023 sur la citoyenneté de l'Union met en évidence les progrès accomplis dans la promotion des droits liés à la citoyenneté, des valeurs communes et de la participation démocratique dans l'UE depuis la publication du dernier rapport en la matière en 2020.



Enseignements tirés lors de la première assemblée générale de la plateforme européenne de participation des enfants.

La première assemblée générale de la plateforme européenne de participation des enfants, coprésidée par des enfants et des adolescents de l'UE et cocrée avec ceux-ci, s'est tenue à Bruxelles en juin dernier. Environ 60 enfants se sont réunis pour débattre des sujets (la démocratie, le changement climatique, la santé mentale, la sécurité et la pauvreté) qui orienteront les travaux de la plateforme pendant 3 ans.

Donner aux enfants et aux jeunes les moyens d'agir

Près de 20 % des citoyens de l'UE sont des enfants. Ils ont le droit de donner leur avis sur les questions qui les concernent. En 2023, la plateforme européenne de participation des enfants a créé encore plus de possibilités pour les moins de 18 ans de participer au processus décisionnel. Près de 50 organisations travaillant directement avec des enfants dans toute l'UE sont devenues membres de la plateforme depuis sa création en octobre 2022.

L'Année européenne de la jeunesse 2022 a placé les jeunes au premier rang des priorités politiques à tous les niveaux et a contribué à intégrer la perspective de la jeunesse dans différents domaines d'action. L'Année européenne de la jeunesse a créé une mobilisation et un engagement à grande échelle, sensibilisant des millions de jeunes aux possibilités offertes par l'UE. Ces jeunes ont participé

à 13 000 activités dans 67 pays, au moyen de divers programmes et initiatives de l'UE. Un certain nombre de nouveaux formats de participation des jeunes ont été lancés, allant de la plateforme «Youth Voices» et des «Youth Talks» aux dialogues stratégiques et au pool des jeunes journalistes européens. Les campagnes menées sur les médias sociaux de février 2022 à mai 2023 ont donné lieu à 210 millions de vues et 10 millions d'interactions, et ont touché 91,4 millions de personnes.

Afin de devenir des citoyens actifs, les jeunes doivent comprendre le fonctionnement de la démocratie et connaître leurs droits et leurs responsabilités. La boîte à outils «La démocratie de l'UE en action», publiée en mai, présente l'initiative citoyenne européenne aux élèves et les encourage à jouer un rôle actif dans les questions européennes.

Comment prendre contact avec l'Union européenne?

En personne

Dans toute l'Union européenne, des centaines de centres Europe Direct sont à votre disposition. Pour connaître l'adresse du centre le plus proche, visitez la page suivante: european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us_fr

Par téléphone ou par écrit

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez prendre contact avec ce service:

→ par téléphone:

- via un numéro gratuit: 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs facturent cependant ces appels),
- au numéro de standard suivant: +32 22999696;

→ en utilisant le formulaire suivant: european-union.europa.eu/contact-eu/write-us_fr

Comment trouver des informations sur l'Union européenne?

En ligne

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le site internet Europa (european-union.europa.eu).

Publications de l'Union européenne

Vous pouvez consulter ou commander ces publications à l'adresse op.europa.eu/fr/publications. Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre de documentation local (european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us_fr).

Droit de l'Union européenne et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'Union, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1951 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex (eur-lex.europa.eu).

Données ouvertes de l'Union européenne

Le portail data.europa.eu donne accès à des jeux de données ouvertes provenant des institutions, organes et agences de l'UE. Ces données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non. Le portail donne également accès à une multitude de jeux de données des pays européens.



Office des publications
de l'Union européenne